

**Pékin adresse
une mise en garde
aux pays qui conservent
des liens avec Taiwan**

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ;
Australie, 1,50 A\$; Belgique, 14 sch. ; Brésil, 200 R\$;
Canada, 1,40 C\$; Danemark, 275 F CFA ;
Espagne, 6,50 pes. ; États-Unis, 45 c. ;
France, 45 fr. ; Grèce, 125 dr. ; Irlande, 70 p. ;
Italie, 200 L. ; Japon, 225 ¥ ; Liban, 22 L. ;
Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Royaume-Uni, 275 F CFA ; Suède, 475 kr. ;
Suisse, 1,30 L. ; Tchécoslovaquie, 20 s. ;
Yugoslavie, 20 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 05
Tél. Paris 01 55 57 57
C.C.P. 5007 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Violence en Belgique

La violence des manifestations qui ont conduit la marche de sidérurgistes wallons dans Bruxelles, le 16 mars, marque-t-elle une étape non seulement dans la crise de l'économie belge, mais encore dans la désagrégation de la nation elle-même ? Sans doute, ces épisodes ont eu lieu dans un secteur limité et n'ont jamais tourné à l'émeute. Ils ont été déclenchés par quelques groupes d'« autonomes » et rappellent ceux qui, le 23 mars 1979, ont éclaté à Paris à la fin de la manifestation des sidérurgistes lorrains. Dans les deux cas, des militants ouvriers menacés par la dissolution de leur outil de travail avaient exprimé leur profond désespoir, mais les contextes sont différents.

Depuis plusieurs années, la restructuration de la sidérurgie belge était urgente, mais aucun gouvernement ne parvenait à une solution équilibrée. La rentabilisation globale passait par la fermeture d'une aciérie et par la suppression de 4 000 emplois, s'ajoutant aux 6 000 déjà supprimés. Principal producteur et exportateur d'acier de la C.E.E., par rapport à sa population, la Belgique était contrainte, trois ans après la France, de prendre des décisions draconiennes.

C'est essentiellement la Wallonie qui était touchée, car elle n'avait pas les moyens d'absorber des contre-propositions globales. Entre le bassin de Charleroi et celui de Liège, en effet, la rivalité n'était pas seulement municipale, mais technique et surtout syndicale. Les syndicats chrétiens sont les plus dynamiques à Charleroi ; la F.G.T.B. socialiste l'est à Liège. La marche sur Bruxelles a mobilisé ensemble les militants des deux centrales syndicales, mais la tentation, à Charleroi comme à Liège, d'agir pour son propre compte demeure présente.

La majorité social-chrétienne et libérale, actuellement au pouvoir, s'oppose en fait aux choix politiques de la majorité des Wallons. Et l'État belge, ou ce qu'il en reste, manque totalement des moyens de relancer une politique industrielle, à défaut de laquelle la crise économique aggravera encore l'écart entre la Wallonie et la Flandre.

Le cinquième gouvernement de M. Martens ne dispose à la Chambre que d'une majorité de 6 voix, et il est minoritaire au conseil culturel francophone et au conseil régional wallon. Il a contre lui les grandes forces sociales de la Wallonie, et ses départements économiques sont confiés à des sociaux-chrétiens. En fait, les solutions qu'il cherche semblent toujours avantager la Flandre, en fonction même de la répartition des forces politiques, consolidées par les données économiques : la Flandre (social - chrétienne dans sa majorité) a une industrie plus jeune et plus diversifiée que la Wallonie (socialiste).

Dans ces conditions, les passions régionales, pour ne pas dire ethniques, sont alimentées par une évolution qui ne laisse pas place à l'optimisme. Le jour est-il si éloigné où les nouvelles structures fédérales à peine mises en place sembleront totalement dépassées par les réalités ?

**LES ANNÉES 30
EN ITALIE**

Passions et polémiques
autour d'une exposition
à Milan

(Lire page 15 l'article de
PHILIPPE PONS)

Le gouvernement turc admet que quinze prisonniers sont morts sous la torture

La Cour suprême d'Ankara a condamné, le mardi 16 mars, l'ancien ministre turc des douanes dans le dernier gouvernement Ecevit formé en 1978, M. Tuncay Matrak, à trente-six ans de prison et à 5 millions et demi de dollars d'amende pour trafic d'influence, corruption et contrefaçon d'armes. Cette condamnation contre un ministre qui avait été mis en cause alors qu'il était en fonction illustre, nous indique notre correspondant à Ankara, la croisade du pouvoir militaire contre « les anciens politiciens irresponsables » et sa volonté de « moraliser la fonction publique ».

D'autre part, le porte-parole du gouvernement a contesté la liste de soixante-dix personnes, mortes sous la torture, publiée en janvier par Amnesty International. Il a admis toutefois que, selon les enquêtes, dont onze sont encore en cours, les accusations d'Amnesty sont fondées dans quinze cas.

De notre envoyée spéciale

Ankara. — « Moi, j'ai bénéficié d'un régime de faveur... C'est un intellectuel qui parle en garde à vue dans des locaux de la police d'Ankara. « J'ai passé trois semaines dans une salle insalubre en tout et pour tout d'une chaise, sur laquelle j'ai dû rester assis sans bouger pendant vingt jours et vingt nuits. Bien sûr, ce n'était pas de la torture. Pour m'en convaincre, on a fait défiler devant moi chaque jour ceux qui y allaient et ceux qui en revenaient. C'était un spectacle atroce. J'ai vu des policiers danser autour d'un corps étendu à terre d'avoir été roué de coups. Et il y a pire... »

« Je suis en effet. Un avocat d'Ankara évoque le cas de ce jeune militant du parti communiste, torturé pendant un mois et jeté du quatrième étage d'un commissariat. Il y a ces séances dites de « déprogrammation » auxquelles on soumet régulièrement les détenus de la prison militaire de Mamak, à Ankara : « Les prisonniers sont rassemblés dans une espèce de cage de fer, où on leur fait subir toutes sortes d'humiliations. La résistance comme la docilité sont sanctionnées par des brutalités. On leur demande, par exemple, de taire le pain des mains que l'on frappe à coups de matraque jusqu'à ce qu'elle gonfle à encre, puis on leur ordonne de présenter la dose des mains, et on recommence l'opération... »

Il y a eu dix suicides en trois mois dans cette prison après le coup d'État et la mort sous la torture de l'éditeur İhan Ersoy.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 2.)

Le glissement du franc traduit une perte de confiance des milieux financiers internationaux

Le glissement du franc sur les marchés des changes, amorcé depuis quinze jours, s'est accéléré en début de semaine, au lendemain du premier tour des élections cantonales, et s'est poursuivi mercredi 17 mars. Car, le dollar a poussé une nouvelle pointe à près de 6,13 F — non loin du record de 6,18 F établi le 12 août 1981, — mais son ascension est générale.

En revanche, le mark, théoriquement stabilisé par rapport au franc au sein du système monétaire européen, a battu son record historique à près de 2,58 F. La Banque de France s'est efforcée de ralentir la baisse du franc en intervenant sur le marché des changes tous ces jours derniers, et vient, en dernier ressort, de relever de 14 % à 15 % le taux de l'argent sur la place de Paris.

Le glissement de notre monnaie est considéré comme préoccupant dans la mesure où il traduit une perte de confiance de la part des milieux financiers internationaux, et résonne comme un signal d'alarme dans un contexte politique et économique nettement plus perturbé.

Un signal d'alarme

par FRANÇOIS RENARD

Trop tôt et trop vite ! Telle est la réaction, discrète, des milieux officiels face à la baisse du franc qui se trouve, désormais, en queue du Système monétaire européen (S.M.E.). Lorsque notre monnaie fut dévaluée de 8,5 % par rapport au mark au début d'octobre, après cinq mois d'incertitudes et d'attaques, ces mêmes milieux considéraient que « l'hypothèque était levée », l'indispensable détente des taux d'intérêt, jusqu'alors prohibés, pouvait être entreprise, et que, sur les marchés des changes, le franc avait retrouvé sa « sécurité » jusqu'à l'automne suivant. Des mesures d'accompagnement étaient prises pour éviter un

« dérapage » : gel de 15 milliards de francs de dépenses publiques, plan de financement du déficit de la Sécurité sociale et blocage de certains prix pour ralentir la hausse, essai de freinage de la progression des salaires pour éviter les effets d'anticipation.

Pendant les premiers mois, tout se passa fort bien. Le cours du mark à Paris augmenta que de 4 % à peine, passant de son cours plafond de 2,4083 F à son nouveau plancher de 2,5050 F. La Banque de France fut même obligée de le soutenir et de réinjecter près de la moitié des devises perdues dans les derniers mois précédant la dévaluation. Logiquement, ce cours du mark devait s'élever au fur et à mesure que le temps passait, le différentiel d'inflation entre l'Allemagne et la France (8 % environ) faisant se rapprocher le mark de la parité officielle de 4,50 F, soit 2,25 F de part et d'autre du cours central de 2,5621 F. De l'avis des spécialistes, il n'y avait rien d'inquiétant à ce que le mark se rapproche de 2,25 F, entre le cours plancher de 2,5050 F et le cours central. C'était au-delà que les choses étaient censées se passer.

Or, après une lente montée jusqu'à 2,55 F, le mouvement s'est accéléré depuis le début de mars, la Banque de France s'efforçant de défendre le cours central de 2,5621 F, rapidement débordé dans la deuxième quinzaine de mars. Voilà le mark en route vers son cours plafond avec, comme effet secondaire, celui d'amplifier la hausse d'un dollar triomphant, en passe d'égaliser son record d'avril dernier.

(Lire la suite page 34.)

Point de vue

Déceptions

Certains se disant déçus par la gauche pour laquelle ils n'ont jamais voté, il sera donc permis à quelques-uns qui s'est consacré à son ardeur depuis plus de dix ans d'exprimer le même point de vue.

Déçu d'abord parce que le gouvernement de M. Mauroy, en dépit du fait qu'il rassemble des unités souvent très brillantes et efficaces se réclamant d'une idéologie identique, donne la même impression que l'équipe du XV de France de rugby : des lignes d'attaque brillantes, mais assurant

par
PIERRE MARCILHACY (*)

mal la liaison avec les ailiers ; des demi-centres courageux et forts mais souvent mal à leur place et mal dans leur peau.

Dans l'ensemble, une belle équipe dont les éléments ne donnent pas au public l'impression qu'ils jouent au corde et savent coordonner leurs efforts. « Échec de jeunesse » dirait-on dans le monde majoritaire. Il se

(*) Ancien sénateur.

peut, mais nul n'a l'éternité devant soi.

Déçu aussi parce que le changement se traduit plus par des hommes et par des mots que par des faits. Pour nous, il fallait non seulement remplacer les équipes au pouvoir depuis trop longtemps mais aussi s'attacher non à bouleverser la société, mais à remodeler la France, qui s'enlise dans des habitudes sociales quasiment médiévales, alors qu'elle s'engage avec plus de succès qu'on ne le croit dans la voie des technologies les plus avancées, et que la fin du vingtième siècle sera impitoyable pour les retardataires.

Or, dans ce sens, nous ne voyons que des décisions fiscales dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont efficaces qu'à très court terme. Soyons net : qu'a-t-on fait pour que, à l'échéance de dix ou quinze ans, les biens, les droits et les devoirs soient mieux répartis en France qu'ils ne le sont aujourd'hui ?

(Lire la suite page 2.)

Page 2
D'UN TOUR À L'AUTRE
Les articles d'A. GROSSER,
D. AMSON,
G. KONOPNICKI et
P. de SAINT-ROBERT

AU JOUR LE JOUR EURÉKA

« Les « divergences » (divers gauche) continuent de faire couler beaucoup d'encre, alors qu'ils ne représentent que 170 % des votants. Sont-ils la majorité ou de l'opposition ? Tout aurait été beaucoup plus simple si l'ordinateur informatique, après avoir classé les divers gauche à droite, avait attribué, non moins logiquement, les 15,08 % de voix des divers droite à gauche. Dans l'opposition aurait gardé ses 170 % d'électeurs laborieusement annexés, et le gouvernement pourrait se targuer de 60,58 % de partisans !

PATRICE DE BEER.

Le Maroc retrouvé

Des générations entières de Français, nés sur la terre marocaine, en ont gardé à jamais le souvenir : une nature ôpre et violente, les montagnes et les villes saintes, le vent et la lumière, l'espace et la précarité des existences... Ce roman raconte leur histoire, avec une puissance d'évocation peu commune, par-delà la nostalgie d'un passé à jamais révolu, se dessine une réalité éternelle : celle du Maroc retrouvé.

Michel Jobert

La rivière aux grenades

roman

Albin Michel

Les développements de l'affaire Lucet

La décision du procureur de la République de Marseille de nommer de nouveaux experts pour déterminer les causes exactes de la mort de René Lucet a provoqué l'indignation de la famille de René Lucet et des questions sur la légalité de la procédure.

Cette décision relance, par contrepoint, les interrogations sur le rôle de M. Lucet à la direction de la Calise d'assurances-maladie des Bénédictins-de-Sabon, aux marges des affaires et de la politique. Il s'agit notamment d'un recours fréquent aux marchés de gré à gré était pratiqué par la Calise.

(Lire page 12 les articles de Pierre Georges, Danielle Bouard et Laurent Grousseau.)

UNE DEMANDE DE RESTITUTION

Le Parthénon et quelques autres...

Mme Maline Mercouri, ministre grec de la culture, a réuni, mardi 16 mars, à Athènes, devant l'Association de la presse étrangère, une conférence, au cours de laquelle elle a estimé que les frises du Parthénon, actuellement au British Museum, avaient été « volées » par lord Elgin et que ces « symboles de la Grèce » devaient retourner définitivement dans leur pays d'origine. Au sujet de la Vénus de Milo, qui, pour sa part, se trouve au Louvre, Mme Mercouri a indiqué que le gouvernement français avait donné son accord de principe pour que la statue soit exposée en Grèce, aucune date prise n'ayant été fixée cependant. Elle n'a pas demandé la restitution.

Mme Mercouri vient de lever un livre de taille en demandant ainsi la restitution de frises du Parthénon, emportées en Grande-Bretagne par lord Elgin, lors de son ambassade en Turquie, il y a près de deux siècles. Lord Elgin, dont la passion archéologique est donc rétrospectivement assimilée au pillage, il est peu probable que les autorités britanniques apprécient cette mise en cause d'un de leur diplomate. Mais il est vrai que Mme Mercouri, por-

tant en jugement, était elle-même « très irritée », selon ses propres termes, par la réaction de la Chambre des lords, il y a un mois, à une demande similaire faite, plus diplomatiquement, au gouvernement anglais. Les lords avaient alors simplement estimé que les frises étaient plus en sécurité chez eux que dans l'air pollué d'Athènes.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 28.)

Le Monde

idées

La notion de majorité

par ALFRED GROSSER

On peut évidemment prolonger les querelles en cours. En s'interrogeant notamment sur les équilibres dans la vie politique française à propos de l'affirmation du ministre de l'intérieur selon laquelle des « divers gauche » ne peuvent être à droite, alors que, par exemple, sous le IV^e République, le Rassemblement des gauches républicaines était pour le moins une formation de centre droit. En se demandant aussi si le clivage actuel majorité/opposition se superpose entièrement à une division gauche/droite, sur la base de l'affirmation implicite selon laquelle Georges Marchais et le P.C. incarneraient toutes les libertés républicaines, tandis que ceux qu'ils effraient seraient par définition autoritaires et conservateurs.

Mais l'important n'est pas là. Le vrai débat devrait porter sur la notion même de majorité. Certes, on comprend qu'après un si long confinement dans l'opposition, une sorte d'ivresse ait saisi nombre de nouveaux dirigeants et une partie des militants. Ivresse de sentir qu'on exerce le pouvoir au nom du principe démocratique fondamental, celui de l'élection majoritaire. Mais faut-il pour autant sacrifier la majorité, lui donner une majuscule exprimant une

légitimité si forte que d'autres principes s'en trouvent menacés ?

La démocratie pluraliste, c'est en effet aussi la limitation par des règles du pouvoir de la majorité, c'est le respect de la minorité. La limitation du pouvoir majoritaire au nom des normes a été au cœur du débat sur le Conseil constitutionnel.

La pluralité des majorités existait déjà du temps où le maire socialiste de Lille accueillait courtoisement le président conservateur de la République et où le maire de Marseille se défendait à bon droit contre la façon dont l'Etat central privilégiait les municipalités dominées par la majorité nationale. Elle est inscrite plus fortement dans la réforme de la région et du département. Dès lors qu'à juste titre on refuse de considérer comme pleinement démocratique l'Etat centralisé et omnipotent, on doit accepter l'idée de majorités différentes disposant de vrais pouvoirs au niveau régional, départemental, municipal.

Suisses, Américains, Allemands sont habitués à cette pratique de la démocratie. Ils savent que la pluralité

des majorités conduit à une pratique qui est aujourd'hui fort décriée chez nous et qui est pourtant un élément de la démocratie tolérante, à savoir le compromis à trouver entre des pouvoirs également légitimes.

Le respect de la minorité, lui, ne doit évidemment pas rendre impossibles les changements et transformations que la majorité veut introduire. Mais il doit au moins conduire à s'interroger sur le façon dont on est devenu majoritaire. Dans la vie politique, sur les motivations souvent contradictoires des électeurs qui ont voté, sur les motivations sans doute aussi pour donner un mandat limité. Dans la vie sociale, sur le contenu et les limites de la représentation syndicale, surtout dans la France d'aujourd'hui où la tendance est de confier aux syndicats les possibilités les plus larges, par exemple pour passer sur les orientations des entreprises nouvelles nationales ou pour définir les objectifs de la recherche scientifique.

Le respect de la minorité, ne faudrait-il pas aussi en chercher l'application au sein même des organisations - partis et syndicats - qui se réclament le plus de la démocratie ? Est-il pleinement démocratique que l'intériorité interne elle-même de la règle démocratique se déforme ?

Où, il est bon qu'il y ait une majorité stable dans les institutions centrales et que la V^e République ne connaisse pas les oscillations incessantes de la III^e et de la IV^e. Il est excellent qu'ainsi puisse être pratiquée une politique d'inspiration dans la durée. Mais il ne devrait pas en résulter une sorte de déification de la nation même de majorité, entraînant la diabolisation globale de l'adversaire politique, d'autant plus que, si l'alternance se produisait de nouveau, on risquerait fort d'être victime de cette déification-là.

A force de désarmer

par GUY KONOPNICKI (*)

Du temps de l'état de grâce, quand un militant attardé s'inquiétait de ne pas voir le changement attendu, le chorale réaliste montrait du doigt la droite, prête à saisir la moindre audace pour y revenir en force... Il n'y eut donc pas d'audace, les trente-cinq heures devinrent quarante moins le quart, les nationalisations furent une bonne affaire pour les actionnaires, les vieux ordres ne furent pas touchés, le droit de vote demeura français de naissance, le service militaire fut maintenu dans sa durée... Le résultat est éloquent.

Aucune manifestation populaire n'a troublé l'ordre rose, les ouvriers ont été invités à patienter. De l'autre côté, la droite a appris la mobilisation populaire. Toutes les catégories sociales traditionnellement sensibles au vote conservateur ont été agitées. Les cadres, les professions libérales, les paysans, les petits patrons, les commerçants, les parents d'élèves de l'école libre, les policiers, s'auraient pas connu plus grande effervescence si le gouvernement de Pierre Mauroy avait décrété la socialisation totale de la production.

La droite joue d'autant plus aisément avec les frayeurs que la gauche a désarmé sur bien des terrains. Craignant par-dessus tout d'être débordés, les partis de la coalition gouvernementale se refusent la constitution d'une véritable majorité populaire fondée sur la participation active à la vie sociale et politique. Jamais les travailleurs n'auront été si peu rassemblés et concernés par la politique.

C'est un paradoxe dangereux pour les deux partis du gouvernement que cette dissolution de leur base. L'Etat ronge la gauche dans sa pratique et jusque dans son idéologie. Un intérêt de critique enveloppe les corps constitués. L'avis du Conseil constitutionnel pèse plus

que celui de la majorité parlementaire ; mais on paliera la note plutôt que de toucher à la Constitution gaulliste. La police grogne ? On la rassure plutôt que de lui rappeler qu'elle était moins vindicative quand on lui ordonnait de jeter des cadavres à la Seine. Les officiers craignent-ils la démocratie dans le contingent ? C'est à eux que l'on donne la parole.

Comment, ceux qui, le 10 mai, ont mis leurs espoirs dans l'élection du président de la République peuvent-ils se retrouver dans tout cela ? Patience, répondent les dirigeants socialistes, nous avons demandé dix-huit mois pour inverser la tendance du chômage...

Deux enseignements des campagnes devraient pourtant faire réfléchir. Le premier est que la majorité ne s'élargit pas sur sa droite et qu'il serait illusoire de chercher des ouvertures de ce côté-là. Ceux qui pensaient en juin que la gauche pourrait reprendre à son compte les arguments de stabilité et d'ordre ne seront pas leurs amis.

Le second enseignement est que l'électorat populaire qui a fait défaut au P.C.F. n'a pas rejoint le P.S. Il représente aujourd'hui un enjeu décisif pour la majorité et il serait dangereux de le traiter en piètelle électorale. Il manifeste une volonté de changer la politique elle-même et ne se laisse pas canaliser. Liée au mouvement social, aux luttes, aux aspirations socialistes, cette frange pèse dès aujourd'hui sur la vie politique.

La gauche ne pourra indéfiniment se réduire à l'addition des voix communistes et socialistes et les deux partis viennent de montrer qu'ils ne couvrent pas la totalité du champ.

(*) Journaliste, directeur du mensuel France-Tiers.

D'un tour à l'autre

La remontée de l'opposition au premier tour des cantonales traduit évidemment une déception, dont Pierre Marichal se fait l'écho.

Encore que, comme le fait remarquer Daniel Amson, les victoires électorales dans un pays divisé comme la France soient toujours momentanées.

Guy Konopnicki reproche à la gauche de n'avoir pas su faire participer activement les travailleurs à la vie politique. Alfred Grosser demande qu'on s'abstienne de « déifier » la notion de majorité. Quant à Philippe de Saint-Robert, il pense que la France n'est pas malade de l'échec du socialisme, mais de la réussite du giscardisme, qui lui a, selon lui, « défilé l'âme ».

Des victoires momentanées

par DANIEL AMSON (*)

Le premier tour des cantonales a confirmé la grande stabilité du corps électoral français qui, une fois passées les sautes d'humeur, revient toujours à ses divisions traditionnelles.

Le scrutin du 10 mai avait, précisément, traduit une « saute d'humeur » ou, plus exactement, un phénomène de lassitude qui, selon toute vraisemblance, se manifestera chaque fois qu'un président de la République sollicitera un deuxième mandat. Encore convient-il d'observer que l'amplitude de cette « saute d'humeur » était restée relativement faible puisque, bien que le jour de dix-huit ans aient voté pour la première fois - et, dans leur majorité, contre lui - M. Giscard d'Estaing ne perdit que 2,5 % de ses électeurs de 1974, soit trois fois moins que de Gaulle entre décembre 1965 et avril 1969.

Sans doute, le résultat des législatives du mois de juin avait-il paru confirmer celui du scrutin présidentiel. Mais cette « confirmation » résultait, très largement, du grand nombre des abstentions dont - pour la première fois depuis 1962 - le taux dépassa 30 % au premier tour et atteignit encore près de 28 % au second tour. En mai comme en juin 1981, il n'y eut donc, en réalité, qu'un faible changement d'opinion des électeurs. L'erreur de beaucoup fut alors de croire que ces deux scrutins marquaient un changement fondamental et qu'après avoir été « à droite » pendant près d'un quart de siècle, la majorité des Français était soudain devenue « de gauche ».

Le scrutin de dimanche dernier vient de remettre les choses à leur juste place.

Il marque d'abord - comme ce fut toujours le cas sous la V^e République - que les électeurs profitent volontiers de consultations locales, qui ne modifient pas la majorité parlementaire, pour exprimer leur désaccord avec la politique menée par

le gouvernement. Il est d'autant plus facile d'émettre un « vote-sanction » que les effets de ce vote sont limités.

Il semble, toutefois, que le succès de l'opposition, le 14 mars, ne résulte pas seulement de ce phénomène. Les électeurs traditionnels de droite qui ont voté pour la gauche en mai et juin derniers - il y en eut tout de même un certain nombre - attendaient, comme il est légitime, une amélioration sensible de leurs conditions de vie. Comme ces électeurs étaient loin de se situer, tous, parmi les plus défavorisés, certains d'entre eux n'ont pas manqué d'être déçus par les mesures prises par le gouvernement, notamment en matière fiscale.

Ils s'aperçoivent qu'en réalité la politique française obéit à un certain nombre d'impératifs catégoriques - auxquels les gouvernements, quelle que soit leur tendance, ne peuvent pas se soustraire. En outre, beaucoup d'électeurs de M. Mitterrand ont, certainement, été déçus de voir que, comme un gouvernement de droite, un gouvernement de gauche avait ses contradictions, ses préférences et ses rancunes et qu'il n'hésitait pas, le cas échéant, à révoquer ou épurer. Bref, après dix mois, l'enthousiasme est tombé. Les électeurs de droite sont à nouveau venus voter et la gauche a obtenu un résultat comparable à celui de l'ancienne majorité, il y a six ans.

Il est trop tôt pour dire que ce résultat annonce, un recul du parti socialiste qui, ayant recueilli près de 30 % des voix, reste - et de loin - le premier parti de France. Il est plus juste de penser que le scrutin de dimanche confirme que, dans un pays dont l'électorat est divisé en deux tendances de force voisine, les victoires, quand bien même elles ont paru très nettes, ne traduisent parfois qu'un sentiment momentané.

(*) Avocat à la Cour.

Déception

(Suite de la première page.)

Déçu parce que, mais ce n'est pas la faute du nouveau pouvoir, les puissances économiques inféodées au pouvoir déchu n'ont pas su ou voulu travailler à faire de notre pays une sorte de Japon occidental, préférant serrer leur argent et refuser le risque même productif et ce, au préjudice de l'intérêt national.

Déçu parce que notre pays n'a que faire du gangstérisme infiltré dans la politique, des suicides inexplicables et de leur exploitation inqualifiable, des accusations et des réfutations entrecroisées, petit jeu dont l'actuelle opposition porte la responsabilité, mais que l'actuelle majorité eût pu repousser avec la sérénité que confère le pouvoir qui lui est attribué par délégation de la nation.

Déçu parce que, sur le terrain de l'Hexagone, on s'attarde encore à des querelles largement dépassées et qu'il est périlleux de vouloir faire du problème de l'école libre ce que fut la question janséniste des dix-septième et dix-huitième siècles.

Déçu parce que nombre de responsables actuels de notre dessein ne semblent pas se rendre compte de notre déception et mettent au délit ou au crédit de l'opposition telles ou telles mésaventures électorales qui

pourraient, si elles étaient bien comprises, avoir un effet de réflexion salutaire.

Déçu parce que notre jeunesse attend de nous autre chose, ainsi que l'opinion étrangère, laquelle, cependant, fait insolite et heureux, a mieux compris que nous le sens de la nouvelle orientation française.

Certes nul n'est maître d'une crise économique et l'héritage recueilli aurait dû faire l'objet d'un véritable inventaire. Mais ce n'est pas à ceux d'hier de se collecter avec les sévérités du châtiment et de l'inflation, c'est à ceux d'aujourd'hui.

Nul ne leur demande de faire des miracles. Nous pouvons cependant réclamer qu'ils aient le sang-froid et la force d'âme indispensables et qu'ils songent à entendre leurs amis plutôt qu'à écouter, même pour leur répondre, les vociférations de leurs ennemis.

Les amis ne les abandonneront jamais, car ils savent que nous avons raison, mais ils ne peuvent à eux seuls assainir le climat de la France, qui en a soudain grand besoin.

PIERRE MARICHAL.

Moralités politiques

par Ph. de SAINT-ROBERT.

L'embarras où se trouve aujourd'hui le pouvoir dans certaines affaires, tant intérieures qu'extérieures, devrait inciter l'actuelle opposition à ne pas tenir des propos qui, un jour, le mettraient elle-même dans des situations aussi délicates. Il y a en effet quelque chose de diabolique dans le système qui est le nôtre, et qui condamne les majorités gouvernementales à faire bien des choses qu'elles avaient décliné d'accomplir.

Donc, à l'actuelle opposition, incapable de tenir la moindre discussion sur la nation (bien qu'on y feigne encore de se réclamer du gaullisme), il ne reste qu'à entretenir un dixième de cause autant que de déssein. Elle attend la catastrophe, elle l'annonce, elle la souhaite pour s'y trouver justifiée, elle y aidera au besoin. Cette opposition se veut, selon l'un de ses stratèges, « globale » mais pas « systématique » : on a vraiment du mal à déceler comment une opposition « globale » peut n'être pas « systématique ». A perdre l'usage des idées, on perd l'usage des mots.

Cependant, il y aurait beaucoup de critiques à formuler à l'encontre du pouvoir actuel. Les seuls propos intelligents que j'aie lus dans ce sens ont été publiés dans ce journal sous la signature de Maurice Couvre de Murville (1). Curieusement, sans qu'il s'en aperçoive, l'auteur, sans qu'il s'en aperçoive, se veut, selon l'un de ses stratèges, « globale » mais pas « systématique » : on a vraiment du mal à déceler comment une opposition « globale » peut n'être pas « systématique ». A perdre l'usage des idées, on perd l'usage des mots.

On ferait bien, dans les instances du R.P.R., de s'inspirer du fond et de la forme d'un tel discours, plutôt que de laisser libre cours à l'agitation de tal député du quinzième arrondissement qui semble décidé à prendre

Jacques Chirac pour Jacques Doriot et le R.P.R. pour le P.P.F. (ce qui ne l'empêchera du reste pas de finir comme le P.S.F., par son cumuler les fonctions).

Jamais le débat intellectuel et le débat politique n'ont volé aussi bas en France depuis les années 30, où la cacophonie de tant d'idéologues et de tant de patriotes s'élevait et où couvraient les bruits de bottes de la « nouvelle Europe » à nos frontières. A vrai dire, nos institutions fonctionnent, mais elles ne sont pas ce qu'elles devraient être. Est-ce que nous manquons d'hommes d'Etat, ou d'hommes politiques qui aient suffisamment la sagesse de l'Etat pour ne pas se priver d'avances des moyens d'exercer réellement le pouvoir au cas où ils viendraient à l'avoir ?

Pour qu'un Charles de Gaulle revienne au pouvoir, il a fallu des circonstances qui ne se produiront jamais plus. Les crises que nous traversons aujourd'hui ne suscitent pas de héros et ne favorisent pas les sages. Aux plus raisonnables, la lassitude tient lieu de détachement ; aux moins raisonnables, l'amertume fait l'indignation. Et dans toute la presse écrite ou parlée, ce sont les pires paléons qui nous entraînent de la spiritualité qui nous manque, et qu'il est temps de pouvoir nous rendre. Enfin, quand la patrie est perdue, le parti ne l'est jamais : l'un réagit des centres de l'autre, non sans avoir parfois attiré l'inconscience.

La France n'est pas malade de l'échec du socialisme ; elle est encore malade de la réussite du giscardisme, qui lui a séché le cœur et défilé l'âme.

(1) Le Monde du 13 février.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 422 F 611 F 780 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 562 F 1 241 F 1 620 F
ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Claude Julien.
Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Cillario
Avenue Montaigne.
Les plus belles lunettes du monde
Créations lunettes : or,ivoire,écaille.
Réception dans notre salon présentation de 650 modèles.
42, AVENUE MONTAIGNE PARIS - TEL. 733.97.25

Le Monde
L'Europe
Les autorités semblent de l'Association
Le congrès des syndicats
que le nouveau
est chargé de reprendre
A TRAVE
Tchu
Zaire

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

Les autorités semblent préparer la dissolution de l'Association des journalistes

De notre correspondant

Varsovie. — Le programme d'épuration annoncé la semaine dernière par le bureau politique se réalise à un rythme soutenu. Les déclarations de M. Rakowski sur la nécessité pour les enseignants de changer de métier s'inscrivent dans une stratégie de dissolution de l'Association des journalistes polonais (Z.P.J.) prévue pour l'automne 1982, sur la lancée de l'automne 1980, sur la lancée de la signature des accords de Gdansk, cette association avait, au cours d'un congrès extraordinaire, porté à sa tête une direction composée d'hommes connus pour leur intégrité professionnelle et dévoués à lutter pour l'honneur de l'information. Beaucoup d'entre eux étaient membres du parti, tous étaient des journalistes, et c'est un communiste de longue date, M. Stefan Bratkowski, qui avait été élu président.

Principal animateur d'un club de réflexion regroupant des intellectuels de toutes tendances, le D.P.P., personnellement lié pendant longtemps à plusieurs hauts dirigeants du parti, M. Bratkowski était rapidement devenu très populaire grâce à son engagement en faveur des réformes et d'un accord entre le parti et la société. Au printemps dernier, il avait été l'un des organisateurs de la mobilisation de la base du parti en faveur de M. Kania qui menaçait les dirigeants de l'Union polonaise des journalistes de l'exclusion du P.O.P. pour avoir osé tant d'autres par son opposition, il n'en avait pas moins continué à prêcher la raison avant d'être élu à la présidence le 13 décembre, à la clandestinité. Il faut croire que malgré l'instauration de l'état de guerre, la fermeture de nombreux journaux et la mise en l'état de certains de journalistes, il serait encore impossible de trouver une majorité au S.D.P. pour renver-

ser M. Bratkowski et son équipe. Sinon on s'expliquerait mal que le pouvoir prépare maintenant la dissolution de cette organisation, au lieu, comme tant d'autres, de lever sa « suspension » après y avoir fait remède de l'ordre. Les autorités n'ont en tout cas couru, pour lancer leur offensive — aussitôt relayée par le journal télévisé — qu'un collaborateur inconnu du quotidien des journalistes communistes, un groupe de journalistes de l'opposition des rédacteurs d'une revue paysanne. Le premier, estimant qu'il faut « renforcer le rôle du parti dans la direction des médias » a souligné la création d'une nouvelle association qui fonderait son action sur « une appréciation réaliste de la situation socio-politique et (...) les principes de l'autonomie, de l'indépendance et des formes démocratiques de travail ». Les seconds, dans une lettre au général Jaruzelski, font valoir un « vœu semblable. Les trois lettres, présentées aux rédacteurs du parti, ont été envoyées au secrétaire à la propagande, M. Gosciniak, qui s'agitait ainsi de renouer « avec les meilleures traditions du journalisme polonais ».

Vers une diminution des livraisons de viande

D'autre part, mardi 16 mars, l'agence P.A.P. annonçait que les livraisons de viande et de volailles pourraient diminuer au second trimestre d'un tiers par rapport à l'année dernière et qu'une diminution de la ration actuelle (25 kilos par mois) était donc à craindre. Les livraisons de poissons devaient, elles, chuter de moitié et les difficultés d'approvisionnement en produits industriels s'aggraver. L'agence a indiqué par ailleurs que le montant global de l'« aide d'urgence »

consentie par les pays socialistes pour compenser l'effet des sanctions occidentales s'élève à 10 milliards de zlotys (1). La contribution de l'Allemagne serait d'un montant de 200.000 dollars. Le quotidien de l'armée, *Zolniers Wolnowol*, vient par sa part de lancer une nouvelle attaque contre les experts de Solidarité, notamment contre M. Gosciniak, accusé d'avoir inspiré la politique étrangère antipolonoise à du syndicat. Ce journal affirme aussi qu'il aurait découvert, depuis le 13 décembre, quatre-vingt-dix-huit caches d'armes récelant entre autres quatre mitrailleuses, trente-et-un pistolets, trente grenades et 107 kilos d'explosifs.

La commission mixte Eggleston, quant à elle, devrait se réunir le 23 mars pour la seconde fois depuis l'instauration de l'état de guerre. On ne s'est pas encore mis d'accord sur ce que cette rencontre porte des fruits particuliers. Enfin, le général Jaruzelski a présenté, mardi, au nom du bureau politique, un projet de loi sur la réorganisation de l'armée. Les soldats, promus récemment à M. Gosciniak, hospitalisés en raison d'une grave maladie, l'ancien premier secrétaire, dont l'ère avait été marquée par l'élimination rapide des espions de 1956 et s'était achevée sur les fusillades de 1970, est aujourd'hui souvent cité en exemple.

BERNARD GUETTA.

(1) 1 franc vaut 13,50 zlotys.

« Lech Walesa ne pourra être libéré », a déclaré au *Washington Post* le commandant Gornicki, « car il n'a pas changé d'opinion sur ce que doit être le syndicat ». Cette déclaration du conseiller du général Jaruzelski sur le président du syndicat indépendant, Solidarnosc, élu le 16 mars par « la Voix de l'Amérique ».

Turquie

Le gouvernement admet la mort de quinze prisonniers

(Suite de la première page.)

Il y a les « techniques » reconnues, à Mank et ailleurs, par diverses organisations internationales (simulations de pendaisons, coups sur la plante des pieds, électrocution, sévices sexuels sur les femmes...) et dont certaines, apparemment, n'épargnent même pas les prisonniers les plus exposés au regard de l'opinion internationale, comme les syndicalistes jugés à Istanbul.

Tout permet de penser que la torture est d'usage fréquent dans les prisons militaires, à peu près systématique dans les locaux de la police, et très peu « sélective ». Certains quotidiens (*Cumhuriyet* et *Hürriyet* en particulier), dont on sait à quel point leur liberté est limitée, font fréquemment état de sévices, sans donner de détails précis, mais sans non plus se soucier de censurer. Car personne ici ne les nie. Tout au plus, certains essaient-ils de distinguer entre les « mauvais traitements », qui seraient le « normal », et la « torture sophistiquée », qui serait, selon eux, l'exception.

Du côté militaire, on dresse régulièrement le bilan des plaintes déposées et des poursuites engagées. A ce jour, les sanctions ne visent que cinq policiers responsables de la mort de détenus : une peine de quatre mois et vingt jours de prison, trois peines d'un an, et une peine de quatre ans contre un inspecteur d'Ankara qui, libéré avant la fin de son procès, a étrangement disparu. Difficile dès lors de souscrire à cette appréciation d'un diplomate américain d'Ankara : « Ce gouvernement est le premier qui ait véritablement s'attaqué à la torture, c'est pourquoi les droits de l'homme en Turquie ne sont pas un motif de préoccupation pour les Etats-Unis ».

chômeurs qui s'entassent dans les bidonvilles d'Istanbul ou d'autres grandes villes. Ceux-là ont de tout temps été malmenés par la police. Alors, qu'on torture un peu plus dans les commissariats ou les prisons militaires, ça n'est vraiment pas leur problème... »

Les méthodes répressives ne sont effectivement pas un thème de mécontentement populaire, sauf dans l'Est, où elles ne visent pas uniquement les détenus mais apparemment aussi une large partie de la population — les Kurdes — a priori suspecte. Les descentes dans les villages en pleine nuit sous prétexte de recherche d'armes, le harcèlement par la bureaucratie militaire de gens qui n'ont à leur disposition qu'une langue — le kurde — dont l'usage leur est interdit, le fait qu'on va à l'encontre dans ces provinces que des soldats du contingent originaires de l'Ouest et qu'on y organise régulièrement de grandes manœuvres militaires qui rassemblent aussi à des manœuvres d'intimidation, les témoignages recueillis auprès des proches de détenus, anciens membres d'organisations terroristes séparatistes, tout laisse penser que la situation dans l'Est est infiniment plus tendue qu'ailleurs, et que les accusations de grands procès de *Devlet* ou d'*Ergenekon* ne sont pas aussi à l'épreuve de la brutalité de la répression. Mais l'Est, vu d'Ankara ou d'Istanbul, c'est le bout du monde ; une région qui passe de -40 degrés l'hiver à +40 degrés l'été, avec laquelle les communications téléphoniques sont difficiles, et où les correspondants locaux des grands journaux d'Istanbul sont sous la surveillance très étroite des autorités militaires pour toutes leurs transmissions.

Rares sont, dans les grands centres urbains de l'Ouest, ceux qui font des méthodes de répression une de leurs préoccupations prioritaires : quelques journaux, quelques organisations qui ont contribué à la mobilisation de l'opinion européenne sur ce problème et qui sont en train de le payer, comme M. Apaydin. Même dans les milieux hostiles au régime militaire, le sentiment semble prévaloir que l'Europe donne des leçons se moie de ce qui ne le regarde pas.

et qui n'intéresse pas les Turcs. C'est l'arbre qui cache la forêt, expliquent, en substance, des démocrates convaincus : cette insistance sur les droits de l'homme témoigne d'une méconnaissance de la Turquie ; elle néglige, et risque même de compromettre ce qui est l'essentiel, c'est-à-dire la capacité du général Evren de reconduire le pays vers un régime civil stable.

Fierté nationale outragée

D'autres — démocrates moins convaincus — se raidissent dans leur fierté nationale outragée et ne veulent voir là qu'une campagne « menagère ». Les autorités militaires ont exhibé fin février devant la presse turque et étrangère huit prisonniers dont les noms figuraient, selon elles, sur une liste de soixante-quinze détenus morts sous la torture établie par Amnesty International. Le lendemain, la B.S.C. diffusait un enregistrement recueilli à la suite d'un des détenus qui affirmait avoir été torturé « comme tous les autres » ; l'organisation humanitaire affirmait, à Londres, que cinq de ces prisonniers n'avaient jamais figuré sur des listes et que les trois autres en avaient été retirés depuis plusieurs semaines déjà.

Peu importe. Ces huit détenus n'étaient-ils pas la preuve vivante d'une volonté de déniement systématique, qui fit d'ailleurs oublier sur le moment le sort des soixante-sept autres. Les autorités viennent de présenter tardivement des « explications » sur le mort de ces laissés-pour-compte : décès lors d'accrochages avec les forces de l'ordre ou de règlements de compte entre groupes terroristes, ou mort « pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la torture ».

Les affirmations d'Amnesty International ne seraient fondées que dans quinze cas. Explications assez peu convaincantes, ne serait-ce que par leur caractère tardif. La hargne avec laquelle a été menée cette opération laisse en tout cas mal augurer de la volonté des autorités de faire, dans ce domaine, l'effort qui leur est demandé par l'Europe.

CLAIRE TRÉAN.

Belgique

DANS LE CENTRE DE BRUXELLES La marche des sidérurgistes a dégénéré en scènes d'une exceptionnelle violence

De notre correspondant

Bruxelles. — Cent soixante-dix-neuf policiers et gendarmes blessés, dont quatorze dans un état grave, une centaine de manifestants blessés, dont trois grièvement ; l'hôtel Albert-J. incendié ; des rues dévastées, les vitres du premier étage de l'hôtel Sheraton et celles de la banque Lambert brisées ; les parapets et les entrées du métro de la place Rogier détruits ; les arbres de tramways démolis ; la surveillance très étroite des autorités militaires pour toutes leurs transmissions.

Plus de dix mille sidérurgistes — sept mille cinq cents selon la gendarmerie et douze mille d'après les organisateurs — étaient venus de Liège et de Charleroi à bord de deux cent vingt-cinq autocars pour exiger le sauvetage immédiat de la sidérurgie wallonne. La manifestation, organisée par le puissant syndicat socialiste F.G.T.B. (Fédération générale du travail de Belgique), avait été précédée de pressants appels au calme. Les dirigeants syndicaux, se sentant débordés par leur base, voulaient éviter le renouvellement des incidents qui s'étaient produits aux abords de l'immeuble Charlemaigne, le siège de la C.E.R., le 11 février dernier. Sept mille manifestants avaient alors protesté contre les réticences de la Commission à approuver l'aide à la sidérurgie envisagée par le gouvernement belge. Il y avait eu, ce jour-là, une charge spectaculaire des gendarmes à cheval et de nombreux blessés, dont trois dans un état grave.

Au début de la matinée, la stratégie de l'apaisement semblait avoir réussi. Traversant la capitale du sud au nord, le cortège impressionnant conduit par les dirigeants syndicaux Gilon (pour Liège), Staquet (pour Charleroi) et par le président du F.G.T.B. M. Gruy Spilliers, avait paru d'un calme total. A la fin de la manifestation place Rogier, tout se gâta brusquement quand quelques centaines de manifestants voulurent remonter le boulevard Botanique, non prévu sur l'itinéraire strictement délimité. Les gendarmes avaient reçu l'ordre de faire reculer les manifestants vers le World Trade Center, où ils devaient rembarquer dans les autocars, et d'empêcher tout « dérapage » vers la C.E.R. ou vers la « zone neutre » de la rue de la Loi, qui abrite les ministères et où toute manifestation est interdite.

Amerlume et déception

Timidement d'abord, vigoureusement ensuite, les manifestants tentèrent de forcer le barrage de la gendarmerie. Des rues furent dévastées, des boulevards et des bords de l'ordre, particulièrement importants (quatre cents gendarmes, soixante chevaux, dix sections d'autopompes et un hélicoptère), réagirent immédiatement, mais la bataille fut particulièrement dure. Un homme, en tentant de lancer un pavé, bascula par-dessus la rampe du tunnel et fit une chute de cinq mètres. Son état est très grave.

Finalement, quelques centaines de manifestants se retranchèrent rue Saint-Lazare, près de la gare du Nord, où ils videront un café pour dresser une barricade avec les chaînes et les tables. C'était la dernière bataille, suivie d'une tempête de pluie et de neige fondante.

Les sidérurgistes remonteront alors à bord de leurs autocars, plus amers et plus déçus que jamais. Ils reprocheront aux autorités d'avoir riposté trop impitoyablement, d'avoir par exemple utilisé un hélicoptère, « ce qui rendait la lutte inégale », d'avoir utilisé « des gendarmes flamands contre les sidérurgistes wallons ». Or, il y avait une majorité de gendarmes wallons venus du Hainaut, de Liège et du Luxembourg, mais les médias ne retiendront que ceux venus des Flandres. Un autre grief porté en compte dans le lourd contentieux linguistique.

PIERRE DE VOS.

U.R.S.S.

Le congrès des syndicats fait apparaître que le nouveau président est chargé de reprendre en main l'organisation

De notre correspondant

Moscou. — On attendait du congrès des syndicats soviétiques qui a ouvert ses travaux mardi 16 mars, qu'il éclaircisse les raisons du limogeage de M. Alexei Chibakov, écarté le 5 mars de son poste de président du Conseil central des syndicats, et qu'il précisât les termes du débat en cours au sein de la direction du parti et de l'état sur le rôle joué par les organisations syndicales dans l'évolution du pays.

Les mauvais résultats économiques de ces dernières années ont montré que les syndicats, dont la fonction première est en U.R.S.S. de mobiliser les travailleurs au service de l'« construction socialiste », avaient largement échoué dans cette tâche. Selon les dirigeants soviétiques, le renforcement dans l'industrie et dans l'industrie postale un encadrement plus efficace et plus dynamique des ouvriers et des paysans. L'exemple des syndicats polonais a été cité à plusieurs reprises pour illustrer l'idée d'une nécessaire remise en ordre dans l'activité des syndicats.

Les discours prononcés à l'ouverture du congrès par M. Brejnev, puis par M. Stepan Chalaev, nouveau président du Conseil central des syndicats, ont confirmé que la situation n'était pas brillante. M. Brejnev a dit que « la tâche la plus actuelle des syndicats » au cours du congrès quinquennal était d'expliquer à chaque travailleur « les exigences de la politique économique du parti, les exigences qui doivent être siennes », et de lui démontrer de façon convaincante que « c'est précisément cette politique qui répond à ses intérêts vitaux ». Cette entreprise de persuasion doit s'appliquer tout particulièrement à l'agriculture, où selon M. Brejnev, les syndicats « se doivent d'attirer l'attention de l'opinion sur l'insuffisance de la production des produits et sur la lutte contre les gaspillages » afin de contribuer à résoudre le problème alimentaire (1).

Pour mener à bien cette lourde tâche, il importe de remédier aux défauts que l'on constate encore dans l'action des syndicats. Ceux-ci n'utilisent pas « avec suffisamment d'efficacité » l'arsenal de moyens leur permettant d'influencer le développement économique et social ; ils n'encouragent pas comme il convient les nouvelles formes de travail par équipe ; ils n'insistent pas non plus « suffisamment » sur la discipline « impartiale » sur la distribution

des logements, l'organisation du commerce et de la restauration de la santé publique. Il faut donc, a dit M. Brejnev « réorganiser les syndicats, les rendre plus efficaces, plus dynamiques, plus actifs ». M. Chalaev a invité, à son tour, les syndicats, dont le nombre total d'adhérents dépasse cent trente millions, à « consacrer leurs efforts vers le progrès de l'économie socialiste », en organisant avec plus de détermination et moins de « formalisme » l'émulation sociale et notamment la « contre-plan » par lesquels les travailleurs se donnent des objectifs plus contraignants que ceux du plan quinquennal. Les recommandations sont ap-

parues comme autant de critiques des pratiques existantes. M. Chalaev a estimé également que les syndicats ne faisaient pas un plein usage de leurs droits pour améliorer les conditions de travail. Enfin, il a appelé à un échange de cartes entre les syndicats, ce qui est une façon d'épurer les rangs des syndicats.

Ces deux bien d'une reprise en main qui a été chargée M. Chalaev. Il est vrai que les critiques formulées contre le mauvais fonctionnement des syndicats ne sont pas nouvelles et qu'elles n'ont pas eu jusqu'ici beaucoup d'effet. Mais il semble bien que la relation de l'action syndicale soit devenue un enjeu important dans le débat sur le rôle des syndicats et aussi dans la lutte pour le pouvoir que se livrent les candidats à la succession de M. Brejnev.

THOMAS FERENCZI.

(1) Le prochain plénum du Comité central du P.C. devra élaborer un « plan de travail » pour l'année 1982. M. Brejnev a annoncé l'approvisionnement de la population.

A TRAVERS LE MONDE

Tchad

DE TRES VIOLENTS COMBATS ont opposé les 13 et 14 mars les troupes de M. Goukouni Oueddei à celles de M. Eliezer Habié pour le contrôle de Ouam-Hadjer et de Am-Dam, apprend-on à Paris. Dans les deux cas, les F.A.N. ont repoussé les troupes de la coalition gouvernementale qui ont subi de lourdes pertes, et ont dû abandonner plus de vingt véhicules remplis de munitions. Sur le plan diplomatique une délégation de l'O.U.A. est arrivée à N'Djamena, lundi 15 mars, pour rencontrer M. Goukouni Oueddei, absent de la capitale depuis une dizaine de jours. Celui-ci se trouverait à Ati.

Zaire

CONdamnATION DU BIPARTISME. — Prenant la parole devant cent membres du comité central du Mouvement populaire de la révolution, parti unique, le général Mobutu, chef de l'Etat zairois,

dont les propos étaient rapportés mardi 16 mars par l'agence Zaire-Press, a déclaré : « La République du Zaire est un Etat unitaire et le Mouvement populaire de la révolution en constitue le parti unique et national. Il n'y a jamais eu un second parti ou Zaire, tant que le Zaire ».

Zimbabwe

CONdamnATION A MORT DE DEUX ANCIENS MARCHANDS FRANÇAIS. — Deux anciens marchands français, reconnus coupables lundi 15 mars de meurtre avec préméditation sur la personne d'un officier allemand au Zimbabwe, l'un d'eux, M. Jean-Marie, âgé de 57 ans, a été condamné à mort à Salisbury, mardi. Le président du tribunal de Salisbury, qui a prononcé la sentence, a rejeté les circonstances atténuantes en faveur des deux condamnés. Gervais Bontakou, trente-trois ans, et Marc Chemoull, vingt-huit ans. — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

Après les déclarations de M. Brejnev sur les armements nucléaires en Europe

Les propositions faites par M. Brejnev, le mardi 16 mars, devant le congrès des syndicats soviétiques, et annonçant notamment un moratoire unilatéral sur la mise en place des missiles SS-20 dans la partie européenne de l'URSS, ont été promptement rejetées par les États-Unis, comme l'indiquent ci-dessous notre correspondant. On s'attendait, d'autre part, à Washington, du « langage menaçant » employé par le dirigeant soviétique dans un passage de son intervention diffusé plus tard dans la journée, et selon lequel l'URSS se verrait « obligée » de répondre à l'installation de missiles américains en Europe en plaçant les États-Unis dans une « situation analogue ». On relève aussi les attaques

lancées par M. Brejnev contre la direction américaine, accusée de pratiquer « une politique d'incursion à la cow-boy contre le commerce international ». M. Paul Nitze, chef de la délégation américaine aux consultations euro-atlantiques de Genève, devant le conseil de l'OTAN, sur l'état de ces négociations qui ont été suspendues jusqu'au 20 mai. On précise toutefois que les communications avec les Soviétiques ne sont pas interrompues par cet ajournement, les responsables des deux délégations restant en contact à Genève. A LONDRES, Mme Thatcher a déclaré mardi à la Chambre des communes que le « gel » du programme

SS-20 annoncé par M. Brejnev « ignore deux faits : il gèle l'ensemble de la supériorité soviétique dans ce domaine, et il ne tient pas compte du fait que les SS-20 peuvent aussi bien viser notre pays et le reste de l'Europe depuis l'est de l'Ontario ». Apparaissant en porte-parole du Foreign Office avait dit : « Il ne semble pas y avoir quelque chose de nouveau dans les propositions de M. Brejnev. » A NEW-YORK, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a déclaré mardi que la proposition du président soviétique lui paraissait « une contribution importante à des progrès dans la voie de la solution des graves problèmes suscités par la concentration de fusées nucléaires à moyenne portée en Europe ».

Le chef du parti soviétique déclare : si les missiles américains sont déployés nous placerons les États-Unis dans « une situation analogue »

De notre correspondant

Moscou. — Les décisions annoncées par M. Brejnev sur la suspension du programme SS-20 et sur la réduction d'une partie des armements à moyenne portée (le Monde du 17 mars) ont été assorties de quelques autres déclarations et propositions rendues publiques un peu plus tard, quand a été diffusé dans l'après-midi le texte complet de son discours. Elles portent sur les questions suivantes : D'abord, l'installation de l'installation de Pershing et de missiles de croisière américains : « Si les gouvernements des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN », a dit M. Brejnev, réalisent tout de même, au mépris de l'aspiration des peuples à la paix, leur plan d'installation de centaines de nouveaux missiles en Europe, capables d'atteindre des objectifs sur la territoire de l'URSS, une situation stratégique différente pourrait surgir dans le monde, apportant une menace supplémentaire réelle de la part des États-Unis. Cela nous forcerait à prendre des mesures de rétorsion qui mettraient dans une situation analogue l'autre partie, y compris directement les États-Unis, leur territoire ».

Une proposition de gel des missiles de croisière stratégiques : « Nous appelons le gouvernement des États-Unis à ne pas dresser des obstacles artificiels aux négociations SALT II et à les reprendre dans l'immédiat. Nous voudrions proposer avant leur reprise, que les deux parties s'engagent mutuellement à ne pas avoir une nouvelle direction dans la course aux armements, à ne pas déployer de missiles basés en mer et à terre (1) ».

Une limitation des activités des forces navales : « Nous estimons possible de nous entendre sur le retrait des sous-marins porteurs d'engins des vastes régions qu'ils parcourent actuellement, de façon à restreindre leur navigation dans des limites mutuellement concertées : nous serions également prêts à examiner la question de l'extension des mesures de confiance aux bassins maritimes et océaniques, surtout aux régions où les commu-

nications maritimes sont les plus intenses. — Th. F.

(1) Dans son programme stratégique annoncé en octobre 1981, M. Reagan a prévu d'installer plusieurs centaines de missiles de croisière à longue portée à bord de sous-marins et de navires de surface, se basant sur des bases terrestres. De tels programmes n'auraient pas été pris en compte dans les accords de SALT-2 signés en 1979, mais non ratifiés. En revanche, ces accords avaient limité le nombre de missiles de croisière au sol, tels que ceux que les États-Unis installent à bord de leurs bombardiers B-52.

WASHINGTON : un « gel » qui « ne va pas assez loin »

De notre correspondant

Washington. — Le discours de M. Brejnev n'a guère surpris les dirigeants américains. Ils s'attendaient à une telle proposition, sachant qu'elle serait formulée le mardi 16 mars, et étaient prêts à y répondre. D'où leur « non » immédiat, assorti de commentaires soigneusement dosés.

M. Reagan, qui se trouvait en visite dans l'Oklahoma, a choisi

de modération, laissant à ses collaborateurs le soin de polémiquer avec Moscou. Un « gel » des armes existantes n'est pas suffisant, a-t-il dit, il « ne va pas assez loin ». Et de rappeler son « option zéro », présentée le 19 novembre 1981 : « Notre position, actuellement sur la table à Genève, est que nous n'installerons aucun missile de moyenne portée en Europe si les Soviétiques acceptent de démonter les missiles qu'ils ont là-bas actuellement. Cela est juste. C'est zéro des deux côtés ».

La Maison Blanche publiait dans la foulée une déclaration plus longue et plus argumentée, sur un tout autre ton, « le moratoire unilatéral offert par le président Brejnev, y lit-on, n'est pas unilatéral, et ce n'est pas un moratoire ». Il s'agit plutôt d'un « geste de propagande » destiné à « légitimer la supériorité soviétique, à laisser l'URSS libre de poursuivre son programme de construction militaire, à déployer la portée de ses missiles, à cloquer le déploiement des missiles américains, et assurer ainsi à l'Union soviétique une hégémonie indiscutée en Europe ».

Selon un responsable américain, M. Brejnev s'attire les objections suivantes : — Les Soviétiques disposent en Europe de 300 SS-20 à triple ogive nucléaire. L'OTAN n'a pas un seul missile de ce type. C'est donc un « 300 contre 0 ». Et, selon les services de renseignements américains, l'armée rouge installe des SS-20 au rythme moyen de un tous les cinq jours.

L'offre de M. Brejnev est limitée à la partie européenne de l'URSS. Autant dire que l'installation des SS-20 va se poursuivre à l'est de l'Oural. Or, compte tenu de leur portée et de leur mobilité, ces missiles menacent toujours les pays de l'OTAN.

Une violation des accords de 1962 sur Cuba

— Limiter le déploiement des missiles embarqués sur sous-marins ne servirait que l'URSS. Actuellement, les engins américains, dispersés dans les océans, sont partiellement invulnérables. Si on limite leur zone de navigation, on rend plus vulnérables et on démolit un élément essentiel de la dissuasion.

Ce n'est pas la première fois que Moscou propose de geler la situation nucléaire en Europe et que Washington lui répond par l'« option zéro ». Aussi ne voit-on pas ici un grand-chef de nouveau » dans la proposition de M. Brejnev. Et seule la menace de représailles a fait tendre l'oreille aux responsables américains.

Qu'entend le dirigeant soviétique par la « situation analogue » qui serait faite aux États-Unis — analogue à celle de l'URSS.

« Ils installaient leurs redoutables Pershing-3 en Europe ? Une installation de missiles soviétiques à Cuba ? « Ce serait une violation flagrante des accords de 1962 » (1), répondait même un collaborateur du général Haig. Et ces fusées étaient installées au Nicaragua ? lui demanda-t-on. « On pourrait s'attendre à de très sérieux développements ».

Mais on pense plutôt à Washington que la menace soviétique concerne des missiles basés sur sous-marins qui seraient déployés à large échelle aérienne.

La proposition Kennedy pour un « gel » nucléaire

La proposition de M. Brejnev a coïncidé avec un débat interne aux États-Unis. La semaine dernière, cent quarante-huit membres du Congrès, démocrates et républicains, avaient proposé un « gel » de tous les armements nucléaires, américains et soviétiques. Le promoteur de cette résolution, M. Edward Kennedy, sénateur du Massachusetts, qui a été très impressionné au cours d'un voyage récent par l'état d'esprit de ses concitoyens.

On assiste, en effet, à une poussée antinucléaire, dans des régions aussi diverses que la Nouvelle-Angleterre, le Middle-West et la Californie. D'ores et déjà, plus d'un million d'Américains ont signé des pétitions en faveur du « gel » des arsenaux nucléaires. Le mouvement est appuyé par de nombreuses personnalités religieuses, mais aussi par des figures importantes comme M. William Colby, ancien directeur de la C.I.A. Outre des motivations d'ordre moral, un même sentiment anime tous ces opposants : la peur de la guerre atomique. La course aux armements y conduit tout droit à leurs yeux, alors que, pour M. Reagan, la meilleure prévention contre la guerre est un rééquilibrage des forces américaines et soviétiques.

ROBERT SOLE

(1) L'accord (non formel) conclu en octobre 1962 au lendemain de la crise des fusées à Cuba, prévoyait que l'URSS s'abstenait d'installer dans l'île des armes nucléaires, en échange d'un engagement des États-Unis de ne pas employer la force contre le régime de M. Fidel Castro. L'URSS avait dû alors renoncer, sous contrôle américain, une quarantaine de fusées nucléaires à moyenne portée installées précédemment dans l'île, ainsi que des bombardiers Typhoon-16, capables de porter des armes nucléaires.

BONN : scepticisme au gouvernement meilleur accueil à la gauche du S.P.D.

De notre correspondant

Bonn. — L'annonce, par M. Brejnev, d'un moratoire unilatéral sur l'installation des fusées nucléaires à moyenne portée, est accueillie avec le plus grand scepticisme dans les milieux gouvernementaux de Bonn. Selon ceux-ci, ces propositions visent, une fois de plus, à couvrir les divers mouvements pacifistes en Europe et à affaiblir la position du chancelier au congrès du S.P.D. le mois prochain à Munich.

Le plan actuel de la gauche du parti consiste en effet à obtenir du congrès la condamnation pure et simple de la double résolution de l'OTAN. Si, comme il est encore probable, un tel but est atteint, les adversaires du chancelier proposeront une forme de moratoire qui rejoindra, en partie au moins, les offres de M. Brejnev.

Contradiction du principe d'équilibre

Mardi, le porte-parole du gouvernement n'a pas caché que les propositions de M. Brejnev contredisent de façon flagrante le principe de l'équilibre des forces. Il a précisé que depuis la visite de M. Brejnev à Bonn, en 1978, l'URSS a mis en place deux cent cinquante SS-20, alors qu'à l'époque déjà le chancelier avait contesté la thèse de M. Brejnev selon laquelle un équilibre approximatif régnait dans le domaine euro-atlantique. Cette thèse serait donc encore moins acceptable aujourd'hui.

Le sentiment le plus général à Bonn est que le « geste » de M. Brejnev aurait pu être accompagné d'un geste de rétorsion, mais qu'il vient beaucoup trop tard, alors que l'Union soviétique paraît avoir mené à bien son programme d'armement.

BAC — REVISIONS

2 CENTRES : SARI & TOP-MATH - Tél. 720-36-80

VENTES A VERSAILLES

220 TABLEAUX MODERNES

notamment par : AMBROSIANI, BRAUDIN, BOUDIN, BRIANDON, BRYEN, COSSON, DUBOIS, DOMERGUE, VAN DONGEN, FAVORY, FRANK BOGGS, FRIESE, GAIL, GERIN, GIN PAUL, GERNY, HARTIGNIER, KREMPPE, LA PATILLIERE, LAVIGNEY, BROTE, LORCA, MADALA, MAILLARD, MARCOT, MAUREL, J. C. MEILLAN, MEUNIER, MONTAUDO, P. P. PISSARRO, PLANSON, SEBAST, TROUBILLER, VALLAT, VOGEL, DE WAROQUER, WILDER, ZELER, ZEPHANT, ZWISLOCK, par ZADKINE, A VERSAILLES - 5, rue Rameau, le DIMANCHE 21 MARS, à 14 heures

M. G. BLACHE, Commissaire-Priseur (31) 950-55-06
Exposition vendredi et samedi de 9 à 12 h et de 14 à 18 h.



salon international des composants électroniques 82

confrontation mondiale des industriels européens, américains et japonais sur l'avenir de leur industrie

TABLES RONDES INTERNATIONALES PARIS 5 AVRIL 1982

Grand Auditorium de la Tour Olivier de Serres, 78, rue Olivier de Serres, 75015 PARIS.

L'avenir de l'industrie des circuits intégrés

Président Jacques BOUYER
Président du SITELEC, Syndicat des Industries de Tubes Electroniques et Semiconducteurs

La compétition géopolitique : guerre de domination ou coexistence pacifique ?

9 H 30 - 12 H 30 TABLE RONDE 1

Modérateur : Pierre LAMOND, Management Consultant (I.S.A.). L'appât croissant de l'industrie pour la microélectronique livre les Circuits Intégrés à une vaste compétition internationale. Les grandes puissances industrielles de la microélectronique, les États-Unis, l'Europe et le Japon auxquels s'ajoutent certains pays du Sud-Est asiatique, s'arment économiquement, technologiquement, industriellement et politiquement pour tenter de conquérir une part aussi importante que possible de cet immense marché mondial potentiel. Les données géographiques actuelles de l'industrie des Circuits Intégrés risquent d'être totalement bouleversées. Va-t-on vers une guerre de conquête ou vers des accords de coexistence pacifique ?

Au cours de cette Table Ronde, on tentera d'apporter une réponse à cette question en étudiant quelles sont les différentes stratégies suivies par les U.S.A., l'Europe, le Japon, les pays de l'Est, et le Sud-Est asiatique.

Ponélites

M. KRUGSMANN,
Directeur Général - Division Circuits Intégrés - NV, PHILIPS - HOLLANDE
M. LASSUS Marc,
Directeur Général - MATRA-HARRIS - FRANCE
M. MARAT Paul,
Président-Directeur Général - EFCIS - FRANCE
M. MATSUMURA Tomio,
Senior Vice-President Semiconductor and IC Division - NEC - JAPON
M. PISTORIO Pasquale,
Administrateur Délégué - SGS-ATES - ITALIE
M. SANDERS W.J.,
President and Chairman Advanced Micro Devices - AMD U.S.A.
M. SHIBATA Shiro,
Director Semiconductor and IC Division - HITACHI - JAPON

Quelles entreprises demain : Petites ou géantes ? A production captive ou à marché ouvert ? Domination des unes ou coexistence de toutes ?

15 H 00 - 18 H 00 TABLE RONDE 2

Modérateur : Professeur Pierre AIGRAIN, Directeur Général Scientifique et Technique de Thomson-Brandt et de Thomson-CSF (France). Avec une croissance moyenne prévue de 30 % par an au cours de la prochaine décennie, certains estiment qu'il y a place pour tous sur le marché mondial des Circuits Intégrés. D'autres, au contraire, pensent que seules resteront les entreprises qui auront une capacité d'investissement productif importante et un réservoir d'ingénieurs de conception et d'applications suffisant pour répondre rapidement aux besoins du marché.

Au cours de cette Table Ronde, on tentera de qualifier, de quantifier les critères essentiels qui permettront aux entreprises existantes ou à créer, qu'elles soient grandes ou petites, à production captive ou non, de se développer sur le marché mondial des Circuits Intégrés.

Ponélites

M. BLOCH Eric,
Vice-President - Director of Technical Personnel Development - IBM - U.S.A.
M. BORREL,
Corporate Vice-President European Semiconductors Operations - MOTOROLA - U.S.A./EUROPE
M. BOUYER Jacques,
Administrateur Directeur Général de R.T.C. - la Radiotechnique Compelco - R.T.C. - FRANCE
M. GARRICHT Kurt,
General Manager IC Division - SIEMENS - R.F.A.
M. GRANDCLEMENT Jean-Luc,
Directeur Général - EUROTECHNIQUE - FRANCE
M. LARKIN W.,
Managing Director - PLESSEY - G.-B.
M. NISHIMURO Takao,
Senior Manager Electronic Components - TOSHIBA - JAPON

BULLETIN D'INSCRIPTION

à compléter et à retourner :
Tables Rondes 1982
11, rue Hamelin, 75015 Paris Cedex 16 - France
Tél. : 55 (1) 505 14 27 - Télex : SYCELEC 61045 F

Nom : _____

Adresse professionnelle : _____

Code postal et Ville : _____

Tél. : _____

Droits d'inscription : 1.200 FF nets par personne pour la participation aux 2 Tables Rondes Internationales.

Paiement à l'ordre de "GIE Colloque International".

Date : _____ Signature : _____

PROCHE-ORIENT

La tension entre Washington et Tripoli

LA LIBYE DÉNONCE LE PROJET AMÉRICAIN D'ORGANISER DES MANŒUVRES DANS LE GOLFE DE SYRIE

Moins d'une semaine après le boycott américain du pétrole libyen, les États-Unis ont annoncé mardi 16 mars leur intention d'effectuer prochainement des manœuvres navales dans le golfe de Syrie, dont les eaux sont revendiquées par la Libye. « Nous n'allons pas nous laisser intimider par des déclarations de Kadhafi et renoncer à opérer dans des eaux internationales », a indiqué au Pentagone M. John

Lehman, secrétaire à la marine, qui a précisé que le golfe de Syrie est « la seule zone en Méditerranée où la marine américaine peut procéder à des tirs d'exercices ». Quelques heures après la déclaration de M. Lehman, la Libye a mis en garde l'administration Reagan contre les « graves conséquences » des manœuvres militaires dans le golfe de Syrie. « Si se confirme que le secrétaire américain à la marine a vraiment fait cette déclaration incroyable, a affirmé l'agence officielle libyenne d'information Jana, cela signifie que l'Amérique a décidé d'envahir la Libye qui devra se préparer pour sa part à affronter une super-puissance, et que nous sommes à la veille d'une troisième guerre mondiale. »

Iran

L'IMAM KHOMEINY CONSEILLE AU PRÉSIDENT SADDAM HUSSEIN DE « SE TUE COMME HITLER L'A FAIT ».

Téhéran (A.F.P.). — Au cours d'une allocution prononcée lundi 15 mars devant des militaires, l'imam Khomeiny a réaffirmé la détermination de l'Iran de poursuivre la lutte jusqu'à ce que les troupes irakiennes aient été repoussées hors du pays, et il a conseillé au président Saddam Hussein de mettre fin à ses jours.

« Je dis à Saddam que je connais une manière d'en finir : le suicide. Si vous en avez le courage, vous devriez tuer comme Hitler l'a fait », s'adressant apparemment aux nations islamiques qui demandent l'arrêt des combats, il a déclaré : « Si ces pays croient au Coran, tant qu'ils recourent à la violence, ils devraient condamner l'Irak. S'ils ne veulent même pas faire ce petit geste, ils devraient au moins se faire et ne pas attaquer l'Iran dans leur propagande. Si l'Iran accepte la paix avec l'Irak avant le retrait de ses troupes de son territoire, les troupes de Bagdad ne quitteront pas le territoire occupé après la paix. L'Iran sera la victime évidente d'une manipulation. »

L'imam Khomeiny a également demandé à tous ses militaires de s'abstenir de toute activité politique. « Tous ceux qui veulent faire de la politique, devraient auparavant quitter l'armée. »

Accord économique avec la Syrie

D'autre part, l'Irak et la Syrie ont signé mardi à Téhéran, à l'issue de la visite de M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, un accord économique et commercial sur la livraison par les Irakiens de 9 millions de tonnes de pétrole et la fourniture par Damas de 1 million de tonnes de phosphates. Le pétrole sera livré à la raffinerie de Banyas via le canal de Suez ou le cap de Bonne-Espérance. La Syrie importerait auparavant 100 000 barils par jour de l'Irak. Les relations entre Damas et Bagdad se sont considérablement aggravées à la suite de la guerre du Golfe et des événements de l'Irak. Les Syriens se sont en effet rangés du côté de Téhéran dans le conflit du Golfe et ont accusé Bagdad de fournir un soutien aux Frères musulmans.

● L'Iran envisage de reprendre un programme nucléaire. — L'Iran prend des « mesures concrètes » pour importer de la technologie nucléaire, a déclaré le 16 mars le directeur du centre de technologie nucléaire d'Isfahan. A court terme, l'Iran compte concevoir et produire un réacteur d'essai, à moyen terme, un réacteur nucléaire et, à long terme, une centrale nucléaire. Sous le règne du chah, l'Iran avait commencé avec l'aide des Allemands et des Français la construction de quatre réacteurs nucléaires.

(Publicité)

Vient de paraître

PEUPLES NOIRS
PEUPLES AFRICAINS

N° 25 (janvier-février 1982)

Dernier chef historique de la révolution camerounaise, NDEB NTU-MAZAH PARUE. — Réflexions sur le concept de stabilité politique. — Éric de Rosny, ou l'apprenti sorcier. — Les deux frères de Guillaume (Jean) Dzewatama (le nouveau roman de Mongo Beti). — Etc., etc. —

Après quatre ans d'une parution jamais interrompue, Peuples noirs, Peuples africains se présente plus que jamais comme la seule grande publication francophone authentiquement africaine, contrôlée de A à Z par des militants et des intellectuels noirs, rigoureusement indépendante, totalement irrespectueuse des tabous traditionnels de la grande presse sur les choses gardées de Paris.

Ce numéro, 160 pages, 35 F.

Abonnement annuel 16 numéros, 160 F (joindre titre de paiement à la commande).

Adresse : 3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 PARIS.

AFRIQUE

La crise de l'O.U.A.

LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE DAKAR EST AJOURNÉE « SINE DIE »

Dakar (A.F.P.). — La conférence des ministres de l'information de l'O.U.A. a été ajournée sine die mardi 16 mars à Dakar, après le retrait de quatorze pays en signe de protestation contre le renouveau par les autorités sénégalaises de la délégation de la République arabe sahraïenne démocratique (RASD).

L'ajournement a été prononcé par M. Djibo Ka, ministre sénégalais de l'information, président de la conférence, à l'issue d'une ultime réunion des dix-huit chefs de délégation présents.

Les quatorze pays qui se sont retirés lundi et mardi s'étaient prononcés le 22 février à Addis-Abeba en faveur de l'admission de la RASD à l'O.U.A., contestée par dix-neuf autres États. Le secrétaire général de l'O.U.A. a indiqué que le quorum requis n'avait pas été atteint à Dakar, et que la décision de reporter la session avait été prise « pour sauvegarder l'intérêt suprême des peuples africains concernés par l'existence de l'O.U.A. ».

● Renault-Véhicules industriels a signé avec le gouvernement algérien, le 13 mars, un accord portant sur la livraison de quatre mille sept cents véhicules. Le détail du marché sera rendu public par les autorités algériennes. Ce marché représente un volume de production important pour R.V.I., le dixième de sa production globale pour 1981.

La livraison de véhicules complets n'est que le second aspect de la coopération entre R.V.I. et l'Algérie. La collaboration entre l'entreprise française et la Société nationale de construction mécanique, chargée de mettre en œuvre une industrie algérienne des poids lourds, évolue favorablement depuis 1976.

Namibie

Un nouveau raid sud-africain en Angola aurait fait plus de deux cents victimes

De notre correspondant

Johannesburg. — Les forces armées sud-africaines ont lancé en territoire angolais, samedi 13 mars, un nouveau raid contre la branche armée de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) qui combat depuis seize ans l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud. Révélée mardi 16 mars au public, l'opération du nom de code Super aurait fait deux cent quatre victimes dont trois soldats sud-africains. Plusieurs « guérilleros » auraient été faits prisonniers et ramassés en Namibie.

Comme c'est l'opération, le général Charles Lloyd, commandant en chef des forces stationnées en Namibie, a indiqué que 80 tonnes d'armement « d'origine communiste » et de ravitaillement ont été saisis ou détruits.

Ce nouveau raid en territoire étranger — le premier révéle cette année — fut d'une ampleur limitée comparée aux opérations cumulées Protée et Daisy d'août, et de septembre derniers (plus d'un millier de morts et 4 000 tonnes d'équipements récupérés). Alors que plus de cinq mille hommes avaient participé à la dernière incursion sud-africaine en Angola, l'opération Super aurait été réalisée par une unité d'élite de quarante-cinq combattants. Le camp des deux cent cinquante guérilleros aurait été pris par surprise aux premières heures de la matinée de samedi. La bataille se poursuivait durant sept heures et demie.

Un groupe de journalistes admis à se rendre, mardi, sur les lieux du combat a pu constater que la

bataille avait fait rage. Outre l'odeur nauséabonde dégagée par les corps des victimes pourrissant au soleil (« Nous les brûlerons plus tard », a indiqué l'officier), ils ont noté l'abandon d'un stock d'armes flamboyant neufs — dont une douzaine de missiles sol-air SAM-7, six missiles R.P.G.-7 anti-chars, un millier de grenades à fusil, cent cinquante mines, trois cents obus de mortier et une cinquantaine de fusils d'assaut AK-47 (des armes « livrées en décembre dernier par un bateau soviétique dans le port angolais de Mocimboa », a indiqué un autre officier).

« Des documents révélant la complicité du gouvernement du Zimbabwe avec les terroristes ont été saisis », a d'autre part déclaré le général Lloyd. Se refusant à en dire plus sur ces « documents », il a néanmoins ajouté qu'il fallait s'attendre à un accroissement de l'aide militaire fournie par M. Mugabe à la SWAPO. C'est la première fois que l'armée sud-africaine lance une opération de cette envergure dans cette région de l'extrême Sud-Ouest angolais.

La présence d'un camp de la SWAPO à 22 kilomètres seulement de la frontière namibienne et à 70 kilomètres de l'océan Atlantique indique pour les forces armées sud-africaines que les maquisards s'apprêtent à « ouvrir un nouveau front » et à réactiver la guérilla dans les régions namibiennes du Kaokoland et même, plus au sud, du Damaraland. « Tout cela prouve que la SWAPO et certains des pays de la ligne de front ne sont pas sereins quand ils se disent prêts à un cessez-le-feu », a déclaré le général Lloyd.

PATRICE CLAUDE.

ASIE

Chine

PÉKIN ADRESSE UNE MISE EN GARDE AUX PAYS QUI CONSERVENT DES LIENS AVEC TAIWAN.

(De notre correspondant.)

Pékin. — La République populaire vient de franchir un pas de plus dans son offensive diplomatique au sujet de Taiwan. Dans une note verbale, adressée le lundi 15 mars à toutes les missions diplomatiques accréditées à Pékin, le gouvernement chinois a réaffirmé son hostilité à l'existence de liens de « caractère officiel ou quasi-officiel » entre les États qui entretiennent avec lui des relations diplomatiques et Taiwan.

Indiquant que le régime nationaliste a essayé, ces dernières années, sous couvert d'activités commerciales, culturelles ou autres, d'installer de tels bureaux de représentation dans les pays ayant des rapports diplomatiques avec Pékin, la note estime que de tels actes sont destinés à « saper » les relations normales entre la Chine et ces pays. Après avoir rappelé que, pour Pékin, Taiwan est « une partie indissoluble de la Chine », elle déclare que le gouvernement chinois « a toujours été fermement opposé » à l'idée qu'un pays quelconque établisse des relations officielles avec Taiwan.

Cette note ne peut assurément pas être considérée comme une mise en demeure aux pays concernés de cesser tout contact avec l'île. Mais, ne serait-ce que par son caractère inhabituel, elle est un avertissement. La plupart des pays qui, dans les années 60 et 70, ont rompu avec Taiwan, après avoir reconnu le gouvernement de Pékin, ont maintenu sur l'île des antennes aux appellations diverses destinées notamment à faciliter les échanges commerciaux et culturels.

Ces représentations ont un caractère privé, mais, compte tenu du dynamisme des dirigeants de Taiwan, en particulier dans le domaine du commerce, certaines d'entre elles ont vu leurs activités s'amplifier au fil des années. Pékin, par son geste, veut sans doute montrer qu'il n'est pas digne de cet état de choses. La démarche paraît s'inscrire dans un plan visant à éviter tout glissement de la part de pays tiers vers la théorie des deux Chineses.

MANUEL LUCBERT.

Afghanistan

Au congrès du parti unique

LA FACTION DOMINANTE AURAIT ANNULÉ L'ÉLECTION DE REPRÉSENTANTS DE LA TENDANCE RIVALE

Islamabad (A.F.P.). — La tendance au pouvoir du parti démocratique et populaire d'Afghanistan (P.D.P.), le Parcham (le Drapeau), a annulé l'élection de nombreux représentants de la tendance rivale, le Khalq (le Peuple), désignés pour participer au récent congrès (le Monde du 17 mars), afin de s'y assurer la majorité des voix, affirmait-on, mardi 16 mars, de sources diplomatiques occidentales, dans la capitale pakistanaise, selon des informations recueillies auprès d'Afghans à Kaboul. Ceci pourrait expliquer que la réunion n'ait rassemblé que 838 participants, alors que des milliers étaient attendus, et ait pris fin inopinément lundi.

Les milieux diplomatiques, cependant, ne sont pas en mesure de confirmer l'hypothèse selon laquelle les partisans du Khalq auraient boycotté la réunion. Mais ils précisent que, dans plusieurs régions, les élections auraient donné au Khalq une majorité qui mettait en danger la direction du P.D.P., dominée par le Parcham. Le succès des représentants du Khalq avait été particulièrement net, indique-t-on de même source, dans l'armée ainsi que dans la Province du Nangarhar, proche du Pakistan.

Le Khalq recrute principalement dans l'armée et le corps enseignant et affiche un nationalisme plus intransigeant que le Parcham, qui rassemble surtout des cadres marxistes de la capitale et des grandes villes. Des affrontements entre les deux factions auraient fait plusieurs victimes, selon des informations non confirmées.

Un dispositif de sécurité sans précédent depuis dix-huit mois avait été mis en place dans la capitale à l'occasion du congrès du parti. Mais ceci n'a pas empêché la résistance de conduire une action spectaculaire le 11 mars contre un bureau de section du P.D.P.A. Cinq membres du parti, parmi lesquels le secrétaire de la section, ont été exécutés par le commando qui a pu se replier avant l'arrivée des forces de sécurité.

RÉSIDENCES - CLUBS

3^e AGE

Spécialiste C.M.E. d'Azur

Cabinet INDEXA

52, av. de la République - 92000 NOISY

Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

TELEX PARTAGE

ÉTRANGE SERVICE TELEX PARIS 345 21 62

BOEING 747

notre nouvelle dimension

CAMEROON AIRLINES



2 fois par semaine, sans escale

Paris - Douala

1 fois par semaine, vol direct (*)

Paris - Genève - Douala

Encore plus de confort pour vos voyages.

Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1^{re} Classe, 238 passagers en Classe Économique, y voyagent à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent. Il y a même un salon bar de 1^{re} Classe, au pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret

Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 palettes). Il peut ainsi transporter en tout, dans ses 180 m³ de volume, 35 tonnes de fret.

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

(*) Les lundis, jeudis et samedis, à 12 heures, ORLY-Sud

BOEING 747 COMBI

notre nouvelle dimension

Après-demain

PRÉVENTION ET SANTÉ

CHINE
PEKIN ADRESSE UNE
EN GARDE AUX PAYS
CONSERVENT DES LIENS AVEC
TAIWAN

LES ÉLECTIONS CANTONALES

La transformation de la société, le changement ne seront jamais l'œuvre du seul gouvernement déclare le premier ministre

Parlant debout derrière un pupitre rose dressé dans la salle du Conseil de l'hôtel Matignon, en présence des journalistes, le mardi 16 mars, à 17 heures, M. Pierre Mauroy a demandé solennellement aux électeurs de gauche de se mobiliser pour le deuxième tour de scrutin. Son appel s'adressait surtout aux citoyens qui se sont abstenus, en particulier, parmi les électeurs communistes, parce qu'ils estimaient que le « changement » ne se concrétiserait pas assez vite dans la vie quotidienne. Il s'adressait aussi aux syndicats et aux associations, invitées à appuyer plus fortement l'effort gouvernemental.

M. Mauroy a fait la déclaration suivante : « La participation exceptionnelle observée à l'occasion des élections cantonales répond à la volonté du gouvernement et de la gauche de voir se renforcer la vie démocratique locale et l'engagement des citoyens. Elle souligne l'intérêt de la décentralisation, qui va permettre aux Français de prendre plus directement en charge la gestion de leurs départements et de leurs régions. »

« La politique de changement engagée depuis le 10 mai aura bien sûr un an. Rappelons vos sentiments de l'époque. Rappelons votre volonté de mettre un terme à une gestion qui enfonçait le pays dans la crise, votre espoir de redressement symbolisé par François Mitterrand et surtout, souvenez-vous de cette idée qui était à la base de la volonté de changement : « davantage de liberté, davantage de responsabilité, c'est-à-dire davantage de dignité. »

« La dignité, cela compte quand on est ouvrier et que l'on passe la porte de l'usine. Quand on est agriculteur et que l'on voit ses revenus diminuer. Quand on est une femme et que l'on sent que tous ses droits ne sont pas encore reconnus. Quand on est un cadre, que l'on gagne bien sa vie mais que l'on n'a pas son mot à dire au sein de son entreprise. »

« Ces revendications, il y a un an, vous n'avez eu qu'à les regarder pour être satisfaites. Souvent vous n'avez pas eu la conscience qu'un lendemain de la victoire de la gauche se profilait à elle. »

« Depuis un an, la première préoccupation du gouvernement a été de répondre à votre attente, à été de répondre à votre attente, jamais, sans doute, dans l'histoire des Républiques, un gouvernement n'a en si peu de temps respecté aussi scrupuleusement ses engagements. »

« La mise en œuvre des dix propositions de François Mitterrand est déjà largement avancée. »

« Permettez-moi, pourtant, de dire qu'en matière de liberté nous avons débarrassé notre législation des lois et des tribunaux d'exception. Qu'en matière de responsabilité, nous rendons le pouvoir aux citoyens par la décentralisation et que nous allons, dans les prochains semaines, proposer au Parlement l'élargissement des droits des salariés dans les entreprises. Que d'ici, à la fin du mois, l'ensemble des ordonnances sociales auront été adoptées. »

« Certes, nous n'avons pas répondu à toutes vos attentes. Le rythme du changement n'est pas celui des saisons. Pour que la mutation s'accomplisse, il faudra d'autres batailles, d'autres victoires, plusieurs mois de plus. »

« Et cela pour deux raisons : la première, c'est que nous avons trouvé la France dans un état de faiblesse grave, accentué par la prolongation du désordre économique international. Ce désordre ne s'est, hélas, pas calmé depuis le 10 mai. Nous devons donc nous rendre compte que nous sommes en équilibre économique, mais que l'équilibre est fragile et que l'inflation tend à nous entraîner dans une spirale. Tout ce que nous réalisons va dans le sens de ce que vous avez souhaité en mai et qui est : « Il y faut du temps et de la méthode. Il y faut votre appui et votre mobilisation. Mener le changement ne peut tomber au seul gouvernement. Cela dépend aussi de tous ceux qui partagent notre projet de société. C'est vrai des organisations politiques qui composent la majorité, bien sûr, mais c'est vrai aussi des syndicats et des associations qui, depuis si longtemps, souhaitent avoir pour interlocuteur un gouvernement ouvert au dialogue et sensible à leurs préoccupations. »

« La méthode que nous avons retenue pour conduire le changement est simple. Nous nous sommes attaqués, sans attendre, à ce que j'ai appelé le socle du changement, c'est-à-dire les domaines les plus difficiles, ceux qui correspondent à des réformes de structure : la décentralisation, les régionalisations. Il s'agit là d'une œuvre de longue haleine. Parallèlement, nous avons amorcé le sort des catégories les plus défavorisées et rétabli la négociation comme règle des relations sociales. »

« Ajoutez que nous faisons en sorte que notre politique sociale facilite la réalisation de nos objectifs économiques. Tel est le cas, en particulier, de toutes les mesures de réduction de la durée du travail : trente-neuf heures hebdomadaires, cinquième semaine de congés, retraite à soixante ans. »

« Car, aujourd'hui, il faut travailler moins individuellement pour travailler mieux collectivement. »

« Le chômage nous coûte 100 milliards et le gouvernement préfère utiliser une partie de cette somme pour financer des départements en retard ou en pré-retraites plutôt que des allocations de chômage. Nous croyons à la solidarité entre les générations. »

« Grâce à cette méthode, parce que nous avançons avec calme et mesure, au rythme de la force tranquille des changements, déjà considérables, se sont réalisés sans que nous ayons eu de crises, de révoltes, de grèves. En dépit des tabous catastrophiques dressés par ceux qui, avant le 10 mai, annonçaient déjà que la victoire de la gauche entraînerait le chaos, il n'y a pas eu de bouleversements. »

Le premier ministre, qui devait intervenir à nouveau au cours du journal télévisé de TF1, ce mercredi 17 mars à 20 h, a insisté, en effet, sur cette évidence que « la transformation de la société française, le changement, ne seront jamais l'œuvre du seul gouvernement ». Il a confirmé que le gouvernement, pour sa part, n'attendait pas de la politique ni de la stratégie. Mais quand le premier ministre a évoqué les victoires sectorielles de la gauche au printemps 1981 : « Rappelons-vous vos sentiments de l'époque. Souvenez-vous de votre espoir... », il y avait un brin de nostalgie dans sa voix.

« Nous avons eu en charge la transition. Afin de poursuivre la marche en avant, la force tranquille doit demeurer unie et rassemblée. Le changement doit garder son rythme et s'approfondir. »

« Alors que la France apaisée voit son économie se remettre en route, la course du chômage s'intensifie et l'inflation diminue. Il faudrait-il revenir à la politique d'hier, qui nous avait amenés au seuil de la faillite ? Quant à ceux qui souhaitent plus et plus vite, peuvent-ils pour autant demeurer en dehors du rassemblement de toute la gauche ? »

« Il dépend de vous que vos départements aujourd'hui, vos communes dans un an, vivent à l'heure du changement. Vous en avez le pouvoir grâce à vos bulletins de vote. »

« Car, je le répète, la transformation de la société française, le changement, ne seront jamais l'œuvre du seul gouvernement. Il y faut aussi la mobilisation pacifique, mais résolue de notre peuple. »

FACE AU « REFLUX » DE LA GAUCHE M. Jospin préconise la poursuite du changement et le sang-froid De notre envoyé spécial

Montpellier. — M. Lionel Jospin a tenu plusieurs réunions publiques mardi 16 mars, en Languedoc-Roussillon, en vue du second tour des élections cantonales. Après avoir, le matin, conversé à l'Elysée avec le président de la République et le premier ministre, puis dirigé la délégation socialiste qui recevait celle de la C.F.D.F., le premier secrétaire du P.S. a fait l'analyse, à Narbonne puis à Montpellier, des résultats du premier tour et des leçons que les socialistes doivent tirer du « reflux » de la gauche : à cet égard, la volonté de continuer au même rythme le changement engagé le 10 mai — le pouvoir a reçu pour cela un « mandat » du peuple français — s'accompagne d'une certaine autocritique et d'un souhait : que les socialistes sachent garder leur « sang-froid ».

M. Jospin a saisi l'occasion de deux meetings de soutien aux candidats socialistes, à Narbonne et à Montpellier — chaque fois devant plus d'un millier de personnes — pour tirer la leçon du scrutin, plus clairement que ne l'a fait le ministre de l'Intérieur. Pour le premier secrétaire du P.S., en effet, « il est sans de doute, maître que, même si le rapport droite-gauche n'est pas celui qu'on voulait nous faire entrer dans la tête », il y a bel et bien eu « un certain reflux de la gauche et une certaine montée de la droite ».

M. Jospin a toutefois ajouté que l'on ne saurait reconnaître aux élections cantonales une vertu que seules possèdent les élections présidentielle et législative : « Nous avons reçu un mandat » au printemps dernier, a-t-il dit, « nous sommes engagés dans cette politique et nous continuerons à la mettre en œuvre. »

Le premier secrétaire du P.S., considérant donc que la question du rythme des réformes a été réglée lors de l'élection présidentielle lorsque, mis en présence de plusieurs projets dont le projet communiste, les électeurs ont choisi celui des socialistes, qui est « un programme reconnaissable et progressif ». En outre, selon M. Jospin, on ne peut séparer les réformes de la gestion : les deux doivent aller de pair. Cette clarification n'exclut pas une certaine autocritique collective, assortie de quelques mises en garde à l'adresse du gouvernement. Pour M. Jospin, en effet, il faut faire en sorte que les réformes soient « bien préparées et annoncées dans l'ordre », qu'elles soient aussi mieux expliquées ; il faut aussi, a-t-il souligné, que le gouvernement « pense à préparer des changements dans la vie concrète, quotidienne » des Français.

« L'euphorie est derrière nous »

Le leader socialiste n'est pas loin de considérer que le pouvoir socialiste, qu'il s'agisse du gouvernement ou du parti, a fait preuve d'une certaine naïveté, voire d'une certaine légèreté à l'égard de l'opposition. A ses yeux, « la période d'une gauche euphorique, sûre de sa force, ne voyant pas d'obstacle devant elle », cette période-là est, a-t-il dit, « derrière nous ». Les élections cantonales ont rappelé à la majorité qu'elle a des adversaires, qu'elle est « face à une opposition qui connaît pied à pied ». Encore faut-il éviter de tomber dans les « pièges » que celle-ci tend au pouvoir. Après avoir énuméré toutes les « affaires » dont s'est saisie la droite pour ternir l'image du pouvoir, M. Jospin a indiqué : « Il faut, malgré cette intolérance et ces essais de déstabilisation, éviter de se laisser entraîner dans les jeux stériles de l'invective. » « Il faut, a-t-il répété, garder notre sang-froid. »

Le premier secrétaire du P.S. s'est en outre inquiété du fait que « les médias » donnent du pouvoir « l'image de l'intolérance ». « Le P.S. doit garder l'image de la tolérance, de débats ouverts, de fraternité qui a fait sa force », a-t-il ajouté.

M. Jospin a ensuite dénoncé M. Jacques Chirac, coupable à ses yeux de « jouer avec le thème des élections anticipées ». « C'est une rumeur de la IV^e République », a-t-il dit avant de rappeler que les victoires de la gauche aux élections cantonales de 1976 et 1979 n'avaient entraîné aucun scrutin national anticipé. Le premier secrétaire du P.S. a également affirmé que la gauche ne sera pas jugée « sur les campagnes de colonnes de la droite ». « Nous avons le temps de traduire notre politique dans les faits, notamment sur le plan du chômage et de l'inflation », a-t-il souligné avant d'ajouter que l'opposition devra, tôt ou tard, « répondre aux vrais problèmes » et donc « prendre le chemin de la proposition ». Le premier secrétaire a conclu : « La violence de la campagne de la droite nous a bien réveillés ; nous allons utiliser la dynamique unitaire qui a fait ses preuves, et il faudra la faire porter en mobilisant toutes les énergies de la gauche. »

JEAN-MARIE COLOMBANI.

NOUVEAU : avec en fac-similé les illustrations des plus grands graveurs de son époque, les Contes et Romans de M. de Voltaire dans l'édition qu'il avait lui-même fait illustrer

L'ouvrage que nous proposons, reproduit merveilleusement la fameuse édition des Contes et Romans de Voltaire qui fut imprimée en 1778 et dont lui-même déclara qu'elle était un véritable chef-d'œuvre. Les Contes et Romans de Voltaire demeurent incontestablement le plus beau fleuron de l'œuvre immense de cet auteur, œuvre qui ébranla les fondements d'une société et dont l'influence se fait encore sentir de nos jours.

Réunis en trois volumes, les « Contes et Romans » sont agrémentés de toutes les illustrations de Monnet, Marillier, Martini et Moreau, ce qui permet de relire Voltaire dans le contexte de son époque et de son étonnante personnalité.

Réalisé pour le bicentenaire de la mort de l'auteur, dans la tradition du livre d'art, avec le soin méticuleux et la conscience professionnelle des maîtres imprimeurs et relieurs du XVIII^e siècle, l'ouvrage a été confié aux soins de nos compagnons imprimeurs et relieurs, des gens expérimentés.

Cette édition de grande classe sera un régal pour les bibliophiles les plus exigeants, et en même temps, un bon investissement. Reliure traditionnelle en décor « Grand Siècle » sur cuir naturel de mouton de couleur violet écarlate. Le tirage, limité aux seuls souscripteurs, offre en « fac-similé » les gravures de l'édition originale de 1778. Les 57 illustrations hors texte, les 44 vignettes, bandeaux et culs-de-lampe de Monnet, Marillier, Martini et Moreau (au même format que l'édition originale), font de cette collection une des plus luxueuses et recherchées.



« Voltaire est l'homme d'esprit par excellence ; le plus délié des humains, le plus prompt, le plus éveillé. Tous les autres semblent dormir ou rêvasser auprès de lui ». Paul Valéry

GARANTIE A VIE
Douceur, ténacité et odor, favor de cuir véritable dont chaque année améliore le parfum ! Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'ensemble éclairé des connaissances indispensables. Je ne puis que m'engager à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à m'occuper quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine suivante recevront en cadeau une gravure originale reproduisant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot.

BON à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Feubourg Saint-Honoré, 75332 Paris Cedex 08

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

Qui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Contes et Romans de M. de Voltaire, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si j'ai décidé de le garder, je vous réglerai le montant de 120,00 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez les deux autres tomes au rythme d'un par mois.

Nom Prénom
N° Rue
Ville Code Postal
Signature

le journal mensuel de documentation politique **après-demain** (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur **PRÉVENTION ET SANTÉ** avec R. Lenoir, J.-M. Cohen-Solal, L. Jarras, S. Karsenty, M. Riss

Envoyer 30 francs (titres à l'F ou chèques, à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 90 F pour abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

CHAMPAGNES GRANDS VINS ALCOOLS

Bordeaux Crûs bourgeois ou mise de chat (vente par 12)
Chât. Tour Grent 73 Saint-Emission 23,80 F - Chât. le Basse 75 St-Emission 38,80 F - Chât. Saint-Bas 78 Médos 29,80 F - Chât. Bel Orme 1972 (Médos) 38,80 F - Chât. Chateau 1972 (Médos) 33,80 F - Chât. Haut Basse 1972 (Pauillac) 37,80 F - Chât. Tour de Pez 78 (St-Estève) 41,80 F - Chât. La Louve 1972 - Graves 37,80 F.

Magasin Principal
103, rue de Turenne
75003 Paris, tél. 277.50.27

et magasin distribution :
Rue de la Chapelle 136, 136
75018 Paris
et Versailles (20.4)

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS

La C.G.C. et le M.R.G. : « Les réformes doivent se faire d'une manière progressive »

Les réformes gouvernementales doivent se faire d'une manière progressive, ont déclaré, mardi 16 mars, MM. Roger Gérard Schwartzberg, président du M.R.G., et Jean Menu, président de la C.G.C., à l'issue d'une rencontre au sommet entre ces deux formations.

An lendemain de la rencontre entre la C.G.C., F.O. et la C.F.T.C., à l'issue de laquelle les trois syndicats ont lancé un avertissement au gouvernement et dénoncé la « précipitation » dont il ferait preuve, M. Schwartzberg a plaidé pour l'adoption d'un « rythme raisonnable » dans l'application des réformes, « il n'est pas souhaitable d'appliquer des réformes trop brutales dans l'entreprise », a réchuté M. Jean Béranger, vice-président du M.R.G. « Il faut prendre le temps des différents partenaires ont besoin pour s'adapter », a-t-il estimé.

Les deux délégations, qui ont affirmé que les cadres avaient « un rôle déterminant à jouer dans la relance de l'économie », ont fait état de propositions com-

munes dans le domaine de la fiscalité et de la retraite. Dans un communiqué commun, elles ont notamment souhaité « une stabilisation du prélèvement fiscal sur le revenu de l'encadrement ». Elles jugent que « le nécessaire effort de solidarité nationale ne doit pas reposer sur une catégorie socio-professionnelle déterminée ».

« La C.G.C. et le M.R.G. sont hostiles à une politique équilibrée des revenus qui démolirait les cadres », a commenté M. Jean Menu. En ce qui concerne la retraite, le M.R.G. s'est déclaré prêt à soutenir la nouvelle proposition de la C.G.C. de création d'un régime de pré-retraite à soixante ans, géré par l'AGIRC et l'ARECO (1), « qui se substituerait à l'actuel système de la garantie de ressources ». Le M.R.G. et la C.G.C. ont aussi affirmé leur attachement à « l'autonomie » des régimes complémentaires de retraite.

(1) A.G.I.R.C. : Association générale des institutions de retraite complémentaire (pour les cadres) — A.R.E.C.O. : Association des régimes de retraite complémentaires (pour les non-cadres).

L'APPEL DE LA C.G.T. POUR LE CANDIDAT DE LA GAUCHE DEVENU CANDIDAT COMMUN

Le bureau confédéral de la C.G.T. a publié, mardi 16 mars, une déclaration dans laquelle il « appelle les travailleurs à prendre part massivement au deuxième tour des élections cantonales en votant, partout, pour le candidat de la gauche resté en lice et devenu ainsi candidat commun. Ils feront ainsi échec aux manœuvres du patronat et de la droite. Ils donneront à ce vote le sens d'une volonté exprimée de voter le changement, de façon plus conséquente, en répondant à leurs besoins ».

La C.G.T. estime que « les élections cantonales ont été utilisées par la droite pour tenter d'entraver le changement et favoriser le conservatisme antisocial. Les adversaires du progrès n'ont reculé devant aucun moyen, y compris les plus bas, pour faire porter aux forces de gauche les conséquences d'une politique désastreuse dont ils sont en réalité les responsables ».

LE R.P.R. ET L'U.D.F. : le second tour reste à gagner.

L'U.D.F. et le R.P.R. remis mardi 16 mars au siège de l'U.D.F., ont appelé les électeurs « à confirmer puissamment » leur vote de dimanche dernier en donnant « leurs suffrages au candidat unique de l'opposition pour le second tour des élections cantonales ».

Dans une déclaration commune, MM. Michel Pinton et Bernard Pons, respectivement secrétaires généraux de l'U.D.F. et du R.P.R., indiquent : « Le scrutin de dimanche ne peut être considéré que comme un sérieux échec pour la coalition socialo-communiste (...), cette victoire ne doit pas faire oublier que rien n'est joué et que le deuxième tour reste encore à gagner. » Les secrétaires généraux des deux formations estiment cependant que « l'opposition n'a pas fait le plein des voix et qu'il lui reste des réserves ». Ils se sont félicités de la « discipline sans faille » avec laquelle les candidats ont appliqué les « règles de désistement réciproque et de soutien loyal ».

À la cours de cette réunion, M. Michel Pinton a revendiqué cinq cent quatre élus pour l'U.D.F., alors que le ministère de

l'Intérieur n'en compte que trois cent dix-huit. De son côté, le R.P.R. avance le chiffre de deux cent quatre élus, soit vingt-huit de plus que les chiffres officiels. Ces querelles de chiffres font l'objet d'une question écrite de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, à M. Gaston Defferre.

M. BARRE : confirmer le refus du « socialisme à la française »

M. Raymond Barre, député apparte à l'U.D.F. du Rhône, ancien premier ministre, a déclaré, mardi soir 16 mars : « (...) Moins d'un an après l'arrivée au pouvoir de la coalition socialo-communiste, les Français et les Français ont déjà pu juger de la valeur des promesses qui leur avaient été faites. »

« Dimanche prochain, il faut qu'ils confirment leur refus du « socialisme à la française » qui engage notre pays dans des voies irrégulières et dangereuses pour son avenir. »

« Dans un esprit d'union, je demande aux électeurs et aux électrices, quelles que soient leurs sympathies politiques ou personnelles de reporter leurs voix sur le candidat de l'opposition arrivé en tête au premier tour. C'est la loi républicaine. C'est l'intérêt de la France. »

M. LABBÉ : nous allons transformer l'essai.

Au cours de la réunion du bureau du groupe parlementaire R.P.R. mardi 16 mars, M. Chirac, président du mouvement, a exprimé « sa satisfaction que les Français aient manifesté leur mécontentement à l'occasion du premier tour des élections cantonales ». Il a ajouté : « Nous allons essayer de rendre plus forte leur méditation en vue du second tour. » Il a précisé que, dès la semaine prochaine, le R.P.R. définirait sa stratégie en vue des élections municipales et régionales de 1983.

M. Labbé, président du groupe, a déclaré à l'issue de cette réunion : « Nous avons marqué un essai que nous allons transformer. Au-delà des contestations de chiffres, personne ne peut nier désormais que la majorité n'est plus majoritaire. » Évoquant ces contestations, il a ajouté : « Nous mettons M. Gaston Defferre au défi de donner la liste des candidats « divers gauche » qu'il a récupérés de façon abusive ».

Le président du groupe R.P.R. a fait remarquer : « M. Mauroy vient de décider de s'annuler non seulement comme un leader politique mais comme chef de gouvernement : par la même, il engage dans la politique du gouvernement pour le second tour des élections. Le test de dimanche prochain sera donc encore plus important. »

(Publicité)

Communiqué de l'Hebdo «Des femmes en mouvements»

Sabotage de l'Hebdo “Des femmes en mouvements” Appel à la solidarité.

Paris, le 13 Mars 1982

Malgré tous nos efforts, l'hebdo “Des femmes en mouvements” n'est pas dans les kiosques cette semaine.

Au soir du 8 Mars, où 12 000 femmes ont répondu à l'appel du MLF, à la grève et à la manifestation - une victoire, sans précédent, de l'indépendance politique des femmes -, nous avons été victimes d'un attentat criminel : destruction de nos outils de travail, de communication et saccage du local de l'hebdo.

Silence quasi total de la presse. De cet attentat sur un journal, elle a à peine parlé, rompant à cette occasion avec la tradition de solidarité des media vis-à-vis d'un journal atteint dans son droit d'informer et de communiquer.

Cet attentat est la suite d'une campagne de censures et de boycotts, de détournements et de parasitages, de menaces et de diffamations, qui sont de véritables incitations à la violence contre notre action politique.

Campagne qui veut nous mettre sous-taire, nous condamner au silence, nous supprimer (rumeurs mensongères, articles, interviews dans les media, tracts, calomnies, menaces personnelles).

C'est la suite historique d'une série de campagnes menées depuis dix ans contre le MLF, avec la complicité des media, par des individus, des groupuscules dont le mal chronique est le racisme et la misogynie ordinaires, campagnes contre des femmes, les objets, les lieux, les actions qu'elles produisent.

C'est une atteinte intolérable à notre droit d'exister, de produire et de nous rassembler en toute indépendance.

Ce sont des pratiques barbares, de refus, du débat politique, indignes d'un état démocratique.

La bassesse et la lâcheté de nos ennemis nous déshonorent.

Nous portons plainte publique contre ces actes destructeurs que sont les diffamations et les attentats, actes droitières et extrémistes.

Nous accusons de complicité criminelle tous ceux qui soutiennent et encouragent activement, par rivalité politique avec des femmes, l'envie et la haine misogynes, en répandant les diffamations et en taisant les attentats contre le MLF.

Nous alertons l'opinion publique : les femmes qui ont revendiqué cet attentat nous en promettent d'autres ; c'est l'amorce d'un terrorisme, et pas seulement contre nous.

Nous en appelons à la solidarité et à l'intelligence des femmes et des hommes que de tels actes ne peuvent qu'indigner.

Nous exigeons réparation, tant de l'Etat que des media, pour les dommages moraux et matériels qui nous sont quotidiennement causés.

Nous souhaitons des tribunes pour faire connaître notre mouvement.

Vous savez ce qu'est Solidarité en Pologne,
Vous savez ce qu'est le Front de Libération au Salvador,
Savez-vous ce qu'est le MLF ?

Ni méduses, ni sphynx, ni filles hystériques, ni mères phalliques, ni gauchistes, ni extrémistes, ni terroristes, mais travailleuses, réalistes, adultes, responsables, actives, créatives, citoyennes légitimes, nous existons, nous luttons, nous sommes des femmes.

Vive l'indépendance économique, sexuelle, politique et culturelle des femmes !

6 rue de Mézières, Paris 6°
Tél : 222.60.74. Télex : Quotiem 213870

L'équipe de l'hebdo “Des femmes en mouvements”

Précisions et rectifications

La composition du conseil général de la Drôme ne figurait pas dans nos éditions du 16 mars. Elle était incorrecte dans l'arrêté (première édition). Il convient de les établir comme suit :

● DROME
CONSEIL GEN. (prés. M. Maurice Pic, P.S., sén.) : 5 P.C., 24 P.S., 1 div. g., 3 U.D.F., 1 C.N.I.P., 1 R.P.R., 3 mod.

● ARDECHE
CONS. GEN. (prés. : M. Henri Torre, U.D.F.-P.R., sén.) : 5 P.C., 11 P.S., 1 app. P.S., 10 U.D.F., 1 C.N.I.P., 4 R.P.R., 1 mod.

D'autres inexactitudes concernaient les listes de candidats. Il fallait écrire :

● CORSE-DU-SUD
AJACCIO V. — MM. Borelli, P.C. 861 ; Pantaloni, P.S. 598 ; Anselmo, mod. 466 ; Martinelli, U.D.F.-P.R. 397 ; Armandi, R.P.R. 382. Ballottage.

AJACCIO VI. — MM. Simon-giovanni, U.D.F.-C.N.I.P. 789 ; Fabiani, P.S. 794 ; Mancini, P.C. 781 ; Chiappa, mod. 623 ; Biliard, U.D.F. 485. Ballottage.

● HAUTE-CORSE
CALVI — MM. Leandri, mod. 904 ; Colonna, M.R.G. 785 ; Cecaldi, R.P.R. 646 ; Vincenzini, P.S. 362.

● ESSONNE
VILLEBON-SUR-YVETTE — MM. Mevres, U.D.F. 3 000 ; Bernard, c.s. P.C. 1 717 ; Morichaud, P.S. 1 661 ; Chaquet, P.S.U. 187 ; Camus écol. 0. Ballottage.

● ISERE
LE TOUJET. — M. Paquet, c.s., a. d. U.D.F.-P.R., ne se représentait pas.

● MARNE
ANGLURE. — M. Gaudy, 530, est P.S. et non P.C.

● SAVOIE
AIME. — M. Picotier, R.P.R., a été élu dès le premier tour, la mention « ballottage » figurait par erreur.

Enfin, des coquilles se sont glissées dans les commentaires :

● HERAULT
Il fallait lire à la fin du premier paragraphe : « A Montpellier-II, M. Bernard Serrou (R.P.R.) entretient le siège que le P.S. avait gagné en 1976 » et non comme nous l'avons écrit « que ce dernier avait gagné ».

● MAYENNE
Dix sièges sur quinze ont été pourvus au premier tour et non pas neuf, comme nous l'avons écrit par erreur dans le commentaire. Le R.P.R. est en tête dans deux des cinq cantons en ballottage : à Grez-en-Bouère et Errom. Il n'est pas en mesure de prendre le canton de Montsurs détenu par le P.S. Il l'a pris dès le premier tour avec l'élection de M. Faguer.

● YONNE
Il fallait lire, dans le deuxième paragraphe du commentaire : « En revanche M. Michel Bon-henry, Auxerre-Nord-Ouest et non « Auxerre-Sud-Est ».

● YVELINES
Dans le canton de Trappes, Mme Vilain, candidate du P.S., a obtenu 2 385 suffrages et non 2 835 comme nous l'avons indiqué dans nos éditions du 16 mars.

THAILANDE
15 jours dans le Triangle d'Or
4850F

nouvelles frontières

37, rue Violet 75015 Paris 578 65 40
41, avenue de Besagne 83000 Toulon 46 37 02

LES RÉSULTATS DU P.C.F.

M. FISZBIN : c'est la politique de la direction qui est sanctionnée.

M. Henri Fiszbin souligne, dans le numéro de *Rencontres communistes* Hebdo, paru le jeudi 18 mars, que l'effacement du P.C.F. porte préjudice à la gauche dans son ensemble et a déplaçé vers le centre l'axe de la majorité. Rappelant que l'élection présidentielle a été gagnée par le premier groupe ou le second, qu'il faut faire d'une stabilité remarquable à une élection cantonale, le président de *Rencontres communistes* écrit : « Le scrutin de dimanche dernier fait voler en éclats l'argumentation laborieusement ébauchée pour expliquer l'échec électoral de 1981. L'effacement par la droite de la gauche a été la cause de la défaite. C'est la politique mise en œuvre par la direction du P.C.F. qui est sanctionnée. »

M. Fiszbin évoque l'édition de l'*Humanité* du 15 mars, qui dénonçait le « torrent de boue (...) déversé sur le P.C.F., coupable de ne pas mériter sa voix à la droite pour exhorter à la guerre civile en Pologne ». Il écrit : « On ne saurait plus clairement dire aux innumérables électeurs communistes et socialistes, qui n'ont pas accepté la position du P.C.F. et l'ont dit, qu'on les assimile à la droite. Exigera-t-on qu'ils fassent une candidature avant de voter au second tour ? »

MM. ADLER ET SPIRE : les communistes progressent là où ils sont unitaires.

MM. Alexandre Adler et Antoine Spire, initiateurs, en février 1981, d'un « manifeste » signé par une soixantaine de personnalités appartenant ou ayant appartenu au P.C.F., et, en janvier dernier, d'un « appel pour le succès du socialisme en France » (*Le Monde* du 31 janvier - 1^{er} février), constatent que le parti communiste a progressé, au premier tour des élections cantonales, là où il présentait des candidats qui « avaient obtenu son investiture malgré leur soutien à Henri Fiszbin ou leur éloignement du parti ». Ils ajoutent : « De vives parlementaires, n'ont pas eu contact étroit avec la population et qui se sont refusées à l'application mécanique d'une ligne anti-unitaire de 1977 à 1981, progressent aussi. »

MM. Adler et Spire déclarent : « L'aspiration unitaire est forte, à gauche, et les électeurs communistes qui ont quitté le bateau sont prêts à rejoindre ceux qui pratiquent l'union de la gauche, le pluralisme et la démocratie. On peut penser que le travail des nombreux communistes a permis cette consolidation du vote dans certains cantons, mais que, dans l'ensemble du pays, il a été obéré par le caractère scandaleux du soutien de la direction du P.C.F. à la droite polonaise. »

● **Un élu en ballottage.** — Dans le canton de Gignac (Hérault), M. Louis Villaret (P.S.), qui, le 14 mars, a obtenu 3 908 suffrages, soit 50,03 % des exprimés devra cependant se soumettre au second tour de scrutin. Il n'a en effet pas été proclamé élu par le président du bureau centralisateur, qui avait omis de compléter les résultats du bureau de Cahrials (commune d'Amélie). Cette décision prime sur celle des services préfectoraux.

● **A La Ferté-Macé (Orne),** le conseil municipal (socialiste) présidé par M. Yves Lepape (P.S.), vient de donner sa démission, compte tenu du résultat du premier tour des élections cantonales. Estimant avoir été désavoué par les électeurs, M. Lepape souhaite provoquer, à bref délai, de nouvelles élections municipales, pour confirmer ou infirmer ce vote. Dans ce canton, sur 5 580 suffrages exprimés, les résultats ont été les suivants : MM. Daniel Milette (U.D.F.-C.D.S.), conseiller sortant, 3 589 voix ; Lepape (P.S.), 2 039 ; Jean-Jacques Comalis (P.C.), 1 829. Dans la ville de La Ferté-Macé, sur 3 810 suffrages exprimés, ont obtenu : M. Milette, 1 737 voix (45,57 %) ; Lepape, 1 455 (38,19 %) ; Comalis, 118 (3,06 %).

— (Corresp.)

● **Quatre groupements de gauchistes de gauche** lancent un appel à voter pour les « candidats qui soutiennent la politique du président de la République ». Il s'agit de la Fédération des gauchistes de progrès, que préside M. Jacques Blanche, chargé de mission au cabinet de M. Ralphy, ministre de la santé ; de la Fédération des républicains de progrès, présidée par M. Pierre Dabestes, ancien député appartenant P.R. de Paris ; d'Initiative républicaine et socialiste, de M. Léon Hamon ; et de l'Union démocratique du travail de M. Jacques Delu-Bridel.

● **M. André Bord,** ancien député, ancien ministre, s'est démis de ses fonctions de président de la Fédération R.P.R. du Bas-Rhin. Il demeure membre du conseil politique du mouvement et chargé de mission pour les questions européennes auprès du président du R.P.R. Il est également conseiller municipal de Strasbourg.

La majorité a perdu vingt des trente et un cantons où ses « sortants » ne se représentaient pas

Cent trois cantons de la métropole et de l'outre-mer, où le « sortant » ne se représentait pas, ont élu dimanche 14 mars un nouveau conseiller général. Soixante-douze de ces cantons étaient détenus par l'opposition et trente et un par la majorité (1).

La manière dont le « relais » s'est effectué est tout à fait différente selon que l'on considère le premier groupe ou le second.

L'OPPOSITION N'A PERDU AUCUN DES SIÈGES QU'ELLE DÉTENAIT, et sa stratégie de candidatures uniques lui a permis d'obtenir les résultats suivants :

I. — **Dix-neuf cantons** sont passés d'un U.D.F. à un autre U.D.F. : Gap-Nord-Est (Hautes-Alpes) ; Châteauneuf (Bouches-du-Rhône) ; Santa-Maria-Slebe (Corse du Sud) ; Beaupré-Sud (Doubs) ; Longjumeau (Essonne) ; Pont-de-l'Arche (Eure) ; Pignatier-Saint-Germain (Gironde) ; Montpellier-7 (Hérault) ; Mayan (Isère) ; Saint-Julien et Volteux (Jura) ; Ay et Bourgoigne (Marne) ; Nancy-Ouest (Meurthe-et-Moselle) ; Maulion (Pyrénées-Atlantiques) ; Colmar-Sud (Haut-Rhin) ; La Ferté-Bernard

(Sarthe) ; Thones (Haute-Savoie) et Yerville (Seine-Maritime).

II. — **Trente cantons** sont passés d'un modéré à un autre modéré : Le Cheanu (Ariennes) ; Baladre (Indre) ; Vouvray (Indre-et-Loire) ; Vallat (Loire-Atlantique) ; Dormans (Marne) ; Le Corps, Meslay-du-Maine et Sainte-Suzanne (Mayenne) ; Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône) ; Brulon (Sarthe) ; Dange-Saint-Romain (Vienne) ; Brette-Deux (La Réunion) ; et Gros-Morne (Martinique).

III. — **Trois cantons** sont passés d'un R.P.R. à un autre R.P.R. : Beaupré-Est (Doubs) ; Grenoble-II (Isère) ; et Nangis (Seine-et-Marne).

Permutations

En dehors de ces trente-cinq cas de parfaite continuité l'opposition a conservé trente-sept autres cantons à la suite de trente-sept permutations qui se sont effectuées de diverses manières :

A. — **Dix cantons** sont passés d'un modéré à un U.D.F. : Blanzac (Charente) ; Sancerre (Cher) ; Mer (Loir-et-Cher) ; Bas-en-Basset (Haute-Loire) ; Courtenay (Loiret) ; Le Lion-d'Angers (Maine-et-Loire) ; Athies-de-l'Orne (Orne) ; Monsois (Rhône) ; La Rochette (Savoie) ; et Saint-Fargeau (Yonne).

B. — **Sept cantons** sont passés d'un modéré à un R.P.R. : Saint-Paul-sur-Tuys (Alpes-de-

Haute-Provence) ; Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) ; Bourges-II (Cher) ; Ouarville (Loiret) ; Lacaux (Tarn) ; La Mothe-Achard (Vendée) ; et Gironagny (Vendée de Belfort).

C. — **Huit cantons** sont passés d'un U.D.F. à un R.P.R. : Béziers-I (Hérault) où le nouveau élu est un P.S. dissident proche de la formation gauchiste Saint-Basile-de-Saint-Georges (Isère) ; Groix et La Gacilly (Morbihan) ; Dieuze (Moselle) ; Saint-Savin (Vienne) ; Saint-Denis-I et Saint-Denis-II (La Réunion) ; et Saint-Denis-III (La Réunion).

D. — **Réciproquement, six cantons** sont passés d'un R.P.R. à un U.D.F. : Vannes-Est (Morbihan) ; Drulingen et Leimbach (Moselle) ; Saint-Basile (Moselle) ; Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) ; et Saint-Etienne-en-Devoluy (Hautes-Alpes).

E. — **Trois cantons** sont passés d'un R.P.R. à un modéré : Farenth-en-Borne (Landes) ; Ouzouer-sur-Loire (Loiret) ; et Trois-Basiles (La Réunion).

F. — **Enfin, trois cantons** sont passés d'un U.D.F. à un modéré : Chacour (Aube) ; Bideche et Garlin (Pyrénées-Atlantiques).

L'implantation des candidats

LA MAJORITÉ A PERDU CINQ DES TRENTE ET UN SIÈGES QUI LUI APPARTENAIENT et les « transmissions » ne se sont bien opérées pour elle, sauf exceptions, dans les départements où elle est, de longue date, fortement implantée.

Les élus qui se sont maintenus sont les suivants :

I. — **Huit cantons** sont passés d'un P.S. à un autre P.S. : La Bastide-de-Sérou (Ariège) ; Marseille III (Bouches-du-Rhône) ; Saint-Etienne (Aude) ; Ville-neuve-de-Marsan (Landes) ; Lens-Nord-Ouest (Pas-de-Calais) ; Grandquevilly (Seine-Maritime) ; Carmaux-Nord et Monesties (Tarn) ; et

II. — **Un canton** est passé d'un M.R.G. à un autre M.R.G. : Bastia II (Haute-Corse).

III. — **Un canton** est passé d'un P.S. à un M.R.G. : Saverdun (Ariège).

IV. — **Réciproquement, un canton** est passé d'un M.R.G. à un P.S. : Montois (Saône-et-Loire).

Les pertes qu'a subies la majorité sont les suivantes :

A. — **Un canton** est passé d'un P.C.F. à un R.P.R. : Feyrlus (Alpes de Haute-Provence).

B. — **Neuf cantons** sont passés d'un P.S. à un R.P.R. : Sieron (Alpes de Haute-Provence) ; Carignan (Ardennes) ; Le Bouscat et Podence (Gironde) ; Maru (Oise) ; Bertinocourt (Pas-de-Calais) ; Niot Nord (Deux-Sèvres) ; Rosières-en-Santerre (Somme) ; et Beaucourt (Territoire de Belfort).

C. — **Cinq cantons** sont passés d'un P.S. à un U.D.F. : Aix Nord-Est (Bouches-du-Rhône) ; Charny (Jura) ; Courpière (Puy-de-Dôme) ; Pierre-de-Bresse (Saône-et-Loire) et Pontoise (Val-d'Oise).

D. — **Trois cantons** sont passés

d'un P.S. à un modéré : Bar-sur-Seine (Aube) ; Verdun-Est (Meuse) et Rambervilliers (Vosges).

E. — **Un canton** est passé d'un « divers gauche » à un U.D.F. : Crest Nord (Drôme).

F. — **Enfin, un canton** est passé d'un « Mouvement des Démocrates » à un U.D.F. : Marseille XII (Bouches-du-Rhône).

Les débats qu'a connus le P.S., y compris dans des départements où il est loin d'être faible (Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Drôme) montrent bien que l'implantation et la note personnelle des candidats demeurent des facteurs de première importance dans les élections cantonales, que la question soit ou non « politisée ». La question est posée en application du principe de non-cumul des mandats, qui est à l'origine de plusieurs des retraits du 14 mars, peut aller sans risques ni frais.

R. B.

Annonces classées
immobilier
ventes
dans les
5, 6, 7, 8, 15, 16
arrondissements
Régie Presse le Monde
Tél : 296.15.01

Le plus dur dans un voyage d'affaires devrait être les affaires. Pas le voyage.

Si en atterrissant aux Etats-Unis vous avez déjà éprouvé l'horrible sensation d'avoir traversé l'Atlantique à la nage, alors la Clipper Class Pan Am est faite pour vous. Car il n'y a que Pan Am pour conduire les hommes d'affaires à bon port, frais et dispos.

Les privilèges Pan Am

A Orly Sud, vous vous présentez au comptoir spécial Clipper Class, et, sans attendre, vous enregistrez vos bagages, (à noter que vous avez droit à la franchise 1^{re} classe).

Votre embarquement se fait avec les passagers de 1^{re} classe, et à bord, nous vous installons dans un compartiment réservé à votre intention, équipé de larges fauteuils inclinables dont le confort a été spécialement étudié pour un long voyage.

Le service Pan Am

Nous vous accueillons avec de délicieux cocktails et nous vous offrons des casques d'écoute confortables, ce qu'il y a de mieux pour apprécier le programme de musique en stéréo et le film présenté pendant le vol.

Nous vous servons aussi un repas raffiné accompagné de bons vins. Ne vous étonnez pas alors de voir beaucoup de passagers s'assoupir dès la fin du film tellement ils se sentent bien.

A vrai dire, notre fauteuil n'y est pas étranger.

Orly - New York 12 h chaque jour

Notre vol quotidien pour New York part tous les jours d'Orly Sud à midi.

Les passagers venant de province ont donc suffisamment de temps pour la correspondance à Orly et évitent en plus les inconvénients de changement d'aéroport.

A 14 h 05, vous arriverez au Terminal International Pan Am de New York. Et là, vous pouvez continuer sur Los Angeles ou prendre une correspondance directe vers des destinations comme Washington, Dallas-Forthworth, New Orleans ou Detroit, tout cela sans changer de Terminal.

La prochaine fois où vos affaires vous conduiront aux U.S.A., choisissez la Clipper Class de Pan Am.

Vous dormirez peut-être après le film, mais vous serez d'attaque à l'arrivée.

Pour tous renseignements, demandez à votre Agent de Voyages ou appelez Pan Am au 266.45.45.

PAN AM.
Clipper Class



ILANDE
350F
s frontières

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS CANTONALES

LES « DÉPARTEMENTS-TESTS »

Les élections cantonales revêtent un double aspect. D'une part, le scrutin — première consultation nationale depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir — était censé apporter une indication sur l'état d'esprit de l'opinion. Le moins que l'on puisse en dire, c'est que la politique de changement n'entraîne pas l'adhésion espérée par la majorité. Le résultat du test prend toutes les formes d'un avertissement au gouvernement. D'autre part, avec la mise en application de la loi de décentralisation, qui transfère du préfet au président du conseil général, l'exécutif départemental, la conquête de ces postes de « patrons » constitue un enjeu non négligeable pour les partis politiques.

La gauche escomptait la confirmation de sa prépondérance électorale par le gain de plusieurs de ces présidences. A la veille du scrutin, elle en revendiquait quarante-quatre sur les quatre-vingt-cinq de métropole (soit cinq pour le P.C., vingt-neuf pour le P.S., neuf pour le M.R.G. et un pour un divers gauche). Son espoir de devenir majoritaire en disposant d'au moins quarante-huit d'entre elles risque fort d'être déçu.

Les pronostics les plus tempérés laissent prévoir la victoire dans les départements, où la

présidence avait été attribuée, en raison du partage égal des voix, au député du conseil général. C'était le cas dans l'Aisne, dans les Ardennes, dans la Corrèze et dans la Somme. Si dans l'Aisne et en Corrèze les espérances respectives du P.S. et du P.C.F. demeurent fondées, en revanche, les électeurs ont confirmé à l'opposition les présidences dans la Somme et dans les Ardennes.

Dans trois départements, la gauche majoritaire en sièges ne détenait pas pour autant les postes de président. Il devrait être mis un terme à ces situations paradoxales dans les Pyrénées-Orientales où M. Léon-Jean Grégory (modéré) dirigeait une assemblée à majorité de gauche mais où cette dernière va sortir affaiblie du scrutin, dans l'Ardèche, dans le Jura où respectivement M. Henri Torre (U.D.F.) et M. Pierre Brantus (U.D.F.) étaient minoritaires en voix au sein de leur conseil général à la suite d'élections partielles favorables à la gauche.

A ces absences de succès, s'ajoutent des défaites possibles, voire patentées. Ainsi, le parti socialiste a d'ores et déjà perdu la présidence en Côte-d'Or et dans la Seine-et-Marne. Assurée depuis trois ans par M. Girard (div. g.), la présidence en Haute-Saône revient à l'oppo-

sition. En outre, le parti socialiste est menacé de perdre dans l'Oise, dans la Saône-et-Loire et dans la Savoie.

Alors que les experts du parti socialiste envisagent d'enlever à l'opposition le contrôle des conseils généraux du Doubs, de la Loire, des Vosges, voire du Finistère, il semble acquis désormais que la droite maintiendra ses positions. Quant à l'éventualité de succès socialistes aux dépens du parti communiste, comme dans l'Allier, la Meurthe-et-Moselle et l'Essonne, elle semble, au vu des résultats du premier tour, irréaliste. Si le parti communiste conserve l'Allier, c'est à l'opposition que peuvent échoir l'Essonne et la Meurthe-et-Moselle. Dans ce dernier département, il est vrai que le président communiste avait été élu en 1979, alors que la gauche ne disposait que de dix-huit des trente-sept sièges de l'Assemblée départementale. Quant au Val-d'Oise, l'opposition, qui ne disposait que d'une voix de majorité, voit le danger s'accroître.

En regard de ces déconvenues, l'avantage pris par les socialistes sur les radicaux de gauche en Charente-Maritime et dans l'Eure-et-Loir apparaît mince. Reste que, pour le M.R.G., la liste des déconvenues pourrait s'allonger, puisque l'opposition est en passe de gagner la présidence dans l'Eure.

Seul essai en voie d'être transformé, la présidence du conseil général de la Seine-Maritime. En ce cas, l'opposition ne manquera pas de relancer la polémique sur le découpage cantonal, d'autant que, dans ce département, vingt-trois des quarante-deux cantons où le siège est à pourvoir, ont été modifiés.

Nous commençons ci-dessous à faire le point de la situation dans certains départements « chauds », en soulignant les cantons où la lutte pour le second tour apparaît particulièrement serrée. Dans la presque totalité des cantons, le second tour verra s'affronter un candidat de droite et un candidat de gauche. Cette situation de duels, qui confirme, par la bipolarisation, la politisation du scrutin cantonal, résulte à la fois de la règle des désistements en faveur du candidat le mieux placé dans chacun des deux camps et de l'élimination des candidats qui, au premier tour, n'ont pas obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % du nombre des inscrits (si un seul candidat remplit cette condition, celui arrivé en deuxième position peut se maintenir, et si aucun ne la remplit les deux candidats arrivés en tête peuvent seuls se maintenir).

ANNE CHAUSSEBOURG.

LAISNE

En 1979, la présidence du conseil général était revenue à M. André Godart (mod.), se bécifiant de l'âge. La gauche et la droite se partageaient, à égalité, les quarante-deux sièges. Cette fois, la présidence est à nouveau ardemment disputée.

Au premier tour, cinq sièges (deux modérés, trois U.D.F.) ont été pourvus sur vingt et un cantons renouvelables. Au second tour, six sièges devraient revenir au P.S. (Briçon, Moy-de-l'Aisne, Soissons-Nord, Soissons-Sud, Villers-Cotterêts et Wassigny), trois au P.C.F. (Saint-Quentin-Sud, Saint-Simon et Ternier), deux au M.R.G. (Coudré-le-Château et Rozoy-sur-Serre), et un à l'U.D.F. (Comdè-en-Brie), et un à un divers gauche (Gisey).

Dans trois cantons, l'issue du scrutin est plus incertaine. Il s'agit de :

LA FERRE : M. Caver (P.S.) dispose d'un potentiel de 3 096 voix de gauche, M. Catalland, c. s. (R.P.R.) a obtenu 3 096 voix au premier tour.

LAON-SUD : M. Aumont, c. s. (P.S.), député, peut compter sur un total de 5 058 voix de gauche. M. Lamant (R.P.R.) a obtenu 4 673 voix au premier tour.

NEUILLY-SAINT-FRONT : M. Petit (P.C.), c. s., dispose d'un potentiel de 2 238 voix de gauche et M. Roy (scout. U.D.F.) en a rassemblé 1 925.

ARDÈCHE

L'Ardèche présente cette particularité d'avoir un président U.D.F.-P.R. M. Henri Torre, et un conseil général sortant à majorité de gauche (5 P.C., 11 P.S., 1 app. P.S., 10 U.D.F., 1 C.N.I.P., 4 R.P.R., 1 mod.). La majorité avait basculé à la faveur d'une élection partielle. Elle pourrait basculer dans l'autre sens au second tour.

Sur dix-sept cantons renouvelables, cinq sièges ont été pourvus au premier tour. Trois sont revenus à l'U.D.F., un au R.P.R. et un à un divers gauche. Au second tour, le P.S. devrait l'emporter dans trois cantons (Bourg-Saint-Andéol, Villon-Pont-d'Arc et Villeneuve-de-Berg), le P.C. dans trois (Chomérac, Rochemaure et Thueyts), l'U.D.F. dans trois et le R.P.R. dans un (Saint-Agrève).

Dans deux cantons, l'issue du scrutin est plus incertaine :

VALS-LES-BAINS : M. Macoulier (U.D.F.-P.R.) dispose d'un capital de 2 853 voix et M. Pontal (P.S.) de 2 624 suffrages.

VERNOUX-EN-VIVARAIS : M. Finalet (P.S.), c. s., peut compter sur 1 312 voix et M. Michel (C.D.S.) sur 1 203.

ARDENNES

Dans un département divisé en trente-six cantons, l'opposition, avec dix-huit sièges (2 U.D.F.-C.D.S., 2 U.D.F.-P.R., 2 U.D.F., 1 C.N.I.P., 2 R.P.R. et 1 app.), n'avait réuni que sept sièges au premier tour.

La création d'un nouveau canton met un terme à ce fragile équilibre. Au soir du premier tour, l'opposition, avec sept réélus (2 R.P.R., 2 U.D.F.-P.R. et 3 modérés), et trois élus (1 R.P.R., 1 U.D.F.-C.D.S. et 1 modéré), dans les dix-neuf cantons soumis au vote, s'assure une majorité plus confortable. Avec les cantons de Carignan et de Mouzon, ravis aux socialistes, elle dispose d'ores et déjà de vingt sièges au conseil général dont la présidence devrait revenir à M. Jacques Sourdis (R.P.R.), ancien député, ancien président du conseil régional, réélu dès le premier tour, à Grandpré.

Dans les neuf autres cantons restant en ballottage, la majorité devrait retrouver sept de ses sièges (Charleville-Mézières-Est, Revin, Sedan-Ouest, Villers-Semouse), tandis qu'un candidat modéré est en ballottage favorable à Rorcel où M. Petit (P.S.) ne se représentait pas.

Le second tour est plus incertain à Givet qui connaît toujours une certaine agitation sociale. La centrale nucléaire de Chooz, dans la cour de laquelle avaient été déposées, dimanche 4 mars, les urnes dérobées dans les communes de Rocroy, Vireux-Wallerand et Givet, pourrait faire perdre la gauche. D'autant que celle-ci ne peut être assurée de bénéficier des voix du candidat antinucléaire, M. Alain Lambert, qui totalisait 15,1 % des suffrages exprimés.

Si l'on s'est abstenu de donner des consignes pour le second tour, ses partisans, en revanche, se prononcent pour le vote blanc.

Il semble, de ce fait, difficile de comptabiliser ces voix. Compte tenu de cette incertitude (896 suffrages en suspens), il convient d'établir le report des voix comme suit : M. Bertrand (R.P.R.), 2 727 ; M. Matkowski (P.C.), 2 283. Si la majorité toutefois l'emportait dans ce canton, elle ne totaliserait jamais que seize sièges sur les trente-sept de l'assemblée départementale.

CHARENTE-MARITIME

Largement majoritaire au conseil général, la gauche le restera à l'issue du second tour. Mais la suprématie des radicaux de gauche sur les socialistes, qui avait entraîné l'élection de M. Joël Molinet, sénateur radical de gauche, à la présidence de l'assemblée départementale, risque de prendre fin. Le P.S. dé-

tenait treize sièges, le M.R.G. douze et deux apparentés, le P.C. trois. La défaite de Mme Chaigneau, suppléante de M. Michel Crépeau à l'Assemblée nationale, dans le canton de La Rochelle-IV, au profit du conseiller sortant socialiste, M. Robert, qui devrait être réélu sans difficultés au second tour, le fait que les socialistes puissent augmenter leur représentation au conseil général, devrait leur permettre de prendre la présidence. D'autant qu'à La Jarrie le conseiller sortant M.R.G., M. Guenet, a été devancé par M. Guilloteau (P.S.) au premier tour. Celui-ci devrait l'emporter le 21 mars sur le candidat de l'opposition M. Ranson (C.D.S.).

Le M.R.G. devrait conserver les cinq autres sièges qu'il détient (Mirambeau, Montguyon, La Tremblade, Châteauneuf-d'Oléron et Cooles). L'opposition peut espérer conserver les sièges de Rochefort-Nord et Saint-Fort-Chaube et enlever le nouveau siège de La Rochelle-L. Le P.S. de son côté, devrait conserver les cantons de La Rochelle-IV, Saint-Savinien et Sainte-Nord, le P.C. celui de La Rochelle-VI. Dans le nouveau canton de La Rochelle-I, M. Gomes (P.S.), devrait également l'emporter.

Dans trois cas, la situation est plus incertaine. A GEMONAC : M. Dane (P.S.) peut espérer 2 633 suffrages de gauche et P.S., M.R.G., et M. Vallet 2 437. Ce siège était jusqu'à présent détenu par l'U.D.F.

A GOURGON : M. Montagnac (P.S.) dispose d'un potentiel théorique de suffrages de gauche de 1 926 contre 1 887 pour M. Margerie (mod.), conseiller sortant. Il reste les 586 voix qui, au premier tour, se sont portées sur M. Theau (div.).

A MATHA : la réélection de M. Olivie (P.S.) sera difficile. Il dispose d'un potentiel de 2 961 suffrages (P.C., P.S.) contre 2 724 pour M. Binaud (mod.).

CORRÈZE

La majorité et l'opposition étaient à égalité (15-15) dans le conseil sortant, présidé par M. Georges Debat (R.P.R.), au bénéfice de l'âge. Sept des onze cantons de l'opposition ont été réélus au premier tour, mais la gauche est en ballottage favorable dans douze des quatorze cantons restant à pourvoir (dont deux cantons remodelés à Brive et à Tulle). Le P.C.F. devrait l'emporter dans les cantons de Brive-Sud-Ouest, Mallet et Saint-Priest, Brive-Nord-Ouest, Brive-Sud-Est, Mallet et Saint-Priest, Brive-Nord-Est. La gauche paraît donc assurée de prendre la ma-

jorité, et le P.C.F. la présidence. La bataille devrait être serrée, cependant, dans le canton de Sornac, où M. Chavastelon (P.C.) peut compter sur 993 voix de gauche contre 909 voix pour M. Cloup (R.P.R.).

CÔTE-D'OR

La majorité de gauche possédait, avant le 14 mars, 23 sièges et l'opposition 20. Le conseil général était présidé par M. Pierre Pailau (P.S., Dijon VIII).

Dès le premier tour, trois cantons ont été conquis par l'opposition, qui deviendra dix-neuf la majorité. A DIJON-I, M. Berthoin, modéré, bat le sortant socialiste, M. Berthoin. A DIJON-III, le candidat R.P.R. M. Nudant, élu mine M. Charneau, P.S., et à DIJON-VIII, M. Pailau, président du conseil général (P.S.) est remplacé par M. Jacquelin (R.P.R.). Dans deux autres cantons, les candidats sortants de gauche sont en ballottage menaçant :

LIERNAIS, le candidat R.P.R., M. Bonnard, peut espérer recueillir 920 suffrages, alors que M. Charles, M.R.G., ancien député sortant ne possède qu'un potentiel de 886 voix.

CHENOVE : M. Esmonin, c. s., P.S., dispose de 4 694 suffrages possibles contre 4 277 au candidat R.P.R. M. Jacquelin.

DOUBS

Dans ce département, où quatre nouveaux sièges ont été créés, la gauche, qui en détenait quatorze sur trente et un dans le conseil sortant (treize P.S. et un P.C.), aurait dû en gagner quatre pour pouvoir prendre la présidence de la nouvelle assemblée. Or l'opposition a conservé, au premier tour, six de ses huit cantons soumis à renouvellement et elle a, en outre, enlevé un canton au P.S. Elle est bien placée pour l'emporter à Audenot, Bousières, Valentigney (R.P.R.), Besançon-Ouest (U.D.F.) et Clerval où le R.P.R. se maintient contre l'U.D.F. arrivé en tête, tandis que le P.C.F. devrait conserver son siège d'Arancourt et le P.S. ceux de Besançon-Nord-Est, Besançon-Planoise et Hérimoncourt, auxquels devrait s'ajouter Sochaux-Grand-Charment.

L'opposition disposerait alors d'une large majorité, au sein de laquelle le R.P.R. pourrait compter treize sièges sur vingt-trois s'il l'emportait dans les deux cantons suivants :

BESANCON-NORD-OUEST, où M. Verdout peut compter sur les 2 074 voix qu'il a obtenues au premier tour, face à un potentiel de 2 161 voix pour M. Vie (P.S.) ; MARCEAUX, où M. Angelet a obtenu 2 412 voix au premier

tour, contre 3 543 voix pour la gauche (M. Mercadier, conseiller sortant, P.S.).

EURE

La présidence de M. Paul Guilbaud (M.R.G.) n'est pas assurée. M. Guilbaud disposait, dans l'ancienne assemblée, d'une modeste majorité (4 P.C., 7 P.S., 2 div. g., 3 U.D.F.-P.R., 6 U.D.F., 3 R.P.R.). Or le M.R.G. a perdu un siège au premier tour et devrait en perdre deux au second. La gauche dans son ensemble est menacée.

Au premier tour, sur vingt-deux sièges à pourvoir, dix-neuf ont été pourvus, huit ont été pourvus, tous au profit de l'U.D.F.

Au second tour, le P.C. devrait l'emporter dans trois cantons (Eureux-Sud, Cisturs, Saint-André-de-l'Eure), le P.S. dans deux (Louviers-Nord, et Pont-Audemer), l'U.D.F. dans deux (Rouilly et Saint-Georges-de-Viviers), un revenant à un candidat modéré (Rugles) et un au R.P.R. (Eureux-Ouest).

Le second tour devrait être plus disputé :

FLEURY-SUR-ANDELLE : M. Duval Destin (P.S.) peut compter sur 3 967 voix, alors que M. Bény en a recueilli 3 242.

LOUVIERS-SUD : M. Doucet (P.S.), c. s., dispose d'un potentiel de 3 014 suffrages alors que Mme Froust en a obtenu 2 797.

VERNON-NORD : le maintien du candidat divers gauche, M. Gambo, qui a recueilli 1 793 voix lors du résultat incertain, M. Turc (P.S.) peut compter sur 2 376 voix et M. Caillioz (U.D.F.-rad.) sur 2 269 suffrages.

VERNON-SUD : M. Godeau (P.S.) dispose d'un potentiel de 3 444 suffrages et M. Asphe (R.P.R.) en a recueilli 3 024.

VERNEUIL-SUR-AVRE : M. Damaire (M.R.G.), c. s., peut compter sur un total de 3 678 voix de gauche et Mme Monfrais sur un capital de 2 650 suffrages.

EURE-ET-LOIR

Avec huit M.R.G. et deux divers gauche, les radicaux tenaient l'assemblée départementale aux côtés de sept socialistes et face à dix élus de l'opposition (3 U.D.F., 4 R.P.R. et 3 mod.). Si la gauche reste majoritaire au soir du deuxième tour, l'équilibre des forces entre ses deux courants sera cependant modifié. Dès le premier tour, le M.R.G. a perdu au bénéfice du R.P.R. un siège à La Loupe. Il doit, pour le second tour, laisser, à Auneau, la place au candidat socialiste. Il conserve toutes ses chances à Authieu-du-Perche, Cluses et Lucé. Il ne disposera cependant plus que de six sièges dans une assemblée qui, avec la création de deux nouveaux cantons, en compte vingt-neuf. La présidence détenue par M. Ro-

bert Hurvat pourrait, de ce fait, passer à un socialiste.

De son côté, le P.S. après la réélection dès le premier tour de M. Georges Lemaire, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, peut l'emporter dans le nouveau canton de Mainvilliers, ce qui compenserait alors la perte du siège de Voves que devrait gagner l'U.D.F. Il peut paraître relativement menacé dans les cantons de Bonneval et de Brézevilles.

A BONNEVAL : M. Haricot (P.S.) peut espérer obtenir 3 115 suffrages contre 2 608 à M. Dufer (U.D.F.).

A BREZEVILLES : M. Nespolous, c. s. (P.S.), dispose d'un potentiel de 2 835 suffrages contre 2 430 à son concurrent M. Beranger (mod.).

La majorité du conseil général se composerait donc de neuf socialistes, six M.R.G. et un divers gauche.

Le R.P.R., enfin, devrait se maintenir à Anet, gagner dans les cantons de Dreux-Ouest et Dreux-Est. Ce qui lui donne, compte tenu de l'élection dès le premier tour de M. Sémy à La Loupe, sept sièges au conseil général aux côtés de trois modérés (deux réélus) et de trois U.D.F. (un réélu).

JURA

Présidé par M. Pierre Brantus (U.D.F.-C.D.S.), le conseil général du Jura possédait cependant une majorité de gauche (18 contre 16), depuis une élection partielle qui s'était déroulée en 1981.

Dès le premier tour, la gauche a perdu des sièges.

A CHAUMONT : M. Ecoffier (U.D.F.) remplace M. Marchesey (P.S.), qui ne se représentait pas et à ORGELET, M. Perrier (U.D.F.) élimine M. Michel (P.S.), conseiller sortant.

Par ailleurs, les ballottages menaçants pour la gauche, figurent : CHAMPAGNOLE où M. Fumey-Badoz (c. s. P.S.) peut espérer 2 401 voix face à M. Jourdain (R.P.R.), qui compte sur 3 064 voix. Le candidat divers gauche a recueilli 537 suffrages.

CONLIEGE : le conseiller sortant socialiste M. Colin totalise 1 348 suffrages de gauche, face au candidat U.D.F., M. Barthélemy qui en a obtenu 1 501, mais le candidat divers gauche a recueilli 269 suffrages qui feront la différence.

POLIGNY : le candidat de l'opposition M. Meunier (R.P.R.) compte 2 447 voix contre 2 306 au conseiller sortant socialiste M. Girod y compris les 253 voix divers gauche.

ROCHEFORT-SUR-NENON, M. Cordier (c. s. P.S.) possède 1 180 voix face à M. Fernoux-Cootenet (U.D.F.), 1 307.

(A suivre.)



Le respect d'une entreprise. Dès 1928, Antoine Desarbre, a voulu que chaque modèle Desarbre soit une histoire d'amour. Formule galvaudée mais qui, aujourd'hui encore, conserve tout son sens. L'amour de toute une équipe pour le travail bien fait. C'est ainsi que, depuis, se fabrique à Roanne l'un des plus beaux jersey du monde.

Avec les stylistes et le respect de leurs idées, les couturiers et le respect de leur métier, les détaillants et le respect de leur rôle, avec les femmes enfin et le respect de leur choix, parce que c'est à elles que la fin de l'histoire appartient. Un jersey qui reste, encore de nos jours, pratiquement inégalé.

C'est cette entreprise, qu'aujourd'hui, en 1982, Jean Desarbre dirige, en la respectant comme on doit respecter une passion qui fait partie de soi-même.

Desarbre

(Publicité)

SOCIÉTÉ

UNE RENCONTRE A LILLE

Les travailleurs sociaux « acteurs de l'ombre »

Lille. — La santé en 1981, le travail social cette année : les animateurs catholiques des semaines sociales de France tentent désormais après plusieurs années d'éclipse de tendre la main, à travers un thème de réflexion, à des professionnels — non pour définir, comme ils l'ont fait de

leur création en 1964 jusqu'en 1973, la doctrine sociale de l'Eglise, mais pour tenter de préserver un regard spécifiquement chrétien sur les activités sociales et d'insuffler une certaine conception de l'homme, « à la fois, disent-ils, personne et individu socialisé ».

De notre envoyé spécial

Il voit le travail social comme « une aide technique » aux mouvements collectifs qui apparaissent sur le terrain.

A ces questions abstraites la plupart des travailleurs sociaux ne sauront que répondre, trop coupés qu'ils sont habituellement de l'université et de la conceptualisation, comme devait le rappeler M. Christian Bachmann, professeur à l'université de Paris-XIII : « Les rapports sont très incertains, déclare-t-il, entre les spécialistes des sciences humaines et les travailleurs sociaux, qui servent souvent aux premiers, pour leurs travaux, de simple prétexte ou d'illustration. » Les délégués en définitive étaient moins à la recherche des finalités globales que voulaient leur insinuer les responsables de cette semaine sociale que de méthodes de travail plus efficaces.

Moins d'échecs

On a parlé durant ces journées de ces travailleurs sociaux, confrontés au chômage des jeunes, qui deviennent des entrepreneurs de maçonnerie ou de menuiserie, créateurs d'emplois : « On constate, a affirmé M. Henri Le Marois, professeur de gestion, beaucoup moins d'échecs dans ce domaine que dans les années 75. » A cela, pour lui, trois raisons : les aides plus nombreuses, les créneaux plus affinés et l'expérience de gestion des travailleurs sociaux nettement confirmée. On a évoqué aussi ces éducateurs qui passent contrat avec les sociétés d'H.L.M. pour loger les mères seules avec enfants, ou ceux qui tentent d'éviter le placement des jeunes en difficulté dans les centres d'aide par le travail

(C.A.P.) destinés aux défilés profonds ou moyens.

La fonction d'analyse et de transmission des dossiers que devraient remplir les travailleurs sociaux en contact avec de nombreux groupes a été en revanche mal élucidée. Les raisons des difficultés pour les quelques quatre cent vingt mille travailleurs sociaux (1) à remplir effectivement cette « fonction d'évaluation » n'ont pas été bien cernées. Seuls les éducateurs en formation de Lille qui manifestaient la semaine dernière pour réclamer des cours d'économie ont donné sans doute un élément de réponse. En était un autre le ven de M. Bachmann que les sciences humaines et le travail social multiplient entre eux les passerelles : « La logique de participation qui se met en place, déclarait-il, veut que les travailleurs sociaux, médiateurs tout naturels, améliorent leurs méthodes d'évaluation. Aux Etats-Unis il existe deux revues mensuelles de haute qualité sur cette question de l'évaluation des méthodes : en France aucune. La quasi-absence parmi les orateurs de travailleurs sociaux démontre à elle seule le chemin encore à parcourir.

NICOLAS BEAU.

(1) Parmi les quatre cent vingt mille travailleurs sociaux recensés par le ministère de la santé et de la famille en janvier 1978 on compte plus de deux cent quatre vingt mille « assistants maternelles » agréées.

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TOURS

Une affaire d'internement psychiatrique jugée neuf ans après les faits

Tours. — Il aura fallu plus de neuf années pour que l'affaire soit jugée. Neuf années sur fond d'adultère et de psychiatrie, neuf années qui ne constituent, selon un avocat de la défense, qu'une « histoire tragique d'internement abusifs », neuf années qui permettent néanmoins de mettre en lumière certains rouages défectueux dans le fonctionnement administratif des services de psychiatrie.

Le 28 mars 1973, M. Jacques Flor porte plainte après avoir été conduit de force et interné durant quatre jours dans le service de psychiatrie

du professeur Pierre Sizaret, au centre hospitalier régional de Tours. Il se constituera par la suite partie civile. C'est finalement le 12 mars 1982 que pour la première fois l'affaire fut examinée devant le tribunal correctionnel de Tours présidé par M. Max Touré. Étaient inculpés à divers titres (internement arbitraire, séquestration, délivrance et usage de faux certificat, menaces verbales, etc.) M. René Legeais, directeur général du centre hospitalier de Tours en 1973, le professeur Sizaret, le docteur Serge Clément, médecin généraliste, et sa femme.

Rabelais à l'asile

De notre envoyé spécial

L'idylle naissante semble brusquement tourner court. Le docteur Clément souligne avoir immédiatement mis son épouse au courant : « Psychologue, elle comprend bien ce genre de problèmes », dira-t-il. Découvrant les faits, M. Flor en a-t-il, comme il le déclare, pris dans un premier temps son parti ? Au contraire, le docteur Clément a-t-il entretenu l'équivoque ? Les témoignages divergent.

Tout se précipite le soir du 23 mars. Après plusieurs entrevues et contacts téléphoniques les jours précédents, le couple Clément se rend au domicile du couple Flor, à la demande de M. Flor. Enervement, débat tumultueux, altercations, coups, le docteur Clément, « rugbyman distingué », immobilisé avec l'aide de sa femme le mari de sa maîtresse : « J'ai fait en mon âme et conscience mon travail jusqu'au bout », M. Flor prépare une seringue de deux ampoules de valium. L'injection intramusculaire est faite, sans que l'un puisse préciser si elle l'a été par le docteur Clément ou par sa femme.

Des voisins habitant à plusieurs kilomètres sont appelés. Ils verront

le docteur Clément maintenant énergiquement M. Flor la face contre le sol. On appelle un ambulancier et les deux couples partent vers Tours en direction du centre hospitalier Bretonneau distant de 40 kilomètres. Ils y arrivent vers minuit. M. Flor y restera quatre jours. Il est théoriquement sous le coup d'un « placement volontaire ». Un certificat médical rédigé par le docteur Clément indique notamment que M. Flor présente « une crise de démence furieuse due à un traumatisme psychologique ».

Irregularités

Le transfert sur Tours était-il justifié alors qu'un hôpital psychiatrique fonctionnait à quelques kilomètres de Chinon ? « L'habitude, répondront les inculpés, voulait alors que tous les malades transférés du département soient transférés sur les quartiers psychiatriques de Tours ». C'est l'habitude encore, expliquera-t-on, qui était à l'origine d'un « certain laxisme » dans la gestion administrative des dossiers des malades. Démontrées dans le cas de M. Flor, de très nombreuses autres irrégularités furent par la suite recensées.

Un supplément d'information ordonné en 1976 par la chambre d'accusation d'Orléans permit la saisie de divers documents médicaux et administratifs. On établit alors que plus de 150 personnes avaient été internées entre 1971 et 1973 sans que la législation ait été respectée. Il s'agissait surtout d'importantes irrégularités concernant la rédaction et la signature des fiches des demandes d'admission des malades en « placement volontaire ». C'est ainsi que la fiche de M. Flor avait été signée par un proche mais bien à la demande du professeur Sizaret par une assistante sociale du service qui ne connaissait le « malade » que pour avoir assisté à l'entretien qu'il avait eu avec le chef de service.

Faut-il parler à tout coup, dans les autres cas, d'« internements abusifs » ? Pour M. Dussaigne, « il convient de remarquer qu'aucune plainte n'a jamais été déposée », preuve évidente, selon lui, qu'il n'y a pas eu d'infraction. M. Legeais, responsable juridique de ces anomalies administratives, ne nie pas qu'au fil des ans, un « certain laxisme sous mauvaise volonté » se soit installé dans l'ensemble des quartiers de psychiatrie. Il souligne aussi « qu'il ne pouvait pas tout faire lui-même » et reconnaît « qu'aucune vérification régulière des dossiers n'était faite ». Les débats n'ont cependant pas véritablement abordé ce dernier point. Il semble enfin que, depuis 1976 — année où les anomalies furent officiellement établies — la préfecture d'Indre-et-Loire veille de manière plus rigoureuse à l'application de la loi.

De 1973 à 1982, la partie civile a vu sa marge de manœuvre se rétrécir progressivement sous l'effet conjoint de la prescription, de l'amnistie et de la loi « sécurité et liberté ». Pour M. Yves Guibert, l'avocat de M. Flor — le docteur Clément n'a pas prononcé le serment d'Hippocrate mais bien un serment d'« hypocrisie » — M. Alain Ballut, avocat du couple Clément, a pour sa part violemment attaqué M. Flor, juant à plaisir avec les termes psychiatriques, qualifiant ce dernier « d'alcoolique », dénégant ses « nombreuses amitiés féminines » et sa propension à la pornographie, allant jusqu'à échauder un scénario rabelaisien pour toutes ses aventures bien « chionnaises ». Il alla même jusqu'à expliquer en définitive toute l'affaire par la déception ressentie par M. Flor en voyant qu'il ne pouvait, le 23 mars 1973, réaliser une « partie carrie » avec sa femme et le couple Clément. M. Flor, quant à lui, réclame 245 000 francs de dommages-intérêts. Mais sur le fond, on est resté silencieux. Aucun débat de fond sur les internements abusifs, aucun développement sur les responsabilités médicales en grande partie à l'origine de telles situations.

L'audience s'est résumée à la confrontation de deux hommes. L'épouse du Dr Clément, malade, a rapidement quitté le tribunal après son interrogatoire. M. et Mme Flor ont divorcé il y a plusieurs années et M. Flor n'avait pas été citée comme témoin.

Jugement le 6 mai.

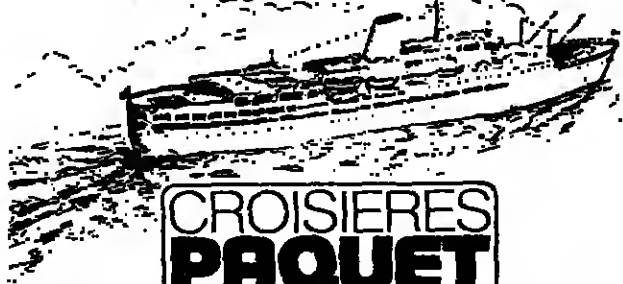
JEAN-YVES NAU.

Le Printemps en Méditerranée à bord de Mermoz

Cinq occasions merveilleuses de découvrir — ou de retrouver — Mermoz le flag ship de la flotte Paquet, son confort, son service à la française, sa table, ses spectacles et son accueil. Tout cela au printemps lorsqu'il distille ses charmes dans la légèreté de l'air, aux rivages fleuris de la plus belle mer du monde.

Cinq croisières de 7 à 10 jours, au départ de Toulon, à partir de 2.470 F.

Balade Latine du 28 avril au 3 mai
Côte Ligurienne
Fantaisie de Mai du 12 au 19 mai
Espagne - Tunisie - Sardaigne
Pentecôte du 29 mai au 5 juin
Baléares - Maroc - Espagne
Printemps en Méditerranée du 19 au 29 mai
Crète - Turquie - Grèce
Ibérique du 19 au 26 juin
Maroc - Espagne.



CROISIÈRES PAQUET

N°1 de la croisière en France.

Demandez le catalogue et renseignez-vous auprès de votre Agence de Voyages ou Croisières Paquet : 5, Bd Malesherbes Paris - 75018 - 01.47.57.59 - 70/72, rue de la République Marseille - 91.91.21 - 2, rue Halévy Nice - 88.81.90 - 1, allée de Chateaux Bordeaux - 44.88.35 - 42, rue Rothschild Genève - 32.64.40 - 20, rue Ravenstein Bruxelles - 513.62.70.

Cherchez-vous le succès ?

Pour l'obtenir, il faut un partenaire efficace et consciencieux. CIVRE S.A. a créé une organisation dynamique, capable de vous livrer la marchandise que vous recherchez dans les meilleures conditions.

Par exemple: du ciment BSS 12/58 à des prix très avantageux.

Prochainement: ouverture d'une succursale à Tunis.

Direction générale: Lausanne
Téléphone (021) 23 72 08 Téléc 24 704 CIVRE-CH
CIVRE SA

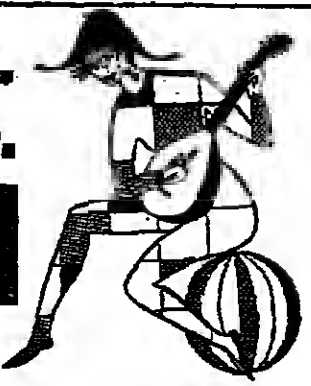
CIVRE S.A.: LAUSANNE • PARIS • ISTAMBOUL • KINSHASA • HAMBURG • LOS ANGELES

Btl. 82

vous gagnez dans l'ordre.
vous gagnez dans le désordre.

tirage ce soir
à la télévision

ARLEQUIN
loterie nationale



Aujourd'hui dans
Le Monde
transactions
immobilières
5,6,7,8,15,16
arrondissements

MÉDECINE

DANS SON SIXIÈME RAPPORT

L'Organisation mondiale de la santé dénonce l'aggravation de la situation sanitaire dans le tiers-monde

Viser l'objectif de « la santé pour tous en l'an 2000 », c'est chercher à établir un « nouvel ordre sanitaire » international dont l'humanité semble, à l'heure actuelle, fort éloignée. Le rapport de l'O.M.S. souligne, en effet, les disparités criantes qui existent — et s'accroissent — entre les pays industrialisés et l'ensemble du tiers-monde.

Dans les pays développés, l'espérance de vie s'est beaucoup améliorée au cours du dernier quart de siècle : elle se situe aujourd'hui entre soixante-dix et soixante-dix-huit ans pour les femmes et entre soixante-cinq et soixante-douze ans pour les hommes, la surmortalité masculine étant nettement plus marquée dans les groupes socio-professionnels plus favorisés que dans les autres.

L'un des faits les plus marquants, relatifs à la pathologie observée dans les pays industrialisés, est le recul des maladies cardio-vasculaires, notamment dans les groupes d'âge de trente-cinq ans et plus. Une régression surtout marquée aux États-Unis et au Japon, où ont été menées des campagnes sur les dangers du tabac, les mauvaises habitudes alimentaires, le manque d'exercice, etc. Les maladies cardio-vasculaires n'en viennent pas moins en tête des causes de décès prématurés dans les pays industrialisés, singulièrement dans la population masculine ; elles y demeurent responsables de la moitié des décès.

Le cancer, dans les pays développés, occupe la seconde position. Une analyse menée dans vingt-quatre pays européens montre une hausse significative de la mortalité cancéreuse, notamment masculine. D'une manière générale, on constate, dans le monde industrialisé, « une augmentation générale du risque », imputable dans une large mesure à l'incidence accrue des cancers des voies respiratoires, due à la hausse de consommation du tabac. Les taux décroissants des tumeurs de l'estomac sont contrebalancés par l'augmentation des cancers du colon et du rectum.

Il importe, note le rapport, de « réduire à néant le mythe de l'immortalité de cette maladie ». Même « si l'eucalyptus "dégel" n'a été enregistré dans le traitement du cancer » au cours des récentes années, la prévention et le dépistage précoces

Est-il possible de faire une évaluation globale de la situation sanitaire du globe ? C'est à cette gageure que s'attaque l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) en publiant son « sixième rapport sur la situation sanitaire dans le monde », dans lequel elle dresse un tableau de l'état pathologique des populations des pays industrialisés et du tiers-monde, avant d'analyser l'utilisation des ressources sanitaires et leurs capacités à s'adapter à l'objectif fixé

par l'Organisation : « La santé pour tous en l'an 2000 ».

Dans son introduction, le docteur Halldan Mahler, directeur général de l'O.M.S., avoue un pessimisme certain. « Ainsi, écrit-il, ni les hypothèses optimistes des autorités sanitaires du monde entier ni leur espérance en une amélioration universelle et ininterrompue de l'état de santé de la population mondiale n'ont résisté à l'épreuve des faits. »

ont progressé, ainsi que la connaissance épidémiologique du cancer.

Ons les pays industrialisés s'observent, d'autre part, une tendance générale à l'augmentation de la mortalité due aux accidents (10 % des décès), deux fois plus élevée chez les hommes que chez les femmes. Les suicides entraînent une mortalité équivalente à celle qui est imputable aux accidents de véhicules, à moteur.

Les troubles mentaux graves et les syndromes dépressifs organiques, notamment dans la population âgée, sont, enfin, de manière croissante sur les systèmes de santé des pays occidentaux.

« Une situation impardonnable »

Les pays du tiers-monde, au contraire, présentent un tableau pathologique où les maladies infectieuses et parasitaires continuent de dominer très largement, alors que la pathologie dégénérative y reste, compte tenu de la faiblesse de l'espérance de vie, discrète. D'une manière générale, les taux de mortalité infantile, pour citer un exemple, demeurent, dans les pays les plus pauvres du monde, vingt fois plus élevés qu'en Occident. Il s'agit là, écrivent les rapporteurs, d'« une situation non seulement évitable, mais encore impardonnable, qui traduit le peu d'empressement de la communauté mondiale à combler l'énorme fossé séparant les pays développés des pays non développés sur le plan sanitaire ».

Le paludisme, par exemple, est en pleine recrudescence, notamment en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Le nombre total de cas s'est multiplié, dans le monde, par 2,3 au cours des années 1973-1977 ; en Inde, seulement, il est passé de deux millions en 1972 à six millions et

demi en 1978. Cette recrudescence est, par ailleurs, le résultat d'une réduction des mesures préventives, due notamment à la récession économique mondiale, à la hausse des coûts de l'énergie, des insecticides, des médicaments, antipaludiques. En outre, la résistance des moustiques aux insecticides et de certains types de parasites aux médicaments s'accroît. Ainsi, le paludisme « reste-t-il un problème majeur de santé publique dans soixante-dix pays du globe », où son poids socio-économique s'aggrave. A lui seul, il provoque la mort, en Afrique tropicale, d'un million d'enfants âgés de moins de quatorze ans.

La bilharziose reste endémique dans soixante et onze pays : deux cents millions de personnes en sont atteintes, six cents millions y sont exposés. La maladie du sommeil menace en permanence trente-cinq millions d'individus, dont vingt millions ne font l'objet d'aucune surveillance régulière. Si la nombre des cas de choléra a diminué, celui des pays touchés n'a guère régressé : trois millions et demi de nouveaux cas de tuberculose se déclarent chaque année, provoquant quelque cinq cent mille décès par an. Enfin, les progrès enregistrés dans la lutte contre la lèpre (douze millions de cas) restent limités, d'autant que la résistance du bacille aux traitements s'est beaucoup étendue.

La liste des maladies meurtrières ou invalidantes dont sont frappées les populations du tiers-monde pourrait encore être allongée. Ainsi, les rapporteurs soulignent l'espérance que les responsables de la santé plaçant dans la mise en œuvre des « programmes élargis de vaccination », que l'O.M.S. recommande à chaque pays d'adopter, il s'agit de vacciner, d'ici à 1990, tous les enfants du monde contre six mala-

adies « zélées » : diphtérie, coqueluche, tétanos, rougeole, poliomyélite et tuberculose, contre lesquelles ne sont immunisés, à l'heure actuelle, que 10 % des quatre-vingts millions d'enfants qui naissent chaque année dans les pays en voie de développement.

Les ravages de la malnutrition

Le rapport insiste sur le tribut que paie le tiers-monde à la malnutrition, dont souffrent au total quatre cent cinquante millions de personnes : elle demeure, en effet, « la cause de morbidité la plus répandue parmi les enfants du monde entier ». Environ cent millions de ceux qui sont âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition protéino-énergétique, « dont plus de dix millions sous une forme aiguë qui aboutit généralement à la mort si l'on n'intervient pas ». Chez ceux qui survivent, ajoutent les rapporteurs, elle provoque des séquelles souvent définitives (altérations intellectuelles et physiques, cécité). La régression de l'élément malnutritionnel n'est pas étrangère à cette situation : « Les taux de mortalité infantile, dans les pays en voie de développement, sont de cinq à dix fois plus élevés parmi les enfants qui n'ont pas été nourris au sein ou qui l'ont été pendant moins de six mois. »

D'une manière générale, les systèmes de santé sont-ils aptes à répondre à la demande qui s'adresse à eux ? Les pays industrialisés y consacrent, globalement, 5 % à 6 % de leur budget, mais les pays en voie de développement seulement 2 % à 3 % de leurs ressources, déjà minces. Dans de telles conditions, le poids que représentent les structures lourdes, hospitalières, curatives, déjà jugé excessif en Occident, est insupportable dans les pays du tiers-

monde, auxquels l'O.M.S. recommande vigoureusement de se doter de systèmes de « soins de santé primaires » fortement décentralisés et axés sur la prévention. « Construire de nouveaux hôpitaux (...) ne serait qu'accroître les investissements actuels en faveur de populations urbaines limitées », déjà favorisées. Former davantage de médecins spécialement, puisque l'expérience démontre leur tendance constante soit à s'expatrier, soit à demeurer dans les villes, déjà souvent saturées. Cent quarante mille médecins exercent en dehors de leur pays d'origine, les principaux « importateurs » : la Grande-Bretagne, le Canada, suivis, dans une moindre mesure, par l'Allemagne fédérale et l'Australie.

L'O.M.S. rappelle enfin que, à la fin du siècle, la population mondiale vivra pour quelque 80 % dans les pays en voie de développement, et que la moitié sera concentrée dans les villes. Or l'urbanisation débridée du tiers-monde se traduit par une aggravation de la situation sanitaire, des conditions d'hygiène.

Enfin, la flambée des dépenses de santé qu'a connue le monde entier depuis deux décennies entraîne nécessairement des réorientations : il conviendra de procéder à des modifications dans les politiques de recherche — à l'heure actuelle concentrées à 95 % dans les pays développés, donc axées sur les problèmes sanitaires de l'Occident — de miser systématiquement sur la prévention et, comme l'écrivent les auteurs du rapport, de remédier aux injustices les plus criantes. A l'heure actuelle, « plus de deux milliards de personnes ne disposent pour subsister que d'un revenu annuel inférieur à 500 dollars ». Cette frontière que les Nations unies désignent comme celle de la « pauvreté absolue », est aussi celle de la misère sanitaire absolue.

CLAIRE BRISET.

● L'Académie nationale de médecine a élu le mardi 15 mars deux correspondants français : le professeur Louis-Philippe Dautre, professeur de clinique chirurgicale à l'université de Bordeaux-II, et le docteur René Amalric, ophtalmologiste à Albi (Tarn). L'Académie a aussi élu deux correspondants étrangers : le professeur Vojislav Stojanovic de Belgrade (Yougoslavie) et le professeur Constantin Stanca de Bucarest (Roumanie).

LES INTERNES ET CHEFS DE CLINIQUE ENVISAGENT DE DÉCLANCHER UNE GRÈVE LE 26 MARS

Les chefs de clinique et les internes des hôpitaux universitaires pourraient déclencher, à partir du 26 mars, une grève nationale illimitée.

Cette décision est motivée par plusieurs dispositions adoptées tout d'abord par les ministères de la santé et de l'éducation nationale. La première est un arrêté publié au Journal officiel du 21 février autorisant les internes et anciens internes « des régions sanitaires » (c'est-à-dire les internes des hôpitaux non universitaires) à prétendre aux « certificats d'études spéciales » — qui permettent d'accéder au titre de spécialistes — dans les mêmes conditions que les internes des hôpitaux universitaires.

Une telle décision prise, estiment les internes et chefs de clinique des hôpitaux universitaires, « de façon unilatérale et sans concertation », est, en outre, « en contradiction avec le souhait maintes fois renouvelé d'aboutir à une régulation du flux des spécialistes » et constitue « une véritable tromperie à l'égard de la population française ». Aussi l'intersyndicat demande-t-il l'« abrogation pure et simple » de ce texte.

Le second motif du mouvement des chefs de clinique et des internes des villes de faculté repose sur une décision du Conseil national de l'ordre des médecins. Celui-ci vient, en effet, de faire savoir que, « en raison des éventuelles modifications du régime des études médicales », et après un accord avec le ministère de la santé, — il proposait que, à titre transitoire, puissent être reconnus comme spécialistes qu'ils les candidats qui auraient subi trois échecs à l'examen terminal de l'un des certificats d'études spéciales en ayant obtenu soit une moyenne de 7,5 sur 20 à ces trois épreuves, soit 8 sur 20 à la dernière.

L'intersyndicat des chefs de clinique s'indigne de la mise en place de cette « sélection par l'échec » et la Fédération nationale des internes et anciens internes de C.H.U. affirme son total désaccord avec ces dispositions.

Au ministère de la santé, on indique que les mesures qui font l'objet de ces protestations sont dans la ligne de la « réforme de la médecine » des études médicales prévue pour 1984 et de la « réforme pour tous » tel qu'il doit être mis en place. — C. B.

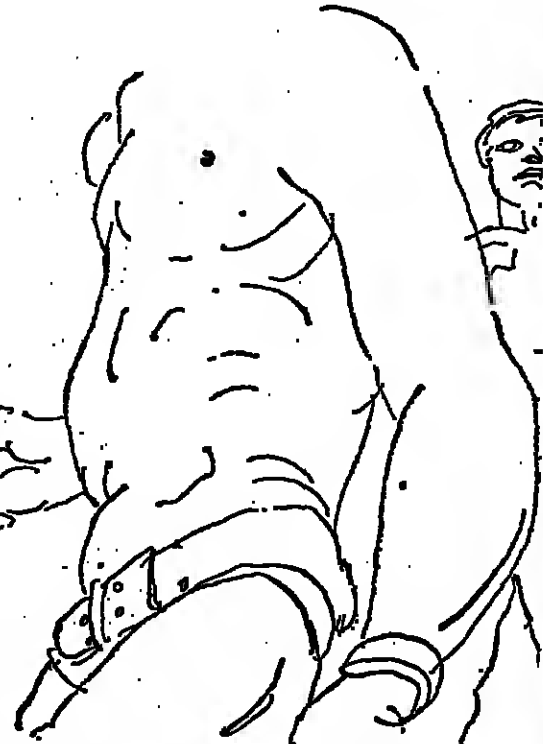


Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les années 30 en Italie

ENTRE INNOCENCE ET MÉMOIRE



(Photo Jacques DAMASE.)

EN cherchant à éviter une vision qui ramène toute œuvre des années 30 à « l'art fasciste » — une notion en réalité loin d'être claire, — on faisant prévaloir les critères esthétiques sur les « priori » politiques, les « organisateurs » (avec à leur tête le critique Renato Barilli) ont fait œuvre de « réhabilitation » : l'exposition exprime un certain nombre de toiles qu'on avait jusqu'à présent peu montrées en Italie (elles figuraient en revanche à l'exposition « Les réalistes » à Beauvoir en 1981). Et elle redonne sa place au style « moderniste », que l'historiographie de la Biennale avait négligé pour mettre en avant les peintres réunis autour de la revue *Corrente*, contestataires représentant une sorte de réaction morale au fascisme.

Les intellectuels et le régime

Le parti pris n'a-t-il pas été poussé trop loin ? En montrant toute lecture politique, il n'aide pas le public à établir le rapport entre un régime et un système de représentation à la tranquille apparence, et il escamote cette coupure entre la société vécue et le spectacle qu'elle se donne d'elle-même. Qu'un souci d'« art pur » ait balayé les portants à cheval de Mussolini ne serait qu'un motif mal et l'exposition ne semblait glisser sur cet homme que le régime constituait pour un art et une culture qui, comme médiateurs de la conscience collective, renforçaient les mécanismes de consensus.

Cette réorption du régime dans ses objets ou ses formes laisse à priori un malaise, qui n'est pas seulement dû au trébuchement des organisateurs : si tient aussi à l'ambiguïté même des rapports du monde intellectuel avec le régime. Peut-être involontairement, l'exposition aide à saisir toute la complexité du phénomène de fascisation de la société.

Le responsable de la partie « art et propagande », Vittorio Fagnone, précise que le fascisme n'a pas cherché à établir un art de régime, mais à créer une organisation culturelle efficace

bonne partie de la Rome baroque du dix-septième siècle pour « libérer » les monuments de la romanité, mais aussi les tribunaux, les assassinats (ceux des frères Rosselli), les prisons (pour un Gramsci), l'architecture étiopienne, l'intervention contre l'Espagne républicaine, le pacte de fer avec Hitler : c'était cela aussi les années 30.

Les organisateurs de l'exposition ne souscrivent sans doute pas explicitement à la thèse d'une autonomie de l'art par rapport au fascisme, comme le fit Croce, par exemple. Mais celui-ci, peut-il n'être qu'un « cadre », ce que l'engagement même de l'exposition laisse penser ? La première partie « vie publique et sociale » est brève et située symptomatiquement en marge de l'exposition elle-même : avant l'entrée proprement dite, où sont vendus les billets, presque comme si on devait s'en débarrasser avant de passer à l'essentiel. Et, de fait, par la suite, tout au long des dix-huit chapitres de l'exposition (peinture, architecture, la ville, la transformation du territoire, le « protodesign », le théâtre et la scénographie, le cinéma, la mode, etc.), le régime n'apparaît qu'en pointillé.

condé mottis des années 30, lorsque commencent à s'effriter le consensus intellectuel chez certains.

Ce rapport entre l'art et le régime explique que l'Italie des années 30 ne fut en rien coupée des grands courants esthétiques européens de l'époque. Pas plus que l'architecture n'est provinciale la création littéraire (paraissent alors *GH Indifferente*, de Moravia, *Queste sera la recita* de Foggiolo, de Pirandello, ou *Allegria*, d'Ungaretti) ou picturale. Il faut souligner en fait la continuité qui existe entre le Novecento (1923-1929) et ce que Rosanna Bossaglia, qui a organisé la partie de l'exposition consacrée à la peinture, présente comme le dernier Novecento (*ultimo novecento*), c'est-à-dire entre le « réalisme magique » d'un De Chirico des années 20 et le nouveau style dont l'une des expressions sera le futurisme. A propos des peintres comme Sironi, Carrà et Funi et du sculpteur Martini, plus populistes dans leurs visées et leurs œuvres imprégnées de la mystique du régime, Rosanna Bossaglia parle d'un « style », tout en soulignant qu'il s'inscrivait avec leurs intentions épiques et sociales dans un courant artistique que connaissait aussi bien l'Europe et l'Amérique. Parallèlement à ce « style fasciste » s'affirmeront des tendances opposées : abstraction, néo-impressionnisme, rationalisme, esquissant tous d'établir un rapport privilégié avec l'Etat, celui-ci accueillant même les frondeurs.

C'est en architecture que le

fascisme s'est sans doute le plus pleinement exprimé : la monumentalité seyant à son triomphalisme et en même temps à son ambition de permanence. Les salles consacrées à ce façonnement de l'Italie, de ses villes et du territoire, sont sans doute moins à voir qu'à lire : plans, photographies, maquettes, s'y succèdent. Mais un tour dans Milan donne « vie » à cette partie de l'exposition. L'architecture de l'époque fasciste oscille entre classicisme et rationalisme d'avant-garde : d'où cette conjugaison de l'art (homage au pouvoir par l'évocation de la romanité) et de l'art (l'expression du rationalisme). L'exposition aide à comprendre, en fait, que, contrairement à une idée simplifiée du côté agiarien du fascisme (l'assassinement de campagnes comme la Maremma en sera un exemple), la régime

a aussi, sinon, principalement, marqué les villes.

En tant qu'image du régime, l'architecture fait partie de cet énorme appareil de communication de masse qu'il a mis en place. Le consensus au fascisme ne peut se comprendre sans référence à l'explosion, à l'époque, de moyens de communication comme la radio ou le cinéma, ce dernier véhiculant, en particulier avec ses films dits du « téléphone blanc », toute une philosophie nouvelle du confort et de la consommation. Plus de cent vingt bandes dessinées présentées dans la section consacrée à l'illustration, ainsi que les affiches, sont un autre exemple de cette culture de masse usante et des nouvelles techniques qui se développent, mettant l'accent sur l'image (en particulier de la photographie, avec Luxardo notamment).

Le fascisme-spectacle

Ces « Années 30 » de Milan rappellent l'exposition « Les réalistes », organisée au Centre Georges-Pompidou l'année dernière. Il s'agit bien d'une nouvelle lecture, pas seulement de la création picturale, mais d'une époque. Le rétroscène de l'horizon (international dans le cas des « réalistes ») au cadre italien et le découpage décennal choisi pourraient difficilement éviter les schématismes qu'engendre l'évocation d'un temps long. L'été au souci d'objectivité (refus d'imposer une grille de lecture ou de paraître faire

l'apologie du régime), cette schématisation inévitable fait osciller l'exposition entre l'échantillonnage et l'omission.

C'est le fascisme-spectacle qui s'offre au public, un peu selon la formule d'un critique italien comme si un super-organisme de propagande s'était chargé de nous le présenter. Mais nombreux sont les absents : absents cette vulgarité et ce « kitch » des comportements et des costumes du totalitarisme de masse ; absentes ces masses de travail, les objets de la quotidienneté : seuls sont présentés

les plus spectaculaires, de la « Topolino » — la fameuse petite Fiat — au poste de radio ou au tandem étonnant à deux roues parallèles ; absent le corps fasciste (le rituel de la gymnastique, les arènes, les fori) ; absentes, à côté des productions littéraires de qualité, toutes ces publications du régime que produisaient sans désemparer les plus grands noms de l'édition : absentes, les sous-produits impérialistes de l'architecture ; absente surtout toute mention de l'opposition au fascisme (les emprisonnés Giulio Einaudi, Carlo Levi, Cesare Pavese ; pas une trace de Gramsci, qui, durant ces années, écrivait ses *Lettere de prison*) ; absente enfin toute trace de conflictualité, d'opposition diffuse que révèle la plus récente historiographie (1).

L'aspect positif évident de cette exposition est sans doute l'accueil du public. Pour toute une génération, jeune, il semble qu'il s'agisse d'une sorte d'héritage sorti d'un grenier. Certains critiques soulignent cependant une ré-actualisation subtile de l'autorité, précisément à une époque de crise idéologique. Une exposition qui se voulait à la fois évocation et exorcisme et qui, sans doute, a mieux réussi à atteindre son second objectif que le premier.

PHILIPPE PONS.

(1) Piero Berlinguer, *La Campagna del Mezzogiorno tra fascismo e dopoguerra*, Einaudi, 1980.

* « Les années 30 : art et culture en Italie », Galleries de Vittorio Emanuele, Sagrato del Duomo, Palazzo Reale, à Milan. Jusqu'au 30 avril 1982.

UN PORTRAIT DE GIACOMETTI

Le modèle et son peintre

« Tu as une tête de brute... L'air d'un vrai voyou. Si je pouvais te peindre comme je te vois et qu'un fils voie ma toile, il l'arrêterait immédiatement. Ne ris pas, je ne suis pas là pour faire rire mes modèles... »

Giacometti avait décidé de peindre le portrait de James Lord, écrivain américain et auteur de textes sur l'art, qui, en 1964, après un de ses fréquents séjours parisiens, s'apprêtait à repasser son pays. Il accepta, croyant qu'il ne poserait qu'une séance ou deux, assis sur un tabouret, les deux mains croisées devant, que le portrait serait rapidement fait. Mais, pour Giacometti, il fallait rester ; il était allé trop loin et pas assez ; il peindrait son modèle, s'il le fallait, jusqu'à ce qu'il en vienne à bout.

James Lord a raconté ses dix-huit longues séances pendant lesquelles il a vu Giacometti peindre et se dépeindre, douter

de lui, souffrir de son impulsion à rendre un visage comme il disait le voir, jurer, gémir... « Si je ne réussis pas, je renoncerais à la peinture... C'est ce que je méritais, après trente-cinq ans de malchance... — Par don ? — Tout simplement, pendant ces années, j'ai exposé des choses si faibles et si fautes... »

Le peintre parle, mais lorsque sa souffrance devient trop grande, le modèle préfère tenir sa langue, et très vite la dialogue tourne au monologue : « Il faut que je sois toi pour essayer seulement de faire ce que j'ai fait... Peindre un portrait, surtout de face ! — Ingres le pouvait... » Et les portraits de Picasso ? Ceux d'Apollinaire, de Max Jacob ? Giacometti les déteste. « Ils sont vulgaires... » Dora Maar ? « Des caricatures de Van Gogh... Les portraits de Cézanne ? C'est le plus grand du dix-neuvième, pour l'évocation, mais jamais... Mais il ne les achevait jamais... Après avoir fait poser Volard une centaine de fois, il trouve

que le devant de la chemise n'est pas trop mal. Il avait raison, c'est la meilleure partie du tableau... C'est ce qu'il y a de plus terrible. Plus on travaille à un portrait, plus il est impossible à finir... »

Un jour où cela « va très mal », Giacometti prend une brassée de dessins préparatoires, les déchire et les jette dans la cour. « Ils ne valent rien... » Mais sur la toile, le portrait va et vient. Il apparaît et disparaît. Le peintre croit le tenir et le sentiment de la perdre. Puis il efface le grisé avec un grand pinceau. « Il faut tout défaire. Arriver à tout défaire et à tout refaire rapidement, plusieurs fois par jour dans la même séance... » Il le trouve de travers. « J'ai fait ce portrait dans la bonne direction... Ça peut sembler ne pas être un progrès, mais c'en est un... »

Giacometti veut peindre ce qu'il voit, tout simplement. « Copier la nature, la seule chose

qui m'intéresse. C'est pour ça que j'ai été exclu du groupe surréaliste, parce que je voulais travailler d'après nature... » Le peintre laisse son modèle. Il y rêve, puis : « Lord ! Lord ! venez, on va travailler un peu... C'est le moment où le portrait est allé à un point où en cinq minutes ça peut aller loin... » Il va le peindre comme il le voit, avec sa « face de brute » et son « profil un peu dégénéré... » Si le te peins comme je te vois, de face, tu vas en prison, de profil, tu finis à l'asile... »

Est-il terminé lorsqu'il l'a bûché ? Comme Cézanne, Giacometti n'achève pas ses portraits, il les abandonne. L'année suivante, rassemblés ses notes et ses souvenirs, le modèle et fait cet étonnant portrait de son peintre, le tableau d'une vivante agonie. La traduction de Pierre Leyris est une merveille de précision.

JACQUES MICHEL.

* James Lord, *Un portrait par Giacometti*. Traduit par Pierre Leyris, préface de Diego Giacometti. Edit. Mazarine, 133 pages.

Rencontre avec Alain Fleischer, photographe et cinéaste

Les miroirs dans les tiroirs

D'abord connu pour ses travaux de cinéaste (« Zoo zéro » et « Règles, rires », récemment projeté à la Pagode), Alain Fleischer expose au Centre Georges-Pompidou une série de photos intitulées « Miroirs, tiroirs ». Il s'agit d'une adaptation d'un « Souffleur », d'après Klossowski.

« L'À photo, raconte Alain Fleischer, a été une pratique presque prémière. Tout adolescent, au lycée, j'avais comme camarade le fils d'un photographe de quartier qui m'impressionnait beaucoup par ses connaissances techniques. Nous allions faire des photos dans les piscines et il m'expliquait que les films à infrarouge pouvaient pénétrer les maillots en nylon. Ensemble nous organisions toutes sortes d'expéditions : nous allions photographier sa cousine, que nous mettions en scène dans des grands airs sérieux, et nous partions à Versailles à bicyclette. Ces voyages modestes me semblaient excessivement aventureux : fixer l'appareil, le trépied télescopique avec le sandwich et la gourde sur le porte-bagages, c'était ça l'aventure. Mais mon camarade était athlétique, et moi j'étais plutôt chétif : dans les côtes qui montent à Versailles, je souffrais beaucoup. Avec les statues du parc, nous avions de merveilleux modèles : de nombreuses Dianes, des Neptunes, des angéistes... »

« J'ai enchaîné avec mes proches : ma sœur, des amis apprentis-comédiens qui avaient besoin de portraits. Puis, un jour, à Londres, où j'allais apprendre l'anglais dans des familles, dans la rue des magasins de photo, j'ai échangé l'excellent Rolleiford de mon père contre une très mauvaise caméra 8 mm Bell et Howell, dont le nom contenait des prémisses bollywoodiennes. Je voulais filmer ma grand-mère, à laquelle j'étais très attaché ; c'était la personne que j'aimais le plus au monde, et j'avais très peur de ne garder d'elle aucune image animée. Maintenant j'ai le grand regret de n'avoir filmé ma grand-mère que dans des situations qui me semblent ridicules : à quatre-vingts ans, elle était très fière de prendre encore des bains de mer en maillot, et je l'ai filmée à la plage, c'est ce qui lui faisait le plus plaisir. Ces images me sont devenues insupportables et je ne les regarde jamais. Les images essentielles n'ont pas été enregistrées. »

« Cette petite péripétie m'a privé du Rolleiford, mais sur les conseils de mon ami cycliste, explorateur, fabricant d'appareils photo et d'émulsions magiques, j'ai échappé d'occasion un nouvel appareil et je me suis mis à photographier ce que l'œil ne voit pas : très naïvement sans doute, avec des truccages, des surimpressions, toutes choses faciles à faire avec un vieil appareil 8 x 9 à soufflet.

« Depuis très longtemps je m'intéressais au miroir, de différents points de vue. Il est à la fois lié à l'esthétique, à la psychologie et aux sciences. J'étais très fasciné par l'histoire des miroirs qui permettaient d'enflammer une flèche grecque à distance. Et puis Einstein, pour sa théorie de la relativité, s'était servi de miroirs qui multiplient la distance de l'objet à son reflet. Comme objet intime ou comme élément de mobilier, je me suis rendu compte que le miroir cohabitait souvent avec des tiroirs, la proximité des mots en français pour désigner ces deux objets est assez juste. Dans la coiffeuse, la commode, le secrétaire, l'armoire de toilette, tiroirs et miroirs sont en jeu en même temps dans la même pièce de mobilier, un peu comme le lac

« J'ai donc glissé des miroirs dans des tiroirs, et j'ai vu ce que ça donnait, j'ai tiré les tiroirs, et j'ai vu des choses qui sont extérieures au meuble lui-même, et que le meuble cache, qu'il emprisonne. J'ai usé, par ailleurs, d'une petite astuce technique : ce sont des poses longues, et dans le temps d'obturation la main tire le tiroir, l'objet et le manipulateur bougent en même temps, mais l'image que j'ai dans le tiroir ne bouge pas, l'objet qui s'y reflète reste exactement à sa place. »



et la grotte, la caverne et la surface d'eau, Narcisse et Echo, image et son. J'en suis venu à l'idée de récits photographiques qui seraient distribués réellement par cette combinaison.

« La disposition d'un miroir glissé dans un tiroir est très proche de la chambre noire, qui est une surface sensible susceptible de capter des images au fond d'une boîte noire pour les y enfermer. Il est toujours question d'argent : du miroir, et de la surface photographique, à la différence que l'argent de la surface photographique est tendue et qu'elle se laisse facilement impressionner, alors que l'argent du miroir est dur et qu'il réfléchit. Il y a une deuxième inversion : dans l'appareil photo il faut que la boîte soit fermée, sinon la lumière voile le photo. Dans le jeu du miroir glissé dans un tiroir, c'est l'inverse, le miroir-tiroir ne contient quelque chose que s'il est ouvert. Dès qu'on le referme, il n'y a plus rien, et on ne sait plus ce qu'il y a eu.

Un vêtement abandonné sur un feuillet relançait l'investigation.

« A force de réaliser des films, je me suis trouvé lié à l'économie traditionnelle du cinéma et victime de ses contraintes. La photographie m'est apparue comme une activité d'une extraordinaire liberté, qui pouvait se contenter d'une économie modeste et solitaire. Ce qui est terrible au cinéma, et que je vis comme une horreur, c'est le collectif. Certains chantent ses louanges, moi je le suis. Le cinéma recèle une ambiguïté, dans la mesure où le réalisateur, tout en restant solitaire, est le seul à avoir pu réunir cinquante personnes autour de lui. La photographie possède aussi son ambiguïté : on est vraiment seul quand on fait une photo, mais c'est une pratique si répandue

Wagner, une biographie La trame

Il aura fallu près de cent ans pour avoir en français une grande biographie de Richard Wagner (mort le 13 février 1883), malgré une profusion de livres en tous genres, car la France fut un des derniers à accueillir les plus animés du wagnérisme. On doit se réjouir de ce défi qui nous vaut un ouvrage solide, « exhaustif » autant qu'on peut l'être, délivré de toutes les adhésions historiographiques, notamment d'un culte hystérique figé et du maxisme, qui vient après maintes démythologisations philosophiques, mais aussi scéniques, celles de Wieland Wagner et de Patrice Chéreau en particulier.

Avec ce gros livre, Martin Gregor-Dellin a réalisé une manière de chef-d'œuvre (1). Editeur (avec Dietrich Mack) de la dernière grande source wagnérienne, le *Journal de Cosima* (2), il a tout lu, fréquenté quotidiennement les archives de Bayreuth (dont bien des pièces n'ont guère encore été exploitées), pour écrire cette biographie minutieuse où l'on a l'impression que rien n'est passé sous silence, où l'auteur relève le moindre détail, le moindre mot, qui ont pu contribuer à former le caractère de l'homme ou à donner quelque trait fugitif de l'œuvre.

Historien, Gregor-Dellin ne tombe jamais ni dans l'hagiographie, ni dans la caricature, ni dans un « concordisme » trop confortable : « Il est plus facile de transfigurer ou de condamner l'homme que de le comprendre » (p. 797) : « Pas plus qu'il

leurs nous ne cherchons à établir ici des rapports directs, hâtifs et injustifiés entre la biographie et l'œuvre, comme si Wagner n'avait fait que mettre sa vie en musique (p. 388). » « Rétablir la vérité, sans tapage, mais avec fermeté » (p. 388), telle est sa règle, et il a l'art de dénouer les chronologies les plus embrouillées, de démentir les contradictions et les mensonges de Wagner (ou les arrangements de Maïa) à partir d'innombrables recoupements. Ainsi de la « révolution » de Dresde en mai 1848 (qui fait et souvent penser à mai 1968) et de ses multiples séquences, ou du long épisode de Mathilde Wesendonck, qui n'ont jamais été aussi bien expliqués, éclairés et racontés.

Ce modèle de biographie incite à l'appréciation en France, car jamais Gregor-Dellin ne s'abandonne à une philosophie fumuse, futile celle de Wagner. En revanche, il ne l'évite pas, bien au contraire, mais il en dégage et exploite les grands thèmes essentiels au milieu d'enchevêtrements inextricables, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'alors avec une telle rigueur. Il faut lire, en particulier, l'excellent chapitre « Naissance d'une religion déguisée ».

J'ajouterais, même si le terme doit être mal interprété, que l'auteur écrit en grand moraliste. Non qu'il fasse la morale à Wagner ! Mais tout est mis dans une haute lumière humaine ; impitoyable sur les faits, jamais il ne juge les êtres ni ne les rabaisse, et ses développements psychologiques sur les rapports de Wagner et Cosima, Wagner et Nietzsche, par exemple, trahissent un sens profond des destins personnels.

Telle est sans doute, au-delà de l'accumulation prodigieuse des faits, des idées, des témoignages, la principale richesse du livre. L'œuvre de Wagner est

(1) Ed. Fayard, 1981, 878 pages. Quatre traducteurs ont été associés pour établir en un temps record la version française de ce livre publié chez Piper Verlag en 1980. D'où certaines faiblesses du texte, par ailleurs assez cohérent et agréable. Une sérieuse révision s'impose pour corriger une profusion de fautes d'impression (ainsi que des lignes interrompues).

(2) Quatre volumes, Ed. Gallimard, 1977-1978.

«Lifeboat» d'Alfred Hitchcock

Réalisme de supercherie

TOURNE en 1943 par Hitchcock, *Lifeboat* est un film violemment marqué par son contenu racial. « Tous les Allemands sont féroces : sauvez-les la vie, ils vous puniront à l'issue du point de vue », écrit-il sur le scénario, et, si vous avez le malheur de vous retrouver avec cette sale engueulade sur un canot de sauvetage, elle vous vaudra vos dernières provisions d'eau douce et tentes de vous perdre par tous les moyens, la seule direction qu'elle voudra vous faire prendre sera celle des camps de concentration. « En pleine guerre mondiale, le « huis clos » sur le canot de sauvetage, où des individus se jouent leurs comédies et se trompent, se trahissent, s'aiment, prend évidemment une valeur métaphorique. Le bateau à la dérive, avec le personnage étiopique de l'Allemand rasé, devient l'Europe, fruit lentement miné par un vilain ver de terre qui n'est pas tant Hitler que le sang allemand lui-même. De ce côté-là, le scénario, éigné par John Steinbeck, ne s'encastre pas de nuances, tout comme le scénario de *Rideau déchiré* ne montrait guère de sympathie pour le communisme soviétique.

Meis Hitchcock fait son travail. Dès le premier plan — séquence (sublime), qui débute en surimpression sur le générique, il abait toutes ses cartes : on ne voit pas le naufrage, mais le chemin du paquebot torpillé, quelques secondes avant qu'elle ne disparaisse sous le niveau de la mer, ses sifflets de vapeur bâillonnées par le bouillonnement d'écume. La caméra, après avoir enregistré les remous de l'immersion, plonge du haut et survole le mer étale et éblouissante, en recensant quelques débris : un journal dont le gros titre devient tout à coup dérisoire, un vêtement froissé, un cadavre retourné à l'envers, à jouer qui devront être remplacés par des morceaux de papier numérotés, le dernier de la fatalité, d'aes raquettes de tennis. Puis la caméra pivote, se redresse, et fait apparaître le canot de sauve-

lage. Une femme seule, en manteau de vision, un bracelet Cartier au bras, qui tantôt tape à la machine, tantôt se repoudre, tantôt préfère filmer un homme qui se neie plutôt que de lui prendre le main pour le faire monter sur le canot. Elle est journaliste, donc, et c'est Tallut Bankhead qui joue le rôle, inopie de bout en bout.

Entre la première séquence spectaculaire, et la dernière, qui renouvelle un torpillage, sauveur cette fois, succèdent de plans souvent fixes, les séjours superbement éclairés devant des « rear-projections » (le mer et ses altitudes, indéfinissables de houle et de pluie), quand ce n'est pas une nuit étoilée, avec les étoiles peintes à la main. Du théâtre de faux plein air. Le film devient bientôt un récit du sacrilège, les sacrifices successifs enchaînés au pas de course : devant les débris des sacrifices vécus par les victimes du nazisme : la jeune mère doit sacrifier son nouveau-né, puis elle se sacrifie elle-même en se jetant à l'eau une corde au cou ; mais elle s'écrit en même temps le manteau de vision que lui avait prêtée Tallut Bankhead, qui doit aussi sacrifier sa dernière cigarette et sa dernière lampe de whisky pour soutenir le pauvre bougre, amateur de champagne de dense, dont on doit justement empuiser le jambon, non tant parce qu'elle a le gangrène que parce qu'il adore le che-che-che. L'opération se déroule bien sûr au paroxysme de la tempête. Hitchcock, qui a le surprenant délicatesse de passer, sur les problèmes d'hygiène, n'hésite pas devant les images les plus invraisemblables : par exemple le cul-de-jette qu'on a ficelé au mât pour l'empêcher de boire l'eau de la mer.

Comme Hitchcock, dans tout ce réalisme de supercherie, pouvait difficilement jouer un daphin ou une étoile de mer, il a eu cette fois sur la publicité d'un journal imbibé d'eau qui vante les vertus d'une crème amincissante. — H. G.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bl. av. Bessagnet, T. 555-79-15
LEOPOLDO MENDEZ
Artiste d'un peuple en lutte
Gravures
T.L.J. de D. 10h-18h, S. 12h-18h
18 FÉVRIER - 27 MARS

SERGIO CECCOTTI
PEINTURES
11 MARS-17 AVRIL

ARTCURIAL
Centre d'art moderne contemporain
9 avenue Malherbe 75008 - T. 255 32 90

ESPACE PIERRE CARDIN
et autres sculptures
de
CARLISKY
présente I.A.O.
1-3, avenue Gabriel, Paris 8^e - Du 16 au 30 mars

Galerie Saint Louis
Grande Exposition-Vente
PEINTRES BRETONS
Dany Lucas
Yvon Guilloux
ouvert du mardi au samedi
de 15h à 19h
16, avenue du Château
94300 VINCENNES

LE NOUVEL ESSOR - 40, rue des Saints-Pères (7^e) - 548-94-02
Arbre mon ami
DUNOYER de SEGONZAC
GRAVURES Jusqu'au 3 AVRIL 1982

CENTRE NATIONAL
DE LA TAPISSERIE D'AUBUSSON CONTEMPORAINE
La galerie INARD
présente
ADAM, BORDIERE, CALDER, CALY, COCTEAU, REGAND,
SOUIN DELAUNAY, GREKOFF, HECQUET, ILBE, JACOB,
TAMM, JAWORSKI, LAGRANGE, LE CORREISIER, LURCAT,
MILLET, PASTOR, PIGUET, LE DRUX, FLEURY, SAINT-SAENS,
SALABER, SAUTOUR-GAILLARD, SCHINTONE, VASARELY,
VIGUEN, WOODSSEY
129, boulevard Saint-Germain, Paris-7 - 544-66-88

galerie nichido
61, FAUBOURG SAINT-MONORE - PARIS 8^e 266.62.86
CHRISTIN
jusqu'au 31 mars

GALERIE MAURICE GARNIER
BERNARD BUFFET
AUTOPORTRAITS
6, avenue Matignon, Paris 8^e - Jusqu'au 27 mars 1982

RADIO-TELE

« Malas herbes, avoc...

Le soc

ous les théâtres pour tous les

COLETTES 90
à Châteaufort 91, 92

Vendredi 19 mars

Un film

DE LA TERRE DANS ARRIERE

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

12 h 30 14 h 30 16 h 30 18 h 30

RADIO-TELEVISION

... LE MONDE — Jeudi 18 mars 1982 — Page 17

Semaine du 19 au 25 mars

Les programmes du mercredi 17 et du jeudi 18 mars sont en page 22.

« Malesherbes, avocat du roi », d'Y.A. Hubert sur TF1

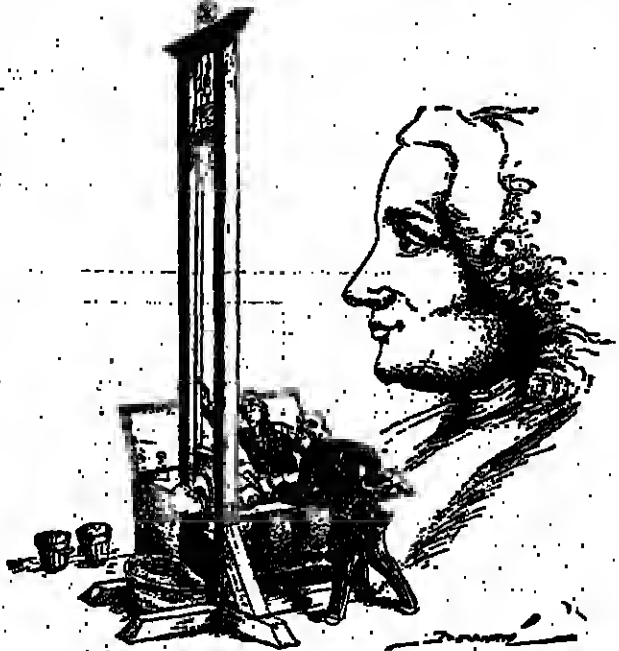
Le sacrifice absolu

SELOIN Michel, « tout Paris était venu... Les balcons étaient ornés d'étroites précieuses, parées de femmes brillantes, dans la toilette coquette et bizarre qu'on portait alors, mêlée de plumes et de fleurs. Tout le monde était ému, attendri, plein de tristesse et d'espérance. » D'après l'histoire, la description quelque peu légère, que donne cet historien de la première journée de la Révolution française ? Qu'importe. Nous sommes bien en 1789 en compagnie d'un scénariste formé à l'école du pouvoir absolu, en la personne de Christian Gullienne Lamouignon de Malesherbes. 1790, il est premier président de la Cour des aides, puis directeur général de la librairie, ce qui équivaut à être chef de la censure. Il participe, à l'achèvement de l'Encyclopédie et correspond avec Rousseau. Nous sommes donc en présence d'un personnage paradoxal, à la fois courtisan de Louis XVI et défenseur officieux des idées nouvelles qui inspireront la Révolution. Il a dit lui-même : « Je n'ai jamais cessé de

préparer l'opposition aux royalistes... » ou, plus simplement, « on ne peut représenter la nation dans la logique de la Révolution, elle doit frapper, frapper plus cruellement les siens après avoir frappé les autres. La Terreur, ce moment fabuleux où les passions deviennent réelles, politiques, ne choisit pas ses ennemis. Elle les juge socialement, les met- tait comme en jeu au milieu. Le sacrifice est complet et définitif ».

qu'Elisabeth Badinter a consulté et qui fait la richesse du monologue de Malesherbes, interprété avec douceur par Henri Virlogeux. La révolution était en puissance. Elle est maintenant là, inévitable. A partir de cet instant, comme le rapporte Michel, « du procès du Roi à la catastrophe des Girondins, à la terreur, nulle belle possible ». Mais avant « on ne peut représenter la nation

dans la logique de la Révolution, elle doit frapper, frapper plus cruellement les siens après avoir frappé les autres. La Terreur, ce moment fabuleux où les passions deviennent réelles, politiques, ne choisit pas ses ennemis. Elle les juge socialement, les met- tait comme en jeu au milieu. Le sacrifice est complet et définitif ».



(Dessin de Bonnard)

Tous les théâtres pour tous les publics

L'INFORMATION théâtrale n'est plus tout à fait l'ennemi pauvre de la télévision. Elle a droit, parfois, à l'information du soir, au magazine de Gilbert Kahn sur Antenne 2, devenu bimensuel, à celui de José Raur sur TF1 devenu hebdomadaire, le dimanche à 19 heures, ou de la plus vaste écoute. Et personne n'est encore mort de peur ou de peste, des malades épuisables, des symptômes craignant les précédents directeurs des programmes, si l'on peut dire, avant 22 heures. L'actuel directeur n'a d'ailleurs pas pris un risque énorme : pendant des années, Louis Leterrier et Louis Leterrier ont rendez-vous, ce jour-là, à cette heure-là, sans leur personne.

Le dimanche à 19 heures, chacun est chez soi, c'est le moment de détente. On est réceptif, prêt à prendre date pour tel ou tel spectacle, la difficulté étant de donner envie de sortir, à des gens, bien que l'on ne soit pas tout à fait sûr, mais ce José Raur sait très bien le faire, il semble perpétuellement attendre quelques plaisir inédit de tout ce

français que lorsqu'on a eu le courage de tuer le roi (Danton à la Convention le 31 mars 1793). Malesherbes, accompagné de Tronchet et de de Séze, se proposa pour défendre un roi que l'histoire a rendu indéfendable. Qu'importe ! Pour Malesherbes c'est une question de fidélité aux idées qui ont conduit sa vie. Il affrontera la foudre de l'incorruptible Robespierre, le féroce redoutable de Danton, la véhémence toute romantique de Camille Desmoulins sans oublier le sanguinaire Marat. En silence, sachant qu'il l'avance la partie serait perdue.

Le roi mort et la monarchie absolue enterrée, vient le temps de la suspicion qui se met à l'intérieur d'une violence obligée. C'est l'aveuglement de la terreur. Temps, comme dit Hegel, où « le mort est le plus froid, le plus plat, sans plus de signification, que de trancher une tête de chou ou d'englober une gorge d'eau ». Suprême défilon

Rock sur France-Culture

Trente ans de passions

DANS les années 50, rien n'annonçait le typhon, mais pourtant le grand souffle apocalyptique s'engouffrait dans la musique. Balayant les idoles de la chanson, il dévastait les univers familiers, faisait la nique aux twists asseptisés, propulsait des mélodies torrides aux accents déhéroïques. Rythmes destructeurs, débordements fantasmagoriques, c'était Bill Haley, accroché-cour au front, s'attaquant dans les a drive-in, c'était Rocky Rollano et son armada de guitares électriques. Le rock hitaite et braille déferlait, et on lui prêtait une mort aussi fracassante que son entrée en scène : le jazz, tout aussi hâté, avait alors les yeux narquois de Boris Vian, pour narguer ses claqueuses de voyous.

1982 : le rock a trente ans, le même tonus d'enfer, un feeling envoûtant qui peuple les rêves adolescents ; et puis un joli passé, utilisé à zigzaguer tous azimuts. Trente ans, c'est évidemment l'âge de lui tailler une histoire ; et on la du moins dédiée à France-Culture où, pour la première fois — mais judicieusement — on regarde le phénomène.

Mélodisme synthétique, style Kraftwerk, Rockabilly survolté, disco-rock et New-Wave glacée, pulsions suffocantes ou envolées lyriques : voilà dans le rock. Avec ses dérivés passionnés, il s'avance sous les néons de la chaîne culturelle et l'on se doute bien qu'il est un peu allergique à l'histoire. L'histoire raisonnée, l'encyclopédie, couleur de mort, merci bien Vital et tonitruant, le rock a tout cassé. Il s'apprivoise pas et, pas sûr, il lui a confondu son « séculaire » simple ; un fertilisant sophistiqué en quelque sorte, afin de se souvenir en vrac, d'astiquer son passé glorieux, de faire jaillir des éclairs de lucidité nette.

A France-Culture, on a brisé ses modes, les mélodies entêtantes ou romantiques, les voix balourdées ou électroniques, le pub-rock et le jazz, la « country » à la dynamite et les rocks contre nature. Mais c'est aussi le style paillettes et strass de Diana Ross qui flirte avec le gal funky, c'est aussi les plaques mâtées de Beatles revus par Cathy Berberian. Tranches de paumés, balancements en forme de parodies sexuelles, romances jetées pour trancher des rêves torpides ?

THIERRY FRESLON.

★ Le rock a trente ans. Histoire du rock. France-Culture, mercredi 24 mars, 20 h.

JAZZ SUR TF1

THELONIOUS

On entre dans ce monde sur la pointe des pieds. Une fois à l'intérieur, il semble qu'on soit encore dehors ou dans la pièce à côté. Il y a des murs opaques à franchir, des dunes de silences ponctuées, à espaces irréguliers, de notes trappées mélancoliques qui tombent de ciel dans un puits. Par une absence totale de virtuosité, le piano de Thelonious Monk, disparu il y a presque un siècle, fait songer à une leçon exercée par des mains enfantines ou absurdes. Conscience nous. Le musicien — auquel Henri Renaud et Bernard Lion rendent hommage — est aussi énigmatique que ses mélodies baroques. Il laisse planer un doute sur le date de sa naissance (1917 ou 1920), joue de 1940 à 1972 avec le Bird, Sonny Rollins, Johnny Griffin, pour se retirer dans une petite chambre new-yorkaise chez le baronessa de Königs- water, observant depuis plus de dix ans un silence « monique ». Mais il prit le chemin des bop- pers, composa un nombre incalculable de thèmes aux enche- nements complexes et choisis- sés. Cet homme solitaire à fine barbe et lunettes, dont les trois passions exclusives dans la vie furent les échecs, le sommeil et le piano, interprète ici quelques-uns de ses plus beaux morceaux : Round Midnight, composé en 1948, Crapoul with Nellie (1957), Reflection (1954) et termine par un standard Don't blame me, recom- posé à la manière de Thelonious. — M. G.

★ Jazz portrait : Thelonious Monk : lundi 22 mars, TF1, 22 h 30.

Vendredi 19 mars

Un film

LE PAYS DE LA TERRE SANS ARBRE
Film canadien de Pierre Perrault (1980), avec D. Ashini, S. Ashini, A. Ashini, J.-S. Ashini, J. Saint-Onge.
A2, 22 h 5.
★ Un voyage dans le Mon- chousmpt, où se sont ren- contrés les Indiens de la forêt et ceux de la terre sans arbre. Des « Amérindiens » redécouvrent le pays de leurs ancêtres. Pierre Perrault et son opérateur, Bernard Gos- selin, ont filmé le territoire tel qu'il se présente aujour- d'hui et fait surgir le passé des légendes et d'un accord harmonieux avec la nature. Occasion d'explorer les hom- mes blancs à s'interroger sur la malentendu culturel entre l'installation sur des terres inoccupées et le nomadisme des Indiens. Ce film documen- taire n'a pas été distribué en France. Après sa diffusion à la télévision, il figurera dans la rétrospective Pierre Perrault, à la Maison de la culture de la Rochelle, fin mars.

PREMIERE CHAINE : TF1

- 12 h 5 Réponses à tout.
- 13 h 30 Les valeurs du jour.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 5 Télévision scolaire.
- 15 h 11 À dominante sciences sociales.
- 15 h 15 C'est à vous.
- 15 h 45 Croquignollement vécu.
- 16 h 50 Les Paris de TF1.
- 16 h 5 A la une.
- 17 h 20 Émissions régionales.
- 18 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
- 20 h Journal.

20 h 35 Au théâtre ce soir :

De M. Lengyel, mise en scène J. Ardouin, réal. P. Sabbagh, avec D. Volle, L. Vella, L. Col- lery.
Un Parisien de vieille souche, accompagné de ses chiens de Nino- tchka venus de Russie pour ré- veller tout ce petit monde.
22 h 40 Bataille de match.
Magazine mensuel du tennis, réal. J.-C. Badier.
Guillermo Vilas, la Coupe Davis, etc.
23 h 10 Journal.

DEUXIEME CHAINE : A2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h 30 Passer dans une vie.
- 12 h 30 Jeu d'ad. le maître qui s'oppose.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 45 Série : La vie des autres.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 15 h 11 Les mamans.
- 15 h 15 Série : Super saïnt.
- 15 h 15 Série : bionique.
- 16 h Magazine : Un temps pour tout.
- 16 h 15 J.-P. Gauthier.
- 16 h 15 Canada : Les animaux mystérieux. P. Orlon magique : Temps de vivre : Variétés.
- 17 h Remontrances.
- 17 h 10 Le miroir des formes, de M. Le- zava.
- (Les notre sélection.)
- 17 h 50 René A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 45 Série : La vie des autres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 10 L.N.O.
- 19 h 30 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les gens d'ici.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilles : Le chef de fa- mille.
- De M. Compans. Avec R. Scul- lara, E. Duf, P. Ardant.
- (Dernier épisode.)
- Les occasions dans la Lot-et- Garonne sont faites et le festin- de M. Compans, aussi par la rencontre d'Antoine et de Joëlle : ambiances légères et tri- gles.

Le terrorisme de la ligne

RENCONTRES
LE MIROIR DES FORMES
A2, 17 heures.
Il y a celles qui s'assom- brent, plantureuses, et qui élèvent, comme Chloé interviewée au cours de l'émission de Mar- tine Lebrun, Chloé avec ses 40 kilos de trop : « Tout com- plet, mon hânis p physique m'oblige à mettre davantage en valeur d'autres atouts de ma personnalité... ».

Il y a, au contraire, celles que leurs rondeurs font souffrir et que martyrisent leur régime dié- tétique et des traitements en tout genre (du massage à la gymnastique, en passant par les cures les plus douteuses). On voit toutes celles-là au cours de cette émission.

TROISIEME CHAINE : FR3

- 15 h 30 Pour les jeunes.
- 16 h 30 Les Femmes : Vire le vol- ley : Des livres pour vous : Fabrice et Serge, de J. Oussou.
- 16 h 50 Coeurs mitigés.
- 17 h 10 Journal.
- 17 h 20 Émissions régionales.
- 17 h 30 Dessin animé : Ulysse St. tyenne et les Lotophages.
- 18 h 5 Les jeux.
- 18 h 30 Le nouveau vendredi : Guy Bedos pour de rire, pour de vrai.

descende dans l'imagination hu- maine : l'ascension vers l'autre.
8 h 30, Matinée des arts du spec- tacle.
10 h 45, Le texte et la marge : « L'impossible Monsieur Bierre », avec C. Lescarpe.
11 h 30, La France de la Rochelle : L'Assemblée instrumentale de la Rochelle, dir. A. Savouret, Jacques Moreau, Verne, Wagner et Weber.
12 h 4, Agorà : Une pièce aujour- d'hui comment à dire qu'il a pré- senté les grosses. Et pour- tant, depuis quelques années, il y a moins de honte pour une femme à être un peu « envelop- pée ». On admet qu'il soit dans sa « nature » d'avoir des formes. Le problème serait-il en train de se poser en d'autres termes ? Les terroristes de la ligne à tout prix perdraient-ils du ter- rain ? La seule question est en effet entre la bonne santé et l'obésité dangereuse. — M.L.B.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Liszt, Telemann, Williams, Lalo, Roussel.
- 8 h 7, Quotidien-Musique.
- 8 h 15, D'une œuvre l'autre : Œuvres de Beethoven, Britten, Schu- bert, Dvorak.
- 12 h, Équivalences : Œuvres de Liszt, Roussel.
- 12 h 35, Jazz et vous plus.
- 13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 100), œuvres de Villa- Lobos, Hindemith, Ligeti, par la Quintette Maastricht.
- 14 h 4, Boîte à musique : œuvre de Khachaturian, par l'Orchestre philharmonique de Leningrad, dir. G. Rojdestvenski.
- 15 h 30, Les enfants d'Orphée.
- 15 h 45, Musiciens à l'épreuve : Les sym- phonies de Haydn : œuvres de Haydn, Haydn.
- 17 h 2, L'histoire de la musique : L'Acad.

Edwin Fisher (F.M., 22 h 15). — D'Edwin Fisher, en sa sou- vent avant tout comme du Bach. Un Bach méditatif et fort, et l'élo- quence émue, aux aures de confession intime, presque cé- lestes : Fisher construisait les concertos avec un sens de l'équilibre idéal. Négligent les grandes architectures sèches et massives, l'émotion muette, il coulait les reliefs des voix inté- rieurs dans un discours tran- quille et lumineux : le chemine- ment souple, l'émotivité de cette musique, lui importait davantage que ses ressources polyphoni- ques, davantage que son apais- seur orchestrale. Il touchait juste. Mais le pianiste suisse (en le redécouvrant cette fois dans le quatrième concerto de Beetho- ven) était aussi le musicien de passions plus violentes, plus humaines. Avec le même inté- rêt que dans Bach, mais plus extérieure, Fisher lançait dans Beethoven ses humeurs batail- leuses : l'énergie devenait seule- ment plus farouche, le son plus écorché. Le même génie trans- formait la candeur religieuse en passion vive. — T. Fr.

- 18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 100), « Avis de cour » de Lambert, B. Roulin, chant W. Christie, claviers.
- 19 h 35, Jazz : Le clavier bien rythmé.
- 20 h, Musiques contemporaines.
- 20 h 30, Concert (à la de Baden) : « Deux images pour orchestre », de Bartok ; « Concerto pour piano et orchestre », de Schumann ; « Symphonie n° 5 » de Beethoven, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfalen, dir. C. Zacharias, piano, dir. R. Kord.
- 22 h 15, La nuit par France-Musique : Les concertos de Beethoven ; E. Fisher (piano) ; 22 h 5, Récital, l'Age d'or de la comédie musicale américaine filmée (deuxième partie) ; 0 h 5, Musiques tradition- nnelles.

Samedi 20 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF1

10 h 40 Accordéons, accordéons.
11 h La séquence du spectateur.
11 h 30 La maison de TF1.
12 h Journal.
13 h 35 Pour changer.
Variétés : Megabets, 16 h 35 :
Stilles et volles : Voyage à aller
simple ; 17 h 40 : Chapeaux de
roues et boîtes de cuir.
18 h 30 Archibald le magicien.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 5 Tout va très bien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur
nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse.
Une émission de Michel Polac.
21 h 55 Séries : Dames.
La promotion.
22 h 40 Magazine d'actualité : Sept
sur sept.
De F. Boulay, E. Gilbert et J.-L.
Burgat.
23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h 30 Journal des sœurs et des
malentendants.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

12 h La vérité est au fond de la
marmite.
12 h 30 Dames.
(Et à 13 h 35.)
12 h 45 Journal.
14 h 5 Séries : Têtes brûlées.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h 55 Récit A2.
18 h 20 Les carnets de l'aventure.
Trois filles à moto dans les Py-
rénées.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
avec Nicole Dietz, Michel Ber-
ger, Nicolas Peyrac, etc.
21 h 40 Faciliton : Le village sur
la colline.
De Y. Laurens, avec M. Boyer,
G. G. C. Brouzet...
Chevigny 1920-1932.
Louis Marie ou le enfant.
Changement : la querelle entre
Blancs et Rouges s'estompe, et
tout le monde subit la crise éco-
nomique des années 30. Tourne-
ment de plans : séquences, ce beau
jeu d'homme est à regarder dans
son intégralité.
23 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales (voir vendredi).
8 h. Les chemins de la connais-
sance : Regardez sur la scène.
9 h 30. Comprendre aujourd'hui
pour vivre demain : Après la Po-
logne, quelle Europe demain ?
9 h 45. Matinales du monde contem-
porain.
10 h 45. Démonstrations avec J. Peimot.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

FRANCE-CULTURE

7 h 2. La fenêtre ouverte.
8 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
9 h 2. Protéctionnisme.
10 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
11 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

Dimanche 21 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF1

10 h 40 Accordéons, accordéons.
11 h La séquence du spectateur.
11 h 30 La maison de TF1.
12 h Journal.
13 h 35 Pour changer.
Variétés : Megabets, 16 h 35 :
Stilles et volles : Voyage à aller
simple ; 17 h 40 : Chapeaux de
roues et boîtes de cuir.
18 h 30 Archibald le magicien.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 5 Tout va très bien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur
nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse.
Une émission de Michel Polac.
21 h 55 Séries : Dames.
La promotion.
22 h 40 Magazine d'actualité : Sept
sur sept.
De F. Boulay, E. Gilbert et J.-L.
Burgat.
23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h 30 Journal des sœurs et des
malentendants.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

12 h La vérité est au fond de la
marmite.
12 h 30 Dames.
(Et à 13 h 35.)
12 h 45 Journal.
14 h 5 Séries : Têtes brûlées.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h 55 Récit A2.
18 h 20 Les carnets de l'aventure.
Trois filles à moto dans les Py-
rénées.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
avec Nicole Dietz, Michel Ber-
ger, Nicolas Peyrac, etc.
21 h 40 Faciliton : Le village sur
la colline.
De Y. Laurens, avec M. Boyer,
G. G. C. Brouzet...
Chevigny 1920-1932.
Louis Marie ou le enfant.
Changement : la querelle entre
Blancs et Rouges s'estompe, et
tout le monde subit la crise éco-
nomique des années 30. Tourne-
ment de plans : séquences, ce beau
jeu d'homme est à regarder dans
son intégralité.
23 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales (voir vendredi).
8 h. Les chemins de la connais-
sance : Regardez sur la scène.
9 h 30. Comprendre aujourd'hui
pour vivre demain : Après la Po-
logne, quelle Europe demain ?
9 h 45. Matinales du monde contem-
porain.
10 h 45. Démonstrations avec J. Peimot.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

FRANCE-CULTURE

7 h 2. La fenêtre ouverte.
8 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
9 h 2. Protéctionnisme.
10 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
11 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

Lundi 22 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF1

10 h 40 Accordéons, accordéons.
11 h La séquence du spectateur.
11 h 30 La maison de TF1.
12 h Journal.
13 h 35 Pour changer.
Variétés : Megabets, 16 h 35 :
Stilles et volles : Voyage à aller
simple ; 17 h 40 : Chapeaux de
roues et boîtes de cuir.
18 h 30 Archibald le magicien.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 5 Tout va très bien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur
nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse.
Une émission de Michel Polac.
21 h 55 Séries : Dames.
La promotion.
22 h 40 Magazine d'actualité : Sept
sur sept.
De F. Boulay, E. Gilbert et J.-L.
Burgat.
23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h 30 Journal des sœurs et des
malentendants.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

12 h La vérité est au fond de la
marmite.
12 h 30 Dames.
(Et à 13 h 35.)
12 h 45 Journal.
14 h 5 Séries : Têtes brûlées.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h 55 Récit A2.
18 h 20 Les carnets de l'aventure.
Trois filles à moto dans les Py-
rénées.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
avec Nicole Dietz, Michel Ber-
ger, Nicolas Peyrac, etc.
21 h 40 Faciliton : Le village sur
la colline.
De Y. Laurens, avec M. Boyer,
G. G. C. Brouzet...
Chevigny 1920-1932.
Louis Marie ou le enfant.
Changement : la querelle entre
Blancs et Rouges s'estompe, et
tout le monde subit la crise éco-
nomique des années 30. Tourne-
ment de plans : séquences, ce beau
jeu d'homme est à regarder dans
son intégralité.
23 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales (voir vendredi).
8 h. Les chemins de la connais-
sance : Regardez sur la scène.
9 h 30. Comprendre aujourd'hui
pour vivre demain : Après la Po-
logne, quelle Europe demain ?
9 h 45. Matinales du monde contem-
porain.
10 h 45. Démonstrations avec J. Peimot.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

FRANCE-CULTURE

7 h 2. La fenêtre ouverte.
8 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
9 h 2. Protéctionnisme.
10 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
11 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

Mardi 23 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF1

10 h 40 Accordéons, accordéons.
11 h La séquence du spectateur.
11 h 30 La maison de TF1.
12 h Journal.
13 h 35 Pour changer.
Variétés : Megabets, 16 h 35 :
Stilles et volles : Voyage à aller
simple ; 17 h 40 : Chapeaux de
roues et boîtes de cuir.
18 h 30 Archibald le magicien.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 5 Tout va très bien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur
nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse.
Une émission de Michel Polac.
21 h 55 Séries : Dames.
La promotion.
22 h 40 Magazine d'actualité : Sept
sur sept.
De F. Boulay, E. Gilbert et J.-L.
Burgat.
23 h Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

12 h La vérité est au fond de la
marmite.
12 h 30 Dames.
(Et à 13 h 35.)
12 h 45 Journal.
14 h 5 Séries : Têtes brûlées.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h 55 Récit A2.
18 h 20 Les carnets de l'aventure.
Trois filles à moto dans les Py-
rénées.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
avec Nicole Dietz, Michel Ber-
ger, Nicolas Peyrac, etc.
21 h 40 Faciliton : Le village sur
la colline.
De Y. Laurens, avec M. Boyer,
G. G. C. Brouzet...
Chevigny 1920-1932.
Louis Marie ou le enfant.
Changement : la querelle entre
Blancs et Rouges s'estompe, et
tout le monde subit la crise éco-
nomique des années 30. Tourne-
ment de plans : séquences, ce beau
jeu d'homme est à regarder dans
son intégralité.
23 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales (voir vendredi).
8 h. Les chemins de la connais-
sance : Regardez sur la scène.
9 h 30. Comprendre aujourd'hui
pour vivre demain : Après la Po-
logne, quelle Europe demain ?
9 h 45. Matinales du monde contem-
porain.
10 h 45. Démonstrations avec J. Peimot.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

FRANCE-CULTURE

7 h 2. La fenêtre ouverte.
8 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
9 h 2. Protéctionnisme.
10 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».
11 h 2. Émission de la semaine :
« L'Europe des années 30 ».

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

Mardi 23 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF1

10 h 40 Accordéons, accordéons.
11 h La séquence du spectateur.
11 h 30 La maison de TF1.
12 h Journal.
13 h 35 Pour changer.
Variétés : Megabets, 16 h 35 :
Stilles et volles : Voyage à aller
simple ; 17 h 40 : Chapeaux de
roues et boîtes de cuir.
18 h 30 Archibald le magicien.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 5 Tout va très bien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur
nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse.
Une émission de Michel Polac.
21 h 55 Séries : Dames.
La promotion.
22 h 40 Magazine d'actualité : Sept
sur sept.
De F. Boulay, E. Gilbert et J.-L.
Burgat.
23 h Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

12 h La vérité est au fond de la
marmite.
12 h 30 Dames.
(Et à 13 h 35.)
12 h 45 Journal.
14 h 5 Séries : Têtes brûlées.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h 55 Récit A2.
18 h 20 Les carnets de l'aventure.
Trois filles à moto dans les Py-
rénées.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
avec Nicole Dietz, Michel Ber-
ger, Nicolas Peyrac, etc.
21 h 40 Faciliton : Le village sur
la colline.
De Y. Laurens, avec M. Boyer,
G. G. C. Brouzet...
Chevigny 1920-1932.
Louis Marie ou le enfant.
Changement : la querelle entre
Blancs et Rouges s'estompe, et
tout le monde subit la crise éco-
nomique des années 30. Tourne-
ment de plans : séquences, ce beau
jeu d'homme est à regarder dans
son intégralité.
23 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales (voir vendredi).
8 h. Les chemins de la connais-
sance : Regardez sur la scène.
9 h 30. Comprendre aujourd'hui
pour vivre demain : Après la Po-
logne, quelle Europe demain ?
9 h 45. Matinales du monde contem-
porain.
10 h 45. Démonstrations avec J. Peimot.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de
Tchaïkovski, Liszt, Gershwin.
8 h 2. Tous en scène : Nat King
Cole.
9 h 2. Actualité du disque : 11 h. La
tribune des critiques de disques.
« Concerto en ré mineur pour vio-
loncelle et orchestre » de Beethoven
(versions comparées).

Deixis film

L'ETAT SAUVAGE

Film français de Francis Girod
(1977), avec M.-C. Barrault,
C. Brasseur, J. Duvron, D.
Mare, M. Piccoli, Sarron, J.-B.
A2, 20 h 45.

* **Problèmes et conflits** nés de la décolonisation récente dans un pays d'Afrique noire. Georges Comhaire a participé de l'adaptation de son roman (prix Goncourt, 1964). A travers une histoire d'amour intensément vécue par une femme qui se veut libre, Marie-Christine Barrault dans une œuvre remarquable, évoque les problèmes (et les rôles) de François Giroud qui prend au racisme des Blancs et de certains Noirs, et au feu de pouvoir, sans concession, sans complaisance.

FABRICA

Film italien d'Alexandre Scazzetti (1940), première partie, 100 minutes, 16 mm, M. Simon, FR3, 20 h 30.

★ *Le rencontre et l'amour d'un gladiateur paillard et d'une patricienne romaine, sous le règne de l'empereur Maxime, pendant une des dernières Transpositions d'un roman « édifiant » de cardinal Wiseman dans laquelle on vit, à l'époque, des allusions aux récents troupes, au fascisme et au nazisme. En réalité, une grande « machine » spectaculaire (dans la deuxième partie surtout) dont le style hérite entre l'éclectisme et le « saint-nicolasien » d'une certaine baroque oratoire et Rissatti.*

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

[illegible]

19 h 45 Vous pouvez compter sur

nous.
 20 h. **Journal.**
 20 h 35 **Variétés** : *Autour de Charles*
Tranel.
Réalisation : B. Lion.
 21 h 40 **Série** : *L'indien aux am.*
Réalisation : J. Descoms.
Documentaire de J. Descoms et R. Colas.
J. Hahn.
Josephine Bengane depuis les Eaux
de Vittel et secourt les troupiers en
détresse.
 22 h 35 **Document** : *L'aventure des*
plantes.
De la flore des châteaux et des Vem-
mes.
Belles images microscopiques sur
la vie.
 23 h 15 **Journal.**

letters.

19 h 18 D'Accord, pas d'accord.
 (20 h)
 19 h 20 Émissions régionales.
 19 h 45 Les géos régionaux.
 20 h Journal.
 20 h 35 Mardi cinéma.
 (20 h 22 à 30)
 20 h 45 Chânes : «État sauvage»,
 De France Glrod.
 22 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
 18 h Ministère des universités.
 18 h 30 Pour les jeunes.
 Les sortiers de l'écran : le don-
 tisme étranger.
 18 55 Tribune libre.
 France et francs camarades.
 19 h 15 Journal.
 19 h 20 Émissions régionales.
 19 55 L'écrit, animé : Ulysse 31.
 20 h Les déesses.
 20 h 15 Journal.

12 h 45, Panorama : Avec S. Milano ;
Actualité de la province.

[illegible]

● « Monsieur Chouffeur! », d'Ostenbach (E-M... 13 h). — Mon-

FRANCE-MUSIQUE.

8 h 5. Le Matin des musiciens :
de P. Poulenc, Walther, Schubert,
Mozart, Debussy, Liszt, Chopin,
Brahms, Franck.
9 h 1. Quintette en ré mineur.
10 h 1. Les Concerts de France.
10 h 30. Émissions : Œuvres de Montou-
ssi, Liszt, Debussy, Vaudouzet, etc.
12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui.
13 h 1. Jazz : Les années Dorsey.
13 h. Opérette : Opéra d'Ottobrunn.
14 h. Solis à musique : « Danse
du vent », de Ravel, par l'Orchestre
symphonique de Londres.
14 h 30. L'Orchestre symphonique de Lon-
dres, dir. A. D'Ottobrunn.
15 h. Les six mœurs d'Orphée : 15 h.
Lieder de Schumann ; 16 h. Fon-
cible, œuvre de Debussy. Scé-
nario de G. de Sade, par l'Orchestre
symphonique de Londres.
17 h 1. Le Jeu des violons : Œuvres
de Maderna, Gabrieli.

On rit encore aujourd'hui.

T. Fr.

du grand orchestral, œuvres de
19 Lewis, Murray, Rouven, par le
Groupe de musique de chambre
20 expérimental de l'Université.
18 H. St. Jazs : Les Indéfectables
(1988), œuvres de Parker, Depaul-
20 turovsky.
19 a. Premières lectures : Œuvres de
Rostami, Gounod, Moussorgski,
20 Debussy, par A. St. Jazs.
19 H. St. Jazs : (je direct.) au
Théâtre des Champs-Élysées, à
Paris, c. e. Strauss de Salomé-
20 turovsky, de Debussy, de Moussorgski
« Miedera », de B. Strauss, « Daphnis
et Chloé », suite 1 et 2, de Ravel,
20 « Les Châli », de Debussy, philhar-
monique et les Œuvres de Radio-
France, sol. E. Mathia, soprano.
19 H. St. Jazs : (je direct.) au
Théâtre de la Ville, à Paris, c. e.
20 dir. B. Rivlin.
19 H. St. Jazs : France-Musique :
Musique du 19th siècle, œuvres de Cho-
20 pini, de Liszt, de Debussy, de Moussorgski.

FRANCE-MUSIQUE

- 4 h 5. Le matin des musiciens : de Parcell, Walther, Schubert, Mahler, Beethoven, Caplet.
- 5 h 10. Musique d'opéra.
- 5 h 15. Quotidien musicale.
- 5 h 15. Le matin des musiciens : Réponsos ; Œuvres de Monton.
- 6 h 15. Concerto. Vendastour ad anonymo.
- 12 h. Musiques populaires d'enjou-d'hui.
- 13 h 15. Jazz : Les années Dorsey.
- 14 h. Opérette : Opéra d'Offenbach.
- 14 h 4. Boîte à musique : a Daues hngroises a, de J. Brahme, par les symphoniques de Lond-re, dir. A. Dorati.
- 14 h 30. Les opéras d'Opérette : 15 h. Lieder go Schumann ; 16 h. Sac-rosanctes de Debussy. Sac-rosanctes, Matisse.
- 17 h 12. Le jeu des virtuoses : Œuvres de Maderna, Gabrieli.

• En grand auditorium), œuvres de
Lamine, Moussé, Fatawa, ...

[illegible]

PREMIERE CHAINE : TF 1

[illegible]

Réalisation P. Aurières, avec
H. Colas D. Bonnet Y. Gombier

22 h 45 Glens Gostis, gus Sach.
Les variations Goldberg.
23 h 45 Journal.
24 HEURE CHAÎNE : A 2
10 h 30 A.L.I.N.O.P.E.
12 h 15 Passes, nous le voir.
12 h 30 Jo. J. la mémoire m.
- flamme.
12 h 45 Journal.
13 h 36 Sports : A nous le stade.
13 h 45 Révis : Le vi' des autres.
14 h 1 Terre des bêtes.
Un pissenot de chez nous : la
vampiro.
14 h 50 Déserte animé.
15 h 30 Révis A 2.
Casper : Méthane : Lippy le
Non : Bouquiu-Bouquiu : si-
non.
Wattoo-Wattoo : Goldcor : Casper :
Méthane : Lippy le Non :
Bouquiu : Bouquiu : Zeilroo :
non.
17 h 25 Les carrels de l'aventure.
Nars, l'abime sous la jungle, de
M. Luquet (redif.).
19 h 15 Chêne 45.
19 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Les : Des chiffres et des
lignes.
19 h 50 C'est, pour d'accord.
(I.N.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h 1 Journal.

Le n

**GRANDS JOURS
ET JOURS ORDINAIRES
DANS LES BUREAUX
A 22 h 20**

Des corbeilles à papier, des
cassiers bien rangés, des machi-
nes à écrire disposées à l'espace
régulier, des tables prises sur
lesquelles des mains conscien-
cieuses se posent chaque matin
à heure fixe. C'est la vie de
bureau, silencieuse comme la
nuit le nuit et les week-end,
chuchotée et atténuée les jours
d'ordinaire, que la caméra effleu-

20 h 52 Sports : Football.
France-Informe du Nord.
22 h 20 Document INA : Grand jour -
Jours ordinaires.
Dans les bureaux, réal. : A. Van
Zu.
(Lire notre sélection)

23 h 10 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
Ouv. doubl.
19 h 55 Tribune libre.
Les Amis de la terre.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 35 Centre animé : Ulysse St.
Calvary.

niveau

Claude de André Van in a filmée.

Cek... est pas un 'jour comme les autres. Un nouvel employé est arrivé. Il n'est pas en cravate, rasé de près, il s'apprête timidement à travailler dans une compagnie d'assurances. Mais quand on le présente à tout le monde, il regarde étonné tout ce qui l'entoure. «Muet comme un carpe, il semble se dire — «Où suis-je tombé ? Le jeune homme commence sa carrière. Soudainement bon courage. — M. G.

20 h Les Jeux.

21 h 30 Châneau 18 : «Le Wagon de Martin».

D'après un scénario de M. Picard et R. Sth. Réal : F. Segio.

Arco : J.-M. Falmay, F. Despons, J. Falmay, F. Perroux, H. Poindier, etc.

Les aventures d'Artemus Gordon, roman de J. F. Cooper, est le merveilleux récit d'un héros qui est le maître de la loi de son pays sans autre loi.

22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 25 Matinales (voir lundi).

12 h Les chemins de la connaissance : Christian Jambet, lecteur de philosophie.

S h 32, Marchés, et marchands ;

intermédiaires en fait.
9 a 7, *Matinée des sciences et des techniques* : Le faitement... du...
10 a 4, *La livre, ouverture sur la vie* : Les Ryves du Valentin...
11 a 2, *L'opéra mort ou vif* : F.-B. Maché (cf. 17 à 18, M. Lonsdale)
12 a 2, *Le monde et le monde* : La plaie, avec le R.-L. Lallement, ex chartré.
13 a 3, *Grammaire* : Avec M. Grasseh.
14 a 3, *Solistes* : U et L. Lindahl interprètent Schubert, Mendelssohn et Skriabin, chanteur.
15 a 4, *Contes* : Contes.
16 a 4, *Un livre, des voix* : Un été en Suède et à Gironique allemande.
17 a 7, *L'école des parents et des éducateurs* : Couples en conflit (Le monde « fait » chambre à part ?).
18 a 2, *Le monde en singulier* : Le monde selon l'écrivain V. Volokh.
19 a 4, *Archimède* : La chimie malade.
20 a 4, *Contact*.
21 a, *Rose libre* : Victor Jacquemont.
22 a 3, *Fantôme*.
23 a 3, *Fantôme* : Les fioncé, d'A. Manzoni.
24 a 3, *Fantôme*.
25 a 3, *Le silence en marche* : La lumière.
26 a 3, *Le silence et les hommes* : Le roci, bruta au...
27 a 3, *Nuits magnétiques* : Les Journalistes, M. Khamis, chanteur.
28 a 3, *Nuits magnétiques* : Les Journalistes, M. Khamis, chanteur.

Puschkin, Trenet (arrangement

[illegible]

PREMIERE CHAÎNE : TF1

12 h 5 Réponses à tout.
13 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h 30 Journal.
14 h 35 Émissions régionales.
14 h 35 Quid de l'été nommé : Médicaments d'été.
14 h Les rendez-vous de la semaine.
15 h 15 L'été en direct : 15 h 15. Le direct, tout en parole : 14 h 30, Out et Cas et 2 : 14 h 40. Les rendez-vous de la semaine : 14 h 45. Communiquer avec les enfants sourds.
17 h : Formation - Information - Éducation.
Oulou : Calculer le calcul : retour : L'orientation après la nouvelle semaine.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'été au féminin.
18 h 45. Communication vidéo.
18 h 50 Les parts de TF1.
18 h 5 : A la une.
19 h 30 Émissions régionales.
19 h 45. L'été expiratoire, les formations politiques.
La majorité.
19 h Journal.
19 h 35 Télévision : Malherbes, avec un tel.
Béat. M. Robert, avec E. Virlojeux. C. Collin, S. Langier.
(Lire notre article p. 117)
20 h 15 Document : La terre en haut laque.
L'énergie en surabondance : Les ressources des continents des énergies, ressources de la planète.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 20 A.T.O.P.E.
12 h 25 Passes douce ma voix.
12 h 30 30 J'ai la mémoire qui
flanche.
12 h 45 Journal.
12 h 50 Les Endosporas régionales.
12 h 55 Sép : La du des autres.
13 h - Aujourd'hui la vie.
Le prêt-à-porter.
13 h 35 Super Journal.
13 h 38 Document : Yves, Lucie et
les autres.
On se souvient de l'histoire.
réal. J. Lallier.
Une trilogie, en Somalie, en
France, en Tunisie, à la
recherche des homomaximes avec
Yves Coppens, directeur du
Musée de l'Homme.
13 h 40 Télévision : Héroclite l'obscur.
De P. Daval.
Autour des mystères philoso-
phiques de la science antique,
qui s'éclairent intimement en
communion avec la nature.
L'œuvre de Charles Darwin
et E.-J. Chénier.
13 h 45 La Mémoire des Météore-
-laires.
13 h 45 Répond A 2.
13 h 50 Les MARS : Casper ;
Je joue avec... électricité dans
la nature.
13 h 55 Jeu : des chiffres et des
matrices.
13 h 58 Météo, pas d'accord.
(L.M.C.).
13 h 59 Endosporas régionales.
14 h 05 Les grande partie politiques.
Tropication.
14 h 10 Journal.

de P. Dumayet et L. Barrère :
dessine-moi un bateau.

Normes architecturales, financement d'un bateau de pêche.
 11 h 45. **Chaine** : Les enfants du rock.
 Simon et Garfunkel.
 12 h 15 **Journ.**

TROISIEME CHAINE : FR 3

12 h 30 **Pour les jeunes**.
 Les Wombles; Oulaine sans raison; Thème et variations; Bourgeois.
 14 h 55 **Tribune libre**.
 Le "Mouvement des républicains socialistes" (M.R.S.G.).
 16 h 19 **Journ.**
 18 h 20 **Emissions régionales**.
 19 h 55 **Dessin animé** : Ulysse 31. Caïçopo.
 21 h **Les Jeux**.
 21 h 35 **Jeux variés** : Les coulisses du cinéma.
 Une émission de C. Villars et P. Godeau.
 22 h 45 **Les tournées de la Voix** : 4 jours, une journée avec P. Desvares et de nombreux extraits de films.
 23 h **Journ.**

FRANCE-CULTURE

12 h 3 **Matinales** : Voir lundi.
 13 h **Les chaînes de la cuisine** : 1. L'été, 2. L'été, 3. L'été, 4. L'été, 5. L'été, 6. L'été, 7. L'été, 8. L'été, 9. L'été, 10. L'été, 11. L'été, 12. L'été, 13. L'été, 14. L'été, 15. L'été, 16. L'été, 17. L'été, 18. L'été, 19. L'été, 20. L'été, 21. L'été, 22. L'été, 23. L'été, 24. L'été, 25. L'été, 26. L'été, 27. L'été, 28. L'été, 29. L'été, 30. L'été, 31. L'été, 32. L'été, 33. L'été, 34. L'été, 35. L'été, 36. L'été, 37. L'été, 38. L'été, 39. L'été, 40. L'été, 41. L'été, 42. L'été, 43. L'été, 44. L'été, 45. L'été, 46. L'été, 47. L'été, 48. L'été, 49. L'été, 50. L'été, 51. L'été, 52. L'été, 53. L'été, 54. L'été, 55. L'été, 56. L'été, 57. L'été, 58. L'été, 59. L'été, 60. L'été, 61. L'été, 62. L'été, 63. L'été, 64. L'été, 65. L'été, 66. L'été, 67. L'été, 68. L'été, 69. L'été, 70. L'été, 71. L'été, 72. L'été, 73. L'été, 74. L'été, 75. L'été, 76. L'été, 77. L'été, 78. L'été, 79. L'été, 80. L'été, 81. L'été, 82. L'été, 83. L'été, 84. L'été, 85. L'été, 86. L'été, 87. L'été, 88. L'été, 89. L'été, 90. L'été, 91. L'été, 92. L'été, 93. L'été, 94. L'été, 95. L'été, 96. L'été, 97. L'été, 98. L'été, 99. L'été, 100. L'été, 101. L'été, 102. L'été, 103. L'été, 104. L'été, 105. L'été, 106. L'été, 107. L'été, 108. L'été, 109. L'été, 110. L'été, 111. L'été, 112. L'été, 113. L'été, 114. L'été, 115. L'été, 116. L'été, 117. L'été, 118. L'été, 119. L'été, 120. L'été, 121. L'été, 122. L'été, 123. L'été, 124. L'été, 125. L'été, 126. L'été, 127. L'été, 128. L'été, 129. L'été, 130. L'été, 131. L'été, 132. L'été, 133. L'été, 134. L'été, 135. L'été, 136. L'été, 137. L'été, 138. L'été, 139. L'été, 140. L'été, 141. L'été, 142. L'été, 143. L'été, 144. L'été, 145. L'été, 146. L'été, 147. L'été, 148. L'été, 149. L'été, 150. L'été, 151. L'été, 152. L'été, 153. L'été, 154. L'été, 155. L'été, 156. L'été, 157. L'été, 158. L'été, 159. L'été, 160. L'été, 161. L'été, 162. L'été, 163. L'été, 164. L'été, 165. L'été, 166. L'été, 167. L'été, 168. L'été, 169. L'été, 170. L'été, 171. L'été, 172. L'été, 173. L'été, 174. L'été, 175. L'été, 176. L'été, 177. L'été, 178. L'été, 179. L'été, 180. L'été, 181. L'été, 182. L'été, 183. L'été, 184. L'été, 185. L'été, 186. L'été, 187. L'été, 188. L'été, 189. L'été, 190. L'été, 191. L'été, 192. L'été, 193. L'été, 194. L'été, 195. L'été, 196. L'été, 197. L'été, 198. L'été, 199. L'été, 200. L'été, 201. L'été, 202. L'été, 203. L'été, 204. L'été, 205. L'été, 206. L'été, 207. L'été, 208. L'été, 209. L'été, 210. L'été, 211. L'été, 212. L'été, 213. L'été, 214. L'été, 215. L'été, 216. L'été, 217. L'été, 218. L'été, 219. L'été, 220. L'été, 221. L'été, 222. L'été, 223. L'été, 224. L'été, 225. L'été, 226. L'été, 227. L'été, 228. L'été, 229. L'été, 230. L'été, 231. L'été, 232. L'été, 233. L'été, 234. L'été, 235. L'été, 236. L'été, 237. L'été, 238. L'été, 239. L'été, 240. L'été, 241. L'été, 242. L'été, 243. L'été, 244. L'été, 245. L'été, 246. L'été, 247. L'été, 248. L'été, 249. L'été, 250. L'été, 251. L'été, 252. L'été, 253. L'été, 254. L'été, 255. L'été, 256. L'été, 257. L'été, 258. L'été, 259. L'été, 260. L'été, 261. L'été, 262. L'été, 263. L'été, 264. L'été, 265. L'été, 266. L'été, 267. L'été, 268. L'été, 269. L'été, 270. L'été, 271. L'été, 272. L'été, 273. L'été, 274. L'été, 275. L'été, 276. L'été, 277. L'été, 278. L'été, 279. L'été, 280. L'été, 281. L'été, 282. L'été, 283. L'été, 284. L'été, 285. L'été, 286. L'été, 287. L'été, 288. L'été, 289. L'été, 290. L'été, 291. L'été, 292. L'été, 293. L'été, 294. L'été, 295. L'été, 296. L'été, 297. L'été, 298. L'été, 299. L'été, 300. L'été, 301. L'été, 302. L'été, 303. L'été, 304. L'été, 305. L'été, 306. L'été, 307. L'été, 308. L'été, 309. L'été, 310. L'été, 311. L'été, 312. L'été, 313. L'été, 314. L'été, 315. L'été, 316. L'été, 317. L'été, 318. L'été, 319. L'été, 320. L'été, 321. L'été, 322. L'été, 323. L'été, 324. L'été, 325. L'été, 326. L'été, 327. L'été, 328. L'été, 329. L'été, 330. L'été, 331. L'été, 332. L'été, 333. L'été, 334. L'été, 335. L'été, 336. L'été, 337. L'été, 338. L'été, 339. L'été, 340. L'été, 341. L'été, 342. L'été, 343. L'été, 344. L'été, 345. L'été, 346. L'été, 347. L'été, 348. L'été, 349. L'été, 350. L'été, 351. L'été, 352. L'été, 353. L'été, 354. L'été, 355. L'été, 356. L'été, 357. L'été, 358. L'été, 359. L'été, 360. L'été, 361. L'été, 362. L'été, 363. L'été, 364. L'été, 365. L'été, 366. L'été, 367. L'été, 368. L'été, 369. L'été, 370. L'été, 371. L'été, 372. L'été, 373. L'été, 374. L'été, 375. L'été, 376. L'été, 377. L'été, 378. L'été, 379. L'été, 380. L'été, 381. L'été, 382. L'été, 383. L'été, 384. L'été, 385. L'été, 386. L'été, 387. L'été, 388. L'été, 389. L'été, 390. L'été, 391. L'été, 392. L'été, 393. L'été, 394. L'été, 395. L'été, 396. L'été, 397. L'été, 398. L'été, 399. L'été, 400. L'été, 401. L'été, 402. L'été, 403. L'été, 404. L'été, 405. L'été, 406. L'été, 407. L'été, 408. L'été, 409. L'été, 410. L'été, 411. L'été, 412. L'été, 413. L'été, 414. L'été, 415. L'été, 416. L'été, 417. L'été, 418. L'été, 419. L'

1 h 2. L'opéra mort ou vif :
C. Chaynes (et A 17 h 32 :

9. B. Barrai).

n° 5. Agnès : Pour un nouveau monde. Avec F. Peretz.

n° 45. Panorama : Avec R. Sabatier.

n° 6. Remembrance des ergues de France : Les orgues de la région de Toulouse.

n° 7. Contredanses.

n° 8. Un livre, ses voix : « Le Jardin du roi », de F. Deschamps.

n° 9. L'opéra romantique : A Orléans-Sainte-Marie.

n° 10. Le monde au singulier.

n° 11. Les deux jules : Le champagnat de France de pêche en saumon.

n° 12. Les rendez-vous de St S à St E. En direct d'Orléans-Sainte-Marie.

n° 13. Bonne nuit : Victor Jacquemont.

n° 14. Les deux jules.

n° 15. Feuilles : Les flânes, d'après A. Manzoni.

n° 16. Les deux jules : l'archange.

n° 17. Les progrès de la biologie et de la médecine. Les animaux.

n° 18. Les deux jules.

n° 19. Grandeur : Avec : R. Guillet, J.-L. Ferry, D. Leverd, M. Monod.

n° 20. Nuits marématiques : Les journalistes N Kietner, conteur toulousien.

FRANCE-MUSIQUE

n° 1. Musiques du matin : Chœurs de la cathédrale d'Albi, Mireille Escotin, J. Brahms, Liszt, Albeniz, Delius, Beethoven.

n° 7. Quatuors-Musiques.

n° 8. Les deux jules : collation.

n° 10. Le matin des musiciens : Résonances : Chœurs de Colchester.

n° 11. Les deux jules.

n° 12. Le lyrisme de la musique.

n° 13. Jazz : Les années Dorsey.

n° 14. Musique légère : Chœurs de la cathédrale d'Albi, Raymond Monaco, Ponce, Germain.

donné à la salle du Concertgebouw à Amsterdam le 27 mars

19, h 30, **Œuvres de Chopin**, Schu-
zman; **19** h 30, **Lieder de Schu-**
zman; **10** h, **Fac-similé, œuvres de**
Jalivert, Louvier, Couperin.
h 2, **Le Jeu des miroirs**; **Œuvres**
de Tullia, Pascherov.
h 30, **Stadio-Concert**; **Jazz** tradi-
tionnel.
h 30, **Jazz**; **Le bloc-notes**.
h, **Actualités Lyriques**.
h 30, **Concert**; **Récital d'orgue**

donné en la basilique Sainte-
Cécile d'Albi, le 37 septembre

IR
S de Gaulle
25 route 24
classe Economique
et nouvelle classe
"Executive"

n Paris - Helsinki - Paris
de Gaulle 12 h 10 -
de Gaulle 12 h 55
Paris - tél. 742.33.33

FINNAIR

à partir du
28 mars 1982
nous assurons nos vols
Paris - Helsinki - Paris
à partir de Roissy - Charles de Gaulle
enregistrement C.E.U.T.A. accès porte 24

classe Economique
et nouvelle classe
"Executive"



1 vol quotidien Paris - Helsinki - Paris
arrivée Charles de Gaulle 12 h 10
départ Charles de Gaulle 12 h 55

vosre Agent de voyage ou
FINNAIR 11, rue Auber - 75009 Paris - tél. 742.33.33

Rappel des émissions

Mercredi 17 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 45 Les mercredis de l'information. Émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze. L'or des profondeurs, réal. J. Gau. La découverte par Keith Jessop, un plongeur britannique, de 3 tonnes d'or à l'intérieur de l'épave du croiseur anglais « Edinburgh » coulé par les Allemands en 1942.
- 21 h 40 Les vaches sacrées : Victor Hugo. Émission de F. Girard. Une nouvelle émission littéraire qui propose des dossiers sur un grand écrivain.
- 22 h 40 Glenn Gould joue Bach. Un art de la fugue, réalisation B. Monassegon.
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

DÉDICACE DE

"TAISEZ-VOUS ELKABBACH"

par Jean-Pierre ELKABBACH et Nicole AVRIL, le 18 mars à partir de 12 h 30.

Librairie PRINTEMPS Haussmann.

- 20 h 35 L'histoire en question : Budapest 1956. Émission de A. Doucas.

L'insurrection hongroise de 1956 contre l'U.R.S.S. Les étudiants demandent le retour au pouvoir d'Imre Nagy.

- 21 h 55 Les jours de notre vie. De P. Desgranges. Deux mille personnes par an meurent de l'asthme. Une enquête au service de pneumologie et réanimation de l'hôpital Lariboisière.
- 22 h 40 Concert actualité. Portrait du chanteur L. Pavarotti. « Parsifal », de R. Liebermann, à Genève : H. Schuster et G. Walder, une voix et des superbes mélodies ; Intellus et toujours étonnantes mélodies : les ondes Martenot.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 30 Cinéma 16 : Esquisses d'une jeune femme sans dessus dessous. De C. Watton et A. Boudet. Avec N. Baye, R. Cooper, etc. (rediff.).
- 22 h 40 Les difficultés affectives d'une enseignante. Journal.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30. La science en marche. Au début était l'action.
- 20 h. La science et les hommes : Questions à Joseph Haydn.
- 22 h 30. Notes magiques : Risques de turbulences ; les mémoires de fond.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h. Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées, à Paris) : « Idoménée », opéra en trois actes de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France ; solistes : J. Bruch, A. Murray, C. Valente, W. Raffener, X. Tamalet ; chef des chœurs : J. Lasserre ; chef de chœur : M. Faubert, dir. F. Laver.
- 23 h 30. La nuit sur France-Musique : Fidélité de nuit ; Œuvres de Saint-Saëns, Debussy ; 0 h 5, La musique turque du X^e siècle jusqu'à nos jours (cinquième partie).

Jeudi 18 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 5 Réponses à tout.
- 13 h 30 Les visiteurs du jour.
- 13 h 35 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 50 Objectif santé : Les palpitations.
- 14 h 50 Les rendez-vous du jeudi. Le travail du bois, l'acquisition du langage.
- 17 h Émissions pédagogiques. Activités mathématiques : la vie scolaire dans les lycées d'enseignement professionnel ; les centres médico-psychopédagogiques.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Un, rue Sésame.
- 18 h 45 Quotidiennement votre. La mémoire des femmes : profession, les écrivains publics.
- 19 h 50 Les parcs de TF 1.
- 19 h 5 A la une.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Suspens : Ça pour ça.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Les grands ducs. Avec M. Boffi, D. Russo, K. Dumort. Pascal quitte son amie et son domicile pour retrouver un vilain en Bretagne.
- 22 h 10 Document : La Terreur en héritage. Les cris du métal, réal. F. Werra.
- 23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.O.P.E.
- 12 h 5 Passez donc me voir.
- 13 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
- 13 h 45 Journal.
- 14 h 45 Série : La vie des autres.
- 14 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 50 Série : Super Jaimie.
- 15 h 50 Les jours de notre vie. Le masque de souffre : l'asthme (reprise de l'émission de mercredi).
- 16 h 35 Studio Harcourt. Une émission de M.-F. Briere, réal. G. Seligman.
- 17 h 5 La télévision des téléspéctateurs.
- 17 h 45 Récré A2. La cuisine celtique : Une souris sur Mars.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les gens d'ici.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Sports : Basket-ball. Coupe Korać : Limoges-Sibers, en direct de Padoue.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Toots and the Maytals ; Lionel Bob Story ; Luis rego ; Mustia ; Marianne Faithfull.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Courts-métrages.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
- 19 h 55 Cinéma : Francie, si vous saviez. Troisième époque : Je vous ai compris. Film français d'A. Harris et A. de Sédoux (1972) entretiens d'anciens soldats d'Afrique du Nord, P. Mendès-France, P. Teyssie, A. Argoud, J. Soustelle. Comment la chute de la IV^e République ramena le général de Gaulle au pouvoir. Les divisions de la France face à la guerre d'Algérie. Cette troisième et dernière époque de la fresque historique d'Harris et Sédoux est sans doute la plus virulente par une série de réquisitoires contre de Gaulle et d'étonnantes témoignages sur le conflit algérien.

- 23 h 5 Journal.
- 23 h 35 Ciné-regards : Le cinéma algérien.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2. Matinales : L'enfant à l'hôpital. Clé pour comprendre les experts au service de la justice ; un enjeu pour l'école ; G. Canalis.
- 8 h 30. Les chemins de la connaissance : Gens de la Casagone ; à 8 h 32, les thèmes de l'ascension et de la descente dans l'imagination humaine ; à 8 h 50, Le bois de vie.
- 9 h 7. Matinales de la littérature.
- 10 h 45. Questions en zigzag : « Le Rideau rouge », avec A. Roussin.
- 11 h 2. Festival de la Rochelle : Atelier des Chœurs de Radio-France (et à 17 h 32).
- 12 h 30. Agora : Espace libre, avec J.-M. Tapie.
- 12 h 45. Fantômes, avec J. Clément.
- 13 h 30. Reminiscences des organes de France : (Toulouse et Midi-Pyrénées).
- 14 h 5. Les livres, des voix : « L'Ami Vincent », de J.-M. Roberts.
- 14 h 47. Départementale : à Saint-Girons.
- 15 h 2. Le monde au singulier.
- 15 h 30. Le monde au pluriel : à Saint-Girons.
- 16 h 30. Le rendez-vous de 16 h 30.
- 17 h. Rose libre : Les quatre enchantements d'Annie Nin.
- 18 h 30. Bonnes nouvelles grand public : « La Garderie Party », de K. Maffioletti lu par R. Fauré.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : Les amnésies.
- 20 h. Nouvelles répertoriées dramatiques : « Le Roi Victor », de L. Calferia. Avec M. Brizard, H. Virjeux, G. Larigot.
- 22 h 30. Notes magiques : Risques de turbulences ; les mémoires de fond.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2. Musiques du matin : Œuvres de Purcell, Debussy, Hindemith, Beethoven.
- 8 h 17. Quotidiennement.
- 9 h 5. L'oreille au collage.
- 9 h 20. D'une oreille à l'autre : Œuvre de Busoni, Donizetti.
- 12 h 35. Jazz : Warrio March.
- 13 h. Musique légère : Œuvres de Walberg, Karganoff, Djardary, Khatchaturian.
- 14 h 4. Musiciens à l'œuvre : Les symphonies de Haydn ; œuvres de Haydn, Richter, Mozart, P.-E. Bach.
- 17 h 2. Le jeu des mélodies : Œuvres de Beethoven, Rossini.
- 18 h 30. Studio-concert (en direct du studio 106) : Jazz classique moderne, avec P. Adams et le trio de G. Arvanitas, J. Samson, C. Sauter et le quintette Le Lam.
- 19 h 30. Jazz : Le hino-nota.
- 20 h. Actualité lyrique.
- 20 h 30. Concert : (en direct de l'Auditorium 105 de Radio-France) : « Septuaginta », « Quatuor » de Jolivet et Milhaud par le Quatuor Arcana, avec E. Perle, soprano, G. Rassez, piano, P. Bocquillon, flûte, N. Piquet, percussion, dir. C. Picardet ; « Pierre, vent, sable », de Foulard, avec D. Megawand, harpe celtique, R. Andia, guitare.
- 23 h 30. La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; œuvres de Mozart et J. S. Bach, Studio de recherche radiophonique ; 0 h 5, Marc Nostrum, œuvres de Rossini, Mascagni, Verdi.

TRIBUNES ET DÉBATS

- MERCREDI 17 MARS
- M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est reçu au journal de 18 heures, sur R.T.L.
- MM. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, et Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre de l'économie, président des clubs Perspectives et Réalités, participent à un débat sur Europe 1, à 19 h 15.
- Hassan II, roi du Maroc, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.
- M. Pierre Mauroy, premier ministre, participe au journal de 20 heures, sur TF 1.
- JEUDI 18 MARS
- M. Pierre Mauroy, premier ministre, est reçu au journal de 18 heures sur R.T.L.

UN SONDAGE DU C.E.S.P.

- Radio : R.T.L. en tête des radios
- Télévision : FR 3 en hausse
- Baisse générale de l'audience

Gros succès pour R.T.L. qui arrive en tête de tous les types d'audience de la première série de sondages du Centre d'études des supports publicitaires (C.E.S.P.), sondage très attendu et pas seulement dans la profession : c'est aussi un test pour les différents changements entrepris dans les chaînes de radio et de télévision. Cette enquête d'opinion, la première des trois qu'effectue chaque année le

C.E.S.P., a été réalisée du 9 janvier au 5 février 1982 sur un échantillon de 5 066 personnes représentatives de la population française âgée de plus de quinze ans.

R.T.L., qui a relativement peu modifié sa grille, mais qui a fait un effort sur l'information le matin, monte donc au dépens d'Europe 1, qui marque un léger fléchissement

par rapport à l'an dernier et qui perd la première place qu'elle occupait en janvier 1981. France-Inter et R.M.C. perdent également des auditeurs par rapport à l'an dernier.

En télévision, les résultats surprennent peut-être. C'est TF 1 et Antenne 2 qui accusent une perte de téléspectateurs, tandis que FR 3 accroît son audience par rapport à l'an dernier.

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

VENDREDI 19 MARS

- (R.T.L.) TÉLÉ-LUXEMBOURG. 21 h, Qui est-ce que tu veux, Julie ? film de C. Duhrauil ; 22 h 40, Chrono : actualité sportive de l'automobile.
- (T.M.C.) TÉLÉ-MONTE-CARLO. 20 h 35, Grand-Père à louer, film de J. Lemmon ; 22 h 30, Chrono : magazine automobile.
- (R.T.B.) TÉLÉVISION BELGE. 21 h 15, Ciné-Club : le Nid, film de J. de Armanian.
- TÉLÉ 2, 20 h 40, Vendredi-sports : 21 h 55, Téléjournal.
- (S.S.R.) TÉLÉVISION SUISSE ROMANDE. 20 h 45, Luke la nuit froide, film de S. Rosenberg.

SAMEDI 20 MARS

- (R.T.L.) 21 h, le Renard s'évade à 3 heures, film de V. De Sica ; 22 h 30, Ciné-club : You and Me, film de D. Carradine.
- (T.M.C.) 20 h 35, Les Volets clos, film de J.-C. Brialy.
- (R.T.B.) 20 h 30, le Flèche et le Fils, film de J. Tourneur ; 21 h 55, Cinéscopie.
- (S.S.R.) 20 h 10, Rock du bagne, film de R. Thorpe ; 21 h 45, Charivari.

DIMANCHE 21 MARS

- (R.T.L.) 21 h, la Petite Vierge, film de S. Korb.
- (R.T.B.) 19 h 55, Willie Irons à Paris, film de J. Boyer.
- TÉLÉ 2, 19 h 55, A chacun sa musique ; 20 h 25, Radjoo ; 21 h 20, Théâtre wallon.
- (S.S.R.) 20 h 20, Spécial-cinéma.

LUNDI 22 MARS

- (R.T.L.) 21 h, Deux Anglaises et le continent, film de F. Truffaut.
- (T.M.C.) 20 h 35, Mais où est donc Orion ? film de S. Van Elteren.
- (R.T.B.) 19 h 55, Nous irons à Paris, film de J. Boyer.
- TÉLÉ 2, 19 h 55, A chacun sa musique ; 20 h 25, Radjoo ; 21 h 20, Théâtre wallon.
- (S.S.R.) 20 h 20, Spécial-cinéma.

MARDI 23 MARS

- (R.T.L.) 21 h, Comment réussir quand on est pauvre et pleurnichard, film de M. Audard.
- (T.M.C.) 20 h 35, Série : Aventures australiennes ; 22 h 40, Télécinéma.
- (R.T.B.) 19 h 55, Feuilles de la Tentation ; 20 h 50, Éléments, mon cher Einstein ; 21 h 50, Carnets du court métrage belge.
- TÉLÉ 2, 19 h 55, Point de mire ; 20 h 55, Téléfilm : Volontaires pour une destination inconnue.
- (S.S.R.) 20 h 5, Feuilles de la Tentation ; 21 h, Noir sur blanc, émission littéraire.

MERCREDI 24 MARS

- (R.T.L.) 21 h, Chuka le redoutable, film de G. Douglas ; 22 h 30, Portrait d'artiste.
- (T.M.C.) 20 h 35, Eglantine, film de J.-C. Brialy ; 22 h 10, Variétés.
- (R.T.B.) 21 h 20, Variétés ; 22 h 10, Le choc des idées.
- TÉLÉ 2, 19 h 55, Sports 2.
- (S.S.R.) 20 h 5, la Fille du puisatier, film de M. Pagnol.

JEUDI 25 MARS

- (R.T.L.) 21 h, Théâtre : Siegfried et le Lièvre, de J. Giraudoux.
- (T.M.C.) 20 h 35, Juno Bonner, film de S. Peckinpah ; 22 h 15, Grand large.
- (R.T.B.) 20 h 20, Télécinéma : la Grande Menace.
- (TÉLÉ 2) 20 h 50, G. Pardi : Pomme d'Api, d'Offenbach ; 21 h 40, Vidéo-document.
- (S.S.R.) 21 h 10, l'Orchestre, film de D. Mann (deuxième partie).

SUR LES GRANDES ONDES

- JEUDI 18 MARS
- France-Inter, 17 h : La musique des musiciens : Jean-Claude Casadesus.
- VENDREDI 19 MARS
- R.T.L., 18 h : Jean Lecanuet, président de l'U.D.F.
- Europe 1, 19 h 15 : Lionel Jospin, secrétaire général du P.S., face à la rédaction.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.

VU

LES « CONTES MODERNES » SUR ANTENNE 2

Cote mal taillée

Tous les jours à la télé, les journalistes décrivent, expliquent, analysent les problèmes de notre temps. Peut-on témoigner autrement, d'une façon plus subjective, plus profonde, plus juste ? Pascal Bréguet et Marcel Toulé, responsables des Contes modernes présentent mardi par A 2, pensent que c'est possible. Moi aussi. Mais pas comme ça. Pas sous forme d'un magazine de fiction. Il y a contradiction dans les termes. Pas sous forme de sketches réunis autour d'un thème : les cadres autrefois, aujourd'hui le travail, l'enfance demain. C'est une cote mal taillée. Ou pas cochées collant de trop près à la réalité ou elles en décollent de trop loin. Vrai, pas vrai ? On n'en sait rien, on se sent en porte à faux et on s'égare, on s'égare, on s'égare.

Un exemple : l'autobus bloqué dans un embouteillage où s'entassent ouvriers et employés et l'enfance demain. C'est une cote mal taillée. Ou pas cochées collant de trop près à la réalité ou elles en décollent de trop loin. Vrai, pas vrai ? On n'en sait rien, on se sent en porte à faux et on s'égare, on s'égare, on s'égare.

Autre exemple : la manière réaliste, alors là, dans les offres d'emploi sont analysées dans les grosses boîtes par des graphologues, des psychologues chargés

de faire des rapports sur les aptitudes, sur le caractère du postulant. Ça, on le savait. Bon, d'accord, et après ? Que faut-il en conclure ? Que c'est absurde ? Que d'autres méthodes de tri empruntées, par exemple, à la linguistique ont déjà pris le relais ? Et alors ? On reste planté là devant l'écran, on attend la suite. Il y en a pas. C'est fini, terminé. A nous de juger ? On n'a pas le temps.

On est déjà passé à autre chose, à un très bon numéro d'acteur. Roland Dabadier met toute la gomme. Gardien de nuit dans un parking, il raconte sa vie à l'animatrice d'une émission de radio destinée aux écoliers. C'est bien fait. Ça peut plaire. Question de goût, d'humour, de tempérament. Quant à l'édifiant dialogue entre un « anar » et un « coco » sur les prétendues vertus du travail et les absurdités du « système », il semble daté des années 60 et avoir été retrouvé au fond d'un tiroir.

En filant sur le coup de 21 h 45, enfin libre de rattraper le Prisonnier de Zenda avec Stewart Granger, on se dit que, pour aller au-delà des apparences, pour traverser la muraille, pour exprimer mieux que n'importe quelle enquête, n'importe quel reportage, la condition des employés de maison ou celle des enseignants, il suffit d'écrire les Bonnes, il suffit d'écrire la Leçon. Il suffit d'avoir du génie. Simple.

CLAUDE SARRAUTE.

ENTENDU

« LA MUSIQUE DES MUSICIENS » SUR FRANCE-INTER

Jouer pour ne rien dire

Lorsqu'on a supprimé l'émission de musique classique qu'il avait animée pendant quatre ans en fin d'après-midi sur France-Inter, Jean-Michel Damien s'est écrié : « C'est comme si on rasait une maison de la culture ! L'expression était jolie, un peu forte, mais sans doute y avait-il mieux à faire que de supprimer ce que l'on pouvait considérer, compte tenu de la teneur musicale du reste des programmes, comme une ouverture nécessaire, au même titre que le jazz et le chanson, sur France-Musique.

Mais nul n'étant irremplaçable et puisque, toujours selon la sagesse des nations, le meilleur cuisinier se fait dans les vieux pots, voici que « La musique des musiciens » vient tout à la fois renouveler la formule et « radioscopique » imaginée par Jacques Chancel et combler la place laissée en creux par le départ de Jean-Michel Damien. Le principe ? Un musicien — interprète, chanteur, compositeur, chef d'orchestre — vient d'entretenir quatre heures durant avec Jacques Chancel : il fait entendre la musique qu'il a gravée sur disque et celle des autres, très éloignés parfois de son propre domaine mais avec lesquels il se sent des affinités : cela donne quatre émissions d'une heure, assez semblables à celles de Claude Maupomé et de tant d'autres sur France-Musique. Ce n'est pas tout à fait la dernière saison où l'on cause ni un dialogue bien profond, mais cela roule, sans génie ni problèmes.

Virtuose du questionnaire, Jacques Chancel mène l'entretien tambour battant ; il a cette suite dans les idées qui lui permet de parler à toutes les digressions de son interlocuteur et possède cette science des transitions hardies nécessaire pour enchaîner, comme par un fait expiré, le disque prévu avec ce qui vient d'être dit. Il a l'art aussi des questions-pièges qui, en poussant l'invité dans ses derniers retranchements, révèlent l'attention de l'auditeur ; comme ce n'est qu'un jeu, cela se termine généralement bien : l'effet a été chaud... musique !

Frédéric Lodéon succède à Alexis Weissenberg. Jean-Claude Casadesus est sur la scène jusqu'au 18 mars, et pour l'avoir proche ou lointain on avance les noms de Paul Tortelier, Stéphane Grappelli, Michel Portal, Michel Legrand, Claude Luter. Tous auront quelque chose à dire et des musiques à proposer : l'expérience prouve, cependant, lorsqu'on en reste au dialogue de bonne compagnie, que ce sont bien souvent les mêmes. Les fautes de l'invité font sortir les musiciens de leur coquille ? Les laisser jouer, peut-être ? Ils ne demandent que cela, et c'est qu'on en en dise, les meilleurs façon qu'ils aient trouvée de s'exprimer puisqu'ils l'ont choisie d'eux-mêmes, très tôt, avant même d'avoir rencontré Jacques Chancel.

GÉRARD CONDÉ.

LA FINLANDE UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE

Et de quelle nature ? S'agit-il de forêts de pins, de sapins et de bouleaux, couverts de sous-bois parsemés de ruisseaux et de torrents rugissants, toutes sortes de poissons, de milliers de lacs constellés d'îlots verdoyants ? Ou bien de l'immense toundra lapone, où les grands troupeaux de rennes paissent sous un soleil, qui l'été, durant 73 jours ne se couche jamais ? En Finlande, l'accueil est chaleureux, vous pourrez y loger, avec un carnet de Finn-Chèques, dans un de ces bungalows à l'architecture et un confort typiquement finlandais, habiter à la ferme, ou bien louer un chalet sauna, les pieds dans l'eau, planter votre tente au bord d'un lac, et là, vivre de votre pêche tel un Robinson, ou encore tenter une « translat » en canoë ou en planche à voile. Pour connaître tout cela : il suffit de prendre votre voiture, et de commencer vos vacances finlandaises, en vous embarquant, vous et votre automobile, à bord d'un des paquebots-ferries, qui, au terme d'une mini-croisière sur la Baltique, vous fera attendre les côtes finlandaises. Là, s'il vous vient le désir d'aller plus loin, des circuits d'autocars vous guideront dans tout le pays, à moins que vous ne préfériez prendre votre voiture, le train, ou encore mieux les deux (il existe des trains auto-couchettes très bon marché), et mettre le cap sur le Grand Nord, en découvrant la Finlande depuis votre fauteuil.

BENNETT VOYAGES

5, rue Scriba 75009 Paris

VIKING LINE

Pour recevoir la documentation complète sur vos futures vacances en Finlande, Office National du Tourisme de Finlande : 13, rue Auber, 75009 Paris

Nom : _____ Adresse : _____

ET DES SPECTA

Bar Gregor-Du du génie

GALERIE ALEPH

IVES DE VALENCE

SWIRE RECORDS

CARRADE HOSIASSON

QUITET TOURLIERE

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

18, rue

Cologne, un sujet brûlant

Ces deux peunnes craintifs liés par la mort, criminels par défaut d'amour, n'attirent aucun sympathie. Pourtant, ils émeuvent comme tous les perdants. La peur a corrompu leurs facultés, les a rendus stériles sinon impuissants. La peur et une culpabilité hasardeuse, derrière

COLETTE GODARD.

taire, sa langue archaïque. Les metteurs en scène — fait nouveau — travaillent sur les mots autant que sur les actions et ce fameux souffle que les comédiens britanniques possèdent de naissance.

ains meurent, tandis que les
dépenses existent gravement
l'éthologie, jusqu'à qu'un
vaste éclair, blanc, un coup de
tonnerre, un fleuve de crachin
triste ramèment leur fascination
à sa juste mesure, les fassent
taire. La guerre, aujourd'hui en
Allemagne, est un sujet brûlant.

Les comédiens sont habillés de
tuniques en toile aux couleurs
assombries, qui déignent les moi-
les et les pieds chaussés de mo-
cassins très plats. Ils portent des
pantalons à larges souples, lourdes,
qui les enveloppent et les couvrent
les hanches et croisées. Par leur
attitude, leur démarche, leur
manière de se grouper, ils sont à
réplique exacte des austères ter-
pessiers méditerranéens ou sont dési-
gnés avec une précision dénuée
de passion les exploits et tourments
de ceux qui font l'histoire. Mais,
ici, on ne voit pas les actions se
dérouler, on ne voit que les prépara-
tifs. Une Bondy attire l'attention
de réalisme culturel : qui, né-
cessairement, est un peu de la

semble aux tuteurs de romans policiers — primaire, nerveux, impressionnable, craignant par-dessus tout pour sa vie.

Williamson déclare s'être inspiré du déclin rapide de Nixon après le Watergate. Pourtant les costumes — des uniformes, — grandes bottes noires et culottes de cheval, évoquent un autre moment de l'histoire, en particulier au cours d la bataille finale, lorsque ses troupes dé-

meals again, lui, le roi se trouve seul, encreché par ses ennemis, le tyran n'admettra pas d'être le plus propre à craindre. Jamais, le tyran n'admettra sa défaite. Prisonnier d'une intelligence irrationnelle, se situant lui-même au-delà du rationnel, il projette on futur qui accorde à lui seul le pardon de l'impardonnable.

Williamson justifie les boites à argument, les courtoisies des chaises, arguant, à la place, et l'ère Nixon partageant un même cane de l'enlèvement militaire.

On pourrait en conclure que l'anneau Macbeth-Hillier est trop rapide, d'autant que Williamson copie le voit et les attitudes de Nixon, mais les deux modèles se superposent,

Nixon et Hitler ne relèvent pas du même mythe. Si Nixon est un anti-héros, le chèque-poste, par contre, est véritable, il se situe dans cette dimension historique roqueuse essentielle à un Hitler ou à un Macbeth. Cependant le tableau d'un engagement total dans la conquête du pouvoir est précis et d'une belle intensité. Malheureusement, devant les critiques désastreuses, la production a dû être interrompue, Broadway n'alma pas le risque.

BETHANY HAYES.

Vente de.

MINÉRAUX

Fossiles - Pierres précieuses
Bijoux -

100 EXPOSANTS

HOTEL PARIS-HILTON
16, av. de Suffren, PARIS 15^e

à partir du 15 mars
du lundi au samedi
rendez-vous obligatoire
Gare du Nord voie 13
pour le spectacle d'André Engel
DELL'INFERNO
présenté hors murs
par le Théâtre Gérard Philipe
avec
Laurent Terzieff - Ghislain Tziouas
et les comédiens du Conservatoire
National d'Art Dramatique de Paris
départ du train 20h40 précises
renseignements - réservations
243.00.59

LE RETOUR DE **charlie**
MENSUEL

*Coucou le revoilà ! le journal qu'on lit
sur un divan en croquant du chocolat.*

n° 1 / chez votre marchand de journaux.

SARLES

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON L'HARMONIE DE LA TABLE

L'incarnation actuelle pour la décoration de la maison conduit à s'intéresser à l'harmonie de la table des repas. L'accord entre la nappe, les assiettes, les verres et les couverts est suggéré par des tables dressées, dans des boutiques de genres très différents.

La Maison Perrier est spécialisée dans les arts de la table depuis cent cinquante ans. Ce qui n'empêche nullement M. et Mme Perrier d'innover dans ce commerce familial, dont ils représentent la cinquième génération. « La priorité, disent-ils, est donnée aujourd'hui au décor de la nappe, auquel on assortit des assiettes, pour changer du classique service de réception ». Ils ont choisi des nappes imprimées originales : celles de Pierre Franck, inspirées de tissus d'ameublement, et celles de Paul Marrot, juchées de fleurs du jardin.

Constantement renouvelées, les tables présentées donnent des idées d'harmonisation : le style cachemire de la nappe « Pénjab » de Finy (502 F) est assorti par une vaisselle au décor oriental. Sur une nappe de Paul Marrot parsemée de queues-de-loup (425 F) sont posées des assiettes carrées, tables-rondes de pommiers roses dans un pré vert vif. Et à partir de n'importe quelle nappe des deux collections, la recherche d'une coordination avec des assiettes, verres et couverts est facilitée par le grand choix proposé.

Depuis sept ans que Marianne et Patrick Moreaud ont ouvert leur Maison du week-end, ils ont orienté et vendent du linge et de la vaisselle sur le thème : charme et douceur d'autrefois. Plusieurs tables recréent, dans la boutique, l'ambiance d'une maison de ville ou de campagne. Pour la première, une nappe damassée en pur lin gris (570 F pour huit couverts) et des assiettes en très fine faïence blanche festonnée de

gris et ornée de petits fruits rouge vif. De style campagnard, une nappe en coton à grands carreaux jaunes et verts s'accompagne d'une vaisselle en faïence toute blanche à décor de feuilles de vigne en relief (125 F la nappe carrée, 38 F l'assiette). Décor raffiné, très début du siècle, avec un service en porcelaine à feu blanc et guirlande de petites roses, posé sur une nappe en coton damassé blanc. Autre spécialité : des nappes en jacquard de couleurs douces.

Dans sa boutique de tissus et papiers peints Les Découvertes gourmandes, Chrysette de Rougé reçoit une clientèle de très jeunes femmes. Elle a choisi à leur intention la collection Domitilla, qui réunit textile et vaisselle dans un même esprit gai et moderne. On peut, selon sa fantaisie, accorder ou dépareiller les couleurs unies et vives et les imprimées : petites têtes décalées ou rayures, en bleu ou rouge. Les nappes imprimées (de 145 à 228 F) peuvent se recouvrir d'une surnappe ou de sets unis. Les dessins des nappes se retrouvent sur des assiettes et des tasses en faïence, qui se font aussi en coloris unis (99 F et 107 F les assiettes). Le jeu des couleurs s'étend aux manches des couverts et aux pieds des verres, ainsi qu'aux plateaux et aux tabliers.

JANY ALLIAME.
* Perrier, 3, boulevard Raspail, 75007 Paris.
La Maison du week-end, 26, rue Vauve, 75004 Paris.
Les Découvertes gourmandes, 118, rue de Lamoignon, 75015 Paris.

AUXILIAIRES MÉNAGERS

Plusieurs nouveautés viennent d'être présentées au Salon des arts ménagers. Une petite friteuse à thermostat, pour 500 grammes de frites, se transforme - avec une corbeille et six fourchettes - en service à fondue (« Fritout », Moulinex, 235 F) (1). Pour faire des croque-monsieur et autres crostades, une petite presse électrique à des plaques anti-adhérentes incurvées (« Croc'seconde », I.T.T., 250 F).

Sur le bloc-moteur du robot de cuisine Magimix se fixe un nouvel accessoire, pour faire des pâtes fraîches : nouilles, spaghetti, macaroni ou lasagnes (350 F). Double utilisation pour un appareil à support mural : mixer (à plonger dans un récipient) et couteau électrique, à brancher alternativement sur le même bloc-moteur à poignée (SEB, 185 F). Le nouveau couteau électrique Sunbeam est équipé de deux longues lames de 19 centimètres et, en option, d'une lame spéciale pour surgeler. Un petit ouvre-boîtes électrique à poignée a des couteaux démontables pour le nettoyage (Philips, 115 F).

J. A.
(1) Tous les prix sont donnés à titre indicatif et peuvent varier selon les points de vente : grands magasins, électroménagers, grandes surfaces.

**Publicité
PAQUES**
INITIATION À L'INFORMATIQUE
Le stage est organisé pour huit filles et garçons de 10 à 17 ans, sur un matériel performant et assuré par un encadrement qualifié. Le séjour est complété par des activités sportives et d'éveil (équitation, tennis, photo, nature).
Le Club Vert, 91230 Montgeron
Tél. 903-50-80

BRICOLAGE - VERRE

Une gamme de produits étudiée pour le travail du verre vient d'être mise sur le marché du bricolage. Elle comprend diverses pièces d'assemblage : charnières de portes en glace, de perron ou de miroirs, patte de fixation, supports de tablette. Ceux qui désirent se lancer dans des travaux de coupe et de pose du verre (réfection de fenêtres, construction de veranda ou de serre) ou de miroiterie (étagères, vitrines, table basse) trouveront tous les outils nécessaires réunis dans des malles conçues soit pour le vitrier, soit pour la miroiterie (700 francs environ chaque).

* Adler, 25-27, rue Étienne-Marcel, 93509 Paris. Tél. 843.61.24. Indiquez ses revendeurs à Paris et en province.

EXPOSITIONS

POUR SOLIDARISME. - Le comité de coordination de Solidarisme en France présente, avec l'appui de la presse artistique française, une exposition d'artistes peintres organisée à la galerie Passali, 33, rue de Valenciennes, 75008 Paris, tél. 265-46-98, 266-47-33, qui offre gracieusement ses cimaises, et dont le vernissage aura lieu le 18 mars, de 17 heures à 20 h 30. Participeront à cette exposition : Cely, Cieslewicz, Czapski, Fint, Folon, Fortin, Jansco, Jurekiewicz, Kriar, Kujawski, Ladniewski, Lebonstein, Lepri, Lilla, Madayaka, Ordlib, Panshak, Petit, Picart Le Doux, Rudnicki, Sperling, Szapocznikow, Tim, Topor, Wierusz et Lenica.

* Jusqu'au 27 mars. La galerie sera ouverte tous les jours, sauf le dimanche, de 10 heures à 19 heures. Tous les châteaux seront desservis. Bénéfice à l'œuvre du comité de coordination Solidarisme en France.

MÉTÉOROLOGIE



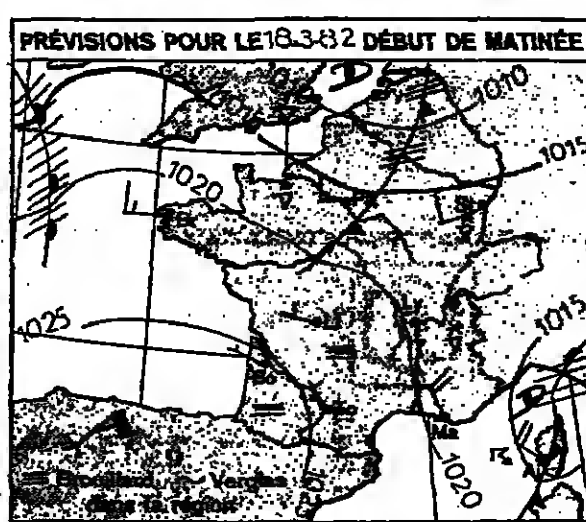
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 17 mars à 0 heure et le jeudi 18 mars à 24 heures :

Un flux d'air froid et instable s'établit sur la moitié est de notre pays à la suite de la perturbation qui achèvera de se décaler en Méditerranée, mais le courant océanique pénétrera à nouveau sur l'Ouest.

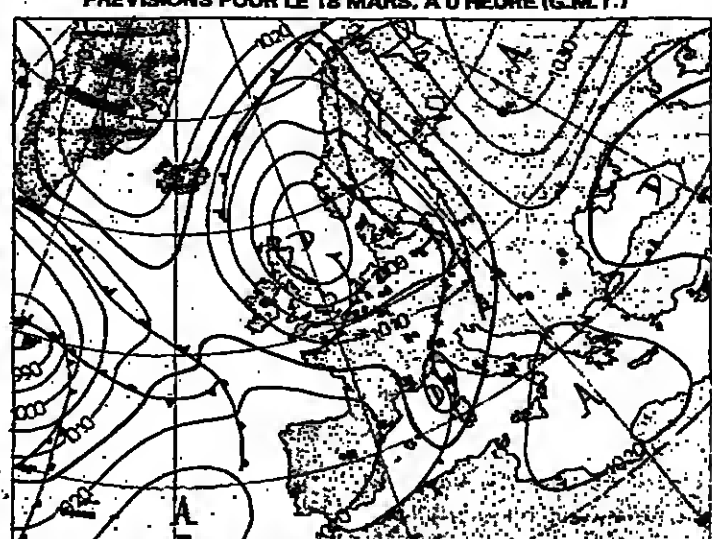
Jour, de la Manche orientale au nord du Massif Central, des Alpes et à l'Alsace, temps instable avec averses, chutes de neige à basse altitude, brèves éclaircies le matin, devenant plus marquées dans la journée sur la région parisienne et le Centre ; vent assez fort de nord-ouest ; températures sans grand changement. Sur les régions méditerranéennes, réchauffement progressif de la Corse et sur la Côte d'Azur suivis d'éclaircies, temps ensoleillé près du golfe du Lion, littoral, température en légère baisse.

Sur nos autres régions, éclaircies matinales après dissipation des stratus et brouillards, mais aggravation plus ou moins produisant dans la journée sur la Bretagne et gagnant le soir la Normandie, les Charentes et l'Aquitaine. Vents modérés d'ouest. Températures voisines de 0 degré dans l'intérieur, le matin, mais devenant assez douces dans la journée.

La pression atmosphérique régnante au niveau de la mer était à Paris, le 17 mars 1982 à 7 heures, de 1 005,6 millibars, soit 754,3 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 mars ; le second, le minimum de la nuit du 16 mars au 17 mars) : Ajaccio, 14 et 6 degrés ;



PRÉVISIONS POUR LE 18 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 13 et 7 ; Bourges, 11 et 5 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 11 et 3 ; Cherbourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 4 ; Grenoble, 17 et 11 ; Lille, 9 et 2 ; Lyon, 12 et 8 ; Marseille, 15 et 9 ; Nancy, 10 et 2 ; Nantes, 12 et 3 ; Nice, 14 et 6 ; Paris-Le Bourget, 12 et 4 ; Pau, 19 et 7 ; Perpignan, 17 et 6 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 10 et 4 ; Tours, 11 et 3 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Le Pin, 27 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 10 degrés ; Amsterdam, 10 et 3 ; Athènes, 14 et 7 ; Berlin, 13 et 2 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

VENREDI 19 MARS

« Des arbres de Lucile aux thermes de Cluny », 14 h 30, métro Jussieu, M. Alliez.
« Musée de Montmartre », 15 heures, 17, rue Saint-Vincent, M. Badier.
« Le siècle de Louis XIV », 15 heures, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, M. Thibaut.
« Musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M. Zojovic (Caisse nationale des monuments historiques).
« Peintures françaises du XVII^e siècle », 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art).
« Ruelles moyennévaises, le café Procope », 14 h 30, 1, rue des Carmes (A travers Paris).
« Collection Thyssen-Bornemisza », 13 h 15, Petit Palais, M. Cauri.
« Le Palais de justice », 15 h 30, métro Cité, M. Camry.
« Le Village de Passy », 15 heures, métro Passy, M. Imbert (Commission d'art et d'histoire).
« L'île de la Cité », 15 heures, métro Cité, M. Jalet.

CONFÉRENCES

14 h 30 et 16 h 45, Musée des arts décoratifs, R. Percheron : « Les croisés : splendides et équivoques » (Projection).
16 heures, 17, rue de l'Arche, M. Lemer : « Ondine » (Amis lyriques).
18 heures, Centre Georges Pompidou, salle Jean-Renoir : « Portrait d'un homme de presse : Henri Amoureaux ».
18 h 15, Palais de la découverte : « La bureaucratie ».
19 heures, 37, rue des Francs-Bourgeois, E. Pissani : « La politique de la communauté face aux problèmes du tiers-monde » (Maison de l'Europe).
19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, amphithéâtre Bacheland, L. Gerschlack : « L'éducation scientifique » (Université populaire de Paris).
20 h 15, 11 bis, rue Kappeler, A. Bhagavad Gita et le Yoga de la dévotion (Logo une des théosophes).
20 h 30, 26, rue Bergère, M. Nahon : « Le cancer » (L'homme et la connaissance).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3148

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
I. Qui forment donc bloc. - II. Une unité pour l'hôtelier. Qui ne porte donc rien. - III. Il en faut beaucoup, quand on appuie sur la

PRESSE

LES SESSIONS DU C.P.J.

Le Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse organise plusieurs sessions au mois d'avril :

- La rédaction électronique (du 29 mars au 2 avril). Nos confrères de l'A.F.P., d'Associated Press, de l'International Herald Tribune, rédigent leurs articles directement sur des consoles de visualisation. Au maximum douze journalistes (rédacteurs ou secrétaires de rédaction), ayant la maîtrise du clavier de machine à écrire, pourront se faire une opinion en travaillant sur des terminaux véritablement conçus pour la rédaction, les Scrib. Le prix de la session, qui est fixé à 4 100 francs, ne comprend ni l'hébergement ni le repas du soir.

- Le secrétariat de rédaction électronique (du 5 au 9 avril). Destinataires : les secrétaires de rédaction voulant faire l'inventaire des avantages et des contraintes d'un système de traitement de texte informatisé ; les journalistes ayant déjà suivi une session de rédaction électronique. Le prix de la session, qui est fixé à 4 100 francs, ne comprend ni l'hébergement ni le repas du soir.

- Le droit de la presse (du 6 au 8 avril). Cette session a pour objectif de permettre aux journalistes et aux responsables de publications de mieux connaître leurs obligations légales et les limites de leurs droits. Deux magistrats, MM. Brunet et Domingue, analyseront et expliqueront la législation en vigueur. Le prix de la session, qui est fixé à 2 300 francs, ne comprend ni l'hébergement ni le repas du soir.

* C.P.J., 33, rue de Louvre, 75002-Paris. Tél. 508-96-71.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 17 mars 1982 :

UN DÉCRET

● Portant création du service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles et définissant les compétences de son directeur.

UN ARRÊTÉ

● Portant extension de l'accord national concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Cette semaine dans **Le Monde** du 21 mars

Recherches dans l'intérêt des familles

La plupart des 15 000 personnes recherchées chaque année par leurs familles sont des disparus volontaires. Pour les autres, l'arsenal policier et judiciaire est souvent inopérant.

Visitez L'AMÉRIQUE en version française

En attendant, le problème c'est l'accent. Soyez rassuré, votre accompagnateur CAMINO est parfaitement bilingue. CAMINO est le spécialiste des voyages accompagnés aux États-Unis. En 20 ans CAMINO a fait découvrir l'Amérique à plus de 100 000 personnes.

OPTION PRIX GARANTIS
Si le jour de votre inscription, vous réglez votre voyage, sans prix sans terme et définitif, quelles que soient les hausses du dollar ou des carburants. Vous pourrez aussi en venir qu'un acompte et régler les sommes éventuelles.

DÉPARTS GARANTIS
- sans minimum de participants - Pour 1982, nous vous proposons 6 circuits et plus de 100 départs. Il y a sûrement le vôtre !

ACCOMPAGNEMENT GARANTI
- nos spécialistes expérimentés vous accompagneront pendant tout le voyage et vous feront l'Amérique.

CIRCUITS ORIGINAUX
CAMINO vous fait bénéficier de ses vingt ans d'expérience du tourisme aux États-Unis. CAMINO est reconnu par le plus grand des agences de voyages toutes habilitées à recevoir vos inscriptions.

A partir de 880 F. Parfois régimes AIR FRANCE, service complet de classe touristique (ni chèque, ni vols vacances), vous visiterez l'Amérique avec raffinement dans les meilleurs hôtels, en cars climatisés, et avec de nombreux repas inclus.

L'AMÉRIQUE EN CLASSE AMÉCO
A partir de 920 F. Une nouvelle formule qui réduit d'un tiers le prix de nos circuits sans rien toucher au programme traditionnel, par un choix d'hôtels modestes et la suppression des repas.

Conguez à retourner à CAMINO - 21, rue A. Champagne - 75017 PARIS
Tél. : 572.06.11
Vite, CAMINO, envoyez-moi gratuitement votre catalogue 1982 des voyages aux USA.

NOM _____
ADRESSE _____

Camino a choisi l'AMÉRIQUE - pour l'Amérique choisissez Camino

chanterelle. - IV. S'en va parfois de la poitrine. L'bonheur a les siennes. - V. Passe dans une capitale de la bière. Pronom pour la moitié. - VI. On est toujours gâté quand on s'adresse à lui. - VII. Nom qu'on peut donner à un petit os. Étant dit. - VIII. Un bout qu'on n'a pas conservé. Préposition. - IX. Un auteur d'études de psychologie expérimentale. Qui n'ont donc rien passé. - X. Fit un mauvais marché. Une défaite pour les Prussiens. - XI. Pronom. Un mélange pour des fumeurs. Évoque la licence.

VERTICALEMENT
1. Sont très utiles pour ceux qui ont des cors. - 2. Peuvent crever quand elles sont blanches. Qui a l'apparence d'un arc. - 3. Bien nourri, quand il y a beaucoup de pruneaux. Peut former des haies. - 4. Quand ils sont beaux, permettent de bien ficeler. Marché persan, par exemple. - 5. Demi, n'est pas vraiment un homme. Note. - 6. Magasin où l'on peut acheter des bricoles. Reste vert. - 7. S'arrête dès qu'on est à bout de souffle. - 8. Descend dans la fosse. Est généralement réservée pour les grands événements. - 9. Qui est donc bien renté. N'es pas inutile. Utile pour ceux qui veulent passer.

Solution du problème n° 3147

Horizontalement
1. Ancestral. - II. Naine. Eve. - III. Cimetière. - IV. Isère. Di. - V. Es. Pile. - VI. Navet. - VII. NN. Maria. - VIII. Éche (cf. « meunier »). Jole. - IX. Teint (cf. « trempe »). NI. - X. Etal. Tu. - XI. Or. Semer.

Verticalement
1. Ancienneté. - 2. Naissance. - 3. Cime. Hier. - 4. Enervement. - 5. Sète. Ta. Tas. - 6. Ri. Le. - 7. Rédiction. - 8. Avril. Ulite (gigivite). - 9. Lee. Esse. Ur.

GUY BROUTY.

Jean-Pierre BESEVAL
Décorateur sur bois
EXPOSITION - VENTE
de meubles peints régionaux
12 - 27 mars 1982
Cloître des Billettes
24, rue des Archives
75004 PARIS
10 h à 21 h, dimanche compris

	Ligne*	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

	Ligne**	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*D'après les tarifs de la presse écrite.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT ETUDES MARINES

PLUSIEURS INGENIEURS

Formation Grandes Ecoles ou équivalent.

Selon le poste dont il sera chargé, le candidat devra avoir de bonnes connaissances en :
- mécanique théorique, résistance des plaques ou calcul de structures couplées avec des connaissances en informatique (élaboration et exploitation de programme de calcul de structures pétrolières off shore),
- hydraulique ou électronique de commande et de contrôle,
- génie maritime appliqué aux structures off shore.

Les candidats devront avoir le goût du concret et le sens du possible.

Pour tous les postes, quelques années d'expérience en travaux marins, sous-marins ou pétroliers seraient appréciées, mais le candidat peut-être aussi un ingénieur débutant fortement motivé. Anglais courant indispensable.

Lieu de travail : PAU au départ.

Larges possibilités d'évolution de carrière en France ou à l'étranger dans le Groupe.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 28070 à SNEAP - D.C. Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU CEDEX.

ETABLISSEMENT PUBLIC NANCY

recrute un

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF JURIDIQUE ET FINANCIER (H ou F)

Diplômé d'enseignement supérieur 2^e cycle pour étude de dossiers de financement, opérations d'aménagement, etc...

Poste stable. Notice adressée sur demande.
Téléphonez au (03) 335.42.63 ou écrivez n° 4674.

CABINET CLAUDE BLIQUE
FONDE EN 1955
ORIENTATION-RECRUTEMENT
BP 3097-54013 NANCY CEDEX



Telemecanique

DIVISION AUXILIAIRES DE COMMANDE

implantée à ANGOULEME, recherche un

INGENIEUR-ELECTRONICIEN

DIPLOME ENSI ou Supélec

Charge de l'étude et du développement de produit industriel Opto-électronique.

Goût pour le travail en groupe et l'animation d'une équipe de développement.

Expérience professionnelle.

Prière adresser lettre, C.V., photo et prétentions à TELEMECANIQUE, Direction du Personnel 16340 ISLE D'ESPAGNAC.

SYNDICAT PROFESSIONNEL DU BATIMENT ET T.P.

(RÉGION SUD-EST)

recherche un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL HAUT NIVEAU

- Formation supérieure juridique ou économique.
- Profil : Diplômé. Apte au commandement et aux relations humaines à tous niveaux.
- Rémunération : en rapport avec les exigences de la fonction. Véhicule fourni.

Adresser C.V. manuscrit s/n° 220698 M à
RÉGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur - PARIS (2^e), qui transmettra.

Importante Société de Travaux Industriels ayant son siège dans le Midi, recherche

COMMERCIAL

Ingénieur Arts et Métiers pour second. Directeur général dans la recherche de marchés nouveaux en France et à l'étranger et entretient relations avec la clientèle existante. Indispensable une première expérience en qualité de Technicien et expérience commerciale confirmée.

Adresser C.V., photo et prétentions à HAVAS MARSEILLE, n° 94240.

HOPITAL PRIVÉ 150 LITS PONTOU-CHARENTE

recrute un

CHEF

DE PERSONNEL

Administration 200 salariés, gestion, relations sociales, etc.

Logement assuré.

Salaire convention FEHAP.

Demandeur notice descriptive s/n° 4600 au Cabinet

CLAUDE BLIQUE

B.P. 3097, 54013 Nancy Cedex ou en téléphonant au (03) 335-42-63.

La Ville de VALENCE (Drôme) recrute un

Directeur

de son Centre de l'Enfance dont la mission

consiste à coordonner l'ensemble des activités et services composant cet équipement, et à assurer la Direction d'un Centre de Loisirs associé à l'Ecole.

Il devra avoir une expérience concrète de la gestion d'établissements à caractère social, ainsi qu'une connaissance pratique des problèmes de la petite enfance, notamment en ce qui concerne la définition et la conduite d'un projet pédagogique annuel.

Les candidatures seront reçues jusqu'au 30 AVRIL 1982 et devront être adressées à Monsieur le Dapné-Mars, Hôtel de Ville de VALENCE, Service du Personnel.

A BOURGES

VENEZ GÉRER NOS PRODUITS FINIS

en mettant à profit quelques années d'expérience dans la gestion de produits de prévisions commerciales ou de programmes de mise en production et de vos fournisseurs anglophones.

Homme de dialogue aimant aussi l'outil informatique, vous recherchez des responsabilités vous permettant de profiter de votre formation supérieure de gestion, pour évoluer avec nous sur un marché porteur de l'électromécanique.

Nous avons confié la recherche sous référence 35-225 N à

I.P.P.A.

57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS.

à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V. + photo et rémunération.

Association 1901 recherche pour stage insertion sociale et professionnelle

2 FORMATEURS COORDINATEURS

responsables l'un d'un groupe jeunes en difficulté (13/18 ans), l'autre de femmes prioritaires.

Adresser C.V. à G.E.P. AG, 8.P. 44, 95760 Grande-Synthe, Téléphone : (20) 25-11-33.

G.E. recherche

DIRECTEUR-GÉRANT M.F.V. 200 Hts

Messif-Central, expérience professionnelle nécessaire. Aptitudes à l'hydrogénération, restauration, gestion et animation. Adr. C.V. manuscrit et prétentions financières. Entre sous le n° T.022.249 M.

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOI

THOMSON-CSF

Groupe

ACTIVITÉS MÉDICALES
Département Etudes et Développement
Imagerie Nouvelle

Dans le cadre de son expansion, renforce ses équipes d'études de son activité située à BUC (78) et offre plusieurs postes à des candidats expérimentés dans les domaines suivants:

ingénieurs mathématiciens-physiciens

(ESE - ENST - ECP - ESPCI - 3^e cycle)

+ électrodynamique classique,

+ calculs numériques et recherche opérationnelle.

Ils participeront à des études et à des simulations en électromagnétisme.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 358-42M à THOMSON-CSF

Département EDIN

48 rue Camille Desmoulins

Service du Personnel

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

CEM-Systèmes SCAM

recherche

CHEFS DE PROJET

2 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle Temps Réel.

Connaissance du matériel DEC/RSX11M impérative.

Télétransmission et Industrie: traitements des eaux, cimenterie.

Anglais nécessaire, allemand souhaité.

Adresser candidature CV, photo M. LAJOIX, CEM Systèmes SCAM

40, rue Jean Jaurès

93176 BAGNOLET CEDEX

LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES (SENLIS) recherche

INGENIEUR Grande Ecole

spécialisé en mesures physiques

Il aura la responsabilité de travaux de recherche et développement (en particulier dans le domaine des capteurs) et de mise au point des méthodes de mesure répondant aux besoins nouveaux de l'industrie mécanique.

Il aura également à contribuer aux interventions d'assistance technique.

Un goût prononcé pour la mécanique et les techniques de mesures (extensométrie) principalement ainsi qu'une bonne formation en électronique et informatique sont nécessaires.

Anglais lu et parlé.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. E.M.P. à CETIM

Service du Personnel, B.P. 67

60304 SENLIS.

BANQUE INTERNATIONALE

Quartier Vendôme

recherche pour

Son BACK OFFICE

CHANGE/TRESORERIE

J.H./F.

CLASSE III

Libre rapidement

Envoyer CV, prétentions à

N°0834 FRANCACIP

17, rue de la Banque 75002 PARIS



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

GOODYEAR

GOODYEAR INTERNATIONAL TIRE
TECHNICAL CENTER
Colmar-Berg, Luxembourg

has a vacancy for a

PATENT AGENT

to assist its present Senior Patent Agent.

The responsibilities include searching, drafting applications, prosecution before the EPO and liaison work within the Corporation. Some travelling is required.

Candidates must be on the EPO list of Professional Representatives or about to be registered. Language requirements are: English, French, German. A background in chemistry would be an advantage.

Please contact:

Personnel Department
GOODYEAR S.A.
7750 Colmar-Berg
Grand Duchy of Luxembourg
Telephone n° 8199-261.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

à vocation internationale recherche

INGENIEUR DIPLOME SPECIALISE EN THERMOMECHANIQUE

10 ans d'expérience en centrale thermique à vapeur pour mission de supervision d'un chantier en

AMERIQUE DU SUD.

comportant 2 groupes à vapeur de 300 MW de puissance unitaire.

La durée de la mission est d'environ 2 ans.

De bonnes connaissances en espagnol sont souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 28287 à

CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra

75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

(institution spécialisée des Nations Unies) à Genève

sollicite des candidatures au poste de

CHEF DE LA SECTION LINGUISTIQUE

La Section linguistique traduit des textes juridiques ou techniques en cinq langues et son chef doit:

- planifier et superviser les travaux de la section;

- former du personnel;

- participer à la sélection du personnel;

- recommander des mesures touchant au personnel, aux questions budgétaires et aux procédures;

- réviser la traduction des textes délicats et approuver celle des textes ardu;

- rendre des avis en matière linguistique, diriger la recherche terminologique selon les besoins.

Qualifications: diplôme universitaire + connaissance de la

traduction; au moins 10 ans d'expérience correspondante.

Anglais et français excellents, arabe, espagnol ou russe souhaitables. Conditions d'emploi: système commun des Nations Unies (niveau P.5), y compris traitement non imposable.

Pour détails et formulaire s'adresser par écrit (en se référant à

n° 522) à la Section du Personnel de l'OMPI,

34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse,

avant le 30 avril 1982.

SOCIÉTÉ MINIERE

recrute pour la mise en place et la gestion de son Centre Informatique à NIAMEY (Niger)

INGENIEUR INFORMATICIEN

Diplômé Grande Ecole ou MIAGE, ayant 5 ans minimum d'expérience en qualité de Chef de Projet, connaissant COBOL, ANS 74 et si possible système CII - HB 62.

Poste assorti des avantages liés à l'expatriation: logement de fonction, congés 2 mois/10 mois, transfert d'épargne sans limite...

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo à
No 27157 CONTESSÉ Publicité
20, Av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

télécommun

ingénieurs expérimentés

Le Centre de Recherches et de Développement de la Téléphonie de la Compagnie Générale de Téléphonie (C.G.T.) recherche des ingénieurs expérimentés pour les postes suivants:

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique de puissance pour la conception et la réalisation de convertisseurs statiques de puissance.

- Ingénieurs en électronique

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une société de planification en expansion ayant des activités internationales, avec plus de 300 employés. Notre champ d'activités est la planification entière de grands projets nationaux et internationaux.

Nos tâches croissantes demandent de nouveaux et intéressants postes.

Pour le secteur

télécommunication

nous cherchons des

ingénieurs expérimentés

dont le domaine d'activités sera la planification, le conseil et sporadiquement la direction des travaux dans des pays arabes et africains. Notre sphère d'activités s'étend sur la télécommunication à fil, télé-téléphone, radiodiffusion et télécommunication sans fil, émetteurs et récepteurs, installations de studios de radiodiffusion et de télévision, y compris la formation du personnel de service, technique spéciale et de sécurité.

Langues indispensables: Allemand ou Anglais, connaissances souhaitées en Espagnol.

Si vous êtes intéressés à un travail diversifié et à un emploi sûr, bien rémunéré, et si vous maîtrisez un ou plusieurs domaines de nos activités, nous serons heureux de recevoir votre dossier en langue allemande ou anglaise.

WEIDLEPLAN CONSULTING GMBH
Moybocher, 33, 7000 Stuttgart 30, Tel. 0711/8107-1

weidleplan

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL RECHERCHE INGENIEUR BREVETS

Diplômé Grandes Ecoles
(E.S.E./E.C.P. ou équivalent) ayant une pratique
Propriété Industrielle d'au moins 4 ou 5 ans.

Ce poste comporte les relations avec les Inventeurs, les Cabinets de Brevets et les Sociétés licenciées ainsi que l'établissement des contrats correspondants et de toutes consultations Propriété Industrielle.

Il suppose une certaine formation administrative et des connaissances précises en Droit.

Age maximum 45 ans/Nationalité française

Lieu de travail: PARIS ou proche banlieue

Prière d'adresser lettre manuscrite et C.V. à: N° 27120 CONTESSÉ, Publiété, 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SFIM

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
(91) MASSY
recherche pour études d'équipements aéronautiques
à base de calculateurs:

INGENIEUR-ELECTRONICIEN

CONFIRME, pour études de calculs et mise en œuvre de microprocesseurs.
Expérience dans ce domaine indispensable.
Connaissances du matériel aéronautique appréciées.

INGENIEURS-ELECTRONICIENS

DEBUTANTS, ou quelques années d'expérience, pour études d'équipements à base de microprocesseurs.

AGENTS TECHNIQUES -
ELECTRONICIENS

DEBUTANTS, ou quelques années d'expérience, pour mise au point d'équipements prototypes à base de microprocesseurs.
BTS - DUT ou équivalent.

Ecrire avec C.V. et présentations: Direction des Affaires Sociales
B.P. 74 - 91301 MASSY

BUREAU D'ETUDES
FRANCE ET EXPORT
recherche dans le cadre de son expansion,
pour prendre en charge les études d'exécution
d'importants projets industriels

INGENIEUR B.A. Précontraint confirmé

- ECP, TP, (CHEPAB), etc.
- 3 à 5 ans d'expérience d'études d'exécution
en génie civil,
- pratique de l'outil informatique,
- Anglais indispensable.

Lieu de travail: PARIS, courts déplacements à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, c.v. photo et
présentations sous réf. 9246 à AXIAL Publiété,
27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

ADMINISTRATEUR DE BIENS SON ADJOINT

35 ans environ, formation supérieure, expérience 5 ans minimum en gestion immobilière.
Ecr. avec C.V. + photo, lettre manuscrite, adresse actuelle.
Sous réf. 705 à IPAGE,
51, rue Villiers, 75002 PARIS.

COLLABORATEUR Standing,
Ecr. M. GRANT, 148, r. St-Hippolyte,
Paris (17), qui transmettra.

Société vente produits,
sidérurgiques, bauxites,
Paris-est,
recherche

VENDEURS
TELEPHONIQUES

CORRESPONDANTS
Ces postes conviennent à jeunes
diplômés, études commerciales.
Ecr. à: 30-184 M - BLEU,
17, r. Labat, 94300 VINCENNES.

Importante Société de Négociation de Combustibles et
de Maintenance technique en génie climatique
3 milliards de Chiffre d'Affaires
recherche pour son Siège Social à Paris un

Assistant au Directeur juridique

De formation juridique supérieure (D.E.A.), le candidat
aura acquis une spécialisation en

- Droit des Affaires,
- Droit des Sociétés

Il aura également de bonnes connaissances fiscales et comptables.

Le poste appelé à évoluer nécessite une expérience professionnelle d'au moins 10 ans.

Il exige des qualités de rigueur, de dynamisme et de contact.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Adresser C.V., photo et présentations sous n° 28004 à
CONTESSÉ Publiété, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS
recherche

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

pour postes

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Assistés de collaborateurs techniques, ils seront chargés de la
conception et définition de l'architecture mécanique jusqu'à la
phase industrialisation dans le domaine des radiocommunications.

Adresser C.V., photo et présentations à J.P. GALLAIS
THOMSON-CSF
16, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.

Importante société française d'Electricité-Electronique-Informatique
recherche pour son Siège Social à PARIS:

JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

ayant 2 ans d'expérience des contrats commerciaux
pour compléter l'équipe de la Direction Juridique et devenir rapidement
opérationnel sur un certain nombre de dossiers: élaboration de
contrats, procédures, contentieux.

Ecrire sous référence 28184 CONTESSÉ PUBLICITE
30, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Compagnie Continentale d'Équipements Électroniques

Pour accompagner son expansion nationale et internationale dans le
domaine de la:

PROTECTION ELECTRIQUE des réseaux et des machines recherche des

Ingénieurs électrotechniciens de tous niveaux

pour assister son Directeur Technique à Meaux.

Ecrire sous réf. DK 402 CM

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

SOCIÉTÉ D'AUDIT ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

SENIOR AUDITOR

Expérience en Cabinet d'Audit
Français ou International.
Il superviser les travaux
d'une équipe d'Audit et traitera
les points clés des missions
dont il aura la responsabilité.
Possibilité de progression de carrière,
pour un candidat de valeur se
saisir d'un cabinet de groupe.

Ecr. à: n° 7032 284 M à
RESCUS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Entreprise Industrielle
proche banlieue nord recherche

COMPTABLE

qualifié (a)
35 ans minimum
pour service fournisseurs
internationaux.

Niveau B.T.S. ou S.P.
Expérience 5 ans à 10 ans
dans service similaire.
Bonnes notions informatiques.
Sens de l'autorité et esprit
d'adaptation, être rapidement.

Ad. C.V., photo et présentations à
S. 127, Bld-Claude
E. place des Victoires,
75001 Paris, qui transmettra.

ACHETEURS (SES)
MEUBLES

(spécialistes du meuble)
ET ELECTRO MENAGER

Disponibles de suite. Exp. gde
surface. Très bien rémunérés. Se
présenter jeudi 16 de 16 h à 20 h.

Centre Inter Achats
Groupes NEW TIME
182, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 NEUILLY.

Métro: Pont-de-Neuilly.

Parfrance Annonces

AGENCE SPECIALISEE DANS LES
ANNONCES DE RECRUTEMENT

Pour faire face à son développement
recherche

Technicien (ne) Conseil

Pour la réception, le conseil et la conception
des annonces en recrutement pour les
entreprises.

Indispensable:
Bonne visualisation des annonces - bonne
réaction et bonne connaissance des journaux.

Autre poste à pourvoir pour la visite de la
clientèle.

Ecrire avec CV et présentations à
GUY ROBERT

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris

Importante Bureau d'Etudes,
Région parisienne recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES.

Ingénieur ayant au minimum
3 années d'expérience dans le
domaine du bâtiment et le sens
des responsabilités, devra animer
une équipe technique pluridisciplinaire sur des opérations
importantes de construction ou
de réhabilitation.

Ecrire à O.P.F., n° 282,
2, rue de Séze - 75009 Paris,
qui transmettra.

Grande surface, recherche

DIRECTEUR
RESPONSABLE
DE SUPERMARCHÉS

Ayant expérience en le métier.
Rdt. adhésif. Libre immédiatement.
Travail bien rémunéré.

Se présenter jeudi 16
de 16 heures à 20 heures.
Centre Inter Achats
Groupes NEW TIME
182, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 NEUILLY.

Métro: Pont-de-Neuilly.

TRES IMPORTANT ORGANISME PARA-PUBLIC DE PARIS

RECHERCHE
2 programmeurs système
ayant au minimum
deux années d'expérience
sur matériel VLSI 68000
et maîtrisant l'OS/VS/VS. JCL,
Assembler et Cobol 74.

Des connaissances en bases de données
sur DB/IV-TP
et en base de données
sont un atout
supplémentaire.

Envoyer C.V. détaillé
et présentations sous enveloppe,
la seconde portant le mention
"CANDIDATURE" à:

SOUS-DIRECTION
DU PERSONNEL
U.R.S.S.A.P. de PARIS,
3, rue Franklin, 8, P. 430
93516 MONTREUIL CEDEX.

Pour visiter Stes sur R.V.

COMMERCIAUX
excellente présentation,
promotion rapide,
haute rémunération,
Possibilité salariale et %.

225-41-44

VENDEUR
DE HAUT NIVEAU

pour réseau de franchise
Minimum 5 ans d'expérience de
vente, dont 1 an vente franchise.
Salaires 8.000 Francs par mois,
plus commission.

Tél.: 538-68-93.

BANQUE PARIS-SP
recherche d'urgence

UN DOCUMENTALISTE

Ayant une bonne expérience de
la banque, 3 à 4 ans minimum.

UN POSITIONNISTE

Ayant de nombreuses références en
télévision.

Pour ces 2 postes: Anglais
soutenable.

Ad. C.V. détaillé + photo
et présentations n° 36006,
PROJETS Publiété,
12, rue des Pyramides
PARIS (17).

L.T.P. St-Nicolas, rech.

PROFESSEUR

Pour enseignement de dessin
géométrique, Ingénieur A.M.

PROFESSEUR

Pour enseignement professionnel
en électronique. Diplômés
soutenable; CAP ou BEP + F 3
et 3 ans d'expérience, ou
CAP ou BEP + BTS et 2 ans
d'expérience professionnelle.

Tél. 222-83-80.

Vous recherchez un
CADRE DE DIRECTION
apportant réflexion,
expérience et savoir-faire.

Compétences
dans toutes activités P.M.E.
+ conseil de gestion
+ informatique (I.T.C.).
Alors écrivez-nous.
Ecr. à: 61-270 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dipl. Univers. de Technologie
en sciences physiques + ve-
teurs CIVAS 28 ans, 2 ans exp.
prof. enseignement programmation
A.T.L. cherche poste stable.
Ecrire sous le n° 7032297 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 35 ans, angl., ital., notions
exp. 7 ans banque, dont 3 ans
crédit documentaire, ch. poste
documentaire, ch. poste
documentaire, classe IV.
Ecrire sous le n° 7032293 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Direct. commerce, spécialiste
ancien expert près Ministère, as-
sistant Direction Générale in-
dustrie des entreprises et divers.
Ecrire sous le n° 7032298 M

REGIS-PRESSÉ
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ALLEMAND

Etudie les propositions.
Téléphone: 281-48-42.

Jeune Homme, 25-30 ans, Bac
C ou D + 2 pour postes évolués
et à responsabilité connaissant
allemand, espagnol ou allemand,
ORIS, 265-90-90.

FÉLIX POTIN

recherche pour son

SERVICE IMMOBILIER

CADRE

GESTIONNAIRE

ayant connaissances
juridiques.

Avec pour tâches principales:

- les relations avec les loca-
taires;
- l'encadrement de concierges;
- l'analyse et la répartition des
dépenses.

Ecrire avec C.V., photo et pré-
sentations sous réf. 9246 à
M. P. L. TOINON,
1, rue du Boccador, Paris-8^e.

secrétaires

En Public recherche

SECRÉTAIRE-
STENOGRAPHISTE

Expérimentée possédant BAC,
ayant sans organisation et ordre
pour tâches variées.
Ecr. ORSTOM - 24, rue Bayard
75008 PARIS.

F.N.M.P.A.E. (13^e)

SECRÉTAIRE-
STENOGRAPHISTE

Libre le 1^{er} avril. Salaire brut:
4.500 F x 13,55.
Prévoir rendez-vous
au 164-12-55, poste 20-22.

representation
offres

Nous recherchons
UN REPRESENTANT
pour notre Agence Immobilière
OUTRE-MER

Agence Immo. Saur, Hamburg:
REITERSTWIE 16
D-2000 HAMBURG, 11, R.F.A.

travail
à domicile

J.-F. 22 ans, diplômé, fort
travail à domicile. Rapports
mensuels. Tél. 263-18-07.

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous recherchez un
CADRE DE DIRECTION
apportant réflexion,
expérience et savoir-faire.

Compétences
dans toutes activités P.M.E.
+ conseil de gestion
+ informatique (I.T.C.).
Alors écrivez-nous.
Ecr. à: 61-270 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dipl. Univers. de Technologie
en sciences physiques + ve-
teurs CIVAS 28 ans, 2 ans exp.
prof. enseignement programmation
A

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

Une ordonnance étend aux marins les dispositions sur les congés et la durée du travail

Le conseil des ministres a adopté, le 17 mars, une ordonnance préparée par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, qui fait bénéficier les marins des dispositions sociales générales contenues dans les ordonnances des 16 et 27 janvier sur la durée des congés payés, la réduction du travail et les contrats à durée déterminée.

Ces qui n'étaient pas à l'origine de l'ordonnance, le fait que, depuis Colbert qui est mort en 1683, aucun homme politique n'avait associé son nom à une ordonnance maritime, a été le ministre de la mer à réagir à cette procédure, car le code du travail maritime français obéit, depuis très longtemps, à des règles propres qui dérogent dans beaucoup de domaines au droit commun (par exemple, les marins peuvent prendre leur retraite à cinquante-cinq ans).

Ainsi, en l'état actuel du droit, l'ordonnance du 16 janvier relative à la durée du travail et aux congés payés, ainsi que celle du 27 janvier sur les contrats à durée déterminée n'étaient pas applicables aux quelque quatre-vingt mille personnes qui vivent de la pêche ou de la pêche maritime. Ce « détachement » du droit maritime a été corrigé par la loi du 16 janvier 1977, qui a fait passer le droit maritime à la norme de la loi du 16 janvier 1977, qui a fait passer le droit maritime à la norme de la loi du 16 janvier 1977.

L'objectif de l'ordonnance consiste précisément à mettre l'ensemble des marins sur un pied d'égalité avec les autres catégories de travailleurs, à rétablir la profession et à faire en sorte que désormais, tout travailleur socialisé par le droit commun s'applique uniformément aux marins, même si évidemment, la nature même des métiers de la mer implique des adaptations et des ajustements.

Elaborée après une concertation approfondie avec les syndicats de marins et d'officiers, et avec les organisations professionnelles, cette ordonnance est divisée en deux titres et onze articles.

Les contrats d'embauche des marins par les armateurs. De nombreuses compagnies ont pratiqué le système du contrat à durée déterminée préjudiciable aux marins. Il en est résulté une multiplication des emplois précaires dans un secteur touché par le chômage et l'impossibilité pour de nombreux salariés de totaliser une durée de navigation continue ouvrant droit au régime dit du marin stabilisé, évidemment plus favorable selon les dispositions des conventions collectives. Désormais, l'ordonnance étend dans des limites strictes la notion de contrat à durée déterminée, et prévoit des indemnités à la fin du contrat.

La durée du travail. Elle tombe légalement de quarante-huit heures à trente-neuf heures. De plus, toute modification légale qui interviendrait à l'avenir s'appliquera automatiquement aux droits des marins, même si les partenaires sociaux ne résistent pas à la possibilité par voie contractuelle de trouver des aménagements qui tiennent compte de la

spécificité du travail à bord d'un navire.

Les congés. L'ordonnance introduit par ailleurs dans le droit du travail maritime le principe des repos compensateurs des heures supplémentaires, qui devra se traduire par des modalités pratiques d'application dans les conventions collectives. Car si c'est bien évident que le cas des équipages d'un pétrolier ou d'un cargo, par exemple, diffère considérablement de celui d'un remorqueur du port de Marseille ou d'un chalutier de Brest.

Enfin, ce texte innove en instituant au bénéfice de quelques trente mille marins qui travaillent sur les chalutiers de pêche artisanale le droit aux congés payés annuels qui leur est aujourd'hui dénié par la loi.

En réalité, l'ordonnance maritime ne modifie guère la situation réelle de la plupart des marins aujourd'hui, car les conventions collectives ont introduit des dispositions sociales beaucoup plus avantageuses que ne le permettrait la stricte application du code du travail maritime. Mais on estime, au ministère de la mer, que la parution de ce texte incitera les syndicats de marins et d'officiers à renouer le dialogue avec le Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.). Tout le contentieux lié en effet dans cette interrogation : les entreprises peuvent-elles accorder davantage de congés aux équipages si simultanément ces équipages refusent d'améliorer la productivité du travail sur les navires ? — F. G.

(1) Et même cinquante-deux ans et demi, selon les accords conventionnels, pour des départs en pré-retraite.

ENVIRONNEMENT

SAISI DIRECTEMENT PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

Le Conseil d'Etat demande à E.D.F. une nouvelle étude d'impact pour une ligne traversant le Vexin

Le conseil général du Val-d'Oise ancienne manière a obtenu un dernier victoire, le 12 mars dernier, à la veille des élections cantonales, contre le projet de la municipalité de Louvres et l'Association des amis du Vexin français. Le Conseil d'Etat vient de leur donner raison dans le conflit qui, depuis neuf ans, les oppose à l'électricité de France, en annulant, pour défaut d'étude d'impact, l'arrêté ministériel du 30 octobre 1975 déclarant d'utilité publique l'établissement d'une ligne électrique Montesson-Mesnil-les-Meaux-Plessis-Gassot.

C'est le tronçon Mesnil-les-Meaux-Plessis-Gassot qui a été remis en cause. Depuis l'annulation de l'arrêté ministériel, la ligne a traversé le Vexin français dans le Val-d'Oise, portant selon l'Association des amis du Vexin un « coup mortel » au caractère rural d'une des dernières régions d'Ile-de-France à avoir totalement échappé à l'urbanisation.

La décision du Conseil d'Etat, c'est une première, (1) est un coup dur pour E.D.F. qui projetait depuis 1973 cette ligne électrique à haute tension destinée à renforcer la grande boucle de 400 kilovolts qui ceinture l'agglomération parisienne. Après le rejet de trois tracés par les élus, un quatrième, variante du premier, était rejeté lui aussi par les conseils municipaux. Le conseil général, soutenu à l'exception des communistes, et la commission départementale des sites, mais approuvé par l'arrêté ministériel qui vient d'être annulé, l'arrêté se fonde sur une enquête d'utilité publique effectuée en 1974 sur le premier tracé. Or, en septembre 1975, le tracé finalement retenu, qu'il soit totalement le contraire initial. Près de Longueville, il est en distance de près de 4 kilomètres, de quoi justifier une nouvelle étude d'impact.

« C'est un essai qu'il faut transposer », souligne M. Meunier, membre de l'Association des amis du Vexin. Car rien ne dit, aujourd'hui, qu'E.D.F. a décidé d'abandonner son projet. Pourtant, si l'on écoute les élus, on les habitants concernés, cette ligne est devenue inutile depuis qu'une « bretelle de jonction », passant plus à l'ouest vers Rouen, a été construite. Il y a environ un an, l'établissement d'un « boulevard périphérique » électrique autour de la région parisienne, cher au cœur des techniciens d'E.D.F., ne nécessiterait plus, malgré tout, est maintenant à une ligne haute tension à travers le Vexin ?

Interrogé pendant la campagne électorale, les candidats de l'opposition — majoritaire dans l'opposition — ont déclaré que les députés de l'opposition ne devraient pas être de ceux qui ont opté au dernier moment pour l'abandon du projet.

Aujourd'hui, M. Lapp peut encore compter sur les recrudescences publicitaires et quelques droits de retransmission télévisée pour le continent américain, mais le grand ballonnement n'a pas encore beaucoup de spectateurs. Les deux premières journées. Le premier épisode de la guerre de sécession de tennis organisé en France sur le front des Vosges risque de faire deux perdants.

GERARD AUBOUY.

OPEN DE LORRAINE : Premier tour : Leconte (Fr.) b. Slegier (Eu), 6-3, 6-3 ; Meier (Eu) b. Brown (Eu), 6-3, 6-0 ; Pailin (Su) b. M. Davis (Eu), 6-4, 7-6 ; Bourne (Eu) b. M. Davis (Eu), 6-4, 7-6 ; Peterson (Su) b. Vines (Eu), 7-6, 6-4 ; S. Giammalva (Eu) b. Kroat (Eu), 6-4, 6-3 ; Sagar Vasselin (Fr.) b. Johnstone (Aust.), 6-2, 6-1 ; Pailin (Su) b. Davis (Eu), 6-4, 7-6 ; Pailin (Su) b. Davis (Eu), 7-5, 6-2 ; Pailin (Su) b. Carter (Aust.), 6-4, 6-2.

JACQUELINE MEILLON.

(1) La ligne contestée traversait plusieurs départements. Le recours des requérants aurait dû être déposé devant plusieurs tribunaux administratifs. Dans ce cas, il est admis que le Conseil d'Etat peut être saisi directement en première instance.

TENNIS

Guerre sur le front des Vosges

La guerre de sécession, déclarée à la Fédération internationale de tennis par le milliardaire texan Lamar Hunt, s'est déplacée cette semaine en France, sur le front des Vosges. Tandis que Metz, le 15 au 21 mars, le désormais traditionnel Open de Lorraine, un tournoi du Grand Prix doté de 75 000 dollars (450 000 francs), Strasbourg

accueille, aux mêmes dates, la sixième épreuve du World Championship of Tennis (W.C.T.) de Lamar Hunt, doté de 300 000 dollars (1 800 000 francs). Jamais, depuis la déclaration des hostilités, le front n'avait été aussi étroit, puisque 170 kilomètres seulement séparent les deux villes.

Même si les deux cités sont à moins de deux heures l'une de l'autre en voiture, la concurrence ne se situe pas au niveau du public, essentiellement local, du moins jusqu'aux demi-finales et aux finales du week-end. Elle porte surtout sur les engagements des joueurs. Parmi les trente premiers du classement de l'Association des professionnels (A.P.), quinze ont choisi de disputer une compétition cette semaine. Sept — Lendl, Kriek, Sandy Mayer, Taroccy, Dibbs, Strassbourg, et les huit autres Américains — sont à Metz, Strasbourg, et les huit autres — Connors, Vilas, Gene Mayer, Teacher, Gottfried, Edmondson,

se rendre à Rotterdam, où se jouent le second tournoi du Grand Prix de la semaine, doté de 250 000 dollars. Metz doit donc se contenter comme tête d'affiche de la révélation des derniers championnats d'Australie, l'Américain Steve Denton (trente-troisième à l'A.P.), et de son compatriote Pat Duple (quarante-huitième à l'A.P.). C'est aux pressions de la Fédération, M. Scarpino, le directeur du tournoi de Metz, pouvait au moins espérer la présence des meilleurs Français, mais ceux-ci, en nombre, il manque Yannick Noah, parti dans les Caraïbes pour une exhibition.

CYCLISME. — Leader de la course italienne Tirreno-Adriatico, à laquelle participent Hinault, Savornini, Moser, Knaus et de Wolf, l'Américain Greg Lemond a relégué au second plan les événements de Paris-Nice, en particulier la victoire d'équipe mardi 16 mars à La Seyne de l'Irlandais Sean Kelly, qui conserve la tête du classement général. C'est en effet la première fois qu'un coureur des Etats-Unis réalise un exploit de cette envergure dans une épreuve européenne de large audience.

SKI ALPIN. — Le championnat de France de descente masculine qui s'est disputé le 15 mars aux Ménières, sur une piste longue de 3150 mètres pour 1140 mètres de dénivellation a été gagné par Philippe Verrier, âgé de 20 ans, capitaine de Samoens (Haute-Savoie), en 1 m 42 s 35. Il a devancé le champion du monde du combiné Michel Vion (1 m 43 s 70) le Suisse : Bruno Frey (1 m 43 s 96) et une centaine de concurrents français et étrangers.

Comment, dès lors, à 170 kilomètres de là, un organisateur peut-il doter son tournoi de 300 000 dollars ? Promoteur de spectacles et d'émission de tennis, M. Harry Lapp se montre très discret sur le financement de son épreuve. Il parle de « coproduction sur un plan à peu près égalitaire avec Lamar Hunt ». Après un différend aujourd'hui apaisé avec le président de la Ligue d'Alsace de tennis, qui menaçait de sanctions tous les juges de ligne, arbitres ou ramasseurs de balles qui préféreraient leur concours à cette organisation, tout semblait bien se présenter pour M. Lapp, qui avait obtenu la par-

RÉGIONS

DEUX DÉCRETS PRÉCISENT LES MODALITÉS D'AFFECTATION DU PERSONNEL DES PRÉFECTURES AUX DÉPARTEMENTS ET AUX RÉGIONS.

Attendus avec impatience par les quelque 40 000 fonctionnaires travaillant dans les préfectures, les 3 528 conseillers régionaux et tous les préfets, les décrets qui précisent les modalités de transfert du personnel aux présidents des conseils régionaux et généraux ont été publiés au Journal officiel du 17 mars.

Ces textes signés de MM. Mauroy et Defferre prennent la forme de « conventions-type » — l'une pour les régions, l'autre pour les départements — qui servent de modèle aux conventions que doivent conclure les préfets et les présidents des collectivités locales (1).

Ces conventions n'entreront en vigueur que lorsqu'elles auront été approuvées par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

Il est ainsi prévu de transférer au président du conseil régional les services (ou parties de services) de la mission régionale (auparavant dépendant du préfet) qui s'occupent de la préparation des rapports, des affaires financières, de la répartition de certains crédits d'Etat. Le représentant de l'Etat reste chargé de la sécurité générale des locaux, et le président du conseil dispose d'un bureau du courrier.

Dans les départements, une répartition analogue du personnel (qui porte sur un nombre d'agents beaucoup plus important que dans les régions) sera faite. Il est ainsi précisé que le président du conseil général assurera la formation du personnel départemental et le représentant de l'Etat celle des fonctionnaires d'Etat. Des annexes aux conventions, cas par cas, fixeront l'affectation respective de quatre services spécifiques : l'accueil, l'imprimerie, le service intérieur, le garage.

(1) Elles devront être prêtées, pour les départements, avant le 24 mars, et pour les régions avant le 31 avril.

Faits et projets

● Réorganisation à Air Inter. — M. François Codest (cinquante-sept ans) occupe depuis le 1^{er} mars, le poste de directeur général adjoint de la compagnie Air Inter, poste qui vient d'être créé. Il continuera à assurer ses fonctions de directeur financier. Cette nomination pourrait préfigurer à une profonde réorganisation, au cours des prochains mois, de l'Etat-major de la compagnie aérienne intérieure.

● La taxation des communications téléphoniques. — Le ministre des P.T.T. rappelle ses projets de taxation, suivant leur durée, des communications téléphoniques. Comme le ministère l'a indiqué à la fin de l'année dernière, ce système, pratiqué dans de nombreux pays européens, sera appliqué en deux étapes :

1) Dans la région parisienne, à la demande des associations de usagers, dès la fin de cette année dans les cabines publiques qui auront pu être équipées. Le tarif sera de 50 centimes toutes les trois minutes ;

2) Ultérieurement, à une date et à un tarif qui ne sont pas fixés, après concertation avec les usagers, dans les cabines publiques et les postes privés de l'ensemble de la France.

MMMMMM...

ET ZIIP BERLITZ

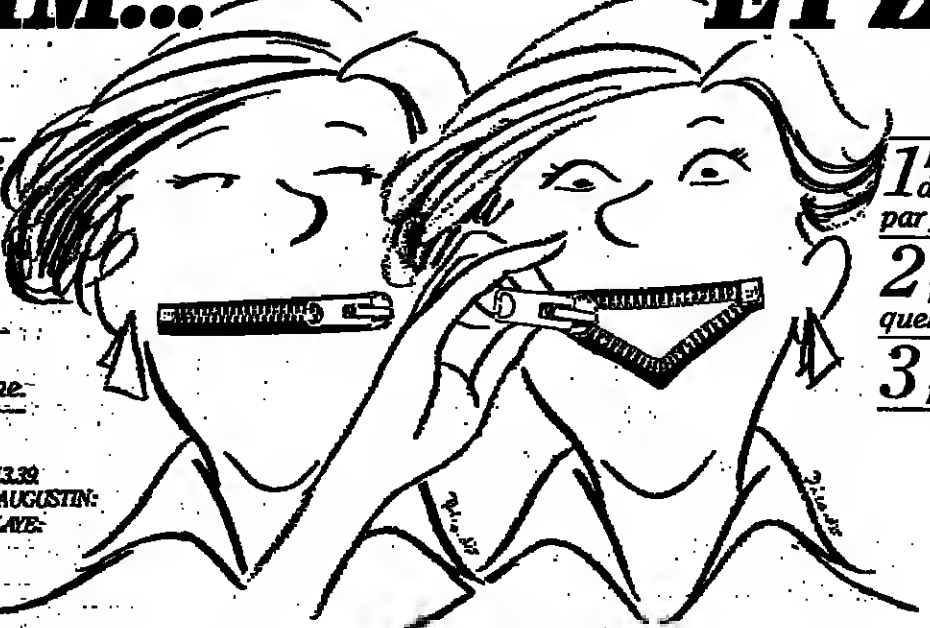
I speak English!

1 MMM... je dois apprendre une langue le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.

2 MMM... je souhaite apprendre une autre langue pendant les vacances.

3 MMM... je désire parler une autre langue, en l'apprenant à mon rythme.

BOULOGNE: 609.15.10. CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.41.60.
LA DÉFENSE: 773.68.16. NANTON: 371.11.34. OPÉRA: 742.13.39
PANTHÉON: 633.98.77. RUE DE LA PAIX: 261.64.34. SAINT-AUGUSTIN:
522.22.23. VICTOR-HUGO: 500.34.38. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE:
973.75.00. VERSAILLES: 950.08.70. BORDEAUX: 44.26.44.
CANNES: 39.26.86. LILLE: 06.42.41. LYON: 28.60.24.
MARSEILLE: 33.00.72. NICE: 85.59.35. STRASBOURG:
32.73.30. TOULOUSE: 62.32.97.



1 Et ZIIP BERLITZ. L'immersion totale: 2 à 6 semaines de leçons particulières ou semi-particulières 9 heures par jour et cinq jours par semaine.

2 Et ZIIP BERLITZ. Le spécial crash: des leçons particulières ou semi-particulières 6 heures par jour, quelle que soit la période de vos vacances.

3 Et ZIIP BERLITZ. Les leçons particulières ou semi-particulières pour apprendre à votre cadence.

Gratuit: le test d'orientation sans engagement de votre part.
BERLITZ
LE MOT DE CHAQUE LANGUE

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Les difficultés financières des pays de l'Est
Les pays occidentaux vont réexaminer
le problème de la dette polonaise

Les pays créanciers de la Pologne se sont finalement décidés à repenser la dette de ce pays et notamment de la dette publique qui lui est due. Ils ont convenu, jeudi, du « Club de Paris » (au sein duquel se réunissent les représentants des gouvernements créanciers de la Pologne) de réexaminer la dette polonaise, qui doit être examinée au cas du Soudan. Ils vont faire le point sur l'état actuel de la question. La Pologne devait rembourser en 1982 quelque 2,7 milliards de dollars à une quinzaine d'États créanciers, sans compter les 2,4 milliards de dollars dus à des banques privées.

On se défend, dans les milieux officiels et notamment dans l'entourage des responsables français, de l'interprétation que donne les milieux financiers de la décision prise par les gouvernements intéressés de discuter à nouveau de l'endettement polonais. Les milieux en question y voient comme le signe d'un assouplissement de la position officielle. Il faut se rappeler qu'en janvier, les pays de l'OTAN avaient décidé de « geler » toutes négociations sur le réajustement des dettes polonaises venant à échéance en 1982. A Paris, les milieux gouvernementaux ont remarqué qu'il ne s'agit pas d'un prétexte pour une négociation puisque aucun représentant du gouvernement de Varsovie n'assistera à la réunion qui devrait être consacrée uniquement à l'examen de problèmes techniques. Il n'empêche que les pays occidentaux se sont montrés d'une très grande prudence, à commencer par le gouvernement américain.

Après sept mois de baisse

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
A AUGMENTÉ AUX ÉTATS-UNIS
EN FÉVRIER

Pour la première fois depuis sept mois, l'indice de la production industrielle aux États-Unis a progressé en février. L'indice mensuel après correction des variations saisonnières a fait un bond de 1,7 %. Celui-ci survient après une chute de 2,5 % en janvier. L'amélioration indique que les chiffres de février ne signifient pas nécessairement la fin de la récession aux États-Unis.

Par rapport à février 1981, l'indice de la production industrielle est en baisse de 6,6 %. D'autre part, l'office statistique de la C.E.S.E. vient de publier les résultats de la production industrielle dans la Communauté pour l'année 1981 : celle-ci est en recul de 2,1 % par rapport à 1980 et de 3 % par rapport à 1979.

LA ROUMANIE
DOIT À LA FRANCE
AU MOINS
1,5 MILLIARD DE DOLLARS

La Roumanie, second pays de l'Est — après la Pologne — en grave difficulté de paiements, est en dette vis-à-vis de la France, pour un montant compris entre 1,5 et 1,7 milliard de dollars, indique le ministère de l'économie et des finances.

La France figure au tout premier rang des pays créanciers de la Roumanie, dont la dette totale vis-à-vis de l'étranger est estimée entre 10 et 12 milliards de dollars. En réponse à une question écrite d'un parlementaire, le ministère précise que les créances roumaines sont constituées à 75 % de prêts bancaires en devises, non garantis par la COFAC (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, et pour le solde de crédits à l'exportation garantis. L'octroi de nouveaux crédits à l'exportation sera, indique également le ministère, examiné à la lumière de l'évolution de la situation économique et financière de la Roumanie.

ITALIE

L'indice des prix à la consommation a enregistré en février une hausse de 1,3 %, indique l'Institut national de la statistique. — (A.F.P.)

SOCIAL

CONFLITS SOCIAUX

Affrontements à Brest et à Troyes

À BREST, le conflit qui oppose depuis vingt jours les ouvriers de quatre entreprises de carénage semble toucher à sa fin, nous indique notre correspondant. Mais il a été marqué par un affrontement singulier entre des patrons et des femmes de grévistes. À la suite de heurts, lundi 15 mars, à la chambre patronale de la métallurgie, trois femmes et le chef du secrétariat administratif de la chambre patronale ont été blessés. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., le groupe communiste du conseil municipal de Brest et l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) ont protesté.

Après la continuation d'un « défilé », M. Manière, le conflit a évolué vers une phase positive le 16 mars. Les grévistes demandent le maintien de leur pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail et une semaine de congés supplémentaires. La chambre patronale de la métallurgie a présenté des propositions susceptibles d'être acceptées par les ouvriers : augmentation de salaire trimestrielle sur la base de l'INSEE, réduction de l'horaire hebdomadaire de 41 heures à 39 heures sans diminution de salaire, cinquante semaines de congés des deux côtés.

À TROYES (Aube), une bagarre est survenue, mardi 16 mars, à l'usine Vachette (verrous, serrures), occupée par une cinquantaine d'ouvriers, entre une trentaine de cadres qui voulaient pénétrer dans l'installation et les grévistes. Les cadres ont été armés à l'aide de lances à incendie par des grévistes puis un affrontement à coups de bâtons se sont suivis. Deux cadres et deux grévistes ont été légèrement blessés.

À VIREUX-MOLHAIN (Ardennes), les ouvriers de la Chiens ont levé, mardi soir 16 mars, les barrières routières et ferroviaires qu'ils avaient mis en place depuis le 15 mars au matin, après avoir obtenu du ministère de la justice l'annulation

des poursuites contre treize syndicalistes qui avaient défilé dimanche des urnes dans quatre marées du canton de Givet. Les grévistes de la Chiens voulaient ainsi « ôter l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes que pose la restructuration de la production des aciers spéciaux en France ». Ils craignent la fermeture de leur entreprise, qui emploie cent cinquante salariés. Ayant obtenu aussi l'assurance de rencontrer M. Raymond Levy, P.-D.G. d'Usinor, ils devaient se prononcer, le 17 mars, sur une reprise du travail.

À RAISMES, près de Valenciennes (Nord), le travail a repris le 16 mars à la Soferval, société de matériel ferroviaire récemment reprise par Alstom-Atlantique, filiale de la C.G.E. nationalisée. La majorité du personnel était en grève pour protester contre le plan de restructuration qui prévoit quatre cents suppressions d'emplois (sur deux mille deux cents salariés). Ce plan a été confirmé et le personnel « reste mobilisé ».

À CATTENOM (Moselle), les mille six cents ouvriers employés sur le chantier de la centrale nucléaire ont voté, à 52 %, le 16 mars, la reprise du travail à la suite de l'accord entre les dix chefs d'entreprises chargées de la construction des tranches 1 et 2 et la C.G.T.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		1er MARS		2e MARS		3e MARS		4e MARS		5e MARS		6e MARS		7e MARS		8e MARS		9e MARS		10e MARS		11e MARS		12e MARS		13e MARS		14e MARS		15e MARS		16e MARS		17e MARS		18e MARS		19e MARS		20e MARS		21e MARS		22e MARS		23e MARS		24e MARS		25e MARS		26e MARS		27e MARS		28e MARS		29e MARS		30e MARS		1er AVRIL		2e AVRIL		3e AVRIL		4e AVRIL		5e AVRIL		6e AVRIL		7e AVRIL		8e AVRIL		9e AVRIL		10e AVRIL		11e AVRIL		12e AVRIL		13e AVRIL		14e AVRIL		15e AVRIL		16e AVRIL		17e AVRIL		18e AVRIL		19e AVRIL		20e AVRIL		21e AVRIL		22e AVRIL		23e AVRIL		24e AVRIL		25e AVRIL		26e AVRIL		27e AVRIL		28e AVRIL		29e AVRIL		30e AVRIL		1er MAI		2e MAI		3e MAI		4e MAI		5e MAI		6e MAI		7e MAI		8e MAI		9e MAI		10e MAI		11e MAI		12e MAI		13e MAI		14e MAI		15e MAI		16e MAI		17e MAI		18e MAI		19e MAI		20e MAI		21e MAI		22e MAI		23e MAI		24e MAI		25e MAI		26e MAI		27e MAI		28e MAI		29e MAI		30e MAI		1er JUIN		2e JUIN		3e JUIN		4e JUIN		5e JUIN		6e JUIN		7e JUIN		8e JUIN		9e JUIN		10e JUIN		11e JUIN		12e JUIN		13e JUIN		14e JUIN		15e JUIN		16e JUIN		17e JUIN		18e JUIN		19e JUIN		20e JUIN		21e JUIN		22e JUIN		23e JUIN		24e JUIN		25e JUIN		26e JUIN		27e JUIN		28e JUIN		29e JUIN		30e JUIN		1er JUILLET		2e JUILLET		3e JUILLET		4e JUILLET		5e JUILLET		6e JUILLET		7e JUILLET		8e JUILLET		9e JUILLET		10e JUILLET		11e JUILLET		12e JUILLET		13e JUILLET		14e JUILLET		15e JUILLET		16e JUILLET		17e JUILLET		18e JUILLET		19e JUILLET		20e JUILLET		21e JUILLET		22e JUILLET		23e JUILLET		24e JUILLET		25e JUILLET		26e JUILLET		27e JUILLET		28e JUILLET		29e JUILLET		30e JUILLET		1er AOÛT		2e AOÛT		3e AOÛT		4e AOÛT		5e AOÛT		6e AOÛT		7e AOÛT		8e AOÛT		9e AOÛT		10e AOÛT		11e AOÛT		12e AOÛT		13e AOÛT		14e AOÛT		15e AOÛT		16e AOÛT		17e AOÛT		18e AOÛT		19e AOÛT		20e AOÛT		21e AOÛT		22e AOÛT		23e AOÛT		24e AOÛT		25e AOÛT		26e AOÛT		27e AOÛT		28e AOÛT		29e AOÛT		30e AOÛT		1er SEPTEMBRE		2e SEPTEMBRE		3e SEPTEMBRE		4e SEPTEMBRE		5e SEPTEMBRE		6e SEPTEMBRE		7e SEPTEMBRE		8e SEPTEMBRE		9e SEPTEMBRE		10e SEPTEMBRE		11e SEPTEMBRE		12e SEPTEMBRE		13e SEPTEMBRE		14e SEPTEMBRE		15e SEPTEMBRE		16e SEPTEMBRE		17e SEPTEMBRE		18e SEPTEMBRE		19e SEPTEMBRE		20e SEPTEMBRE		21e SEPTEMBRE		22e SEPTEMBRE		23e SEPTEMBRE		24e SEPTEMBRE		25e SEPTEMBRE		26e SEPTEMBRE		27e SEPTEMBRE		28e SEPTEMBRE		29e SEPTEMBRE		30e SEPTEMBRE		1er OCTOBRE		2e OCTOBRE		3e OCTOBRE		4e OCTOBRE		5e OCTOBRE		6e OCTOBRE		7e OCTOBRE		8e OCTOBRE		9e OCTOBRE		10e OCTOBRE		11e OCTOBRE		12e OCTOBRE		13e OCTOBRE		14e OCTOBRE		15e OCTOBRE		16e OCTOBRE		17e OCTOBRE		18e OCTOBRE		19e OCTOBRE		20e OCTOBRE		21e OCTOBRE		22e OCTOBRE		23e OCTOBRE		24e OCTOBRE		25e OCTOBRE		26e OCTOBRE		27e OCTOBRE		28e OCTOBRE		29e OCTOBRE		30e OCTOBRE		1er NOVEMBRE		2e NOVEMBRE		3e NOVEMBRE		4e NOVEMBRE		5e NOVEMBRE		6e NOVEMBRE		7e NOVEMBRE		8e NOVEMBRE		9e NOVEMBRE		10e NOVEMBRE		11e NOVEMBRE		12e NOVEMBRE		13e NOVEMBRE		14e NOVEMBRE		15e NOVEMBRE		16e NOVEMBRE		17e NOVEMBRE		18e NOVEMBRE		19e NOVEMBRE		20e NOVEMBRE		21e NOVEMBRE		22e NOVEMBRE		23e NOVEMBRE		24e NOVEMBRE		25e NOVEMBRE		26e NOVEMBRE		27e NOVEMBRE		28e NOVEMBRE		29e NOVEMBRE		30e NOVEMBRE		1er DÉCEMBRE		2e DÉCEMBRE		3e DÉCEMBRE		4e DÉCEMBRE		5e DÉCEMBRE		6e DÉCEMBRE		7e DÉCEMBRE		8e DÉCEMBRE		9e DÉCEMBRE		10e DÉCEMBRE		11e DÉCEMBRE		12e DÉCEMBRE		13e DÉCEMBRE		14e DÉCEMBRE		15e DÉCEMBRE		16e DÉCEMBRE		17e DÉCEMBRE		18e DÉCEMBRE		19e DÉCEMBRE		20e DÉCEMBRE		21e DÉCEMBRE		22e DÉCEMBRE		23e DÉCEMBRE		24e DÉCEMBRE		25e DÉCEMBRE		26e DÉCEMBRE		27e DÉCEMBRE		28e DÉCEMBRE		29e DÉCEMBRE		30e DÉCEMBRE		1er JANVIER		2e JANVIER		3e JANVIER		4e JANVIER		5e JANVIER		6e JANVIER		7e JANVIER		8e JANVIER		9e JANVIER		10e JANVIER		11e JANVIER		12e JANVIER		13e JANVIER		14e JANVIER		15e JANVIER		16e JANVIER		17e JANVIER		18e JANVIER		19e JANVIER		20e JANVIER		21e JANVIER		22e JANVIER		23e JANVIER		24e JANVIER		25e JANVIER		26e JANVIER		27e JANVIER		28e JANVIER		29e JANVIER		30e JANVIER		1er FÉVRIER		2e FÉVRIER		3e FÉVRIER		4e FÉVRIER		5e FÉVRIER		6e FÉVRIER		7e FÉVRIER		8e FÉVRIER		9e FÉVRIER		10e FÉVRIER		11e FÉVRIER		12e FÉVRIER		13e FÉVRIER		14e FÉVRIER		15e FÉVRIER		16e FÉVRIER		17e FÉVRIER		18e FÉVRIER		19e FÉVRIER		20e FÉVRIER		21e FÉVRIER		22e FÉVRIER		23e FÉVRIER		24e FÉVRIER		25e FÉVRIER		26e FÉVRIER		27e FÉVRIER		28e FÉVRIER		29e FÉVRIER		30e FÉVRIER		1er MARS		2e MARS		3e MARS		4e MARS		5e MARS		6e MARS		7e MARS		8e MARS		9e MARS		10e MARS		11e MARS		12e MARS		13e MARS		14e MARS		15e MARS		16e MARS		17e MARS		18e MARS		19e MARS		20e MARS		21e MARS		22e MARS		23e MARS		24e MARS		25e MARS		26e MARS		27e MARS		28e MARS		29e MARS		30e MARS		1er AVRIL		2e AVRIL		3e AVRIL		4e AVRIL		5e AVRIL		6e AVRIL		7e AVRIL		8e AVRIL		9e AVRIL		10e AVRIL		11e AVRIL		12e AVRIL		13e AVRIL		14e AVRIL		15e AVRIL		16e AVRIL		17e AVRIL		18e AVRIL		19e AVRIL		20e AVRIL		21e AVRIL		22e AVRIL		23e AVRIL		24e AVRIL		25e AVRIL		26e AVRIL		27e AVRIL		28e AVRIL		29e AVRIL		30e AVRIL		1er MAI		2e MAI		3e MAI		4e MAI		5e MAI		6e MAI		7e MAI		8e MAI		9e MAI		10e MAI		11e MAI		12e MAI		13e MAI		14e MAI		15e MAI		16e MAI		17e MAI		18e MAI		19e MAI		20e MAI		21e MAI		22e MAI		23e MAI		24e MAI		25e MAI		26e MAI		27e MAI		28e MAI		29e MAI		30e MAI		1er JUIN		2e JUIN		3e JUIN		4e JUIN		5e JUIN		6e JUIN		7e JUIN		8e JUIN		9e JUIN		10e JUIN		11e JUIN		12e JUIN		13e JUIN		14e JUIN		15e JUIN		16e JUIN		17e JUIN		18e JUIN		19e JUIN		20e JUIN		21e JUIN		22e JUIN		23e JUIN		24e JUIN		25e JUIN		26e JUIN		27e JUIN		28e JUIN		29e JUIN		30e JUIN		1er JUILLET		2e JUILLET		3e JUILLET		4e JUILLET		5e JUILLET		6e JUILLET		7e JUILLET		8e JUILLET		9e JUILLET		10e JUILLET		11e JUILLET		12e JUILLET		13e JUILLET		14e JUILLET		15e JUILLET		16e JUILLET		17e JUILLET		18e JUILLET		19e JUILLET		20e JUILLET		21e JUILLET		22e JUILLET		23e JUILLET		24e JUILLET		25e JUILLET		26e JUILLET		27e JUILLET		28e JUILLET		29e JUILLET		30e JUILLET		1er AOÛT		2e AOÛT		3e AOÛT		4e AOÛT		5e AOÛT		6e AOÛT		7e AOÛT		8e AOÛT		9e AOÛT		10e AOÛT		11e AOÛT		12e AOÛT		13e AOÛT		14e AOÛT		15e AOÛT		16e AOÛT		17e AOÛT		18e AOÛT		19e AOÛT		20e AOÛT		21e AOÛT		22e AOÛT		23e AOÛT		24e AOÛT		25e AOÛT		26e AOÛT		27e AOÛT		28e AOÛT		29e AOÛT		30e AOÛT		1er SEPTEMBRE		2e SEPTEMBRE		3e SEPTEMBRE		4e SEPTEMBRE		5e SEPTEMBRE		6e SEPTEMBRE		7e SEPTEMBRE		8e SEPTEMBRE		9e SEPTEMBRE		10e SEPTEMBRE		11e SEPTEMBRE		12e SEPTEMBRE		13e SEPTEMBRE		14e SEPTEMBRE		15e SEPTEMBRE		16e SEPTEMBRE		17e SEPTEMBRE		18e SEPTEMBRE		19e SEPTEMBRE		20e SEPTEMBRE		21e SEPTEMBRE		22e SEPTEMBRE		23e SEPTEMBRE		24e SEPTEMBRE		25e SEPTEMBRE		26e SEPTEMBRE		27e SEPTEMBRE		28e SEPTEMBRE		29e SEPTEMBRE		30e SEPTEMBRE		1er OCTOBRE		2e OCTOBRE		3e OCTOBRE		4e OCTOBRE		5e OCTOBRE		6e OCTOBRE		7e OCTOBRE		8e OCTOBRE		9e OCTOBRE		10e OCTOBRE		11e OCTOBRE		12e OCTOBRE		13e OCTOBRE		14e OCTOBRE		15e OCTOBRE		16e OCTOBRE		17e OCTOBRE		18e OCTOBRE		19e OCTOBRE		20e OCTOBRE		21e OCTOBRE		22e OCTOBRE		23e OCTOBRE		24e OCTOBRE		25e OCTOBRE		26e OCTOBRE		27e OCTOBRE		28e OCTOBRE		29e OCTOBRE		30e OCTOBRE		1er NOVEMBRE		2e NOVEMBRE		3e NOVEMBRE		4e NOVEMBRE		5e NOVEMBRE		6e NOVEMBRE		7e NOVEMBRE		8e NOVEMBRE		9e NOVEMBRE		10e NOVEMBRE		11e NOVEMBRE		12e NOVEMBRE		13e NOVEMBRE		14e NOVEMBRE		15e NOVEMBRE		16e NOVEMBRE		17e NOVEMBRE		18e NOVEMBRE		19e NOVEMBRE		20e NOVEMBRE		21e NOVEMBRE		22e NOVEMBRE		23e NOVEMBRE		24e NOVEMBRE		25e NOVEMBRE		26e NOVEMBRE		27e NOVEMBRE		28e NOVEMBRE		29e NOVEMBRE		30e NOVEMBRE		1er DÉCEMBRE		2e DÉCEMBRE		3e DÉCEMBRE		4e DÉCEMBRE		5e DÉCEMBRE		6e DÉCEMBRE		7e DÉCEMBRE		8e DÉCEMBRE		9e DÉCEMBRE		10e DÉCEMBRE		11e DÉCEMBRE		12e DÉCEMBRE		13e DÉCEMBRE		14e DÉCEMBRE		15e DÉCEMBRE		16e DÉCEMBRE		17e DÉCEMBRE		18e DÉCEMBRE		19e DÉCEMBRE		20e DÉCEMBRE		21e DÉCEMBRE		22e DÉCEMBRE		23e DÉCEMBRE		24e DÉCEMBRE		25e DÉCEMBRE		26e DÉCEMBRE		27e DÉCEMBRE		28e DÉCEMBRE		29e DÉCEMBRE		30e DÉCEMBRE		1er JANVIER		2e JANVIER		3e JANVIER		4e JANVIER		5e JANVIER		6e JANVIER		7e JANVIER		8e JANVIER		9e JANVIER		10e JANVIER		11e JANVIER		12e JANVIER		13e JANVIER		14e JANVIER		15e JANVIER		16e JANVIER		17e JANVIER		18e JANVIER		19e JANVIER		20e JANVIER		21e JANVIER		22e JANVIER		23e JANVIER		24e JANVIER		25e JANVIER		26e JANVIER		27e JANVIER		28e JANVIER		29e JANVIER		30e JANVIER		1er FÉVRIER		2e FÉVRIER		3e FÉVRIER		4e FÉVRIER		5e FÉVRIER		6e FÉVRIER		7e FÉVRIER		8e FÉVRIER		9e FÉVRIER		10e FÉVRIER		11e FÉVRIER		12e FÉVRIER		13e FÉVRIER		14e FÉVRIER		15e FÉVRIER		16e FÉVRIER		17e FÉVRIER		18e FÉVRIER		19e FÉVRIER		20e FÉVRIER		21e FÉVRIER		22e FÉVRIER		23e FÉVRIER		24e FÉVRIER		25e FÉVRIER		26e FÉVRIER		27e FÉVRIER		28e FÉVRIER		29e FÉVRIER		30e FÉVRIER		1er MARS		2e MARS		3e MARS		4e MARS		5e MARS		6e MARS		7e MARS		8e MARS		9e MARS		10e MARS		11e MARS		12e MARS		13e MARS		14e MARS		15e MARS		16e MARS		17e MARS		18e MARS		19e MARS		20e MARS		21e MARS		22e MARS		23e MARS		24e MARS		25e MARS		26e MARS		27e MARS		28e MARS		29e MARS		30e MARS		1er AVRIL		2e AVRIL		3e AVRIL		4e AVRIL		5e AVRIL		6e AVRIL		7e AVRIL		8e AVRIL		9e AVRIL		10e AVRIL		11e AVRIL		12e AVRIL		13e AVRIL		14e AVRIL		15e AVRIL		16e AVRIL		17e AVRIL		18e AVRIL		19e AVRIL		20e AVRIL		21e AVRIL		22e AVRIL		23e AVRIL		24e AVRIL		25e AVRIL		26e AVRIL		27e AVRIL		28e AVRIL		29e AVRIL		30e AVRIL		1er MAI		2e MAI		3e MAI		4e MAI		5e MAI		6e MAI		7e MAI		8e MAI		9e MAI		10e MAI		11e MAI		12e MAI		13e MAI		14e MAI		15e MAI		16e MAI		17e MAI		18e MAI		19e MAI		20e MAI		21e MAI		22e MAI		23e MAI		24e MAI		25e MAI		26e MAI		27e MAI		28e MAI		29e MAI		30e MAI		1er JUIN		2e JUIN		3e JUIN		4e JUIN		5e JUIN		6e JUIN		7e JUIN		8e JUIN		9e JUIN		10e JUIN		11e JUIN		12e JUIN		13e JUIN		14e JUIN		15e JUIN		16e JUIN		17e JUIN		18e JUIN		19e JUIN		20e JUIN		21e JUIN		22e JUIN		23e JUIN		24e JUIN		25e JUIN		26e JUIN		27e JUIN		28e JUIN		29e JUIN		30e JUIN		1er JUILLET		2e JUILLET		3e JUILLET		4e JUILLET		5e JUILLET		6e JUILLET		7e JUILLET		8e JUILLET		9e JUILLET		10e JUILLET		11e JUILLET		12e JUILLET		13e JUILLET		14e JUILLET		15e JUILLET		16e JUILLET		17e JUILLET		18e JUILLET		19e JUILLET		20e JUILLET		21e JUILLET		22e JUILLET		23e JUILLET		24e JUILLET		25e JUILLET		26e JUILLET		27e JUILLET		28e JUILLET		29e JUILLET		30e JUILLET		1er AOÛT		2e AOÛT		3e AOÛT		4e AOÛT		5e AOÛT		6e AOÛT		7e AOÛT		8e AOÛT		9e AOÛT		10e AOÛT		11e AOÛT		12e AOÛT		13e AOÛT		14e AOÛT		15e AOÛT		16e AOÛT		17e AOÛT		18e AOÛT		19e AOÛT		20e AOÛT		21e AOÛT		22e AOÛT		23e AOÛT		24e AOÛT		25e AOÛT		26e AOÛT		27e AOÛT		28e AOÛT		29e AOÛT		30e AOÛT		1er SEPTEMBRE		2e SEPTEMBRE		3e SEPTEMBRE		4e SEPTEMBRE		5e SEPTEMBRE		6e SEPTEMBRE		7e SEPTEMBRE		8e SEPTEMBRE		9e SEPTEMBRE	
--	---------------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	---------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	---------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	--------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	---------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	---------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	--------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	---------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	--------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	-------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	-------------	--	----------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	---------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	----------	--	---------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------	--

SOCIAL

L'ordonnance sur le travail à temps partiel devrait à la fois renforcer les droits des salariés et la lutte contre le chômage

M. Jean Auroux, ministre du travail, a présenté, mardi 16 mars, le projet d'ordonnance relatif au travail à temps partiel devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

Environ un million deux cent mille personnes, dont près de neuf cent mille dans le secteur privé et quelque trois cent mille dans le secteur public, sont concernées par les futures mesures qui modifieront la loi du 28 janvier 1981.

Le ministre a indiqué que cette ordonnance permettrait à la fois de lutter contre le chômage, de répondre aux aspirations de certains salariés, de favoriser une meilleure utilisation des équipements des entreprises et de renforcer le statut social et les droits de cette catégorie de travailleurs. Les députés de la majorité ont souligné l'intérêt du texte. M. Jacques Bimbenet (P.C.) souhaitait que l'Agence nationale pour l'emploi exerce un rôle dans la gestion de ces offres d'emploi. Ceux de l'opposition se sont inquiétés des effets dissuasifs des « seuils sociaux » — un salarié à temps partiel travaillant quinze heures par semaine est retenu pour un employé à part entière pour le calcul des effectifs — alors que l'employeur est obligé d'organiser des élections de délégués du personnel (dix salariés) ou de membres de comité d'entreprise (cinquante).

Les syndicats ouvriers, auxquels le texte de l'ordonnance a été soumis comme aux autres partenaires sociaux, ont assez mal accueilli dans leur ensemble les changements prévus, qu'ils jugent trop peu contraignants pour les employeurs. Le Conseil d'Etat, pour sa part, n'a pas apporté de retouche au projet, qui devrait être soumis au conseil des ministres du 24 mars.

La ministre du travail a d'abord procédé à une redéfinition du travail à temps partiel. Entreront dans le champ de la nouvelle législation les personnes qui effectueront des horaires inférieurs d'au moins un cinquième à la durée légale ou conventionnelle du travail, hebdomadaire ou mensuelle. Aucune limite « basse » n'est fixée : on pourra ne travailler que quelques heures par semaine ou par mois et être « couvert » par la loi.

Mais ce bénéfice est à double tranchant : la C.G.T. et F.O., en particulier, avaient demandé que le travail à temps partiel soit imposé dans une tranche de vingt à trente heures par semaine, cela afin d'obliger les employeurs à fournir un haut minimum d'emploi.

En outre, la C.G.T. avait réclamé que le comité d'entreprise (C.E.) puisse disposer d'un droit de veto en la matière s'il estimait que l'engagement de tel ou tel salarié pouvait se faire à temps complet. Dans un premier projet, le ministre avait envisagé cette possibilité, mais il l'a ensuite abandonnée devant les arguments du C.N.P.F., qui a prôné la « souplesse ».

A l'intention des mères de famille

La rue de Grenelle a cependant conservé le garde-fous de la loi de janvier 1981 : obligation pour l'employeur d'informer le C.E. au moins une fois par an sur la situation du travail à temps partiel dans son entreprise, et obligation de motiver ses refus de passer à temps plein. Il en a aussi instauré de nouveaux. Pour limiter cette forme d'opération dans les branches professionnelles où il y a actuellement des abus, le ministre pourra, par décret et après consultation des partenaires sociaux, fixer des quotas. Certains syndicats souhaitent que ces quotas soient établis dans le cadre de l'ordonnance, mais les pouvoirs publics ont préféré brandir à l'égard du patronat une menace plutôt qu'un ukase, laissant aux partenaires sociaux le soin de négocier d'abord.

Ainsi des discussions se sont déjà engagées au sein de commissions mixtes (c'est-à-dire présidées par un membre de l'administration du travail) dans les trois principales branches utilisant du travail à temps partiel : le grand commerce, l'hôtellerie et le nettoyage. Dans ce dernier secteur, un accord vient même d'être conclu qui améliore les projets gouvernementaux.

Par la voie de la future ordonnance, l'établissement du contrat de travail à temps partiel doit être revu et corrigé. La qualification du salarié y sera indiquée de façon très précise — au lieu et place du lexème actuel — et, surtout, la répartition du travail entre les jours de la semaine devra être notifiée : deux heures le mardi, quatre heures le vendredi, par exemple. Cette clause est principalement introduite à l'intention des mères de famille, qui pourront ainsi « gérer » leur temps à l'avance. L'employeur a toutefois la possibilité de modifier les

horaires hebdomadaires, mais à condition de respecter un délai de sept jours.

La nature des contrats de travail devra être également précisée lors du bilan annuel au C.E. ou, à défaut, aux délégués du personnel ou à l'inspection du travail. Communication en sera aussi faite aux délégués syndicaux.

Le texte ministériel renforce la législation de janvier 1981 sur plusieurs autres points : impossibilité de licencier un salarié à temps plein qui refuse un emploi partiel ; priorité — pour les volontaires qui veulent passer à temps partiel ou vice versa — à temps complet — aux salariés de l'entreprise de préférence aux candidatures extérieures ; mêmes droits et même application des conventions collectives pour tous ; même calcul de l'ancienneté que si le travailleur à temps partiel exerçait un emploi à temps plein.

L'ordonnance instaure aussi des nouveautés : la période d'essai devra être calculée sur une durée calendaire (un mois, par exemple) et non plus sur une durée effective. Ainsi, un travailleur engagé à mi-temps doit aujourd'hui effectuer une période d'essai de cent soixante-quatorze heures (un mois à temps complet), soit pour ce qui la concerne deux mois calendaires.

Quant aux heures complémentaires (et non pas supplémentaires en deçà des trente-huit heures), elles ne devront pas être supérieures au tiers de l'horaire inscrit dans le contrat de travail. Si elles sont effectuées régulièrement, à raison de deux heures ou plus par semaine, elles devront être obligatoirement intégrées dans le contrat de travail au bout de douze semaines. Mais rien n'empêche évidemment l'employeur de renoncer aux heures complémentaires à l'échéance des onze semaines.

Pour ce qui concerne ensuite les seuils sociaux, les travailleurs à temps partiel continueront de figurer dans les effectifs au prorata de leur temps de présence : quatre salariés faisant neuf heures et demie par semaine sont comptés pour une unité. Cependant — et c'est une autre innovation — tout travailleur qui effectuera un minimum d'heures, par exemple au moins quinze heures par semaine, sera comptabilisé pour une seule unité.

Enfin, tout travailleur à temps partiel reste bien évidemment éligible au sein d'instances sociales ou syndicales. Mais dorénavant, pour éviter les abus, ses heures de mandat sont limitées au tiers du temps prévu dans son contrat de travail. Dernière modification : un cumul de mandats identiques (délégué du personnel par exemple) dans plusieurs entreprises est actuellement interdit. Cette interdiction demeurera, mais les sanctions prévues seront allégées à l'appréciation des prud'hommes, et rien ne s'opposerait — mais le débat reste ouvert — à ce que le travailleur à temps partiel cumule un mandat de délégué du personnel dans une entreprise et de membre du C.E. dans une autre.

MICHEL CASTAING.

LA REGIONALISATION EN ACTES

Un concept nouveau dans l'immobilier d'entreprise : les parcs-clubs d'activités industrielles et tertiaires

LES CRÉATEURS de zones industrielles ont parfois méconnu les contraintes du marché et négligé les desiderata des entreprises.

Après analyse d'expériences françaises et étrangères, la Banque privée de gestion financière, BPGF, a décidé de promouvoir des parcs-clubs pour mieux répondre, dans les régions, aux exigences actuelles et futures. Les premiers résultats sont concluants.

La BPGF avait acquis une pratique à l'occasion de la mise en place du financement d'opérations immobilières à caractère industriel telles que la gare de fret aérien de Roissy-Charles-de-Gaulle, récemment agrandie, des villages d'entreprises de Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, l'Hajj-les-Roses, Lille-Le Triolo, Metz-Nord, Saint-Etienne-La Chauvetière, ou des dizaines de programmes clés en main qui impliquaient un engagement sur un descriptif, un prix et un délai. C'est à partir de sites soigneusement sélectionnés qu'une action d'envergure fut envisagée dans l'intention de réaliser une véritable chaîne d'implantations.

Primauté du site

Les emplacements propres à accueillir industries et services se situent d'abord dans des régions qui ont atteint un certain degré de

développement. Peu distants des lieux d'habitation et bien desservis par les transports en commun, ils sont localisés à l'intersection d'au moins deux grands moyens de communication, d'intérêt régional ou national : liaison autoroutière, raccordement à la voie ferrée, proximité d'un aéroport ou d'un équipement portuaire. Les aires seront assez vastes pour permettre l'adaptation progressive de l'offre à la demande. Des industries dynamiques pourront ainsi, s'ils le souhaitent, étendre leurs installations sur un même site.

Le préalable nécessaire était la constitution de réserves foncières. Après une recherche systématique, des terrains furent acquis aux points clés des agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy et Strasbourg.

Qualité des réalisations et qualité de vie

Le caractère répétitif des opérations autorise une homogénéité de conception et de réalisation qui n'est pas exclusive d'une bonne insertion dans l'environnement, qu'il s'agisse du style architectural, des matériaux de façade, des coloris.

Les procédés techniques les plus modernes sont mis en oeuvre en matière de chauffage, d'aération et d'éclairage.

Une attention particulière est portée à l'esthétique du mobilier urbain : panneaux signalétiques et enseignes, lampadaires, etc.

Priorité est donnée à l'aménagement des plantations et espaces verts, des cheminements piétons, des œuvres d'art en exté-

rieur et à l'édification des services communs comme le restaurant interentreprises, l'hôtel, l'agence nationale pour l'emploi, la banque, la poste. Et la garantie de bonne gestion et de bon entretien finit d'assurer un cadre de vie de qualité aux utilisateurs.

L'effet de chaîne

Comment offrir plus au prix du marché? En maîtrisant les coûts.

Après achèvement des programmes en cours, les surfaces construites totaliseront 600 000 mètres carrés. Des économies d'échelle sont possibles, notamment sur les frais d'études. La conception est simple. Les immeubles dépassent rarement deux niveaux. Dans certains cas, on ne se refuse pas de remettre en état des immeubles existants. Un seul maître d'ouvrage intervient à toutes les phases, depuis l'acquisition du terrain jusqu'à la signature des contrats de location ou de crédit-bail immobilier.

Banque spécialisée dans la collecte de l'épargne institutionnelle, la BPGF est en mesure de faire appel dès l'origine à des fonds d'investissements à long terme.

Au début de 1982, neuf parcs-clubs sortaient de terre. Plus de soixante entreprises — grandes, moyennes et petites — avaient décidé d'y implanter leurs unités de production ou d'entreposage, leurs bureaux, laboratoires ou antennes commerciales. Plusieurs sociétés importantes, désireuses d'installer une série d'établissements sur le territoire national, ont pris conscience que la formule leur convenait particulièrement.

Les neuf premiers parcs-clubs

- Strasbourg
- Parc-club des Tanneries
- Parc-club Eurojet
- Nancy
- Parc-club du Bois du Tambour
- Parc-club de Brabois
- Marseille
- Parc-club des Aigalades
- Lille
- Parc-club des Prés
- Lyon
- Lyder Parc
- Parc-club du Moulin à Vent
- Bordeaux
- Parc-club Cadena

Premiers clients des parcs-clubs

- | | |
|--------------------------------------|--------------------------------|
| A.A. System • A 2 M • A.E.A. | Kempf • Kléber Colombes |
| Alsace Outillage | Korbs • Lecomte et Fils |
| Armand Thierry et Sages Informatique | Leuco France |
| Berganton Instruments | Pimpavide |
| Cabinet Martin • CEM | Monarch France |
| Chauvin Y.A. | Mora-Jean et Bouchon |
| Compagnie Informatique de l'Est | Ney • Olivetti • Oth Est |
| Creyssencas | Renault • Rhône-Poulenc |
| Delta Consultants | Schlumberger-Enertec |
| Diemo International | Semia • SER • SIAPA |
| Direction Régionale des Douanes | Sodacsa • Sogara Carrefour |
| Dolff • Ducros • EBI | Specia |
| Fenwick Maintenance | Storage Technology Corporation |
| G.F. Alsace • GERM | Storno • Studio Flandre |
| Groupe Maison Familiale | Tanneries de France |
| Hanser Automation | Tellis • Thomson-CIMS |
| Hewlett Packard | Thomson CSF • Thomson LMT |
| Hilt • Hôtel Campanile | Tilia Import |
| Informatique du Sud-Ouest | 13 Express • Unipol • Vailant |
| International Frépaire • Jet Est | Vega • Wild Leits France |

BPGF

département immobilier, 61, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 256.48.48

NEUBAUER
met en vente
ses PEUGEOT 82 D'EXPOSITION (0 km)
et de DIRECTION
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 31 MARS
M. GÉRARD - Tél. : 821-60-21

(Publicité)

**COMMUNES DE
RE, COLOMBES, GENNEVILLIERS
VILLENUEVE-LA-GARENNE**

Le Public est informé que par arrêté préfectoral en date du 15 février 1982, il a été prescrit une enquête publique concernant le projet de construction d'un pont sur le canal de la Vierge, à LAURENT, COLUMBES, GENNEVILLIERS et VILLENEUVE-LA-GARENNE.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant la période d'enquête, du 13 mai 1982 au 15 avril 1983, à la Préfecture des HAUTS-DE-SEINE - 167, avenue Joliot-Curie, 92013 NANTERRE - Direction Départementale de l'Équipement - 10, rue de la République - 92013 NANTERRE.

Le dépôt des pièces sera effectué du 13 mai 1982 au 15 avril 1983, du lundi au jeudi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30. Pendant le même délai, les personnes intéressées pourront se procurer gratuitement les pièces du dossier.

Le dossier sera également déposé à la Préfecture des HAUTS-DE-SEINE - COLUMBES, GENNEVILLIERS et VILLENEUVE-LA-GARENNE, du 13 mai 1982 au 15 avril 1983, du lundi au jeudi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30.

Le public pourra le consulter, pendant la période d'enquête, à la Préfecture des HAUTS-DE-SEINE - 167, avenue Joliot-Curie, 92013 NANTERRE.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux heures indiquées ci-dessous :

du 15 au 22 mai 1974, de 10 heures à 12 heures, à l'adresse : Monsieur P. DUTREUIL - Directeur Départemental chargé du Service des Bâtimens de la Direction des Télécommunications de PARIS intra-muros - 12-26, boulevard des Fêtes-Valsin - 75012 PARIS - Tél. : 01-42.22.22.22

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire-Enquêteur seront tenues à la disposition du public en Mairies de Paris intra-muros, à l'exception de la Mairie de la Seine-Saint-Denis, GARENNE et à la Préfecture des HAUTS-DE-SEINE - Direction Départementale de l'Équipement - Accueil du Public - Niveaux 1 et 2 - aux heures normales d'ouverture.

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Éducation?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile. ☺ :

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :
David Hobson, Directeur Commercial
Newspaper Archive Developments Ltd.
Holybrook House, Casile Street
Reading RG1 7SN, Angleterre
Tél. 00 44 731 683113, Téléc. : 848326 NADL C

(Publiert)

Les entrepreneurs sont invités à soumettre leur qualification pour les travaux de drainage de la ville de Port-au-Prince, objet du lot 4 concernant le recalibrage de ravine bois de chêne. Il s'agit essentiellement de travaux de terrassement et de construction en place de grès collecteurs de drainage.

A titre indicatif, il est prévu la réalisation des ouvrages ci-après, ainsi que des captages par regards ovulaires s'y offrent :

Le projet étant partiellement financé par la Banque Interaméricaine de développement (prêt BID 564/SF-HA), seules les entreprises qui remplissent les conditions d'éligibilité de la BID sont admises à participer à cet appel d'offres.

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer le dossier de préqualification sans aucun frais, à partir du 30 mars 1982

Et où les faire parvenir en Haïti dûment complétées en français, en trois (3) exemplaires scellés, à l'adresse des T.P.T.C. sus-indiquée avant le 17 mai 1982, à midi.

Seules les entreprises préqualifiées seront invitées à participer à l'appel d'offres.

De notre correspondant

PHILIPPE LEMAITRE

Tandis qu'à Bruxelles la négociation sur les prix agricoles plétine, les Britanniques ayant décidé de bloquer la conclusion de l'accord sur le projet de distillation exceptionnelle de sept millions contribution britannique au budget communautaire.

A Quimper, mille cinq cents à deux mille agriculteurs ont manifesté le 16 mars au soir sur le champ de foire à l'appel de la

F.D.S.E.A. et du C.D.J.A.
Finistère. Des incidents se so

(Suite de la première page.) monétaire de deux pays, France et l'Allemagne, dont

politiques et les orientations ont souvent été différentes, et

FRANÇOIS RENARD.

« Le Provençal » et le Crédit agricole

Le Monde, daté du mercredi 17 mars 1982, a publié, en page 43, un article signé Jacques Grassat sous le titre « Pour 20 millions de francs, le Crédit agricole est devenu provisoirement actionnaire du Provence », article qui appelle de notre part les précisions suivantes que, dans un souci d'objectivité, je vous remets de bien vouloir adresser à vos lecteurs.

Ce n'est que récemment que nous avons décidé d'accueillir de nouveaux actionnaires.

D'ailleurs, le Crédit agricole a déjà participé au capital d'autres sociétés de presse quotidienne régionale dans le centre de la France.

« Sans chantage, sans hold-up »,

pour reprendre l'expression employée par un proche parent d'un candidat de l'opposition aux élections cantonales, le Crédit agricole a décidé de souscrire à une émission d'obligations convertibles en actions au taux traditionnel pour ce type d'opération.

Il a été précisé qu'au cas où le Crédit agricole déciderait de ne pas transformer ses obligations en actions, ces obligations rapporteraient le taux du marché qui est aujourd'hui de 14,75 %.

Ainsi, le Crédit agricole a le

Il n'est donc nullement porté atteinte aux intérêts des agriculteurs.

Poittevin confirme les informations publiées par «le Monde». Aujourd'hui comme avant le 18 mai, les caisses régionales du Crédit agricole mutuel sont des établissements privés et la Caisse nationale un établissement public.]

● Le groupe de travail « pouvoir d'achat », créé à la demande de Mme Lalumière, ministre de la consommation, a présenté son rapport au Comité national de la consommation (C.N.C.), lundi 15 mars. Ce rapport souhaite entre autres que « les comités d'entreprise retrouvent la plénitude des attributions que leur donne le code du travail en matière de formation des prix », et que l'information et la formation des consommateurs soient mises

Mme Lalumière a fait part de son intention de proposer au gouvernement des mesures visant à rendre plus démocratiques les procédures de la politique des prix et a proposé à la réflexion du C.N.C. deux orientations : la création d'organismes techniques départementaux et le développement de « maisons de la consommation » par les municipalités.

Pré-rapport 1981

En 1981, les ventes de FACOM ont progressé de 13 %, portant le chiffre d'affaires à 773 millions de francs (contre 684 millions de francs réalisés en 1980). L'exportation (contre 134 millions de francs en 1980). Cette progression, principalement due au redressement enregistré au cours du second semestre 1981, devrait permettre une poursuite de la croissance et de la réduction d'exploitation de l'exercice.

Les investissements effectués en 1981 concernent pour 25 millions de francs des investissements industriels et pour 14 millions de francs en 1980) et 10 millions de francs de prise de participation. L'ensemble de ces investissements vise à nouveau à améliorer les prix de revient, à accroître la capacité industrielle de FACOM et à pénétrer de nouveaux marchés.

COGEFIMO SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 115 374 750 F

de F 5000 nominal.	
Pris d'émission	

**INTERET FAIBLE,
SEMESTRIELLEMENT**

Interés mínimo garantido

au pair. Toutefois, la Banque de La Hérin a donné mandat à la Banque de l'Indochine

Amortissement anticipé
Interdit pendant la durée de l'emprunt,

Cotation

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

EMPRUNT F.500 MILLIONS

MARCHES FINANCIERS

PARIS

15 Mars 1934

Mouvement des actions

15 Mars 1934

La séance a été calme, les cours ont été en tendance à la baisse. Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

15 Mars 1934

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

LES MARCHÉS ÉTRANGERS

15 Mars 1934

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

Les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse, les actions de la Bourse ont été en tendance à la baisse.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 mars

Net redressement des actions et du marché de l'or

Dominé par une majorité d'ordres d'achat, le marché parisien a nettement accentué son redressement de la veille, permettant à l'indice de la cote de doubler son avance de lundi pour la porter à plus de 1,3 %.

Encore une fois, il semble bien que l'évolution de la cote repose sur des éléments essentiellement techniques. L'accroissement du déficit de la balance française des paiements courants en 1981 n'est guère préoccupant pour les professionnels.

Il s'agit là d'un fait du passé et au Palais Brongniart, on a pour règle d'anticiper. A cet égard, la réévaluation de la cote repose sur des éléments essentiellement techniques. L'accroissement du déficit de la balance française des paiements courants en 1981 n'est guère préoccupant pour les professionnels.

Les D.T.I., ces ex-valets de sociétés nationalisées, font l'objet de demandes pressantes mais les écarts demeurent raisonnables. D'autres actions s'ajoutent des gains plus sensibles, tels Saint-Louis (+ 6 %), Saunier (+ 6,2 %), Bic (+ 5,3 %), D.M.C. (+ 3 %), mais la palme revient à une nouvelle fois à Radar (+ 12 %), suivie de J. Borel (+ 11 %) et de Perier (+ 7,5 %).

A l'inverse, P.M. cède 5 %, Générale Fonderie 4,7 % et nombre de titres (Saurat, Sogerap, Pollet, Métal, Dunkerque) reculent de 3 à 4 %.

Sur le marché de l'or où le métal fin est en reprise sensible à 521 dollars l'once (314,25 la vieille), les mines d'or repartent de l'avance, notamment Western Deep et Dome Mines (+ 7 %). Le lingot progresse à 63 990 F (+ 1 530 F) mais le napoléon cède 1 50 F, à 610 F.

Le dollar-titre continue à faire marche arrière, à 732/33 F, tandis que le billet vert bondit à 6 123/50 F en séance sous l'effet des taux américains.

NEW-YORK

Encore irrégulier

Le marché new-yorkais, en léger progrès pendant la majeure partie de la séance de mardi, est finalement retombé en deçà du niveau des 800 pour s'établir à 798,33 (moins 2,66 points). Le volume des transactions progresse à 50,24 millions d'actions contre 43,57 millions la veille.

En dépit de deux informations jugées importantes pour le marché (l'augmentation de 1,5 % de la production industrielle américaine en février, la première du genre depuis la hausse de juillet, et, sur un autre plan, les nouveaux progrès constatés sur les mises en chantier, en augmentation de 6,5 % durant la même période), la cote demeure tiraillée entre quelques opérateurs à l'affût de titres devenus bon marché et un nombre au moins aussi important de professionnels qui s'efforcent d'équilibrer par la courbe imprévisible des taux d'intérêt.

Une nouvelle pibce est à joindre maintenant à ce volumineux dossier avec la décision prise par trois grandes banques américaines (Bankers Trust, Morgan Guaranty Trust et First National Bank of Chicago) de porter leur taux de base bancaire de 16 à 16,50 %, confirmant le regain de tension observé sur les taux qui semble précéder au plus haut point M. Henry Kaufman.

Intervenant devant des parlementaires américains, l'économiste de Salomon Brothers continue à affirmer que toute dévaluation sur les taux, sans indubitablement par une compression des déficits budgétaires.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	23 1/2	23 1/2
A.T.T.	57 1/4	57 1/4
Boeing	119 1/4	119 1/4
Chrysler	84 1/2	84 1/2
Deere	38 1/2	38 1/2
DuPont	29 3/8	29 3/8
Eastman	19 1/8	19 1/8
Exxon	32 3/4	32 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4
IBM	58 7/8	58 7/8
Intel	25 1/2	25 1/2
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
McDonald	44 1/2	44 1/2
Merck	117 1/2	117 1/2
Pharmacia	49 1/2	49 1/2
Rockwell	22 3/4	22 3/4
Spacel	36 1/2	36 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MICHELIN. — La compagnie générale des établissements Michelin, qui lance un emprunt à taux variable de 700 millions de francs, a enregistré une progression de ses revenus en 1981, qui ont atteint 633 millions de francs contre 540 millions l'année précédente, compte non tenu d'une recette exceptionnelle de 86 millions de francs.

GÉNÉRALE DE FONDERIE. — Ce fabricant d'appareils de chauffage et de sanitaires est retombé dans le « rouge » en 1981 avec une perte nette de 175 millions de francs, contre un bénéfice de 92 millions pour le précédent exercice, la perte enregistrée par la seule société mère s'élevant à 130 millions de francs, après un bénéfice de 11 millions de francs en 1980.

Un niveau du groupe, la chute d'activité a été importante (— 4,5 %), avec un chiffre d'affaires ramené à 2,41 milliards de francs contre 2,52 milliards d'un exercice à l'autre, le volume des ventes de la société mère reculant de 1,2 milliard de francs contre 1,32 milliard l'année précédente.

Selon les dirigeants de la Générale de Fonderie, ces mauvais résultats « sont le reflet de l'effondrement du marché du chauffage traditionnel constaté depuis dix-huit mois, phénomène conjoncturel qui régit notamment de la baisse d'activité du bâtiment et du renchérissement de l'argent ».

En dépit de ces éléments, la société a réussi à augmenter de 33 % les exportations de la société mère tout en étant contrainte de fermer son usine de radiateurs de Chieri (Italie), compte tenu de la forte baisse d'activité constatée également dans ce pays.

A titre de comparaison, le chiffre d'affaires réalisé pour les deux premiers mois de l'exercice en cours — encore « médiocre » — est en léger progrès par rapport à la même période de 1981, « ce qui semble confirmer qu'il n'y a pas d'aggravation à craindre ».

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1981)

15 mars 15 mars

Valeurs françaises 183,6 184,4

Valeurs étrangères 99,7 99,5

Cote des AGENTS DE CHANGE (base 100 = 29 déc. 1981)

15 mars 15 mars

Indice global 98,9 98,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (base 100 = 17 mars 1982)

15 mars 15 mars

COURS DU DOLLAR À TOKYO (base 100 = 17 mars 1982)

15 mars 15 mars

1 dollar (en yen) 239,55 242,70

BOURSE DE PARIS Comptant

16 MARS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2
A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4
Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4
Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2
Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2
DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8
Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8
Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4
IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8
Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2
Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2
Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2
Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4
Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2

Marché à terme

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance	VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2
A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4
Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4
Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2
Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2
DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8
Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8
Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4
IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8
Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2
Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2
Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2
Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4
Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS
Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2
A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4
Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4
Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2
Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2
DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8
Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8
Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4
IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8
Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2
Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2
Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2
Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4
Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS
Alcoa	23 1/2	23 1/2	Alcoa	23 1/2	23 1/2
A.T.T.	57 1/4	57 1/4	A.T.T.	57 1/4	57 1/4
Boeing	119 1/4	119 1/4	Boeing	119 1/4	119 1/4
Chrysler	84 1/2	84 1/2	Chrysler	84 1/2	84 1/2
Deere	38 1/2	38 1/2	Deere	38 1/2	38 1/2
DuPont	29 3/8	29 3/8	DuPont	29 3/8	29 3/8
Eastman	19 1/8	19 1/8	Eastman	19 1/8	19 1/8
Exxon	32 3/4	32 3/4	Exxon	32 3/4	32 3/4
General Motors	38 3/4	38 3/4	General Motors	38 3/4	38 3/4
IBM	58 7/8	58 7/8	IBM	58 7/8	58 7/8
Intel	25 1/2	25 1/2	Intel	25 1/2	25 1/2
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2	Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/2
McDonald	44 1/2	44 1/2	McDonald	44 1/2	44 1/2
Merck	117 1/2	117 1/2	Merck	117 1/2	117 1/2
Pharmacia	49 1/2	49 1/2	Pharmacia	49 1/2	49 1/2
Rockwell	22 3/4	22 3/4	Rockwell	22 3/4	22 3/4
Spacel	36 1/2	36 1/2	Spacel	36 1/2	36 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. D'UN TOUR À L'AUTRE : « La notion de majorité », par Alfred Grosser ; « Des victoires momentanées », par Daniel Amson ; « A force de désarmer », par Guy Konopnicki ; « Morosité politique », par Philippe de Saint-Robert.

ÉTRANGER

3.-4. EUROPE
— BELGIQUE : la manifestation des sidérurgistes.
— ESPAGNE : on procède à la réouverture de l'Université.
— 4. AMÉRIQUES
— Les tensions en Amérique centrale.
— 5. DIPLOMATIE
— Après les déclarations de M. Brejnev sur les armements nucléaires en Europe.
— 6. AFRIQUE
— La conférence ministérielle de l'O.U.A. à Dakar est ajournée sine die.
— 6. PROCHE-ORIENT
— La tension entre Washington et Tripoli.
— 6. ASIE

POLITIQUE

7. LES ÉLECTIONS CANTONALES : « La transformation de la société, le changement, ne sont jamais l'œuvre du seul gouvernement », déclare le premier ministre.
8. La rencontre C.G.C. et M.R.G.
9. La majorité a perdu vingt des trente et un cantons où ses « sorters » ne se représentaient pas.
10. Les « départements-tests ».
11. HISTOIRE : « Vingt ans après les accords d'Évian » (III), par Louis Terresol.

SOCIÉTÉ

11. Les reboisements de l'« affaire » Lucet.
12. Une affaire d'internement psychiatrique jugée neuf ans après les faits.
13. MÉDECINE : l'O.M.S. dénonce l'aggravation de la situation sanitaire dans le tiers-monde.
31. SPORTS

ÉQUIPEMENT

31. TRANSPORTS : une ordonnance du conseil des ministres étend aux morts les dispositions sur les comptes et la durée du travail, ENVIRONNEMENT

ÉCONOMIE

32. ÉTRANGER : les difficultés financières des pays de l'Est.
32-33. SOCIAL : l'ordonnance sur le travail à temps partiel.
34. ÉNERGIE : la Commission européenne s'inquiète d'un possible relâchement des économies d'énergie.

ARTS ET SPECTACLES

15. « Les années 30 en Italie », par Philippe Pons ; Un portrait de Giacometti, par Jacques Michel.
16 et 21. Rencontre avec Alain Fleischer, cinéaste et photographe ; Lifesize, d'Hickcock, par Hervé Gohbert ; Wagner, une biographie de Gregor Dellin, par Jacques Lanchamp ; « Shakespeare à Cologne », par Colette Godard ; « Sur Broadway », par Bethany Hayes.
22. SÉLECTION PROGRAMMES EXPO. SITES.
17 à 20. RADIO-TELEVISION.
— Programmes du 19 au 25 mars : « Malesherbes, avocat du roi », sur TF1 ; Rock sur France-Culture.
— VF : « Cote mal taillée », par Claude Sarroute.

RADIOTELEVISION (20)
INFORMATIONS
« SERVICES » (27)
La maison ; Météorologie ; Journal officiel ; Mots croisés.
Annonces classées (28 à 30) ; Carnet (26) ; Programmes spectacles (23 à 26) ; Bourse (31).

LOOK DE CHAÎNE
TISSUS COUTURE
TISSUS DECORATION
PRIX DE CHOC
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS
A B C D E F G

LA RENCONTRE P.S.-C.F.D.T.

MM. Jospin et Maire divergent sur la manière de mobiliser l'opinion

Après la C.G.T. et Force ouvrière, avant la C.G.C. et la FEN, le parti socialiste a rencontré, mardi 16 mars, les responsables de la C.F.D.T. L'entretien a duré deux heures et demi, au siège du parti socialiste.

Au terme de cette rencontre, les deux formations ont rendu publique une déclaration, dans laquelle elles réaffirment leur objectif commun — agir — dans la perspective d'une transformation socialiste et démocratique et d'autogestionnaire du pays — mais aussi leur souci de différencier l'action politique de l'action syndicale.

Le communiqué commun énumère une série d'objectifs qu'il parait à la C.F.D.T. et au P.S. nécessaire d'atteindre afin de « continuer à progresser dans le changement ». Il s'agit de « la lutte contre la montée du chômage », l'oppression des travailleurs, la conquête du marché intérieur et la mise en œuvre des contrats de solidarité ; la lutte contre les inégalités ; la rénovation et la démocratisation de la Sécurité sociale ; la modification des conditions de travail et de l'organisation du travail par la conquête de nouveaux droits pour les travailleurs ; la recherche de nouvelles relations entre les pays industrialisés et les pays du tiers-monde.

En résumé des principes généraux énoncés, les constats de divergence. C'est ainsi que le P.S. et la C.F.D.T. ont développé chacun son analyse sur les modalités de réduction du temps de travail jusqu'à trente-cinq heures par semaine. Il y a un mois, le 17 février, M. Maire avait qualifié de « faux pas » l'affirmation par M. François Mitterrand que la réduction à trente-neuf heures de la durée hebdomadaire du travail ne devait pas se faire au prix d'une baisse du pouvoir d'achat. Le P.S., qui défend le point de vue du chef de l'Etat, avait reçu comme une agression injustifiée la suite des propos tenus par le secrétaire général de la C.F.D.T. : « Notre société est malade du chômage et tous ceux qui croient qu'en présence des choses à petit prix, on va non seulement, peut-être, gagner les élections, mais aussi préserver l'avenir, tous ceux-là se trompent », a-t-il déclaré.

Les deux formations ont également maintenu leur divergence sur la participation des fonctionnaires à la solidarité avec les chômeurs. La C.F.D.T. souhaite qu'ils cotisent à l'assurance-chômage. Le P.S. est d'un avis inverse. M. Edmond Maire a, d'autre part, insisté sur la nécessité de mettre en place une fiscalité beaucoup plus lourde pour les hauts revenus. Le secrétaire général de la C.F.D.T. pense notamment aux revenus mensuels supérieurs à six fois le SMIC.

M. MAIRE : « dire la vérité »

La C.F.D.T. englobe le parti socialiste dans sa critique de la pratique gouvernementale. M. Edmond Maire a paru « faire lorsqu'il a débuté la réunion il a contesté le mode de croissance économique dont le pouvoir a fait le choix, développé une conception de la solidarité plus extensive, à ses yeux, que celle que le gouvernement met en œuvre, dénoncé la lenteur de la mise en place de la réforme sur les droits des travailleurs. Il a fait, au terme de la réunion, qu'il a invité le pouvoir et le parti socialiste à « dire clairement la vérité aux Français, même si cela peut apparaître un peu distant des promesses pré-électorales ». Cette attitude « de vérité, de rigueur et de cohérence » lui paraît seule susceptible de « mieux souder la majorité des travailleurs et du peuple français avec ce qui se fait ».

M. Maire reproche au pouvoir

Le numéro du « Monde » daté 17 mars 1982 a été tiré à 532 339 exemplaires.

et au parti socialiste de n'avoir pas réussi la mobilisation populaire sur leur politique et même de s'en être peu soucies. M. Jospin lui a répondu immédiatement l'accusation. Le premier secrétaire du parti socialiste estime que les centrales ouvrières n'ont pas joué leur rôle mobilisateur, notamment lors du débat sur les nationalisations. Il déplore aussi la division de syndicats plus soucieux, à son avis, de conquérir, chacun pour son compte, des positions de pouvoir dans les entreprises, les organismes sociaux et parapublics — que de s'associer afin de peser plus lourd dans le rapport de forces qui permet d'accélérer, ou non, la mise en œuvre du changement. M. Jospin regrette que les centrales ouvrières, contrairement aux partis de gauche, n'aient pas normalisé leurs divergences afin d'exploiter au mieux ce qui les rassemble.

Le premier secrétaire du P.S. redoute enfin la tendance qu'ont, selon lui, les syndicats à politiser leur action. Depuis la période qui a précédé la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, et au cours de laquelle M. Maire avait encouragé l'opération d'union avec M. Michel Debré, le soupçon d'une intervention permanente du secrétaire général de la C.F.D.T. dans les débats internes au P.S. existe vivace. M. Jospin, cependant, aurait mauvaise grâce à trop en faire état, dans la mesure où la C.G.T. lors d'une rencontre similaire, le 17 février, avait aussi reproché à M. Jospin, en l'occurrence, d'avoir soutenu que M. Pierre Joxe avait publiquement apporté aux contestataires de la C.G.T. syndicaliste, dont le président du parti socialiste de l'Assemblée nationale est membre.

JEAN-YVES LHOMEAU.

REFUSANT DE SIGNER UN « RELEVÉ DE CONCLUSIONS »

Les fédérations de fonctionnaires réclament une concertation nouvelle avec le gouvernement

La signature d'un relevé de conclusions entre M. André Le Pors, ministre de la fonction publique, et des représentants des fédérations de fonctionnaires, les sept fédérations générales de la fonction publique n'a pas eu lieu, mardi 16 mars, contrairement à ce qu'on pouvait attendre. Le 28 septembre 1981, la C.G.T., la FEN, F.O., la C.F.P.C. et les autres fédérations avaient signé avec le ministre un engagement de négociations portant notamment sur l'emploi, la formation, le recrutement, les discriminations, les salaires, la décentralisation et des réformes administratives, titularisation des non-titulaires.

À l'issue de la réunion, F.O. a jugé que « les rôles et les moyens de la concertation dans la fonction publique n'ont pas encore été trouvés ». La C.F.D.T. a souligné un texte qui n'a pas été discuté. Si la C.G.C. « ne comprend pas que le ministre ait mélangé des éléments qu'il faut séparer », la C.G.T. a qualifié la discussion de « pure posture » et qu'elle ouvrirait la voie à « une concertation plus élaborée ». M. André Le Pors a indiqué que les fédérations de fonctionnaires ont eu des réunions différentes sur plusieurs chapitres du constat, n'avaient pas souhaité « globaliser leur appréciation ».

En réunissant le 16 mars les fédérations de fonctionnaires pour faire le point sur cette concertation, le ministre souhaitait que celle-ci aboutisse à un « relevé de conclusions » signé par les organisations syndicales, s'agissant d'une procédure déjà adoptée pour les discussions salariales. Or plusieurs fédérations ont estimé que ce relevé était « trop global » et ont préconisé d'élaborer des « résumés » de concertation. M. Le Pors, estimant que les conditions n'étaient, « en l'état actuel », pas réunies pour un relevé, a refusé de signer, a donc décidé d'adresser aux fédérations de fonctionnaires un « constat des résultats et des perspectives de la concertation sur les problèmes

Langues
CADRES - INGENIEURS
Chargés d'affaires à l'étranger
Apprentis en un temps record (40 à 60 h).
Rachats titulaires vos
diplômes
indisponibles.

VOTRE FORMATION
24, rue St-Barthélemy, 75005 Paris
Tél. : 325-12-10 - 325-15-42

8 jours en islande à partir de 5000 F Paris-Paris Aggrépa 42, rue Etienne-Marcel (2^e) 508.81.50

Pâques : sessions intensives 5 jours et 4 heures par jour, du lundi 22 mars au vendredi 2 avril, ou du lundi 5 au vendredi 9 avril

math.phys français

...et soutien annuel par petits groupes. Session : Spécial BAC

SOS-MATH

Editions d'Enseignement Privé 3, rue de Valenciennes - 543.61.24 Métro : Étoile ou St-Philippe

ventes dans les 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e arrondissements

Régie Presse Le Monde Tél. : 296.15.01

LE STATUT PARTICULIER LES ÉLECTIONS EN CORSE RÉUNION-DÉBAT AVEC Edmond SIMÉONI JEUDI 18 MARS À 20h 6, rue Albert-de-Lapparent, PARIS (7^e) Métro : SEGUR

A cause de la défaillance d'un satellite en orbite

LE PROCHAIN TIR D'ARIANE EST REPORTÉ D'AU MOINS DEUX MOIS

Le prochain lancement de la fusée européenne Ariane, initialement fixé au 23 avril, devrait être, selon l'Agence spatiale européenne (ESA), reporté à deux mois au moins. Paradoxalement, la raison de ce report n'incombe ni au lanceur, dont le premier tir opérationnel, ni aux deux satellites — le satellite de télécommunications Mares-B et le satellite scientifique Sirius-2 — mais au premier satellite de télécommunications Mares-A.

Depuis plusieurs semaines, en effet, ce satellite, Mares-A, est affecté par des décharges électrostatiques provoquées, selon l'ESA, par une augmentation de l'activité solaire. Ces perturbations ont gêné le fonctionnement des systèmes de télécommande et de télémétrie de la fusée, le programme des satellites de télécommunications européens. Les ingénieurs de l'ESA cherchent à remédier aux difficultés rencontrées en orbite par Mares-A, vont-ils passer en revue les modifications qu'il conviendrait d'apporter à Mares-B pour le rendre insensible à ce type de phénomène.

Toutes investigations qui sont d'autant plus nécessaires qu'elles concernent aussi, de manière indirecte, le programme des satellites de télécommunications européens. Ces qui présentent beaucoup de points communs avec les satellites Mares. Nul doute, dans ces conditions, que le prochain tir d'Ariane ne soit perturbé, en particulier en ce qui concerne la date du deuxième tir opérationnel de juillet au cours duquel devrait être lancé le premier des satellites Es.

L'AFFAIRE FRANCISCI

MM. Chirac, Pons et Pasqua renoncent à poursuivre M. Defferre

MM. Bernard Pons et Charles Pasqua ont renoncé à porter plainte contre M. Defferre. Dans un communiqué rendu public ce mercredi 17 mars, les deux dirigeants du R.P.R. estiment que le ministre de l'Intérieur leur a présenté des « excuses » et que l'affaire est close. MM. Pons et Pasqua se réfèrent à une déclaration au ministre de l'Intérieur, dimanche 14 mars, affirmant : « Je ne suis pas gêné pour dire que je n'ai pas mis en cause et que je ne mets pas en cause l'honnêteté personnelle de M. Chirac, Pasqua et Pons. Je n'ai jamais voulu dire que M. Chirac, pas plus que M. Pasqua et Pons, ont touché personnellement de l'argent de M. Francischi » (Le Monde du 16 mars).

Mardi 16 mars, M. Chirac, qui avait obtenu dimanche la condamnation de M. Defferre pour diffamation, avait annoncé qu'il se désistait de sa plainte contre ce dernier. « Le point de vue exprimé par les magistrats me suffit », explique le ministre de Paris dans une lettre adressée à un de ses avocats, M. Jean Gallo.

L'autre défenseur de M. Chirac, M. Patrick Devedjian, a expliqué ce mercredi matin que l'affaire allait, de toute manière, venir de-

vant la cour d'appel de Paris que M. Defferre a saisi après sa condamnation. Mais les magistrats devront constater que le maire de Paris a renoncé à ses poursuites, et le ministre de l'Intérieur sera relaxé. La loi sur la presse a ceci de particulier que le plaigant est maître des poursuites et que son désistement met fin à celles-ci.

D'autre part, la famille de Marcel Francischi, le patron du Cercle Haussmann assasiné, a estimé, mardi, que certaines déclarations de M. Chirac étaient « hautement diffamatoires ». Le défenseur de M. Chirac avait qualifié, le 13 mars, aux informations de TF1 Marcel Francischi de « trumand notoire ». Une expression voisine (« grand trumand ») avait été utilisée, le 11 mars, à Marseille, par M. Defferre. La famille de Marcel Francischi a déclaré : « M. Chirac nous a fait savoir qu'il n'opposerait pas les propositions par son avocat, et qu'il ne parlait pas sur cette affaire. A l'interrogé sur cette déclaration, le maire de Paris nous a indiqué, ce mercredi matin, que pour sa part, il n'avait pas à porter un jugement sur Marcel Francischi, qu'il n'avait « jamais » de sa vie ».

Les suites de l'attentat de la rue Copernic

M. Bouissou a été relaxé

Le père du jeune motard tué lors de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic a été relaxé du délit d'outrage à magistrat, mardi 16 mars, par un tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine), au terme d'un délibéré de quinze jours (Le Monde du 17 mars).

Le 28 avril 1981, M. Jean-Pierre Bouissou, cinquante-deux ans, gérant d'une société de transports, avait reçu la visite de deux inspecteurs de police qui acquiesçaient sur une affaire d'escroquerie ne le concernant pas. Les deux hommes voulaient des renseignements sur les tarifs pratiqués.

Selon eux, M. Bouissou leur a dit : « J'ai autre chose à faire que de perdre mon temps à ça ». Puis les magistrats ont déclaré que son fils, il avait ajouté : « Et Copernic, vous connaissez ? La police aurait dû être là. Les inspecteurs s'étaient égarés et lorsqu'il l'avaient menacé de

faire intervenir le juge d'instruction, M. Bouissou leur avait répondu : « Le juge mon cul ».

M. DELEPLACE RÉCLAME L'EXPULSION DES DÉLINQUANTS ÉTRANGERS RÉCIDIVISTES

« Il faut expulser les délinquants étrangers récidivistes, comme on le faisait avant le 10 mai », a déclaré, le mardi 16 mars, à Orléans, lors d'une conférence de presse, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). « On observe actuellement, a-t-il dit, un sentiment de frustration chez les policiers, à l'égard des magistrats d'élargir certains malfruits étrangers en application de la loi d'amnistie ». Selon le secrétaire général de la FASP, ces individus « défilent de plus en plus ouvertement la police », et, a-t-il conclu, « si ce phénomène n'est pas enrégimenté, il risque d'entraîner un développement du racisme ».

A cause d'une grève dans les usines de traitement

La distribution de l'eau à Paris risque d'être perturbée

Réuni le mardi 16 mars en assemblée générale le personnel de la Ville de Paris, chargé d'assurer le fonctionnement continu des usines de traitement de l'eau (à Orly, à Ivry et à Saint-Maur), en grève depuis neuf jours à l'appel de la C.G.T., a décidé de durcir et d'étendre son mouvement. Cela pourrait entraîner, selon les prévisions, des perturbations dans la distribution de l'eau à Paris.

Les usines touchées par la grève jouent un rôle important dans le dispositif prévu pour alimenter en eau la capitale. Les ressources en eaux souterraines ne couvrent pas intégralement les besoins de Paris : l'appoint est donc fourni par des eaux puisées dans la Seine et dans la Marne, puis traitées dans trois usines : sur la Marne, celle de Saint-Maur (capacité de production maximum : 280 000 mètres cubes par jour), sur la Seine, celle d'Ivry (175 000 mètres cubes par jour) et celle d'Orly (300 000 mètres cubes par jour).

Les grévistes réclament la retraite à cinquante-cinq ans pour tous les agents en 3 x 5 avec un an de bonification tous les cinq ans, ainsi que la mise en place d'une cinquième équipe pour parvenir à un horaire de trente-trois heures hebdomadaires.

M. Jean Tibéri, l'adjoint au maire de Paris, chargé du personnel, estime que la question de la réduction du

temps de travail ne pourra être abordée que lors de la prochaine réunion du comité technique paritaire, le 19 avril. Il précise : « La mairie a réduit, à compter du 1^{er} janvier 1982, la durée hebdomadaire de travail de ce personnel de trente-neuf heures à trente-trois heures, avec maintien intégral du salaire ». À propos de l'abaissement de l'âge de la retraite, M. Tibéri déclare qu'il est intervenu à deux reprises, en 1977 et 1981, auprès des ministères de tutelle (fonction publique et Intérieur) pour pouvoir satisfaire cette revendication.

Le personnel de la station d'épuration d'Achères, dans les Yvelines, qui traite la plus grande partie des eaux usées de la région parisienne, est aussi en grève. Deux millions de mètres cubes d'eau polluée ont donc, depuis plus d'une semaine, été déversés dans la Seine, ce qui n'est pas sans danger pour la faune et la flore du fleuve.

M. Jean-Claude Gauthier, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a déposé une question écrite dans laquelle il demande à M. Gaston Defferre de lui communiquer, avant le second tour de scrutin, « compte tenu de la nécessité d'une clarification rapide », la liste des candidats « tels qu'ils ont été classés », au ministère de l'Intérieur, « par famille politique, avec le détail des voix obtenues par chaque candidat, canton par canton ».

BUICK
Skylark 9 cv.
Jean Charles s.a.
28, rue Claude Terrasse Paris-16^e 524.43.33

d'envoyer des prix de contrôle

Le gel arabe

Les a obligés à inter

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de

La loi de